

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES REVUES INTELLECTUELLES
ENTRE EMPÊCHEMENT ET ÉMANCIPATION : 1950-1968
VOLUME I

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR
IVAN CAREL

JANVIER 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

À l'origine de cette thèse, il y avait l'ambition de faire une étude portant sur les différents courants idéologiques ayant émaillé, au cours de la Révolution tranquille, le mouvement nationaliste québécois. Ainsi, à partir de diverses revues intellectuelles des années soixante, je comptais pointer les divergences et convergences dans les argumentations et les centres d'intérêt entre des opinions idéologiques de droite, du centre, de gauche; et j'avais également l'ambition de comprendre la façon dont tout cela s'articulait avec le contexte bouillonnant de la période visée. Un des axes principaux sur lequel je comptais insister reposait sur l'idée de *colonie* telle qu'elle a été abondamment utilisée dans les années soixante. La puissance d'évocation de ce rapprochement m'avait marqué lors de mes précédents travaux sur les mouvements indépendantistes breton, basque et corse à la même période, ainsi que sur les mouvements identitaires minoritaires d'Amérique du Nord comme le mouvement noir et amérindien¹. Je postulais alors que la notion de colonie était une référence incontournable à l'égard de laquelle les idéologies québécoises partageant la même sensibilité nationaliste devaient se positionner. Ces idéologies, présentes dans les revues, devaient également s'adapter et faire évoluer leur discours en fonction de ce nouveau contexte.

Il m'apparut cependant qu'une nouvelle histoire des idéologies de la Révolution tranquille n'apporterait rien de radicalement nouveau dans l'historiographie contemporaine. D'autres historiens, politicologues et sociologues ont, surtout depuis les années soixante-dix, développé une myriade d'études générales ou plus spécifiques sur le sujet. On peut penser aux textes de Lamonde, Dion, Dumont, Bélanger, notamment. J'ai donc abandonné partiellement et pour un temps cette piste de recherche, dont j'espère reprendre quelques fils conducteurs plus tard. Et même si on pourra remarquer à certains moments l'intérêt que je

¹ Ivan Carel, « L'affirmation identitaire et ses arguments internationalistes : portrait de colonies. Une étude comparative du discours identitaire breton et québécois dans les années 1960-1970 ». Mémoire de DEA en histoire, Paris : Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 1997, 145 p.

porte encore aux idéologies ainsi qu'à la notion de colonie, la présente étude s'est voulue à la fois plus générale et plus précise.

Plus générale parce qu'elle ne se limite plus aux idéologies, mais cherche à voir la façon qu'a la société québécoise de se représenter, du début des années cinquante à la fin des années soixante, à travers les grands thèmes identitaires véhiculés par le discours social.

Et plus précise parce que justement elle se limite aux questions identitaires, à la conscience historique, et ce même si ces questions soulèvent, comme nous aurons l'occasion de le souligner, des réflexions touchant tous les pans de l'agir social, politique, culturel et économique.

Je m'attache donc dans cette thèse à étudier le discours identitaire québécois à travers les paradigmes du discours social qui le fondent. C'est une histoire des *représentations* dont il est ici question, et non une histoire des *idéologies*. Par ailleurs, je postule que d'autres changements ont lieu dans la société civile (changements politiques, économiques, sociaux, culturels, rassemblés sous les étiquettes plus ou moins éculées de « Grande noirceur » ou de « Révolution tranquille »), mais je n'étudierai ici que le discours social hors de ses rapports effectifs avec ces déterminations précédemment évoquées.

Suite à une première évaluation par le jury, j'ai apporté les corrections recommandées, qui, je crois, vont permettre une meilleure compréhension de ma démarche et de mes conclusions. Les citations, dont certaines avaient été mal retranscrites dans la première version, ont été revérifiées et corrigées au besoin; la base théorique du travail a été solidifiée de façon à éliminer les ambiguïtés quant à ma démarche; la méthodologie est, je crois, mieux présentée; et j'inscris ma réflexion dans une critique de l'historiographie passée et présente moins sommaire, de façon à mieux la positionner par rapport aux débats portant sur la nature de la Révolution tranquille. J'espère donc avoir répondu positivement aux critiques qui m'avaient été adressées.

À ce titre je tiens à remercier les membres du jury pour leurs commentaires, ainsi bien entendu que mes directeurs pour m'avoir soutenu et aiguillé dans ce travail de correction.

Une thèse de doctorat est un travail de longue haleine auquel plusieurs personnes prennent part, plus ou moins consciemment. Bien que je sois seul responsable des idées exprimées dans les pages qui suivent, je me dois de remercier ici celles et ceux qui en ont favorisé l'édification.

Mes pensées vont tout d'abord à mes directeurs de thèse, Robert Comeau et Jacques Beauchemin. Car outre leur expertise et le brio dont ils font preuve pour lire l'Histoire, tous deux ont soutenu ce projet et ont grandement contribué, à force d'encouragements et de patience, à son aboutissement.

Je veux également remercier les professeurs rencontrés au fil des années et qui ont su éveiller mon intérêt pour l'histoire du Québec : Jacqueline Sainclivier de l'Université de Rennes II, André Kaspi et Hélène Trocmé, du Centre d'études nord-américaines de Paris I, ainsi que Manon Brunet, Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, de l'UQTR, qui furent les premiers à me mettre sur la piste de la Révolution tranquille.

Un merci particulier également à tous ceux, professeurs et étudiants, dont parfois un simple mot, à la faveur d'une discussion, m'a ouvert la porte à d'autres possibles intellectuels. Je pense en particulier à Andreas Jandl, Christian Bolduc et Jean-François Morissette, tous trois passionnés de savoir, qui ont concouru à l'élargissement de mes connaissances et ont été mes premiers lecteurs et critiques. Merci également à Isabelle Descoteaux, Fanny Lemétayer et Stéphane Paquin pour leur attention et leur relecture méticuleuse.

Je tiens à saluer et remercier les étudiants rencontrés au fil de cette recherche, et qui sont devenus des amis : Mourad Djebabla, Gérard Lamoureux, Armin Mayer, Vanessa Salvatore, Francisco Toledo, Yannick Calonge, Barbara Filippi, Bertrand Bonnardel, Bertrand Frossard, Frédéric Osterrath, Daphnée Dion-Viens, Philippe Navarro, Anna Kowalczyk, Cidalia Silva, Yannick Gendron, Isabelle Lefebvre, Robert Beaumier, Daniel Boutet, Hervé Trebossen, Jean-Louis Chevalier, Guenhaël Jan, Laurent Le Gal, Éric Le Chenadec, Anne Thébault, François Villeneuve.

Un merci tout particulier à Denis, Francine, Jean-François et Benoit Morissette, qui m'ont accueilli à bras ouverts; et je ne puis passer sous silence le support et la patience prodigués par Isabelle Morissette, qui m'accompagne et qui a su m'encourager au quotidien tout en subissant mes humeurs et mes découragements.

Enfin, je tiens à remercier ma famille et particulièrement mes parents, Françoise et Gabriel, qui m'ont toujours encouragé à étudier et ont toujours respecté mes choix, malgré les sacrifices et la distance d'un océan.

Je leur exprime ma gratitude et leur dédie cette thèse.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIER VOLUME

AVANT-PROPOS	ii
LISTE DES SIGLES.....	xiii
RÉSUMÉ	xv
INTRODUCTION	1
1. HYPOTHÈSES	4
2. SOURCES ET MÉTHODE.....	6
3. LIMITES TEMPORELLES	7
CHAPITRE I : LES PARADIGMES DU DISCOURS SOCIAL.....	10
1. LE DISCOURS SOCIAL	12
1.1. Un « syntagme » foucaldien.....	13
1.1.1. Genèses du discours	13
1.1.2. Le discours social.....	17
1.2. L'ordre du dicible et la notion d'homogénéité	26
1.2.1. Le discours social comme système.	27
1.2.2. Homogénéité discursive.....	29
1.2.3. Hétérogénéités réelles et factices.	30
1.3. Le discours et ses conditions de production.	34
1.3.1. La réaffirmation d'un dialogue	35
1.3.2. L'interdiscours.	37
1.3.3. Pour une approche dialogique et comparative	39
1.4. Discours social, culture et identité.....	41
1.4.1. La culture moderne	42
1.4.2. L'identité et le discours social.....	43
1.4.3. La théorie de la représentation	44
2. LE PARADIGME	48
2.1. Le concept de paradigme.....	49
2.2. Le changement de paradigme.....	53
2.3. Les paradigmes et le discours social.....	56
2.3.1. Discours, idéologie et paradigme dans le cadre de la modernité.....	57

2.3.2. Caractéristiques des paradigmes.	60
2.3.3. Les deux paradigmes de la période	61
CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTÉRATURE	64
1. À L'AUNE DU CONSERVATISME.....	67
2. LA VALORISATION D'UN QUÉBEC NORMAL.....	72
2.1. Les historiens « révisionnistes ».....	72
2.2. Aux sources du Nil : la quête des origines.	76
2.3. Des élites traditionnelles à l'avant-garde.....	79
3. CRITIQUES ET NOUVELLES INTERPRÉTATIONS	84
3.1. Les critiques de la Révolution tranquille.....	85
3.2. Les années cinquante revisitées.....	88
CONCLUSION : UNE PÉRIODE CONTROVERSÉE.....	95
CHAPITRE III : SOURCES ET MÉTHODE.....	97
1. L'INTELLECTUEL ET SES REVUES.	99
1.1. Le « geste » intellectuel.....	100
1.1.1. La nouvelle histoire intellectuelle et politique.	100
1.1.2. Les intellectuels.....	106
1.2. La revue intellectuelle.	121
1.2.1. Présentation de la revue.	121
1.2.2. Littérature et méthodes d'analyse.	124
2. LA MÉTHODE UTILISÉE.....	136
2.1. Le choix du corpus	136
2.1.1. Les années cinquante : <i>Laurentie</i> et <i>Cité libre</i>	137
2.1.2. Les années soixante : <i>L'action nationale</i> , <i>Maintenant</i> , <i>Liberté</i> , <i>Parti pris</i>	143
2.1.3. Revues et paradigmes : une question de bornes.	146
2.2. Corpus et analyse.....	147
2.2.1. Les objets d'adhésion paradigmatiques.....	148
2.2.2. Le choix des articles.....	150
2.2.3. La méthode d'analyse	155

CHAPITRE IV : LE PARADIGME DE L'EMPÊCHEMENT, 1950-1960	160
INTRODUCTION	160
1. L'empêchement.....	162
2. Présentation des revues	166
3. Présentation du chapitre	169
1. DES CANADIENS FRANÇAIS AUX QUÉBÉCOIS	173
1.1. Le mode de représentation traditionnel	175
1.1.1. <i>Cité libre</i> et l'identité traditionnelle	175
1.1.2. Une nation opprimée	180
1.2. La nation entre territoire politique et espace culturel	183
1.2.1. Le territoire québécois de <i>Cité libre</i>	183
1.2.2. La culture canadienne-française et la <i>Laurentie</i>	185
Conclusion.....	188
2. DE NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCE.....	191
2.1. La génération de l'après-Guerre.....	193
2.1.1. Une génération marquée par la Crise	193
2.1.2. La recherche de la continuité	196
2.1.3. Conclusion	197
2.2. La trahison des élites.....	198
2.2.1. <i>Cité libre</i> et l'idéologie de la petite bourgeoisie	199
2.2.2. Le bon-ententisme selon <i>Laurentie</i>	200
2.2.3. Conclusion	202
2.3. L'Église entre contrôle social et foi individualisée	203
2.3.1. Retour aux sources évangéliques	203
2.3.2. L'Église en tant qu'institution essentielle selon <i>Laurentie</i>	207
2.3.3. Conclusion	208
2.4. Structures socio-économiques et contrôle étranger	210
2.4.1. <i>Cité libre</i> et la question syndicale	211
2.4.2. <i>Laurentie</i> et la question nationale	213
2.4.3. Conclusion	215
Conclusion.....	217
3. RÉINTERPRÉTER LE MYTHE.....	220
3.1. Les « nationalistes pessimistes » et l'autocritique de Laval	222
3.2. L'histoire selon <i>Cité libre</i>	226

3.3. <i>Laurentie</i> ou la quête de la continuité	232
Conclusion.....	236
4. DEUX PROJETS CONTRASTÉS.....	238
4.1. Démocratie d'abord : le projet citélibriste.....	239
4.1.1. Pallier le manque démocratique	239
4.1.2. La question des tiers partis	241
4.1.3. Pour un État interventionniste.....	243
4.2. Doctrine, hiérarchie et corporatisme : <i>Laurentie</i>	245
4.2.1. Le nationalisme et le Centre d'information nationale (CIN).....	245
4.2.2. L'exemple de Salazar	246
4.2.3. Les dangers du gauchisme	249
Conclusion.....	251
CONCLUSION DU CHAPITRE IV	254

DEUXIÈME VOLUME

CHAPITRE V : LE PARADIGME DE L'ÉMANCIPATION, 1960-1968.....	257
INTRODUCTION	257
1. Modernisation, étatisme et émancipation.....	258
1.1. Une modernité québécoise	259
1.2. État et néonationalisme québécois	264
1.3. L'émancipation	267
2. Les revues étudiées.....	271
2.1. <i>L'Action nationale</i>	272
2.2. <i>Maintenant</i>	275
2.3. <i>Liberté</i>	278
2.4. <i>Parti pris</i>	280
3. Annonce du plan.....	287
1. DU COLLECTIF À L'INDIVIDUEL.....	289
1.1. Vers un nouveau Canada français	290
1.1.1. <i>L'Action nationale</i> entre l'ethnie et la culture.....	292
1.1.2. La nation selon <i>Maintenant</i> : le culturel et le politique.....	294
1.1.3. La nation selon <i>Liberté</i> : une quête sans cesse renouvelée.....	296
1.1.4. <i>Parti pris</i> ou la nation colonisée, à nommer	300

1.1.5. La religion progressivement évacuée de la problématique	312
1.1.6. La survivance en question	321
1.2. La langue comme ancrage de la nation	324
1.2.1. Valoriser la langue française	325
1.2.2. Une langue en danger : bilinguisme et joual	327
1.2.3. Politiser la langue, politiser la culture	330
1.3. Sécularisation et autonomie de l'Homme	334
1.3.1. La valorisation d'un individu situé	336
1.3.2. Multiplicité de discours et rationalisation du politique	344
Conclusion	365
2. LES RAPPORTS DE FORCE : LE FÉDÉRAL, L'ÉTAT, LES ÉLITES	368
2.1. Le Canada comme contrainte	369
2.1.1. La minoration de la culture française	370
2.1.2. Un pouvoir centralisateur	378
2.2. L'apparition de nouveaux rapports de force	381
2.2.1. <i>L'Action nationale</i> , ou la valorisation des structures ecclésiastiques	382
2.2.2. <i>Maintenant</i> : modernisation et adaptation	387
2.2.3. <i>Liberté</i> : le rejet des anciennes structures	392
2.2.4. <i>Parti pris</i> ou le rejet de l'État bourgeois	395
Conclusion	403
2.3. Les anciennes et les nouvelles élites	405
2.3.1. Les corps intermédiaires dans <i>L'Action nationale</i>	406
2.3.2. Adapter la société aux jeunes : <i>Maintenant</i>	410
2.3.3. La génération <i>Liberté</i> : les jeunes entrent en lice	414
2.3.4. <i>Parti pris</i> : une génération en rupture de ban	420
Conclusion	435
3. UNE HISTOIRE QUI NE NOUS APPARTIENT PAS	437
3.1. <i>L'Action nationale</i> face au pouvoir anglo-saxon	438
3.1.1. La Conquête et ses conséquences	439
3.1.2. La Confédération	440
3.2. <i>Maintenant</i> : l'histoire d'un long silence	442
3.2.1. La Grande noirceur	442
3.2.2. Le rapprochement avec le tiers-monde	444
3.3. <i>Liberté</i> , entre révolte et romantisme	446

3.3.1. La Conquête ou le début de la colonisation	446
3.3.2. Le tournant des Patriotes	449
3.3.3. Le nationalisme conservateur	450
3.4. Dépossession du Québec : <i>Parti pris</i>	452
3.4.1. Démonstration de la colonie : de la Conquête à Duplessis	453
3.4.2. La Révolution tranquille comme moment de l'Histoire	456
3.4.3. S'inscrire dans l'Histoire	458
Conclusion	460
4. TROIS NATIONALISMES, TROIS RÉVOLUTIONS	463
Introduction	463
1. La critique de la Révolution tranquille	464
2. Une pluralité de projets de société	468
4.1. Des États associés au séparatisme	473
4.1.1. Les États associés de <i>L'Action nationale</i>	473
4.1.2. <i>Maintenant</i> entre souveraineté et association	481
4.1.3. <i>Liberté</i> ou les prémisses du séparatisme	487
4.1.4. La première étape pour <i>Parti pris</i> : l'indépendance	491
Conclusion	496
4.2. État et justice sociale : entre traditions et révolutions	498
4.2.1. <i>L'Action nationale</i> ou la défense du Canada français	499
4.2.2. <i>Maintenant</i> entre spiritualité et politique	502
4.2.3. <i>Liberté</i> : pour la culture	505
4.2.4. <i>Parti pris</i> : le socialisme décolonisateur	507
Conclusion	510
4.3. Les trois révolutions de la Révolution tranquille	512
4.3.1. Une révolution conservatrice	514
4.3.2. La révolution social-démocrate	519
4.3.3. La révolution socialiste	530
Conclusion	535

CONCLUSION : ÉLÉMENTS POUR UNE ANALYSE PSYCHO-HISTORIQUE DES REPRÉSENTATIONS	536
1. Du discours social au destin collectif	539
1.1. Discours, idéologie et paradigme	539
1.2. Pertinence d'une analyse psycho-historique	542
1.3. L'idée de « destin »	545
2. Le destin contrarié : 1950-1960.....	553
2.1. Un débat au cœur de la modernité.....	554
2.2. La perception d'un blocage.....	556
2.3. Cause ou résultat? Les origines de la tare	558
2.4. S'approprier son destin : une urgente nécessité	561
Conclusion	565
3. Le destin réconcilié : 1960-1968.....	567
3.1. « Maîtres chez nous ».....	568
3.2. Naissance de l'Homo quebecensis	573
Conclusion	577
Conclusion : s'adapter sans se perdre.....	578
BIBLIOGRAPHIE.....	582
1. SOURCES.....	582
2. SOURCES SECONDAIRES	583
3. ANALYSES THÉORIQUES	586
4. ANALYSES DU QUÉBEC CONTEMPORAIN.....	591

LISTE DES SIGLES

N.b. : Les traités, groupes ou organismes cités sont québécois, à moins de mention contraire. Les dates indiquées correspondent à l'enregistrement officiel et ne tiennent pas compte d'une possible existence antérieure.

- **A.A.N.B.** : Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867)
- **A.C.J.C.** : Association catholique de la jeunesse canadienne-française (1903)
- **A.G.E.U.M.** : Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (1924-1968)
- **A.L.N.** : Action libérale nationale (1934)
- **A.L.Q.** : Armée de libération du Québec (1963)
- **A.S.I.Q.** : Action socialiste pour l'indépendance du Québec (1960)

- **B.A.E.Q.** : Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. (1963)

- **C.C.F.** : Cooperative Commonwealth Federation (Canada : 1932-1961)
- **C.I.N.** : Centre d'information nationale (1956)
- **C.I.S.** : Comité indépendance-socialisme (1968)
- **C.S.N.** : Confédération de syndicats nationaux (1960)
- **C.T.C.C.** : Confédération des travailleurs catholiques du Canada (1921-1960)

- **E.T.A.** : Euzkadi ta azkatasuna ("Le pays basque et sa liberté", 1958)

- **F.L.B.** : Front de libération de la Bretagne (Bretagne : 1964).
- **F.L.N.** : Front de libération nationale (Algérie : 1954).
- **F.L.P.** : Front de libération populaire (1968)
- **F.L.Q.** : Front de libération du Québec (1963)
- **F.T.Q.** : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (1957)

- **G.R.C.** : Gendarmerie royale du Canada (1873)

- **I.R.A.** : Irish Republican Army (Irlande : 1916)

- **J.A.C.** : Jeunesse agricole catholique (1937)
- **J.E.C.** : Jeunesse étudiante catholique (1935)
- **J.I.C.** : Jeunesse indépendante catholique (1936)
- **J.O.C.** : Jeunesse ouvrière catholique (1932)

- **M.L.F.** : Mouvement laïque de langue française (1961)
- **M.L.P.** : Mouvement de libération populaire (1965)
- **M.S.A.** : Mouvement souveraineté-association (1967)

- **N.P.D.** : Nouveau parti démocratique (Canada : 1961)
- **N.P.D.-Q.** : Nouveau parti démocratique du Québec (1965)

- **O.F.Q.J.** : Office franco-québécois pour la jeunesse (1968)
- **O.N.F.** : Office national du film (Canada : 1939)
- **O.N.U.** : Organisation des Nations Unies (international : 1945)

- **P.L.C.** : Parti libéral du Canada (Canada : 1867)
- **P.L.Q.** : Parti libéral du Québec (1867)
- **P.Q.** : Parti québécois (1968)
- **P.R.Q.** : Parti républicain du Québec (1962)
- **P.S.D.** : Parti social-démocratique (1955)
- **P.S.Q.** : Parti socialiste du Québec (1963)

- **R.H.A.F.** : *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1947)
- **R.I.N.** : Rassemblement pour l'indépendance nationale (1960-1968)
- **R.N.** : Ralliement national (1966)

- **S.G.F.** : Société générale de financement (1962)
- **S.S.J.B.** : Société Saint-Jean-Baptiste (1834)

- **U.G.E.Q.** : Union générale des étudiants du Québec (1964)
- **U.N.** : Union nationale (1936)

RÉSUMÉ

La Révolution tranquille est perçue dans la conscience historique collective comme le moment de passage du Canada français traditionnel au Québec moderne, attestant ainsi d'une rupture entre deux visions du monde. Cette interprétation de la Révolution tranquille comme acte fondateur est au cœur des débats historiographiques depuis les années soixante-dix. Nous cherchons pour notre part à nous y situer en faisant porter notre thèse sur les deux décennies, entre 1950 et 1968. Notre hypothèse est que les années cinquante d'une part et les années soixante d'autre part se caractérisent au niveau des représentations sociétales par deux visions du monde, plus précisément deux paradigmes distincts : le paradigme du destin empêché et le paradigme du destin émancipé. Nous posons comme corollaire à cette hypothèse qu'il existe une dimension matricielle unissant ces deux paradigmes, attestant ainsi d'une certaine continuité discursive et d'une trame continue dans la représentation que la société québécoise a d'elle-même. Nous avons dépouillé des revues intellectuelles de la période en considérant que malgré leur faible diffusion, elles peuvent être une source adéquate nous permettant de cerner le discours social anonyme et sa structure. En analysant ces revues (*Cité libre*, *Laurentie*, *L'Action nationale*, *Maintenant*, *Liberté* et *Parti pris*), nous leur avons posé quatre questions qui sont autant d'objets d'adhésion des paradigmes : 1. comment désignent-elles le Québec comme société globale? 2. quelle est la nature des rapports de force structurant cette société? 3. quel est leur rapport à l'histoire? et 4. quels projets de société proposent-elles? Plusieurs idéologies animent les revues, qui réagissent donc différemment à chaque situation, mais certaines régularités discursives nous ont permis de caractériser les deux périodes.

Le premier paradigme, correspondant à la décennie 1950-1960, a été étudié à travers *Cité libre* et *Laurentie*. Deux revues qu'a priori tout oppose, mais qui malgré tout dressent un portrait comparable de la situation du Canada français. Elles font face tout d'abord à un constat d'échec : la société canadienne-française paraît aux prises avec un manque de volonté et une petitesse d'esprit généralisés, se manifestant à tous les niveaux de son être collectif. Cette situation est maintenue par des forces qui enserrant le Canada français et le maintiennent dans un système de représentations désuet. Les élites traditionnelles, le pouvoir provincial et fédéral, ainsi que l'Église catholique sont les éléments de cette équation, bien que leur apport à la situation soit jugé différemment selon les idéologies des revues. Ces forces s'insèrent dans une perspective historique particulière pour chaque revue, correspondant à l'École de Montréal ou à l'École de Laval. Il en ressort la nécessité selon elles de faire reposer toute réflexion sur une analyse aussi précise que possible de la situation afin d'échapper aux travers d'une historicité mythique. C'est par conséquent sur un bouleversement complet des structures que misent les deux revues, afin que le Canada français échappe à l'empêchement d'être et d'agir qui le caractérise.

À la faveur des années soixante, le nationalisme canadien-français se transforme en un nationalisme territorial et civique qui se concentre sur le Québec, compris comme

communauté de langue et de culture, éléments qui acquièrent un fort sens politique. Le Québec devient le lieu d'affirmation d'un nouvel être collectif qui se redéfinit dans ses dimensions politiques, sociales, économiques et culturelles. L'État québécois se voit alors attribuer le rôle de porte-parole des valeurs collectives comme individuelles. À ce titre, l'Église est évacuée de la problématique, se cantonnant à des prérogatives personnelles. Les rapports de force se caractérisent par une volonté de promotion de l'ensemble de la société et de réappropriation de l'être collectif québécois. Conséquemment, tout ce qui menace le bon déroulement de ce processus est condamné par les revues choisies : l'Église, l'État fédéral, ou certaines élites. La modernisation de l'État s'inscrit donc dans la démarche émancipatrice de l'ensemble de la société. Elle s'inscrit également dans une praxis d'une certaine conscience historique : l'émancipation contemporaine du Québec se pose comme exorcisme à l'empêchement historique du Canada français, et le passé est posé comme repoussoir. Les projets de société avancés par les revues attestent de cette volonté émancipatrice : ils dépassent le constat d'une reprise en main du politique pour proposer des suites à la Révolution tranquille en cours. Conservatisme, social-démocratie et socialisme de décolonisation sont alors de l'ordre du possible, se conjuguant au thème de la révolution.

Le chapitre conclusif de notre thèse rassemble les caractéristiques des deux paradigmes en vue d'en cerner les lignes directrices pouvant nous mettre sur la piste de la trame générale du Québec de l'époque. Il nous est alors apparu que l'idée du destin est l'élément central qui légitime le vouloir-vivre québécois. Notre recherche illustre donc la mutation qui s'opère dans le discours intellectuel et le discours social au tournant de 1960, ainsi que l'existence d'une matrice de sens traversant la période. Cette mutation sanctionne le passage d'une société au destin contrarié concentré sur ses empêchements, à une société qui se réconcilie avec son destin en cherchant à l'inscrire dans une perspective de projection de son être collectif dans l'avenir.

Mots clés : paradigme, destin, discours, représentation, *Cité libre*, *Laurentie*, *L'Action nationale*, *Maintenant*, *Liberté*, *Parti pris*.

INTRODUCTION

S'atteler à une étude englobant à la fois les années cinquante et soixante représente un défi pour l'historien. La période que désigne la Révolution tranquille est particulière aux yeux des Québécois : elle symbolise dans l'imaginaire collectif une sortie de la grande Noirceur et l'accession à la modernité. Selon Serge Courville, la conscience collective passe alors notamment d'une représentation rurale à une représentation urbaine¹. Les Canadiens français devenant Québécois, c'est toute la culture qui opère une mutation.

Différents courants interprétatifs se sont succédé pour analyser cette mutation. Les années soixante on ainsi vu les analystes insister sur le caractère de rupture de la Révolution tranquille; courant qui a vu dans le duplessisme une grande Noirceur à l'opposition de laquelle se construit le Québec moderne. Les années soixante-dix vont par contre remettre en cause cette interprétation, voyant dans la Révolution tranquille une étape essentiellement politique dans la trame historique plus large d'une société déjà moderne et normale, notamment au regard de son évolution socio-économique. Or depuis une quinzaine d'années certains chercheurs tendent à nier cette « normalité » pour insister sur la spécificité du parcours historique québécois ainsi que sur la place prépondérante des acteurs dans les changements de l'époque. Il n'en reste pas moins que le fil conducteur de ces différents courants concerne la nature de la rupture présumée de 1960 et que, comme l'affirment Létourneau² et Courville, cette rupture est profondément ancrée dans la conscience collective québécoise.

Magnifiée, déformée par le récit et les souvenirs, la période peut prêter aux sentiments. Mais elle est d'abord série d'événements politiques, sociaux, économiques et

¹ Serge Courville, « De l'écart entre les faits de croissance et les représentations collectives : l'exemple du Québec. », dans Gérard Bouchard (dir.), *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1993, 445 p.

² Jocelyn Létourneau, « La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle », *Recherches sociographiques*, vol. 36, n° 1, janvier-avril 1995, p. 9-45.

culturels qui s'entrecroisent, se conjuguent et finissent par donner aux années en question un caractère particulier, celui d'une effervescence véhiculée par la plupart des acteurs de l'époque, individuels comme collectifs. C'est pourquoi évoquer la Révolution tranquille et la décennie l'ayant précédée n'est pas chose aisée : ce qui s'est passé durant ces années a été *perçu* comme un grand bond en avant, propulsant le Québec au cœur de la modernité. S'interroger sur cette période, pour un historien, revient à sonder une parcelle de mémoire collective qui oriente encore les débats actuels : qu'on le veuille ou non, nous sommes encore tributaires, au début du XXI^e siècle, du « modèle québécois » de la Révolution tranquille. Dans les domaines politique, culturel, social et économique, les exemples sont légion qui attestent de ce point de référence incontournable, en rapport auquel chaque geste doit être situé, faute de quoi il se condamne à une marginalité certaine. Par conséquent, étant donné que la page n'est pas tournée, bien que de plus en plus de voix se font entendre en ce sens, c'est avec énormément de précautions qu'il faut aborder cette période : les intérêts idéologiques qui étaient en jeu il y a quarante ou cinquante ans sont encore d'actualité, les questions posées à cette époque n'ont pas toujours trouvé de réponse, alors même que s'élabore le procès des mesures alors prises.

Rares sont les études ayant adopté comme champ d'investigation à la fois les années cinquante et soixante, la plupart étant consacrées à l'une ou l'autre des deux décennies, la première décrite comme le terreau des idées allant s'éclore dans la seconde. Cependant, il nous semble important, afin de définir au mieux la nature des différences entre les deux périodes, de les mettre en comparaison sur un sujet précis. Comparaison et confrontation qui, par là même, pourraient nous mettre sur la piste de ce qui peut les unir, d'une matrice les englobant. Mais il est important également de ne pas tomber dans l'ornière d'une étude qui tendrait à exagérer la rupture de la Révolution tranquille en la consacrant comme le passage de la tradition à la modernité. La comparaison des deux périodes ne doit pas se faire avec l'*a priori* rétrospectif de la supériorité de l'une par rapport à l'autre. Il importe également de ne pas limiter les recherches aux seules expressions idéologiques formulées au cours de la période.

Concernant la nature de la rupture présumée de la Révolution tranquille, Létourneau affirme qu'elle relève essentiellement de la construction d'une élite, construction destinée à légitimer l'accession au pouvoir de cette nouvelle technocratie. La mémoire savante aurait

ainsi « [...] structuré un champ des représentations très homogène qui, à la longue, s'est « durci » autour d'assertions axiomatiques encore très actives dans l'espace public québécois.³ » Partant de l'idée que le discours social des années soixante a été en quelque sorte phagocyté par un certain discours intellectuel, l'auteur en conclut que la Révolution tranquille, comme acte fondateur du Québec moderne, est une entreprise de re-crédation du passé afin de justifier la modernisation de l'État. Cette interprétation soulève cependant quelques interrogations. L'auteur s'appuie notamment sur le concept de discours social pour justifier son analyse. Or, le discours social, selon Marc Angenot, désigne « [...] tout ce qui se dit, tout ce qui s'écrit dans un état de société donné [...].⁴ » On doit par conséquent distinguer nettement ce concept de celui d'idéologie dominante, représentatif des seuls intérêts d'une classe sociale et organisant les représentations selon une stratégie de domination⁵.

Il nous apparaît alors nécessaire, pour mieux comprendre la période englobant les années cinquante et soixante, de ne pas se limiter aux seules idéologies, mais de cerner le discours social dans ce qu'il a de plus général. Et le discours intellectuel peut être un témoin privilégié de ce discours social, sans être confiné à la seule expression d'une élite.

³ Jocelyn Létourneau, « Le « Québec moderne ». Un chapitre du grand récit collectif des Québécois », *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 5, octobre 1992, p. 765-785, p. 771.

⁴ Marc Angenot : « Le discours social : problématique d'ensemble », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 2, n° 1, avril 1984 : « Le discours social et ses usages », p. 20.

⁵ Jacques Beauchemin, « Analyse du discours politique duplessiste : les aspects éthiques de la régulation dans les discours du trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'Union nationale, de 1944 à 1960 ». Thèse de doctorat en sociologie, Montréal : Université du Québec à Montréal, février 1992, 576 p., p. 53.

1. HYPOTHÈSES

Nous considérons, au vu des recherches précédentes, que les interprétations des années cinquante et soixante au seul regard des idéologies ou des mutations socio-économiques, bien que ces recherches aient grandement contribué à la compréhension de la période, ne rendent pas justice à l'ampleur des débats de la période. Plus particulièrement, nous estimons important d'axer notre recherche sur la diversité des débats relatifs à la question de l'identité prise dans son sens le plus large de représentation qu'a une société d'elle-même.

C'est la raison pour laquelle nous allons étudier le discours intellectuel de différentes revues québécoises en posant que ce discours témoigne d'un état du discours social. En effet, la théorie du discours social nous permet d'affirmer que les changements perceptibles dans les genres de discours « [...] reflètent le moindre changement dans la vie sociale.⁶ » De sorte que le discours n'est pas seul. Il est « [...] activité productrice de la société et témoin de sa dynamique profonde⁷ ». On ne peut donc pas dire n'importe quoi à n'importe quel moment, puisque chaque énoncé est en interaction avec les autres, au sein d'un interdiscours structurant.

Nous étudierons ainsi les deux décennies visées en posant comme hypothèse qu'elles constituent deux paradigmes distincts du discours social et qu'à ce titre elles possèdent leur propre homogénéité discursive. Ces paradigmes permettent de délimiter le discours social en posant que la rupture présumée de la Révolution tranquille est une rupture qui se joue au niveau des représentations. En effet, le discours intellectuel, loin de ne référer en vase clos qu'à des idées exclusivement intellectuelles, touche au contraire à l'ensemble de ce qui se dit, se pense, s'argumente dans une société. Il participe pleinement de la construction de la société moderne au même titre que les autres réalités (politique, socio-économique, etc.) avec lesquelles il doit composer pour ne pas s'exclure des débats en cours. Notons dès à présent que le terme de paradigme ne renvoie pas à un énième changement de vocabulaire destiné à camoufler le concept d'idéologie. Le paradigme, comme nous pourrions le voir plus loin, ne

⁶ Mikail Bakhtine, *Esthétique de la création verbale*, Paris : Gallimard, 1984, 400 p., p. 296.

⁷ Jacques Beauchemin, *Ibid.*, p. 3.

donne pas de réponse à ceux qui en sont les tenants⁸, mais il structure, à l'intérieur du discours social, l'ensemble de ce qui peut être dit, en fonction d'objets d'adhésion partagés de façon consensuelle. Les idéologies quant à elles sont élaborées à l'intérieur du paradigme en vigueur : elles se plient à ses propriétés afin de ne pas tomber dans la marginalité.

L'interpénétration entre les discours en tant qu'expressions d'une idéologie d'une part, et le contexte discursif en tant que manifestation d'un paradigme d'autre part, nous permet d'émettre l'hypothèse que les intellectuels de la période, tout en mettant de l'avant des projets et des idées différentes et parfois opposées, participaient, selon les périodes, d'un même paradigme, puisaient dans le même fonds de questionnements et de références.

Afin de cerner ces paradigmes, de les caractériser, nous avons eu recours à quatre questions « existentielles », que Thomas Kuhn appelle des « objets d'adhésion », et qui seront nos questions de recherche. 1. la désignation du Québec comme société globale (le rapport à l'identité), 2. La nature des rapports de forces structurants (quel est le monde dans lequel nous évoluons?), 3. le rapport à l'histoire (d'où venons-nous?) et enfin 4. le rapport à l'utopie, au projet politique (où allons-nous?). En somme, nous interrogeons les revues que nous avons choisies sur la façon dont elles perçoivent la société québécoise dans le passé, le présent et l'avenir.

Par ailleurs, outre les ruptures de représentation qui ont caractérisé le passage des années cinquante aux années soixante, nous posons comme hypothèse qu'un fil conducteur lie la période entière, non-dit conditionnant les discours sans que les porteurs de ces derniers en soient nécessairement conscients. Cette matrice discursive, que nous rattachons à la question identitaire du fait même des interrogations qui dirigent notre recherche, se pose comme étant rattachée à l'idée d'un *destin* à poursuivre. En utilisant ce terme, nous avons conscience du bagage de connotations qu'il peut trainer dans son sillage. Cependant, nous ne l'utilisons pas ici dans son sens traditionnel référant à une transcendance. Au contraire, le destin moderne est posé comme objectif collectif à atteindre par la société et pour elle-même. L'ensemble des revues, de *Cité libre* à *Parti pris*, s'inscrivent plus ou moins explicitement

⁸ Gérard Bouchard, dans *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal : Boréal, 2000, 498 p., voit dans les paradigmes des cadres idéologiques stricts fournissant aux intellectuels des interrogations ainsi que des réponses. Ce n'est pas cette perspective que nous utiliserons ici.

dans la dynamique d'une recherche d'un avenir collectif pour la société québécoise, au-delà des divergences manifestes et des changements de paradigmes discursifs majeurs qui peuvent les opposer.

2. SOURCES ET MÉTHODE

Le choix des revues intellectuelles s'est imposé à nous pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la société moderne se construit par le dialogue, par la confrontation des idées. Or, les intellectuels, en posant le geste que constitue la fondation et la participation à une revue, deviennent les définisseurs de situation⁹ essentiels à la compréhension du monde. Par ailleurs, les revues intellectuelles sont des lieux où s'élaborent des idéologies, des modes de pensée, des courants, des interprétations du monde. En somme, elles sont des acteurs importants de l'interdiscours au sein duquel se construit le discours social. Si nous avons choisi d'explorer exclusivement les idéologies ou encore l'opinion, il eut été réducteur de se limiter à des organes dont l'impact public est généralement faible. Mais dans le cas qui nous intéresse, le discours intellectuel, comme tout discours spécifique, peut être une porte d'accès intéressante au discours social anonyme. Non qu'il en soit un calque absolu, mais il est le témoin de son état, de ses mutations, en même temps qu'il y contribue.

Nous avons choisi six revues intellectuelles afin d'explorer ces deux décennies : *Cité libre*, *Laurentie*, *L'Action nationale*, *Maintenant*, *Liberté* et *Parti pris*. Ces revues sont très diversifiées; nous ne prétendons nullement explorer l'ensemble du spectre des opinions ou des idéologies en cours, mais en utilisant des revues aux idées diamétralement opposées nous prétendons pouvoir ainsi mieux confronter notre modèle : plus les idées divergeront, plus les points de rencontre seront d'autant significatifs de ce qui peut les unir.

La méthode utilisée s'appuie sur l'analyse du discours ainsi que sur l'analyse de contenu. En fait, il s'agit d'une analyse de contenu qui nous permettra d'accéder au discours.

⁹ Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p. Une réédition actualisée et augmentée de cet ouvrage a récemment été publiée : *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2006, 456 p. C'est cependant la première édition que nous utilisons aux fins de cette thèse.

Les revues ont été dépouillées dans leur intégralité pour les périodes visées. Étant donné que nous cherchons à cerner le discours social à travers les quatre objets d'adhésion paradigmatiques précédemment évoqués, ce sont des thèmes parfois très généraux, parfois plus précis qui ont attiré notre attention. Il s'agit ici de faire une lecture « empathique » des textes et de comparer les idées avancées sur tel ou tel thème par une revue avec ceux que met de l'avant une autre revue au cours de la même période. Par exemple, on peut supposer que l'attitude de *L'Action nationale* à l'égard de l'Église sera différente de celle de *Parti pris*. Néanmoins, les questions soulevées par les deux revues touchent peut-être aux mêmes problèmes, aux mêmes grandes interrogations. Que peut-il ressortir d'une confrontation de ces deux revues sur ce même thème? Un affrontement d'idéologies, certes, mais également des lectures de l'identité, des rapports de force, du passé et de l'avenir au sein desquelles se dresse le portrait d'une Église en mutation, qui n'est plus un élément déterminant de l'être collectif québécois.

3. LIMITES TEMPORELLES

Cette étude s'attache à explorer certaines revues intellectuelles parues entre 1950 et 1968. La première date signe l'acte de naissance de la revue *Cité libre*, manifestant la présence d'une génération intellectuelle nouvelle, désireuse d'articuler son engagement chrétien à ses idées politiques et sociales. *Cité libre* apparaît comme un symbole, d'une part à cause de la célébrité ultérieure de ses principaux animateurs, d'autre part à cause du caractère hétérogène de son discours dans une période cependant abusivement considérée comme ayant été monolithiquement conservatrice. Cependant, elle n'est pas seule à intervenir à partir du début des années cinquante dans la sphère publique et à entreprendre une réflexion globale sur la société québécoise. *L'Action nationale* existe déjà depuis plusieurs décennies, et d'autres revues de droite font également leur apparition à ce moment-là, dont *Laurentie*, que nous étudierons également. Les années cinquante, loin d'avoir été le lieu du conservatisme monolithique, se révèle ainsi un moment d'échange d'idées majeur. Et ces idées ont pour beaucoup été à la base de ce qui allait se réaliser au cours de la Révolution tranquille.

Par ailleurs, à la faveur de l'après-Guerre, c'est une nouvelle perception de la société canadienne-française en complète mutation qui est décrite dans ces revues : comment s'adapter à la nouvelle donne socio-économique dans ce contexte, que penser d'une société qui reconduit Duplessis à chaque élection, quelles sont les origines de ce qui semble être une impuissance de la société à se moderniser, quelle est la nature de cet *empêchement*?

La limite de 1968 se justifie quant à elle par plusieurs événements et surtout par un changement global de sens qui nous amène à penser que la Révolution tranquille peut trouver ici une de ses possibles fins; mais surtout par le fait que l'engagement intellectuel change radicalement. Mettre un point final à la Révolution tranquille est plus difficile que de déterminer son acte de naissance. En effet, selon les auteurs et les grilles d'analyse qu'ils utilisent, elle se terminerait en 1964 par un certain essoufflement des réformes du gouvernement Lesage et un durcissement de ses positions à l'égard des mouvements syndicaux¹⁰; en 1966 par l'échec de ce gouvernement aux élections; en 1970 par la Crise d'Octobre; en 1976 par l'arrivée au pouvoir du Parti québécois; ou encore au début des années 1980 avec l'échec du référendum et le « silence des intellectuels¹¹ » qui s'ensuivit. En fait, la Révolution tranquille est de durée flexible selon qu'on la perçoit comme un événement politique, culturel, idéologique ou social.

La limite que nous avons choisie signe moins la fin de la Révolution tranquille en tant que telle, dans la mesure où nous considérons, avec les rédacteurs de l'*Histoire du Québec contemporain*¹², que les deux décennies soixante et soixante-dix forment une certaine homogénéité que l'on peut rapprocher de l'idée française des « Trente glorieuses », que le fait que cette limite incarne la fin d'un certain engagement intellectuel ainsi que l'essoufflement de l'expansion de l'État québécois. Alors qu'entre 1950 et 1968 l'intellectuel use de sa parole et de sa plume pour faire valoir ses options et qu'il devient alors le porteur des idéologies et projets en cours au Québec, à partir de 1968 ce sont les partis et

¹⁰ C'est la vision développée notamment par Pierre Vallières, dans la « préface » (1994) à *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal : Typo, 1994, 472 p., p. 7.

¹¹ Marc Henry Soulet, *Le silence des intellectuels*, Montréal : Albert St-Martin, 1987, 219 p.

¹² Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, tome II : « Le Québec depuis 1930 », Montréal : Boréal, 1989, 834 p., p. 421.

mouvements politiques et notamment le Parti québécois, qui vont s'approprier ce discours et le structurer; le relais est passé, qui laisse les intellectuels élaborer des choix plus individuels.

Entre ces deux bornes, nous posons comme hypothèse que 1960 signe le début de la Révolution tranquille comme événement politique majeur, mais surtout comme le moment d'une rupture au niveau des représentations collectives. *L'émancipation*, le rattrapage, voire la révolution, sont des thèmes qui reviennent sous la plupart des plumes de l'époque. C'est cette trame des représentations que nous tenterons de déceler à travers le discours intellectuel des revues en postulant que ce dernier est à la fois miroir et acteur du discours social.

Cette thèse est divisée en cinq chapitres. Les trois premiers relèvent respectivement de la théorie, de la revue de la littérature et de la méthodologie. À travers ces chapitres nous élaborerons un cadre théorique qui nous permettra de situer notre recherche et de l'appuyer sur une méthode qui, croyons nous, permettra de répondre aux questions que nous nous sommes posées. Les deux autres chapitres analysent les deux paradigmes : celui des années cinquante, puis celui des années soixante. Chacun de ces chapitres est divisé en quatre sous-parties présentant chacun des objets d'adhésion paradigmatiques. De sorte que chaque interrogation particulière sera immédiatement mise en comparaison avec son pendant d'une autre revue. Le chapitre conclusif nous permettra de revenir sur la matrice pouvant unir les deux paradigmes ainsi analysés.

CHAPITRE I

LES PARADIGMES DU DISCOURS SOCIAL

*Les discours [...] constituent non pas l'unique,
mais le plus massif des matériaux de l'histoire.*

Roger Chartier¹

Lorsque le chercheur se base sur des sources comme celles que nous avons privilégiées ici, il fait face à différents problèmes. La masse des archives n'est pas le moindre de ces problèmes, et réclame une démarche méthodologique efficace qui ne doit cependant pas négliger les détails qui peuvent être essentiels. Par ailleurs, travailler sur une thématique comme celle des changements qui ont pu s'opérer dans la conscience historique d'une société ainsi que dans son identité profonde réclame également que l'on sorte de l'analyse exclusive des idéologies politiques ou des mutations socio-économiques pour s'aventurer sur le terrain de l'histoire culturelle et intellectuelle.

Nous ne renions aucunement l'apport fondamental de ces deux champs de l'histoire contemporaine à la compréhension de la période : ils nous seront utiles pour tout le travail de contextualisation de nos documents. Cependant, nous tentons ici de prolonger une réflexion par ailleurs déjà largement entamée en ayant recours à un cadre conceptuel se basant sur le *discours social*. Issu de la pensée du philosophe français Michel Foucault et du renouveau de l'étude critique des années soixante, ce concept a fait l'objet de beaucoup de discussions dans les différentes sphères des sciences humaines et sociales. Plus proche de nous, Marc Angenot s'en ressaisit, notamment dans le cadre d'analyses du XIX^e siècle français. Les méthodes

¹ Roger Chartier, « Le passé composé (De l'objet critique ou la querelle des universaux) », *Traverses*, n° 40, avril 1987, p. 16-17, cité par Jean-Jacques Courtine, « Une généalogie de l'analyse de discours », *Discours social*, vol. 4, n° 1-2, hiver-printemps 1992, p. 19-35, p. 31.

d'analyse du discours qui en découlent suscitent là aussi de nombreuses controverses, alimentées par l'ambition de quelques chercheurs, comme Dominique Maingueneau² ou Michel Pêcheux (avec son analyse automatique du discours³), d'en faire une discipline à part entière, débarrassée de son caractère de science auxiliaire de l'histoire.

Dans ce chapitre introductif à notre thèse, nous allons tout d'abord tenter de cerner le concept de discours social tel que défini par Foucault puis par Marc Angenot⁴; il sera l'outil qui va nous permettre d'accéder aux fondements identitaires du Québec des années cinquante et soixante tels que nous pourrons les repérer grâce à l'étude de revues d'idées de ces deux périodes. Nous aurons alors l'occasion d'étudier ce concept à travers différentes acceptions et d'identifier ses caractéristiques principales (comme l'hégémonie), ainsi que les conditions de production qui l'ont fait émerger. Afin de démontrer la portée de ce concept, nous montrerons le lien qu'il entretient avec la culture et l'identité.

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous allons insister sur le concept de *paradigme*. Le paradigme permet de scinder le discours social en différents *moments* distincts les uns des autres et partageant des caractéristiques qui leur sont propres. Tel que défini par Thomas Kuhn dans son histoire des révolutions scientifiques⁵, il peut ainsi être mis en parallèle avec l'*épistémè* chère à Foucault dans son étude portant sur les origines des sciences humaines⁶. Nous l'étudierons à travers les notions d'homogénéité et d'objets d'adhésion, mais nous insisterons également sur ce qui est sans doute l'aspect le plus intéressant de cette théorie, soit la *crise paradigmatique*, le passage d'un paradigme à un autre, ce que Angenot appelle le *bougé*. À partir de ces éléments nous présenterons rapidement les deux paradigmes que nous visons à décrire ici.

² Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Bruxelles : Pierre Margada éd., 1984, 209 p.

³ Michel Pêcheux, *Analyse automatique du discours*, Paris : Dunod, 1969, 139 p.

⁴ Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 2, n° 1, avril 1984 : « Le discours social et ses usages », et 1889 : *un état du discours social*, Longueuil : Le Préambule, coll. « L'univers des discours », 1989, 1167 p.

⁵ Thomas Kuhn, *The structure of scientific revolutions*, Chicago : University of Chicago Press, 1962, 172 p. Paris : Flammarion, coll. Champs, 1983, pour la traduction française.

⁶ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969, 275 p.

1. LE DISCOURS SOCIAL

*La rumeur d'une « basse continue »
derrière les variations d'une série de « motifs »*

Marc Angenot¹

Le terme de *discours* peut être compris dans différents sens, depuis le discours pris dans le sens le plus large d'« expression verbale de la pensée² » jusqu'au discours spécifique relevant d'un champ particulier comme la politique, la publicité, le discours savant, etc. Les années soixante voient se développer une nouvelle étude critique du discours, d'abord politique, puis plus général, en rupture avec une conception issue de l'héritage saussurien qui visait à la compréhension des textes par une analyse linguistique qui se voulait objective. L'analyse du discours telle qu'elle se pratique désormais a pour objet propre le discours, distinct de la langue. Établir une définition opératoire du discours et de l'analyse qui peut en être faite oblige cependant à se plier à une archéologie des réflexions qui ont mené aux conclusions – sans doute provisoires et mouvantes – auxquelles les sciences humaines et sociales sont aujourd'hui parvenues.

C'est ce portrait que nous dressons ici, en insistant sur la notion de discours social, qui sera le point central de notre réflexion. Le concept naît dans le bouillonnement d'une décennie contestataire, ce que nous évoquerons dans une première partie. Nous montrerons ensuite qu'il séduit d'abord par ses prétentions holistes, qui lui ont un temps attiré les faveurs du structuralisme. Dans une troisième partie nous brosserons son portrait le plus actuel à travers les interactions du concept avec la société : après le déterminisme vient le moment du dialogue, de la formation discursive et de l'interdiscours. Le quatrième objet de cette partie concernera le lien qui existe d'une part entre le discours social pris comme l'ensemble réglé du dicible d'une société et d'autre part la culture et l'identité de cette société.

¹ Marc Angenot, « Hégémonie, dissidence et contre-discours : réflexions sur les périphéries du discours social en 1889 », *Discours social*, vol. 1, n° 3, hiver 1988, p. 244.

² *Le Petit Robert*, édition 2003, sous « discours », Paris : éd. Le Robert.

1.1. Un « syntagme » foucaldien

Si Michel Foucault a été le premier à développer les concepts de discours social et d'épistémè, il participait cependant au vaste renouveau des études critiques qui est apparu en France après la Seconde Guerre mondiale et qui a touché nombre de disciplines intellectuelles (anthropologie, psychologie, science politique marxiste notamment). Nous n'insisterons pas sur les auteurs classiques qui ont établi des théories sur la langue, la parole, le discours, et leur étude. Ces derniers s'inscrivent dans une tradition pluriséculaire qui a vu se développer la sémiologie, la sémiotique, la linguistique, l'herméneutique, la rhétorique et l'exégèse. Nous proposons plutôt un rapide survol historique du contexte au sein duquel psychologues, sociologues, linguistes, philosophes et historiens ont ouvert, notamment à partir des années soixante, de nouvelles portes sur la compréhension des sociétés modernes par la façon qu'ont ces dernières de se représenter et de se reproduire.

1.1.1. Genèses du discours³

Afin de cerner le sens que les auteurs donnent au concept de discours social, il convient d'en faire un rapide historique, ce qui revient également à faire l'historique de la science qui en a permis l'élaboration. Sans anticiper notre section méthodologique, nous nous attachons ici à présenter les principaux courants contemporains qui ont vu l'analyse du discours s'imposer progressivement en rejetant les perspectives traditionnelles du texte et de l'histoire des idées.

Les années soixante vont voir se développer et se répandre dans plusieurs champs des sciences sociales et humaines l'idée d'une contextualisation critique de l'archive, de façon à mieux saisir les conditions profondes de son énonciation, au-delà de sa surface linguistique. La coupure établie par Saussure entre le texte et le contexte, entre sujet et objet, est fortement ébranlée. Courtine relie l'émergence de l'analyse critique du discours au contexte théorique de l'époque :

L'analyse de discours a été à certains égards l'effet de cette configuration théorique de la fin des années 1960, faite de structuralisme finissant, d'épistémologies de la

³ Nous empruntons ce titre à Dominique Maingueneau.

discontinuité, d'une politique marxiste des sciences humaines, et de l'imprégnation considérable par la psychanalyse de l'atmosphère théorique du moment.⁴

Les années soixante se caractérisent dans le monde de la pensée par un rejet radical du positivisme, ainsi que par la volonté chez les intellectuels de traquer les dominations socialement acceptées et toute manipulation idéologique présente dans les discours officiels. Se crée ainsi une certaine mode intellectuelle pour laquelle le structuralisme devient un élément fédérateur. L'idéologie et le politique vont donc être les premiers objets d'étude de cette école critique, qui va s'appuyer sur les nouvelles théories de la psychanalyse lacanienne et du structuralisme. Les chercheurs ne se contentent alors plus de saisir le sens intrinsèque d'un texte, puisque ce texte est le produit d'une société : la relativité devient, au cours des années soixante, un credo qui ébranle la prétention des précédents chercheurs à saisir la réalité objective.

Plusieurs représentants de ce bouillonnement intellectuel des années soixante, comme le philosophe Louis Althusser, le critique Roland Barthes ou le psychanalyste Jacques Lacan cherchent ainsi à déceler les tréfonds du discours, dans le but de dénoncer les dominations idéologiques enfouies et inconscientes, afin de produire une praxis discursive critique du discours officiel, ou de l'idéologie dominante⁵. Dans le même état d'esprit, Bourdieu remet également en question l'objectivisme saussurien qui analyse le discours hors de son contexte, puisqu'il part du seul pouvoir linguistique de la langue comme lieu de son efficacité. Il prône donc « une sociologie du langage ou des usages différentiels de la parole qui repèrent les lois de la légitimité, les rapports de force dans le langage.⁶ » ou, pour reprendre ses termes, une « [...] science des discours comme pragmatique sociologique [qui] s'attache en effet à découvrir dans les propriétés les plus typiquement formelles des discours les effets des conditions sociales de leur production et de leur circulation. [...].⁷ »

⁴ Jean-Jacques Courtine, « Une généalogie de l'analyse de discours », *Discours social*, vol. 4, n° 1-2, hiver-printemps 1992, p. 19-35, p. 20.

⁵ Jean-Jacques Courtine, *loc. cit.*

⁶ Régine Robin, « Présentation : le discours social et ses usages », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 2, n° 1, avril 1984, p. 6.

⁷ Pierre Bourdieu, « Analyses de discours », dans *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard, 1982, 244 p., p. 165.

Cette citation de Pierre Bourdieu permet cependant de nuancer l'idée que l'analyse de discours contemporaine refuserait tout apport de la linguistique et aurait définitivement fermé la porte à la forme et aux mots comme porteurs de sens dans un texte. Au contraire, beaucoup d'études contemporaines s'attachent avec pertinence à démontrer le lien qui existe entre les formes linguistiques (les « propriétés formelles des discours ») et les conditions sociales et politiques qui permettent ces formes. Bakhtine a été un des premiers à souligner l'importance d'une telle analyse, en plus d'exprimer l'idée que le discours, même de forme monologique, doit d'abord et avant tout être compris comme un élément d'un dialogue :

[...] l'expérience verbale individuelle de l'homme prend forme et évolue sous l'effet de l'interaction continuelle et permanente des énoncés individuels d'autrui [...].
Un énoncé doit être considéré, avant tout, comme une réponse à des énoncés antérieurs à l'intérieur d'une sphère donnée.⁸

Les sociologues Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin ont également misé sur l'importance de la forme du texte, sur l'intérêt que peuvent revêtir des termes en tant que tels pour donner sens à l'archive, mais aussi sur l'inscription foncièrement dialogique de chaque énoncé, qui doit être saisi comme le maillon d'un espace discursif. C'est la raison pour laquelle ils font appel aux réflexions de Bakhtine, à la méthode des « termes-pivots » de Harris, mais aussi de Michel Pêcheux et de son analyse automatique du discours afin de faire ressortir les cooccurrences de certains termes dans les textes politiques qu'ils étudient. Selon Bourque et Duchastel, le « système linguistique stable » des linguistes est un objet inexistant. Bakhtine propose au contraire l'inscription de la langue dans une historicité, un « contexte complexe d'énonciation concrète ». En effet, Bakhtine « critiqua la séparation entre forme linguistique et idéologie caractéristique de l'objectivisme abstrait en linguistique et l'ignorance concomitante du système global de l'énonciation concrète.⁹ » Et les auteurs poursuivent en affirmant que « La production de sens résulte de la constitution de systèmes sémiotiques en situation d'interaction sociale.¹⁰ » On fait alors face à un type

⁸ Mikhail Bakhtine, *Esthétique de la création verbale*, Paris : Gallimard, 1984, 400 p., p. 296, 298.

⁹ Gilles Bourque et Jules Duchastel, « Analyser le discours politique duplessiste : méthode et illustration », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 2, n° 1, avril 1984 : « Le discours social et ses usages », p. 99-136, p. 107.

¹⁰ *ibid.*, p. 108-109.

d'analyse se basant sur les acquis de la sémiotique débarrassée d'une prétention à l'objectivité : c'est pris dans un contexte historique que les termes font sens, et non par leur valeur intrinsèque de « simple » signifiant¹¹. Bakhtine dira que le mot, pour le locuteur, a

[...] trois aspects : en tant que *mot neutre* de la langue et qui n'appartient à personne, en tant que *mot d'autrui* appartenant aux autres et que remplit l'écho des énoncés d'autrui, et enfin en tant que *mot à-soi*, car, dans la mesure où j'ai affaire à ce mot, dans une situation donnée, avec une intention discursive, il est déjà pénétré de mon expression.¹²

En somme, le renouveau des études critiques qui se développe en France au cours des années soixante dans divers champs intellectuels (et s'appuyant sur des précurseurs comme Bakhtine) met de l'avant le refus de la coupure établie par Saussure entre langue et parole, refus également d'une analyse décontextualisée du texte, qui cherche à donner sens aux mots de façon internaliste. C'est ce « corset » qu'il fallait faire « éclater » selon Jean-Jacques Courtine¹³. Par ailleurs, toujours selon Courtine, l'affirmation de l'analyse d'un discours contextualisé a pour premier objet le discours politique. Dans le contexte de Mai 68 et de l'explosion de discours contestant le discours politique officiel, il devenait important pour les intellectuels engagés d'établir les bases théoriques d'une praxis discursive critique du discours officiel, ou de l'idéologie dominante, surtout dans la mesure où le courant structuraliste considère que ce n'est pas l'énonciateur qui est à la source du sens, mais les structures inconscientes, souvent instrumentalisées par l'idéologie et le pouvoir. C'est la raison pour laquelle Foucault comme Althusser ainsi que d'autres lient discours et pouvoir : l'enjeu est de saisir le discours dans ses interactions avec les structures de contrôle social, politique, idéologique. C'est cependant un lien qui va progressivement s'estomper au cours des années quatre-vingt.

¹¹ Jacques Guilhaumou est aujourd'hui un des tenants de cette perspective « linguistique » de l'analyse du discours, permettant d'appréhender les conditions matérielles de transformation du réel par le langage. Il s'oppose ainsi à l'ambition de Maingueneau d'en faire une discipline à part entière qui, selon lui, a mis de côté sa dimension critique initiale en s'ouvrant à l'ensemble des productions verbales et en occultant les spécificités des autres disciplines empiriques. « Où va l'analyse de discours? Autour de la notion de formation discursive », dans *Texte*, revue électronique, juin 2004 : <http://www.revue-texto.net>

¹² Mikhail Bakhtine, *op. cit.*, p. 295.

¹³ Jean-Jacques Courtine, « Une généalogie de l'analyse de discours », *Discours social*, vol. 4, n° 1-2, hiver-printemps 1992, p. 19-35, p. 20.

C'est dans ce contexte d'effervescence intellectuelle et militante que Michel Foucault développe, d'abord dans *Naissance de la Clinique*, puis dans *Les mots et les choses*, *L'Archéologie du savoir* et *L'ordre du discours*, ses théories relatives au discours social et à ses épistémès. Mais Foucault n'est ni le seul, ni le premier théoricien à évoquer la notion de discours.

1.1.2. Le discours social

Après cette introduction contextualisant rapidement l'évolution de l'analyse du discours, il importe à présent d'insister sur le discours en tant que tel. Nous allons alors dégager les sens attribués au terme même de *discours* avant d'expliquer l'utilisation qu'en a fait Michel Foucault. Par la suite, nous allons retracer l'évolution du concept de discours social tel qu'il s'est rendu jusqu'à nous.

1.1.2.1. Une étymologie qui fait sens

L'étymologie du mot « discours » est intéressante à plus d'un égard¹⁴. Issu du latin « *discurrere* », qui signifie « courir de différents côtés, se répandre », il n'acquiert pas le sens de « parler » avant le XIII^e – XIV^e siècle. C'est en effet à partir de ce moment que discourir devient péjorativement synonyme de « parler longuement, de façon lassante », en référence au sens premier d'une course dispersée. Le discours acquiert également, toujours par le biais de cette racine se rapportant à la course, au cheminement, la valeur de conversation, « par une métaphore portant sur le chemin hasardeux de l'échange verbal ». Il devient ensuite, au XVII^e siècle, « expression verbale de la pensée » pour revêtir les sens qu'on lui connaît depuis, soit celui d'un exposé public, d'un énoncé écrit, d'une discussion ou encore d'un raisonnement.

Nous allons préciser plus loin ce que nous entendrons par *discours* dans le cadre de cette thèse, mais gardons à l'esprit ces origines étymologiques. L'éparpillement, le cheminement de la pensée et son énonciation dans le cadre d'un dialogue, sont des thèmes que l'on retrouve dans les définitions actuelles du discours. C'est ce cheminement dialogique qui permet justement la distinction entre discours et parole. Or, si le dialogue est ce qui

¹⁴. Nous nous inspirons ici des données recueillies dans Alain Rey (dir. publ.) *Le Robert. Dictionnaire historique de la langue française*, sous « discours », Paris : Le Robert, 2000.

caractérise le discours (comme l'affirme Bakhtine), l'étudier implique nécessairement son inscription dans un espace discursif au sein duquel il entre en interaction avec d'autres discours. Ainsi, le discours se définit comme un *usage* de la parole dans un contexte particulier impliquant d'autres intervenants : il n'est pas énoncé seul, hors du temps et de l'espace.

1.1.2.2. Le discours, de la parole à l'énoncé contextualisé

Définir exactement ce que nous entendons par le discours est une étape essentielle dans la mesure où de cette définition va découler notre méthode d'analyse. Nous nous permettons de résumer ici la typologie telle que dressée par Dominique Maingueneau¹⁵.

Dès Saussure, le discours est une pratique individualisée d'une structure sociale et culturelle. Par extension, le discours désigne ainsi toute sorte de conversation; c'est là le sens le plus général qui puisse lui être accolé. De cette définition en tant qu'élément de conversation découle la vision d'un discours plus *spécifique*. Il est alors régi par un système de contraintes idéologiques ou sociales : le discours politique, le discours féministe ou autre. La dernière définition que signale Maingueneau inscrit le discours dans son contexte, qui est l'élément clé permettant de le distinguer de l'énoncé, ou de la parole. C'est-à-dire que « l'énoncé en contexte, pris du point de vue de ses conditions de production, devient discours ¹⁶ ».

Bien que différentes définitions existent, c'est cependant dans la lignée de la dernière que les recherches actuelles en sociologie, en histoire et dans d'autres domaines s'inscrivent. Afin d'éviter tout malentendu quant à l'intention de notre recherche (malentendu en vertu duquel s'opposeraient discours intellectuel et discours social), il importe de souligner le distinguo qui existe entre les discours spécifiques et le discours pris dans son sens le plus large de discours social. Pluriel et singulier deviennent ici la clé de deux significations moins opposées que complémentaires.

¹⁵ Dominique Maingueneau, *L'analyse de discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 1991, 268 p.

¹⁶ *ibid.*, p. 15.

1.1.2.3. Les discours, le discours.

Une certaine ambiguïté naît de l'utilisation conjointe des termes « discours » et « social ». Tout d'abord, une première définition voit en ces deux termes deux réalités, deux sens qui se complètent. C'est ainsi qu'un discours social peut être compris comme un énoncé, sous forme de discours plus ou moins officiel ou institutionnel, d'idées relatives au social, à la société. On peut alors étudier, par exemple, le discours social de tel ou tel parti ou groupe politique, ou le discours social de l'Église¹⁷. On peut également comparer le discours social compris en ce sens avec le discours économique : « social » et « économique » sont alors des adjectifs visant à circonscrire l'objet que l'on cherche à mettre en évidence. Le discours *politique* participe pleinement de cette définition : il s'agit d'un type particulier de discours, dont l'analyse fait appel aux rapports de pouvoir et aux représentations. C'est encore une autre utilisation qui peut amener à étudier *les* discours sociaux propres à telle ou telle idéologie, tel groupe. On touche alors aux conditions de production de ces discours spécifiques, ainsi qu'aux contraintes idéologiques que le groupe s'est imposées.

Nous utilisons dans le cadre de notre travail une autre définition du discours social, dont le singulier est ainsi expliqué par Marc Angenot :

Si nous avons cru pouvoir parler *du* discours social et non d'un ensemble contingent de discours sociaux, ce singulier impliquait que le disparate des axiomatiques propres à tel genre, telle idéologie, telle formation fut surdéterminée par des traits englobant et unifiant la diversité des secteurs discursifs.¹⁸

Ainsi compris, le discours social est donc, linguistiquement parlant, non pas une juxtaposition de termes aux sens indépendants l'un de l'autre, mais une expression autonome, un *syntagme*¹⁹ en quelque sorte, qui tend à l'unité malgré la disparité des différents discours qui le composent. Unité confortée par le fait que le discours social ainsi défini englobe les discours spécifiques qui le composent. Cette réflexion sur le discours social a été initialement

¹⁷ Denis Maugeness, *Le discours social de l'Église catholique de France (1891-1992) : textes majeurs de l'épiscopat français*, Paris : éd. du Cerf, 1995, 749 p.

¹⁸ Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 2, n° 1, avril 1984 : « Le discours social et ses usages », p. 27.

¹⁹ En linguistique, le syntagme désigne, notamment, un ensemble de mots dont le sens diffère de celui des mots qui le composent. L'exemple habituellement utilisé pour illustrer ce concept est « pomme de terre ».

menée par Foucault. Attachons-nous à présenter succinctement les réflexions qui l'ont amené à ces conclusions.

1.1.2.4. La réflexion de Foucault

Michel Foucault s'est notamment interrogé sur l'origine de l'Homme en tant qu'objet de savoir pour les sciences sociales. Il a développé une réflexion où se mêlent l'histoire, la psychanalyse, l'analyse politique, la philosophie et l'analyse structurale (bien que les spécialistes de Foucault, à commencer par Foucault lui-même, ne s'accordent pas sur l'importance de l'influence de ce dernier point sur sa réflexion). Dans *Naissance de la clinique*²⁰, il estime que ce qu'une société considère comme étant des valeurs profondes sont en fait historiquement déterminées, enjeux de luttes de pouvoir auxquelles le savoir participe pleinement, établissant des conditions de vérité.

Mais c'est dans *Les mots et les choses*²¹ que Foucault va principalement développer sa thèse, en avançant la notion d'épistémè. Il défend l'idée que les conditions du discours changent au fil du temps, des époques historiques et que ces changements, plus ou moins brutaux, permettent le passage d'une épistémè à une autre. Didier Éribon définit ainsi ce concept : « Chaque époque est caractérisée par une configuration souterraine qui dessine sa culture, une grille du savoir qui rend possible tout discours scientifique, toute production d'énoncés [...].²² ». Le philosophe français s'oppose ainsi à l'idée que le savoir connaît un développement continu, puisqu'il est conditionné par l'épistémè propre à chaque époque, ce qui se rapproche, comme nous pourrions le voir, de la théorie des révolutions scientifiques et des paradigmes de Thomas Kuhn²³.

Cherchant à caractériser l'articulation entre savoir et pouvoir, Foucault définit de cette manière ce qui permet à tel ou tel discours de s'imposer comme valeur. L'épistémè

²⁰ Michel Foucault, *Naissance de la clinique : une archéologie du regard médical*, Paris : PUF, 1963.

²¹ Michel Foucault, *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris : Gallimard, 1966, 400 p.

²² Didier Éribon, *Michel Foucault (1926-1984)*, Paris : Flammarion, 1991, 418 p., p. 185.

²³ Thomas S. Kuhn, *The structure of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago press, 1962, 172 p. Paris, Flammarion, Coll. Champs, 1983, pour la traduction française.

désigne ainsi « la nervure secrète qui ordonne [la] construction²⁴ » des discours, ou mieux « les cadres de pensée qui forment le soubassement des discours sur le savoir, au sein d'une communauté humaine à une période donnée²⁵ ». Quant au discours en tant que tel, Foucault le définit comme étant

[...] un ensemble de règles anonymes, historiques, toujours déterminées dans le temps et l'espace qui ont défini à une époque donnée, et pour une aire sociale, économique, géographique ou linguistique donnée, les conditions d'exercice de la fonction énonciative.²⁶

En somme Foucault établit que le discours est la somme des énoncés pouvant appartenir à différents champs à l'intérieur d'une société donnée à une époque donnée; énoncés obéissant à des règles communes, partageant des valeurs et interrogations communes, règles définies à l'intérieur d'une épistémè, soubassement ordonnant ainsi les possibilités d'énonciation du réel.

L'approche de Foucault, qui emprunte certaines conclusions de Bakhtine quant à la nature dialogique du discours et à son inscription dans un espace plus large le conditionnant, a permis de jeter les bases critiques d'une nouvelle analyse du discours. Depuis, d'autres auteurs se sont emparés des concepts ainsi développés en les appliquant à leurs propres champs d'investigation. Après le discours scientifique et médical appréhendé par Foucault, c'est l'ensemble du discours social que Marc Angenot étudie dans une perspective synchronique. Au cours des années quatre-vingt, suite à la perte de vitesse du marxisme et du structuralisme dans les milieux scientifiques, les analystes s'investissent énormément dans la redéfinition de leurs cadres théoriques. On assiste alors à l'élaboration d'une théorie du discours social qui, tout en restant proche de celle de Foucault, se veut cependant plus globale, moins dépendante des théories relatives au pouvoir, aux structures et aux idéologies dominantes. Depuis quelques années, cette effervescence connaît cependant un certain ralentissement : serait-on parvenus à un consensus faisant autorité sur cette question et permettant à tout un chacun de s'appuyer sur ce concept dorénavant accepté?

²⁴ Frédéric Gros, *Michel Foucault*, Paris : PUF, coll. Que sais-je?, p. 38.

²⁵ Michel Lallement, « La quête inachevée de Michel Foucault », dans *Sciences humaines*, n° spécial n° 3, « Foucault, Derrida, Deleuze, pensées rebelles », mai-juin 2005, p. 20.

²⁶ Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969, 275 p., p. 154.

1.1.2.5. Définitions contemporaines du discours social.

La théorie du discours social permet, au-delà des déterminations structurales qui ont caractérisé l'analyse du discours au cours des années soixante et soixante-dix, d'appréhender la façon qu'a une société de se représenter, de s'inscrire dans le monde. Avant de continuer cette exploration contemporaine, présentons les courants actuels en analyse du discours.

L'analyse du discours actuelle, si elle est moins politique que lorsqu'elle fut développée par les pionniers des années soixante, n'est restée pas moins tournée vers la recherche du « sens caché » de l'archive. Les tendances actuelles de l'analyse du discours insistent alors sur les discours spécifiques, le rapport entre le sujet et son discours, de même que sur l'interdiscours. Ainsi, Bourdieu affirme que tout discours s'inscrit en référence à d'autres discours passés ou possibles²⁷. Les approches anglo-saxonnes d'analyse conversationnelle se concentrent pour leur part sur les discours spontanés, se rapprochant alors de l'ethnographie de la communication²⁸. L'École de Genève quant à elle, sous l'égide de Eddy Roulet²⁹, propose une approche interactionniste mettant l'accent sur l'organisation du discours. C'est cependant dans la lignée de l'École française d'analyse du discours que nous inscrivons notre recherche. Par cette quête du « sens caché » de l'archive, nous tentons de cerner les paradigmes qui colorent les périodes historiques sous étude. Par ailleurs, considérer nos sources comme des énoncés s'affrontant au sein d'un interdiscours structurant nous permettra de les mettre en comparaison. Nous posons que de ces comparaisons pourra ressortir une meilleure compréhension du discours social.

Attachons-nous à présent à définir plus précisément le discours social aux yeux des analystes contemporains. Différents auteurs proposent leurs propres définitions, en fonction du sujet qu'ils appréhendent, définitions allant du plus général au plus particulier. Selon Robert Fossaert, le discours touche tous les pans de l'activité communicationnelle et n'est réductible ni à un discours spécifique, ni même à l'expression uniquement langagière ou

²⁷ Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris : Fayard, 2001, 423 p.

²⁸ D'après Patrick Charaudeau, Dominique Maingueneau et al., *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Seuil, 2002, 661 p.

²⁹ Eddy Roulet, *L'articulation du discours en français contemporain*, Berne : P. Lang, 1985, 272 p.

scripturale. Les énoncés, quels qu'ils soient, participent tous du discours social, ce dernier désignant la totalité de l'identité d'une société à un moment donné. Il est :

[...] l'ensemble des activités sociales où se manifestent sous quelque forme que ce soit les représentations du monde qui ont cours dans une société donnée; ou, plus brièvement : ce que la société dit d'elle-même et du monde; ou, plus brièvement encore : son discours social.³⁰

Face à cette définition très générale du discours social, pris comme expression de la « représentation du monde » d'une société, les travaux de Marc Angenot portent davantage sur la façon dont cette vision s'exprime, concrètement. Il cherche à comprendre les liens et les différences qui peuvent exister entre discours social et domination idéologique, de même qu'il définit avec précision les moyens par lesquels le discours social s'établit comme hégémonie tout en intégrant et en phagocytant l'hétérogénéité.

Un article de 1984³¹, nous livre l'essentiel de sa réflexion sur ce thème, résumant le cadre théorique de l'ouvrage qu'il y a consacré : *1889. Un état du discours social*³². Angenot lie tout d'abord le concept de discours social à d'autres concepts utilisés par d'autres analystes, notamment le « monde culturel existant » de Gramsci. Il propose ensuite une définition très complète du discours social :

Le discours social : tout ce qui se dit, tout ce qui s'écrit dans un état de société donné (tout ce qui s'imprime, tout ce qui se parle aujourd'hui dans les médias électroniques). Tout ce qui se narre et s'argumente; le narrable et l'argumentable dans une société donnée.

Ou plutôt : les règles discursives et topiques qui organisent tout cela, sans jamais s'énoncer elles-mêmes. L'ensemble – non nécessairement systémique, ni fonctionnel – du dicible, des discours institués et des thèmes pourvus d'acceptabilité et de capacité de migration dans un moment historique d'une société donnée. [...] Ou plutôt, appelons « discours social » non pas ce *tout* empirique, cacophonique à la fois et redondant, mais les systèmes génériques, les répertoires topiques, les règles d'enchaînement d'énoncés qui, dans une société donnée, organisent le *dicible* – le narrable et l'opposable – et assurent la division du travail discursif.³³

³⁰ Robert Fossaert, *Macrosociologie*, tome 6, chap. 3, inédit, 1999.

³¹ Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *loc. cit.*

³² Marc Angenot, *1889, un état du discours social*, op. cit.

³³ Marc Angenot, *1889. Un état du discours social*, p. 13, cité dans Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *loc. cit.*, p. 20.

L'auteur part donc d'une définition très générale (tout ce qui se dit dans un état de société donné) pour aboutir au discours social défini comme étant l'ensemble des règles qui organisent ce dicible. Précisons quelques uns des points saillants de la définition du concept. Tout d'abord, une des caractéristiques du discours social est qu'il rassemble les discours apparemment divers et hétérogènes en un ensemble réglé. C'est d'ailleurs là le point sans doute le plus important : ce qui peut paraître comme de l'hétérogène, que ce soit sous la forme de la contestation ou de la provocation relève malgré tout du discours social, car cela fait partie de l'ordre du dicible et du pensable. Le discours social organise même la dissidence en son sein, comme le précise Régine Robin en commentant le concept de discours social d'Angenot :

Marc Angenot cherche à ordonner cette cacophonie, non pas en la réduisant à de l'un, à de l'homogène, à un *Zeitgeist*, à une structure lisse sans aspérités ni contradictions. Au contraire, il s'agit de montrer comment les contradictions multiformes et hiérarchisées prennent sens et place et comment cette cacophonie devient polyphonie orientée sans qu'il y ait conscience du phénomène, ni chef d'orchestre assignant une place discursive à chacun.³⁴

On pourrait alors penser que le discours social est l'expression hégémonique de l'idéologie dominante, ce que Gramsci appelle « hégémonie culturelle³⁵ » ou, pour reprendre la terminologie bourdieusienne, de l'habitus du groupe dominant. Cependant, Angenot assure que cette hégémonie est pansociale et s'impose comme « acceptabilité instituée³⁶ » sans qu'il y ait nécessairement contrainte ou influence de la part d'une classe dominante; contrainte et influence qu'Angenot ne dément cependant pas dans certains cas. Sa principale caractéristique est donc qu'elle est partagée, et ce de façon inconsciente (« sans jamais s'énoncer elle-même »), par l'ensemble d'une société à un moment donné, et que par ailleurs la notion d'homogénéité ne signifie absolument pas, comme le rappelle Régine Robin, disparition des aspérités et des discours hétérogènes, de la « cacophonie ».

³⁴ Régine Robin, « Présentation : le discours social et ses usages », dans *Cahiers de recherche sociologique*, loc. cit., p. 10.

³⁵ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris : Gallimard, 1978.

³⁶ Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », loc. cit., p. 25.

Ainsi défini, le discours social est le lieu où peut s'exprimer le « malaise dans la civilisation³⁷ » dans un continuel interdiscours dialogique. Angenot s'inscrit alors dans la tradition de l'analyse de discours telle qu'elle se pratique depuis les années soixante, insistant notamment sur le discours en tant que parole contextualisée dans une société et contextualisée dans un dialogue avec d'autres discours. Disant cela, il s'oppose à une analyse sémiotique des textes, de même qu'à une analyse qui se bornerait à étudier l'archive par son unique contenu : « Le discours social au reste ne se manifeste pas nécessairement à la surface rhétorique des textes ou des ensembles de textes, mais plutôt dans les soubassements présuppositionnels qui en établissent l'acceptabilité topique.³⁸ »

Angenot soutient donc l'idée d'une présence permanente, quelle que soit la société et l'époque d'énonciation, d'un discours social infléchissant chaque énoncé. Chaque énonciateur, chaque structure d'énonciation, s'inscrit plus ou moins consciemment dans cette hégémonie discursive, tout en cherchant parfois à s'en soustraire, dans une démarche continue de dialogue avec les discours concomitants.

Pour quiconque ouvre la bouche ou prend la plume, le discours social est *toujours déjà là* avec ses genres, ses thèmes et ses préconstruits. Il va falloir se faire entendre à travers cette rumeur, ce brouhaha, cette facticité omniprésente. Nul ne peut se flatter de parler dans un vide, mais toujours en réponse à quelque chose.³⁹

Or, en définissant le discours social comme un espace d'interactions, comme un lieu de dialogue à l'intérieur duquel s'affrontent les discours spécifiques, Angenot apporte une nuance importante à la tradition de l'École française d'analyse du discours, cette dernière ayant insisté sur le caractère *coercitif* du discours social. L'épistémè de Foucault est quasiment un vase clos duquel rien ne peut s'échapper, vision à la fois déterministe et pessimiste de la société, puisque chaque énoncé dissident est systématiquement absorbé par le discours social, qui, d'après Angenot « incarcère les corps et les esprits⁴⁰ ». Par contre, selon ce dernier, le discours social désigne l'ensemble, sans nier pour autant le pouvoir des particularités et des voix dissidentes à changer cet ensemble. Le discours social donne sens au

³⁷ *ibid.*, p. 26.

³⁸ *ibid.*, p. 42.

³⁹ Marc Angenot, 1889. *Un état du discours social*, op. cit., p. 1087, cité dans Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *loc. cit.*, p. 43.

⁴⁰ Marc Angenot, « Hégémonie, dissidence et contre-culture... », *loc. cit.*, p. 248.

discours individuel : il est « production sociale de l'opinion dite « personnelle »⁴¹ », soubassement autorisant les croyances et légitimant l'acceptabilité des opinions, mais il n'est pas la masse écrasante que l'on a parfois décrite au cours des décennies précédentes.

Nous devons avoir en tête cette définition du discours social, que nous faisons nôtre. En effet, lorsque l'on tente de percevoir le discours social compris à la fois comme émanation et matrice du discours des revues, et ce quels que soient la rhétorique et l'argumentaire utilisés, on se rend compte qu'il faut aller éprouver le modèle jusque dans les contradictions même du discours : ce sont ses paradoxes et ses contraires, ses hétérogénéités et ses dissidences qui fournissent son homogénéité et sa pertinence au paradigme discursif d'une société donnée à une époque donnée. L'homogénéité qu'Angenot rattache au discours social n'a donc pas un sens « carcéral » ou exclusif : c'est un concept qui désigne essentiellement des règles d'acceptation discursive à une époque donnée. Nous allons à présent insister brièvement sur ces questions d'ordre et d'homogénéité afin de déceler les limites à l'intérieur desquelles évoluent les discours des revues que nous avons choisi d'étudier.

1.2. L'ordre du dicible et la notion d'homogénéité

Le discours social, comme nous avons pu le voir, désigne ce qui peut être dit, pensé, argumenté, dans une société donnée à une époque donnée. De la diversité des énoncés, le discours social crée un ensemble organisant le dicible : ainsi, chaque énoncé, chaque discours spécifique, n'acquiert de sens que lorsqu'il entre en interaction avec les autres énoncés au sein d'une épistémè. Il est ainsi partie prenante du discours social, qui est non pas domination idéologique, mais cadre structurant le dicible et l'argumentable. Dans les lignes qui suivent, nous allons préciser cet aspect, dans la mesure où il nous permet d'aborder nos sources sans les présenter comme étant représentatives d'un état de l'opinion, mais davantage les témoins d'un état du discours social. Le discours social, en étant un système réglé, ce que nous verrons dans un premier temps, peut s'apparenter à de l'homogène, ce que nous verrons dans un deuxième point. Cependant, et nous concluons sur cet aspect du discours social, l'homogénéité est essentiellement constituée d'hétérogénéités et ce sont ces ruptures qui

⁴¹ Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *loc. cit.*, p. 21.

confèrent son caractère particulier au discours social en vigueur à une époque donnée d'une société donnée.

1.2.1. Le discours social comme système.

Les différents auteurs à s'être penchés sur la notion de discours social se sont tous accordés pour lui conférer un rôle important de régulation du dicible dans une société. Les auteurs marxistes et structuralistes ont notamment insisté sur le lien qui l'unit au pouvoir, aux idéologies et aux classes sociales dominantes. Le discours social est alors caractérisé par l'acceptation par consentement inconscient et sur le long terme des modes de vie et habitus de la classe dominante, de même qu'il permet l'acceptation des structures de contrôle social. On assiste dans cette perspective à une occultation des dissonances inhérentes à la pluralité du discours social des sociétés modernes. Par ailleurs, les auteurs marxistes ont eu tendance par le biais du concept d'idéologie dominante, à nier la capacité d'autonomie du sujet ainsi qu'à voir dans cette idéologie une forme de domination structurée, ce que rappelle Jacques Beauchemin : « Rapporter l'idéologie aux seuls intérêts des classes dominantes équivaut à la réduire à l'assemblage empirique et chosifié d'idées stratégiquement élaborées et diffusées en vue de la domination⁴² ». Cette vision a donc été peu à peu remplacée par une perspective plus nuancée au sein de laquelle le discours social serait l'expression de l'ensemble du dicible, partagé globalement par une société, et sans qu'il y ait nécessairement une classe dominante imposant ses valeurs par ce biais. Cette évolution correspond, dans l'histoire des sciences humaines, au retour du sujet agissant.

Michel Foucault a été, comme nous l'avons vu plus haut, un des premiers à définir le discours social anonyme d'une société, mais surtout à voir dans les moments de ce discours des systèmes réglant le discours social. De sorte que chaque énoncé, chaque individu, est secrètement déterminé par des règles qui lui échappent, et que le chercheur se doit de déceler :

⁴² Jacques Beauchemin, « Analyse du discours politique duplessiste : les aspects éthiques de la régulation dans les discours du trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'Union nationale, de 1944 à 1960 ». Thèse de doctorat en sociologie, Montréal : Université du Québec à Montréal, février 1992, 576 p., p. 53.

À toutes les époques, la façon dont les gens réfléchissent, écrivent, jugent, parlent (jusque dans la rue, les conversations et les écrits les plus quotidiens) et même la façon dont les gens éprouvent les choses, dont leur sensibilité réagit, toute leur conduite est commandée par une structure théorique, un *système*. [...] ⁴³

Ce système, l'épistémè, ne désigne pas uniquement des règles linguistiques ou formelles, puisqu'elle impose des thèmes, des pratiques, crée des consensus autour d'idées partagées. Cet « ordre du discours » structure la production des savoirs et des pratiques⁴⁴. Dominique Maingueneau a quant à lui davantage insisté dans ses travaux sur *l'interdiscours* comme espace à l'intérieur duquel s'établissent les règles qui régissent les discours spécifiques, puis le discours social dans son ensemble. On ne fait donc plus face à un système foucauldien que Frédéric Gros qualifie de « confuse et explosive combinaison d'infrastructure, d'inconscient et de transcendantal⁴⁵ », mais à des règles établies par le dialogue et la lutte constante des idées, au sein de ce qu'Habermas appellerait une sphère publique⁴⁶. C'est que pour Maingueneau le discours social est d'abord et avant tout un espace de régularités au sein duquel s'établissent, par une *incompréhension mutuelle* et la tension qui s'ensuit entre les énonciateurs, les règles du discours. Les divers discours « ne se constituent pas indépendamment les uns des autres pour être ensuite mis en relation, mais [ils] se forment de manière réglée à l'intérieur de l'interdiscours. Ce serait donc la relation interdiscursive qui structurerait l'identité.⁴⁷ ». On a donc ici une opposition entre d'une part une vision déterministe et structuraliste au sein de laquelle les règles du discours social s'imposent de façon quasiment transcendantales, et d'autre part une vision plus contemporaine pour laquelle c'est par la discussion et la confrontation des énoncés au sein de l'interdiscours que s'établissent les règles d'acceptabilité et les limites du dicible.

⁴³ Michel Foucault, *Les mots et les choses*, op. cit., p. 515, cité par Frédéric Gros, *Michel Foucault*, op. cit., p. 48.

⁴⁴ Judith Revel, « Discours », dans *Le vocabulaire de Foucault*, Paris : Ellipses, 2002, cité dans *Le magazine littéraire*, n° 435, octobre 2004, dossier « Michel Foucault : une éthique de la vérité », p. 46.

⁴⁵ Frédéric Gros, op. cit., p. 48.

⁴⁶ Jürgen Habermas, *Raison et légitimité, problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*. Paris : Payot, 1978, 212 p.

⁴⁷ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Bruxelles : Pierre Margada, 1984, 209 p., p. 11.

Mais si les auteurs ne s'accordent pas nécessairement sur le *lieu* au sein duquel les règles discursives se forment afin de régler le discours social, il n'en reste pas moins que tous voient dans le discours social un ensemble structuré imposant aux discours spécifiques et aux énoncés qui le composent des règles d'acceptabilité. Ce sont à présent les caractéristiques de cette homogénéité discursive que nous allons définir plus précisément. Il s'agit ici de voir comment ce qui peut paraître de la cacophonie est en fait chapeauté par l'ordre du dicible, du narrable, de l'argumentable, pour reprendre les termes de Marc Angenot, tout en gardant à l'esprit que cet ordre est un construit et ne relève en rien du transcendant.

1.2.2. Homogénéité discursive

Les règles du dicible prennent donc forme dans ce qu'Angenot a appelé l'homogénéité discursive, et que d'autres auteurs appellent l'épistémè, le paradigme, les objets d'adhésion. Il n'est pas de notre propos ni de notre ambition de clore ce débat. Nous présentons ces questions épistémologiques dans le but d'inscrire notre propre recherche dans une tradition d'analyse du discours qui nous permet d'aborder des territoires interprétatifs que nous croyons nouveau. La question de l'homogénéité discursive fait partie de ces concepts sur lesquels s'appuie notre recherche.

Selon Maingueneau, cette homogénéité discursive s'applique à la seule « part du dicible » qu'une société autorise par les règles du discours social, c'est-à-dire que tout ce qui ne fait pas partie du discours social (le non-dicible) échappe à ses règles. Ce que dément Angenot, pour qui au contraire le non-dicible lui-même fait partie (comme repoussoir, en quelque sorte), du discours social d'une époque. Le processus par lequel le discours social atteint à l'homogénéité tiendrait donc compte du non-dicible :

La variété même de discours et des positions doxiques permises semble saturer le champ du dicible. Le discours social a « réponse à tout », il semble permettre de parler de tout, constituant du fait même le non-dicible en impensable (absurde, infâme ou chimérique).⁴⁸

Si donc le non-dicible lui-même est partie intégrante du discours social en tant qu'il permet *a contrario* la définition du dicible, alors l'homogénéité se caractérise par son

⁴⁸ Marc Angenot, « Hégémonie, dissidence et contre-discours », *loc. cit.*, p. 245.

caractère englobant permettant la mise en forme du discours social dans les différentes sphères.

L'hégémonie peut être perçue comme un processus qui fait « boule de neige », qui étend son champ de thématiques et de cognitions acceptables, en imposant des « idées à la mode » et des paramètres narratifs ou argumentatifs, de telle sorte que les désaccords, les mises en question, les recherches d'originalité et de paradoxes s'inscrivent encore en référence aux éléments dominants, en confirmant la dominance alors même qu'ils cherchent à s'en dissocier ou à s'y opposer. Dans l'hégémonie tout fait ventre.⁴⁹

Cette hégémonie n'impose donc pas des idéologies ou des réponses toutes faites. Elle se veut plutôt une matrice symbolique qui impose les normes de vérité et d'acceptabilité à l'intérieur desquelles les énoncés vont s'affronter, en regard desquelles ils vont éprouver leur légitimité. Le rapprochement avec la définition du paradigme est très net. Les deux concepts partagent d'ailleurs plusieurs caractéristiques : ils définissent un horizon de sens du monde social, imposent « des formes légitimes du langage », et surtout ils produisent « une dénégation de [leur] propre existence⁵⁰ », se dissimulant au regard de l'énonciateur et accessible uniquement *a posteriori*. Cependant, il ne faut pas conclure que cette hégémonie discursive bloque toute voie de passage à l'altérité, puisqu'au contraire l'énonciation de cette altérité fait partie intégrante du discours social. Plus encore, la véritable dissidence existe, qui permet le passage d'une vision du monde à une autre, dissidence qui ne doit cependant pas être confondue avec la rupture ostentatoire, qui, elle, relève généralement d'un effet de mode volontairement provocateur et est souvent partie prenante non seulement du discours social, mais aussi de l'idéologie dominante. Attachons-nous à préciser ces notions, qui viennent contrebalancer l'impression de totalité organique que peut laisser la définition de l'hégémonie discursive.

1.2.3. Hétérogénéités réelles et factices.

En devenant moderne, une société rompt avec les déterminations mythiques et religieuses qui caractérisaient sa représentation : son inscription géographique, temporelle et sociale, en un mot sa vision du monde, est désormais construite par elle-même : elle devient

⁴⁹ Marc Angenot, 1889. *Un état du discours social*, op. cit., p. 1087.

⁵⁰ Marc Angenot, « Le discours social : problématique d'ensemble », *loc. cit.*, p. 31.

objet pour elle-même et c'est de cette posture ontologique que découle la façon qu'elle a de s'inscrire dans le monde, de se reproduire. En d'autres termes, la société moderne se présente à la fois comme sujet et objet du pouvoir. « La modernité est le théâtre d'une expérimentation unique dans l'histoire du monde. Son rapport au monde est un rapport à elle-même⁵¹ », nous dit Beauchemin. Or, la modernité ne peut aucunement se vivre dans une totale uniformité des représentations. Le discours est alors la manifestation des différentes représentations de la société à travers les conflits qui la traversent : « La prise en compte des modalités concrètes de la représentation conduit donc à retracer la généalogie de ce discours qui se représente sous la forme de l'unité alors même qu'il s'élabore dans l'altérité et l'hétérogénéité.⁵² »

Le discours social ainsi défini comme se construisant dans l'altérité n'est pas incompatible avec une de ses caractéristiques précédemment décrite, l'homogénéité discursive, puisque cette homogénéité est un construit qui permet l'élaboration de règles communes d'énonciation et d'acceptabilité. Ces règles s'appliquent à donner sens à la pluralité des énoncés, de même qu'elles visent à les incorporer à un tout. Les énoncés ne participant pas de ce tout sont condamnés à une certaine marginalité, mais ils existent cependant. Angenot décrit alors ces énoncés « périphériques » comme des contre-discours s'élaborant en marge, malgré l'effet centripète de l'hégémonie discursive. L'hégémonie pèse sur la structure de la dissidence : elle « possède un pouvoir d'agglomération, une force de gravité énorme qui produit à sa périphérie un éclatement groupusculaire et un fractionnement fatal.⁵³ » expliquant ainsi la relative marginalité de certains univers discursifs.

Cependant, il faut se garder de confondre la rupture réelle et la rupture ostentatoire. Cette dernière serait un « leurre » créé de toute pièce par l'hégémonie discursive, et peut être illustrée par une certaine forme de contre-discours :

[...] l'hégémonie ne réalise par une homéostase carcérale, mais un bougé permanent sous les stabilités, des tensions régulées par de puissantes capacités de « récupération » et de cooptation et surtout elle instaure un marché de la *nouveauté prévisible* et des *leures de l'innovation ostentatoire*. [...].⁵⁴

⁵¹ Jacques Beauchemin, *op. cit.*, p. 107.

⁵² *ibid.*, p. 107.

⁵³ Marc Angenot, « Hégémonie, dissidence et contre-discours... » *loc. cit.*, p. 254.

⁵⁴ Marc Angenot, « Hégémonie, dissidence et contre-discours... » *loc. cit.*, p. 248-249. Les italiques sont dans le texte.

Le véritable « bougé », par contre, n'est pas visible aux contemporains, étant donné que l'hégémonie discursive ne parvient pas à l'englober. Par conséquent, ce n'est qu'après-coup, une fois que la société s'est transformée, qu'apparaît aux yeux de l'analyste cette véritable hétérogénéité. Angenot nous met ainsi en garde contre ce qu'il appelle l'illusion rétrospective : l'analyste tend à voir dans ce bougé antérieur et maintenant visible le précurseur de l'état actuel de la société, ayant fait émerger, par « l'innovation créatrice soudaine », un état de société nouveau. Angenot, comme la plupart des spécialistes de l'analyse de discours, s'oppose ainsi à l'idée d'un progrès avançant par bonds successifs : les catégories habituelles d'œuvre, d'auteur, de courant de pensée, qui émaillent l'histoire des idées, sont fortement ébranlées par cette perspective⁵⁵. Lorsqu'il cherche la nouveauté, l'hétérogène à une époque donnée, l'analyste doit par conséquent faire face à deux dangers : la rupture ostentatoire et l'illusion rétrospective.

Ainsi, pour évoquer le sujet de notre thèse, est-il possible de voir dans *Cité libre*, le Manifeste du Refus Global ou encore l'École des sciences sociales de l'Université Laval des manifestations d'une réelle hétérogénéité? Ces trois exemples (auquel il faudrait rajouter *L'Action nationale*, les syndicats, plusieurs membres du clergé) ne correspondent pas aux définitions que Marc Angenot donne de l'hétérogène ou du « bougé ». Ils ne sont pas dissimulés et ne sont pas en retrait du discours social. Ils participent pleinement aux débats de l'heure et ne s'inscrivent nullement « hors de l'acceptabilité et de l'intelligibilité que l'hégémonie institue.⁵⁶ » Peut-on dire alors qu'ils font pleinement partie de l'épistémè en vigueur au moment de leur énonciation, qu'ils sont partie prenante de l'interdiscours des années cinquante et qu'en aucun cas ils ne peuvent être considérés comme les pionniers de l'amalgame qui a longtemps été fait entre modernité et Révolution tranquille? Par extension, le fait de les avoir placés à telle enseigne est-il la manifestation d'une illusion rétrospective

⁵⁵ Voir à ce sujet Augustin Simard, « Mort de l'auteur et statut politique de l'œuvre. Réflexion autour de Foucault et Lefort », dans *Sociocritique et analyse du discours*, acte des colloques « Jeunes chercheurs en sociocritique et en analyse du discours » et « Les mots et les crimes » (Montréal, 4 et 5 novembre 1999), *Discours social*, nouvelle série, vol. 3, 2001.

⁵⁶ Marc Angenot, « Hégémonie, dissidence et contre-discours... », *loc. cit.*, p. 246.

ou doit-on y voir, à la suite de Létourneau⁵⁷, la volonté d'une nouvelle élite de conférer une légitimité à sa nouvelle pratique et à son statut dominant? Nous tâcherons dans le cadre de notre thèse d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions.

La notion d'hégémonie discursive permet de clarifier la place du discours social et son articulation avec les énoncés qui y participent. En attribuant à ce discours un rôle de contrôle et de régulation, les analystes ont parfois des divergences quant à l'origine des règles en question. Mais on peut cependant affirmer que dans les sociétés modernes c'est par le rapport dialectique entre les énoncés au sein du discours social que se construit la vision du monde. Cette vision du monde n'est pas un univers clos : la pluralité des énoncés est au contraire ce qui fonde le discours social, et l'hégémonie discursive est là pour donner sens à l'expression individuelle : elle extériorise l'intériorité, en quelque sorte. C'est par conséquent cette trame qui se tisse dans l'hétérogénéité d'une période qui nous permet de saisir l'identité de la société qui en a permis l'éclosion. Or, pour saisir au mieux cette trame qui fonde le discours social, il nous faudra puiser dans les divergences, confronter les énoncés qui se font face au cours de nos périodes afin de mieux saisir leurs convergences, afin de toucher l'essence du discours social d'une époque et son identité profonde.

Pour l'heure, nous devons cependant nous attarder à un dernier point important qui a trait au discours social : les conditions de production, c'est-à-dire le lien qui peut exister entre le discours et l'environnement qui a permis à ce discours de s'énoncer. Cette question soulève, là encore, de grandes interrogations que nous ne ferons malheureusement qu'effleurer. Cependant, elle nous fournira l'occasion de clarifier certains concepts qui nous seront utiles par la suite.

⁵⁷ Voir notamment Jocelyn Létourneau, « Le « Québec moderne ». Un chapitre du grand récit collectif des Québécois », *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 5, octobre 1992, p. 765-785.

1.3. Le discours et ses conditions de production.

[...] en expliquant les textes par le réel, le regard par le paysage, on en oublie que le paysage est, lui-même, le reflet du regard.

Alain-Gérard Slama⁵⁸

En présentant le discours comme la pratique par laquelle certaines structures ainsi qu'une vision du monde exercent un pouvoir sur les objets du réel, les théoriciens du discours des années soixante ouvrent l'analyse à une extériorité qui ne rentrait que peu en ligne de compte auparavant. L'interdiscours devient ainsi le lieu en partage au sein duquel le discours individuel se confronte aux autres et acquiert un sens dans le discours social d'une époque.

Les discussions se vivent donc dans cet espace d'échange où une œuvre reformule constamment d'autres œuvres. Où finalement le statut traditionnel d'« œuvre » n'a plus vraiment de sens, pas plus que celui d'« auteur »⁵⁹. Le texte nécessite moins d'attention que les conditions qui en ont permis l'éclosion, démarche rendue possible par une « archéologie » ne s'arrêtant pas à la superficie des textes ni même aux textes eux-mêmes, mais fouillant toujours plus loin dans les fondements originaux qui en sont les géniteurs. Par contre, le discours a lui-même une efficacité. Il n'est pas le reflet passif de la société, mais il agit sur cette société : le discours est une pratique quotidiennement assumée au sein d'un interdiscours aux règles strictes. Cette perspective ouvre donc le discours à un extérieur qui, rompant avec une analyse internaliste, permet d'aborder ses conditions de production.

Toutes ces questions découlent du rapport fondamental qui unit l'énoncé et son contexte. Nous allons tout d'abord évoquer ce lien dialectique tel que les auteurs l'ont défini, souvent en réaction au structuralisme et au marxisme, puis nous insisterons sur les concepts liés aux conditions de production qui nous permettront de situer notre réflexion dans le cadre de notre analyse. Nous aurons en effet à caractériser le lien qui peut exister entre le discours

⁵⁸ Alain-Gérard Slama, « Pour une histoire littéraire des idées », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (Dir.) *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris : PUF, 1998, 448 p., p. 425.

⁵⁹ À ce sujet on pourra consulter Michel Foucault, « Qu'est-ce qu'un auteur? », dans *Dits et écrits I (1954-1969)*, Paris : Gallimard, 1994, ainsi que Claude Lefort, *Le travail de l'œuvre. Machiavel*, Paris : Gallimard, 1972, 778 p.

intellectuel des revues que nous étudions et le discours social comme matrice identitaire de ce discours.

1.3.1. La réaffirmation d'un dialogue

Avec les premières théories liées au discours, dans les années soixante, on a vu apparaître le texte comme témoin ou émanation des débats sociaux. Le contexte (littéralement : « tissé-avec ») est alors ce qui permet de comprendre le texte : en expliquant ses conditions de production on pourrait donner sens à l'archive, l'inscrire dans un courant et une historicité. C'est la démarche qu'a mis de l'avant Michel Pêcheux en 1969 lorsqu'il avance la méthode de l'analyse automatique du discours⁶⁰. Le texte se comprend non seulement par la linguistique, mais aussi par le contexte d'énonciation et le cadre idéologique auquel il appartient. Il propose notamment un concept qui fera date : les *conditions de production*. Ce concept désigne « non seulement l'environnement matériel et institutionnel du discours, mais encore les représentations imaginaires que se font les interactants de leur identité respective ainsi que du référent dans leur discours.⁶¹ ». Notons que cette réflexion est axée sur l'importance du politique et de l'idéologie au sein du discours. C'est-à-dire que les idéologies dominantes se dérobent à l'observateur, tout en continuant en sous-main à manipuler le discours social.

Or, notamment depuis les années quatre-vingt, les sciences humaines et sociales prennent part à un nouveau paradigme scientifique qui tend à voir le rapport entre texte et contexte d'une manière plus dialogique que monologique. Ce travail a commencé par une critique du structuralisme comme d'une certaine analyse marxiste, critique basée essentiellement sur la revalorisation du sujet agissant consciemment et dans une certaine historicité. À la suite de Bakhtine, les sociologues Bourque et Duchastel affirment ainsi que le discours contribue à la création de la communauté : « [...] ce qui nous intéresse, c'est la

⁶⁰ Michel Pêcheux, *Analyse automatique du discours*, Paris : Dunod, 1969, 139 p.

⁶¹ Georges-Élia Sarfati, *Éléments d'analyse du discours*, Paris : Nathan, 1997, 128 p., p. 20.

production du social par le sens. », ce qui vient contredire une posture intellectuelle qui « met l'accent sur le rôle premier des rapports sociaux.⁶² ».

Le matérialisme et le structuralisme ont également, selon Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, trop occulté les discordances et la pluralité de discours qui ont construit la culture québécoise, au profit d'une analyse cherchant à donner à cette culture « une uniformité et une cohésion qu'elle n'a sans doute jamais eues.⁶³ ». Les auteurs concluent en affirmant que l'acteur, tout en tenant compte du discours social dans lequel il évolue, est dorénavant partie prenante de la construction de la société : « l'acteur reste certes un être social, mais il est le produit autant que le producteur de l'histoire.⁶⁴ ». Les historiens français ont également opéré, au cours des dernières années, un retour à une histoire politique qui sans nécessairement renier l'apport fondamental des *Annales*, n'a plus honte d'affirmer que le sujet et l'événement existent et que le rapport liant le texte et son contexte n'est pas aussi simple qu'un rapport de dominant-dominé :

On a ainsi voulu nier l'événement au profit d'un certain déterminisme socio-économique, mais lorsque l'on veut faire de l'histoire politique, il faut prendre en compte les deux pans. Ce que rappelle Sirinelli : « la reviviscence de l'histoire politique [...] s'intègre dans un mouvement de retour au sujet agissant, après le reflux du marxisme dans les sciences humaines et sociales. »⁶⁵

Mais ce sont essentiellement les sociologues qui ont redéfini le lien dialectique qui existe entre le discours et la société, entre texte et contexte. Ainsi, selon Beauchemin, le discours est à la fois « activité productrice de la société et témoin de sa dynamique profonde⁶⁶ ». Il ajoute : « C'est donc du double point de vue du discours en tant que surface où s'inscrivent les contradictions sociales et du discours en tant qu'il contribue à un certain

⁶² Gilles Bourque et Jules Duchastel, « Analyser le discours politique duplessiste : méthode et illustration », *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 2, n° 1, avril 1984, p. 102.

⁶³ Pierre Lanthier et Guildo Rousseau (dir.), *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*. Actes d'un colloque organisé en novembre 1990 par le Centre d'études québécoises de l'UQTR. Québec : IQRC, 1992, 369 p., p. 11.

⁶⁴ *ibid.*, p. 13.

⁶⁵ Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Gardia, *Les courants historiques en France. 19^e – 20^e siècles*. Paris : Colin, 1999, 332 p., p. 254.

⁶⁶ Jacques Beauchemin, *op. cit.*, p. 3.

type de régulation que nous abordons son étude.⁶⁷ ». Gérard Bouchard, analysant le rapport entre le discours et la culture, en arrive au même constat : « C'est donc à la fois comme acteur et comme témoin que le discours est mobilisé par la culture nationale.⁶⁸ »

Puisque les auteurs s'accordent sur l'importance de conférer au texte un statut moins passif que celui qui a pu être le sien dans les premiers temps de l'École française d'analyse du discours, il importe de nous attarder sur les formes que l'on peut donner au lien dialogique entre le discours et son contexte. À ce titre, nous nous intéresserons essentiellement à la notion d'interdiscours.

1.3.2. L'interdiscours.

L'importance accordée aux conditions de production d'un énoncé, d'un discours, au cours des années soixante et soixante-dix s'explique par la puissance d'un paradigme structuraliste et matérialiste en sciences sociales et humaines qui, bien qu'ayant grandement fait progresser la compréhension des rapports de forces inhérents aux sociétés contemporaines, a quelque peu mis de côté la possibilité pour le sujet d'agir sur le réel. En ce sens la proposition d'Angenot d'étudier autant les hétérogénéités que les homogénéités discursives est révélatrice de ce tournant épistémologique contemporain. Cependant, si le discours n'est plus intégralement conditionné par le contexte d'énonciation, il faut trouver et nommer les ponts qui se tissent entre les deux

Rappelant les problèmes que pose une analyse qui s'appuierait sur les seules « conditions de production », Maingueneau nous met en garde contre un type d'analyse par trop porté sur l'extérieur du texte, sur ses seules conditions⁶⁹, les présentant comme déterminant le discours. À la suite de Foucault, il propose par conséquent le concept de *formation discursive*, qui, au sein d'un interdiscours, ferait la jonction entre le discours et le réel. Cependant, la notion de formation discursive vise moins à définir le rapport dialectique qui peut exister entre le discours et la société qu'il ne peut être une alternative à un autre

⁶⁷ *ibid.*, p. 32.

⁶⁸ Gérard Bouchard, *Genèses des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal : Boréal, 2000, 498 p., p. 31.

⁶⁹ Dominique Maingueneau, *L'analyse de discours*, op. cit., p. 188.

concept, l'idéologie. En effet, la formation discursive ne définit pas le genre du discours, ni un domaine discursif ou une thématique. Elle se rattache au « positionnement idéologico-social de l'instance énonciative.⁷⁰ ». Selon Bourque et Duchastel, ce concept, inventé par Foucault, permet de dépasser la sempiternelle opposition entre le discours et son contexte « [...] en pensant la production des énoncés à l'intérieur d'un système de dispersion, de régularité mais aussi de transformation à la fois des objets à penser, des modalités énonciatives et des concepts.⁷¹ »

C'est cependant par le biais de l'interdiscours que nous allons continuer notre réflexion sur le lien qui se tisse entre le discours et son contexte. Nous avons vu plus haut que Maingueneau s'inscrit dans une vision de l'analyse du discours selon laquelle c'est essentiellement par l'analyse de l'interdiscours que l'on peut accéder à l'identité même du discours social d'une époque :

Poser que l'espace pertinent pour les règles est d'ordre interdiscursif, c'est donner à l'analyste l'interdiscours pour objet *et lui faire appréhender d'emblée non une archive, mais l'interaction entre archives*. Ceci implique que l'identité discursive est construite dans le rapport à l'Autre. On ne distinguera donc pas deux parties dans un « espace discursif », à savoir les archives, d'une part, et leurs relations, d'autre part, mais on posera que tous les éléments sont pris dans l'interdiscursivité⁷².

Ce qui revient à dire que « L'interdiscours prime le discours⁷³ » dans le cadre d'une analyse telle que celle que nous proposons de mener. Cet interdiscours recèle en effet en son sein toutes les tensions, y compris idéologiques, qui animent une société, comme nous le rappelle Beauchemin : « Les conditions de production du discours sont répercutées dans l'interdiscours sous la forme d'un code implicite définissant, pour paraphraser Foucault, l'ensemble de ce qui peut être dit dans un état de société donné.⁷⁴ ». Même si

⁷⁰ Damon Mayaffre, « Formation(s) discursive(s) et discours politique : l'exemplarité des discours communistes versus bourgeois durant l'entre-deux Guerres », texte inédit paru dans la revue électronique *Texto* : www.revue-texto.net issu de sa thèse de doctorat : *Le poids des mots. Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres*, Paris : Champion, 2000.

⁷¹ G. Bourque et J. Duchastel, « Analyser le discours politique duplessiste... », *loc. cit.*, p. 109.

⁷² Dominique Maingueneau, *L'Analyse du discours*, op. cit., p. 163.

⁷³ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, op. cit., p. 11.

⁷⁴ J. Beauchemin, *op. cit.*, p. 138.

Bakhtine n'utilise pas exactement la même terminaison, préférant parler d'*horizon social*, il n'en reste pas moins qu'il se réfère à la même réalité. L'horizon social « [...] détermine la création idéologique du groupe social et de l'époque à laquelle nous appartenons, un horizon contemporain de notre littérature, de notre science, de notre morale, de notre droit.⁷⁵ »

C'est par ce dialogue constant entre le discours et la société, au sein d'un interdiscours structuré, qui nous proposons de poursuivre notre recherche. Par conséquent, une comparaison systématique d'énoncés s'exprimant dans un interdiscours peut mettre l'analyste sur la piste du discours social. La comparaison doit pour cela se baser sur des catégories précises, les grands thèmes abordés, afin de déceler les silences, confrontations, consensus d'une époque donnée.

1.3.3. Pour une approche dialogique et comparative

L'attitude de l'historien à l'endroit de ses sources peut être comprise de différentes façons. La première façon d'appréhender une « archive » serait de voir en elle le témoin d'un état d'une société donnée. C'est-à-dire que cette archive nous fournit plusieurs renseignements sur la façon de communiquer, sur les thèmes que l'on aborde à une époque donnée, sur les idéologies véhiculées, les arguments afférents à ces idéologies, sur les structures sociales, les rapports de force, ou encore sur tel ou tel aspect culturel. Le texte est alors un document qui nous donne des renseignements sur ce dont il traite en particulier. Cette approche a longtemps été la principale utilisée par les historiens : le document nous renseigne sur une époque. Perspective objectiviste dans laquelle l'énonciateur est pleinement maître et responsable de ses écrits, reflets d'une réalité perçue et quantifiable.

L'autre perspective est en quelque sorte l'inverse de la première. Elle consiste à voir dans l'archive le reflet de cette époque, des conditions qui lui ont permis d'aborder tel ou tel thème, de telle ou telle façon. L'archive (et son énonciateur) en tant que tel a alors un rôle moindre dans le processus épistémologique que le contexte qui en est le soubassement. Dans cette deuxième perspective, l'acteur a donc un « simple » rôle d'énonciateur (plus ou moins conscient) des conditions et des forces en présence, et s'en trouve donc déresponsabilisé.

⁷⁵ M. Bakhtine, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris : éditions de Minuit, coll. Le sens commun, 1977, 235 p., p. 123.

Perspective relativement récente en historiographie, nourrie de psychologie, d'analyse matérialiste et structurale, elle a abouti à une vision tendant à ne voir dans l'archive que le reflet d'une époque, en ne tenant que peu compte de l'objectivité effective et de la capacité d'autonomie du sujet agissant.

De ces deux façons d'appréhender le discours (l'énoncé comme acteur versus l'énoncé comme témoin) peut ressortir une synthèse basée sur l'idée qu'un énoncé a son efficace sur le discours social et le contexte autant que le contexte et le discours social ont une efficace sur l'énoncé. L'archive, dans cette perspective synthétique, est alors à la fois acteur et témoin de son époque. L'intérêt de cette perspective dialogique est qu'elle permet d'éviter l'aporie d'une perspective externaliste basée sur des déterminations structurales, en même temps qu'elle réfute la prétention de l'archive à être la voix parfaitement autonome du sujet, agissant librement hors de toute détermination. L'archive et l'acteur sont à la fois reflets et miroirs, spectateurs et acteurs.

Comment peuvent s'articuler ces perspectives dans une approche historienne? Il conviendrait alors de tenir compte du contexte, des conditions de production du discours en les considérant comme un cadre hégémonique permettant ou refusant l'émission de tel ou tel énoncé : on ne peut pas dire n'importe quoi à n'importe quel moment, et le discours social ordonne, par ses épistémès successives, et au sein d'un interdiscours structuré, les conditions du dicible, du pensable et de l'argumentable. Ainsi, la théorie du discours social permet d'envisager les énoncés comme étant à la fois des produits d'une époque et d'une société données et produisant l'époque et la société. Il faut donc tenir compte de l'effet de ces énoncés sur le discours social qui le permet. En émettant un énoncé dans le cadre d'un interdiscours (un énoncé n'est jamais seul, il est toujours réaction et dialogue), l'énonciateur participe des mutations de ce même discours social. Il est nécessairement partie prenante d'une hégémonie discursive et d'un paradigme (d'une épistémè) qui sont en constante mutation.

Dans le cadre de notre thèse, nous avons étudié les discours des revues comme étant des mises en énoncé des débats discursifs de la société à laquelle ils appartenaient. Ainsi, nos revues sont des structures d'énonciation qui témoignent d'un état du discours social qui les conditionne, mais elles sont également partie prenante dans l'élaboration de ce même discours social. Lorsqu'une société change de paradigme discursif, les revues en sont pour

quelque chose, en même temps qu'elles en subissent l'inertie coercitive : elles doivent alors s'adapter à cette nouvelle matrice faute de quoi, en tant que structures d'énonciation, elles se condamnent à la marginalisation, à l'obsolescence voire à la disparition.

Après avoir évoqué le lien qui pouvait être tissé entre le texte et le contexte, ainsi que la possibilité pour l'historien d'envisager ce lien par l'étude de l'interdiscours, attachons-nous à présent à décrire les rapports qui existent entre le discours social, la culture et l'identité d'une société. Si nous avons établi que le discours social désigne la part et l'ordre du dicible dans une société donnée à une époque donnée, comment articuler ce dicible avec la « vision du monde » propre à la culture ?

1.4. Discours social, culture et identité.

En définissant aussi précisément que possible le discours social et les différents concepts afférents, on en arrive au rapport qui lie ce discours à son contexte. Nous avons vu que les différents auteurs, tant historiens que sociologues, s'entendent désormais pour voir dans ce rapport un dialogue davantage qu'une détermination à sens unique. Et ce qui est valable pour le discours social pris dans son ensemble l'est également pour les discours spécifiques (politique, économique, etc.) ainsi que pour leurs énonciateurs. Bien que l'École française d'analyse du discours tendait à nier la capacité créatrice de l'auteur, voyant dans l'œuvre la simple reformulation du discours social, c'est désormais par un « retour de balancier » épistémologique que l'on comprend l'auteur et son œuvre comme acteur autant que témoin de la société et de sa culture. Quels sont les chemins qu'emprunte le discours social dans l'élaboration de la culture et de l'identité d'une société ?

Dans cette partie, nous allons préciser les rapports entre culture, identité et discours social. Nous allons d'abord évoquer brièvement la notion de culture, puis celle d'identité. Le dernier point est consacré à la représentation, conçue comme système d'interprétation de la réalité.

1.4.1. La culture moderne

Dans la société moderne, contrairement à ce que l'on peut trouver dans les sociétés traditionnelles et celles fondées sur le mythe, la culture n'est pas un donné conditionné par des déterminants extérieurs à la société. La transcendance divine n'est plus la référence conduisant la société : c'est dans la discussion rationnelle, la confrontation, l'échange argumentatif, que se construit cette société, qui se constitue ainsi comme objet pour elle-même. La culture est alors un construit qui ne fait pas uniquement référence à son expression « lettrée », à ce que Dumont appelle la « culture seconde », mais elle fait référence à l'ensemble de l'expression de la vie d'une société. De sorte que le sociologue distingue deux types de culture. La première est anthropologique, la seconde renvoie à l'idée de création⁷⁶. S'il existe de multiples définitions de ce que peut être la culture dans la société moderne, nous ne renverrons ici qu'à une seule, qui cependant correspond pleinement avec l'objectif que nous visons dans le cadre de notre recherche. Normand Séguin l'énonce, dans le cadre d'une réflexion portant sur le changement culturel :

[...] la culture renvoie d'une part à l'ensemble des processus historiques qui façonnent une collectivité et d'autre part aux représentations que celle-ci se donne d'elle-même. En ce sens, la culture est essentiellement dynamique; elle correspond à ce que les membres d'une collectivité font et croient qu'ils sont. Plus fondamentalement encore, on dira que la culture représente le travail auquel se livre une collectivité sur elle-même pour exister et se reproduire comme existence sociale, se maintenir et changer; en définitive, elle est création et recreation d'un monde.⁷⁷

Le bagage historique est donc un élément déterminant la culture, mais il n'est pas le seul. Cela signifie que la culture ne peut pas être uniquement conditionnée par un héritage : elle est « essentiellement dynamique » et doit son existence aux débats qui émaillent son évolution. L'actualisation de cet héritage par la culture fait de cette culture une culture vivante, car l'actualisation implique la re-crédation, suppose des choix, soulève des débats.

⁷⁶ Notons qu'une troisième définition est généralement avancée, qui renvoie à l'idée de civilisation et qui a été utilisé entre autres par certains intellectuels nationalistes pour désigner « la civilisation française », par exemple.

⁷⁷ Normand Séguin, « Quelques considérations pour l'étude du changement culturel dans la société québécoise », dans Gérard Bouchard (dir.), *Le Québec et l'Amérique française*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, IQRC, 1993, 445 p., p. 214.

Ces débats ont notamment pour objet l'identité même de la collectivité, son passé et son devenir.

1.4.2. L'identité et le discours social

Nous avons défini plus haut le discours social comme ordonnant l'ensemble du dicible, du pensable, de l'argumentable à l'intérieur d'une société donnée à une époque donnée. Nous abordons par cette définition le territoire de l'identité de la société en question. En effet, le discours social révèle par ses tensions, ses discussions, ses homogénéités autant que ses discordances des objets communs, des appréhensions partagées, une conscience historique également qui définissent l'identité même de la société. Si nous reprenons la théorie de l'interdiscours comme lieu d'affrontement réglé des différents discours spécifiques sur la société, on constate que ces discours se situent inexorablement à l'intérieur d'un ensemble de règles acceptées par consensus, de même qu'ils acceptent implicitement les règles du jeu discursif, faute de quoi ils se condamneraient à la marginalité. C'est également ce qu'affirme Maingueneau, suivant en cela Bakhtine pour qui un énoncé individuel se constitue toujours au contact d'un univers déjà présent⁷⁸, lorsqu'il dit que les discours particuliers

[...] ne se constituent pas indépendamment les uns des autres pour être ensuite mis en relation, mais qu'ils se forment de manière réglée à l'intérieur de l'interdiscours. Ce serait donc la relation interdiscursive qui structurerait l'identité [...].⁷⁹

Le discours social, à travers les discussions qui participent à sa création, exprime par conséquent les principales caractéristiques identitaires d'une société. Selon Marc Angenot, ces caractéristiques, qu'il regroupe pour sa part au sein de l'homogénéité discursive, peuvent aussi bien révéler la volonté de cohérence qu'une identité cherche à se donner que les « malaises dans la société », les problèmes empêchant cette société de se développer selon ses aspirations profondes. On assisterait par conséquent, au sein des discours identitaires, à une quête visant à créer une certaine homogénéité : les idéologies et visions du monde qui

⁷⁸ « [...] l'acte de parole [...] est toujours orienté en fonction des prises de parole antérieures dans la même sphère activité. » Mikhaïl Bakhtine, *Le marxisme et la philosophie du langage*, op. cit., p. 136.

⁷⁹ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, op. cit., p. 11.

s'affrontent au sein de l'interdiscours chercheraient ainsi à développer une cohérence en écartant à leur périphérie les discours trop hétérogènes. Normand Séguin évoque également cette question :

Le processus identitaire intéresse le chercheur en tant que dimension expressive de la culture, c'est-à-dire en tant que révélateur de la cohérence que cherche à se donner la collectivité et, partant, des convergences et des tensions qui marquent les représentations, les volontés, les conduites et les pratiques des agents sociaux. Étudier la construction et la déconstruction de cette cohérence permet de situer l'identité dans l'histoire, donc dans le changement.⁸⁰

La recherche de cohérence que le discours identitaire s'évertue à mener se fait donc dans un contexte où existe un décalage entre les représentations et les réalités socio-économiques, ce que Ogburn appelle le « décalage culturel » ou « cultural lag »⁸¹. Le rapport que le discours social, par le biais d'un interdiscours réglé, entretient avec l'identité, les rapports de force, l'histoire et l'utopie est donc révélateur du rapport qu'une société entretient avec elle-même. Ce qui nous conduit à la théorie de la représentation qui exprime le lien entre l'individu et le collectif.

1.4.3. La théorie de la représentation

En abordant l'histoire des années cinquante et soixante au Québec, l'analyste est tenté d'utiliser des perspectives historiographiques relativement classiques. On peut ainsi aborder une période en suivant tel groupe d'individus ou telle structure. La monographie peut alors permettre, suite à une extrapolation, de déceler les principales préoccupations d'une période. L'histoire événementielle, linéaire, fournit le cadre dans lequel s'inscrivent les courants. Courants qui, quant à eux, peuvent être appréhendés à travers une étude diachronique des idéologies, par exemple. Pour notre part nous recherchons les fondements identitaires, sans prétendre aucunement régler l'ensemble des questions que soulève une telle

⁸⁰ Normand Séguin, *op. cit.*, p. 215.

⁸¹ William F. Ogburn, *Cultural lag as theory*, Indianapolis : Bobbs-Merrill, 1957, 8 p. Jean-Charles Falardeau évoquera l'importance de cette théorie dans sa perception du Québec : « Le professeur Ogburn faisait encore grand état du concept de *cultural lag* qu'il avait inventé : je n'eus aucune peine à me convaincre que le Québec était bien l'une des sociétés où se manifestait avec le plus d'acuité le décalage entre les définitions officiellement professées du destin collectif et l'ordre des réalités sociales vécues. Je me mis à regarder le Québec avec des yeux nouveaux. », « Itinéraire sociologique », *Recherches sociographiques*, vol. 15, n° 2-3, mai-août 1974, p. 219-227, p. 221.

approche. Notre recherche ne vise donc pas à une histoire des idéologies ou des courants d'idée dans le Québec de la période. C'est d'ailleurs là une histoire déjà largement menée, comme nous aurons l'occasion de le présenter dans notre chapitre historiographique. Nous cherchons pour notre part à poser les jalons d'une étude des représentations identitaires telles qu'elles s'expriment à travers les paradigmes discursifs dont certaines revues intellectuelles sont témoins et actrices.

La théorie des représentations, si elle a été grandement utilisée en sociologie, n'avait jusque récemment que peu de défenseurs parmi les historiens⁸². Nous ferons ici appel, afin de la définir, à la réflexion qu'a menée Jean-Claude Abric⁸³. Nous tenterons au fil de cette explication de faire le lien avec le discours social tel que précédemment défini. Certains points communs permettent en effet de constater que si les termes et les concepts changent parfois selon leurs champs d'application, les réalités auxquelles ils réfèrent sont souvent porteuses des mêmes caractéristiques.

C'est au cours des années soixante que se met en place cette théorie, avec Moscovici. Elle vise à repérer « [...] la "vision du monde" que les individus ou les groupes portent en eux et utilisent pour agir ou prendre position.⁸⁴ ». L'objectif d'une telle recherche est de comprendre le fonctionnement des structures ainsi que des interactions sociales. C'est par conséquent dans une praxis que s'inscrit cette réflexion : la « vision du monde » est perçue comme déterminant les interactions, c'est-à-dire que les réalités sociales sont constamment réappropriées et reconstruites par les individus, reconstructions qui leur servent à légitimer leur action. La réalité objective n'existe pas : elle est un construit permanent qui se mène dans la discussion et la confrontation des idées. Chaque discours, étant donné qu'il « représente » une réalité perçue, contient donc sa part de représentation. La représentation se donne par conséquent pour « organisation signifiante », ce qui renvoie à la capacité du paradigme discursif à régler et à donner sens aux discours spécifiques :

La représentation n'est pas un simple reflet de la réalité, elle est une organisation signifiante. [...] La représentation fonctionne comme un système d'interprétation de

⁸² La nouvelle histoire politique en fait cependant son credo depuis quelques années, avec Rosanvallon, Sirinelli, Nora ou Dosse. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

⁸³ Jean-Claude Abric (dir.), *Pratiques sociales et représentations*, Paris : PUF, 1994, 251 p.

⁸⁴ Jean-Claude Abric, « Les représentations sociales : aspects théoriques », dans *ibid.*, p. 11.

la réalité qui régit les relations des individus à leur environnement physique et social, elle va déterminer leurs comportements ou leurs pratiques. La représentation est un *guide pour l'action*, elle oriente les actions et les relations sociales.⁸⁵

Par ailleurs, la représentation étant une constante reformulation des débats et du contexte de l'heure, elle intègre des contradictions apparentes, de l'irrationnel, des illogismes. En tentant, comme dans le cas du discours identitaire, de créer une homogénéité discursive, une certaine cohérence afin de favoriser l'action, la représentation joue constamment avec ces apparentes contradictions. Mais si ces contradictions existent bel et bien, en aucun cas elles ne peuvent être responsables d'une quelconque impuissance dans l'action⁸⁶. Le contexte discursif général, les conditions de production et le contexte social, politique et économique sont également partie prenante de l'élaboration de l'action; on ne peut donc pas rendre la représentation seule responsable de l'action ou de l'inaction d'un individu ou d'un groupe partageant ces « visions du monde ».

Depuis quelques années, les historiens s'emparent de ces concepts afin de renouer avec une histoire politique qui avait eu tendance à nier le rôle du sujet agissant, de même que, ce faisant, ils tendent de se démarquer de la critique qui leur avait été faite par l'École des Annales de construire une histoire trop événementielle. De sorte qu'en s'emparant de l'histoire des représentations comme de l'histoire culturelle dans son ensemble, les historiens se revendiquant de la nouvelle histoire politique se rapprochent des Annales dans leur prétention à une histoire globale des sociétés. Le politique ne se réduit plus à la simple expression de la gérance d'une société, nous disent Delacroix et al., il est davantage le révélateur de « l'éthos » d'une société. Évoquant l'histoire conceptuelle du politique telle que réfléchie par Rosanvallon, les auteurs la décrivent comme « [...] les systèmes de représentation qui commandent la façon dont une époque, un pays ou des groupes sociaux

⁸⁵ *ibid.*, p. 13.

⁸⁶ Nous faisons ici référence à la thèse avancée par Gérard Bouchard selon qui les contradictions du discours identitaire canadien-français entre 1850 et 1960 ont été si puissantes que l'action efficace s'est par là trouvée impossible. Il nous semble cependant que chaque époque recèle ses propres contradictions discursives et idéologiques, et que ce ne sont pas ces contradictions qui empêchent l'action effective. Gérard Bouchard, *La pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Montréal : Boréal, 2004, 319 p.

conduisent leur action et envisagent leur avenir. [...] ces représentations résultent d'un travail permanent de réflexion de la société sur elle-même.⁸⁷ ».

Mais c'est sans doute Jean-François Sirinelli qui a le mieux défini les enjeux de ce nouveau courant historiographique. En partant du politique comme le lieu « éthique », c'est-à-dire où s'élabore la dévolution du pouvoir, on se trouve dans l'obligation d'étudier les déterminations guidant cette dévolution. Les perceptions, les sensibilités, les comportements individuels et collectifs doivent donc être étudiés comme faisant partie de la culture d'une société et comme éléments déterminant son rapport au politique, ce qu'il définit comme étant la « culture politique », soit « L'ensemble des représentations qui soudent un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection de l'avenir vécue ensemble.⁸⁸ ».

Ce sont en somme les déterminants que nous chercherons dans nos sources, afin de déceler cette culture politique, que nous identifions pour notre part à un paradigme identitaire. Nous reviendrons dans notre chapitre méthodologique sur ces questions importantes touchant au rapport entre le discours et la société. Nous allons désormais nous attacher à définir plus précisément le concept de paradigme, qui nous permettra de circonscrire les questions que nous poserons à nos revues.

⁸⁷ Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Gardia, *Les courants historiques en France, 19^e-20^e siècle*. Paris : Colin, 1999, 332 p., p. 260.

⁸⁸ Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris : PUF, 1998, 448 p., p. 391.

2. LE PARADIGME

Notre hypothèse principale repose sur l'idée que la Révolution tranquille et la période qui l'a précédée constituent deux paradigmes distincts, celui des années cinquante, que nous qualifions de paradigme de *l'empêchement*, et celui des années soixante, celui de *l'émancipation*, dans le cadre desquels se conjuguent les idéologies pourtant disparates de chacune de ces périodes. Nous chercherons également ce qui unit ces deux paradigmes afin de déceler la matrice du discours. Nous reviendrons plus loin sur ce que nous entendons par « empêchement » et « émancipation », mais il nous apparaît opportun de montrer l'utilité du concept de paradigme dans ce type d'études. En effet, lorsque l'on se base, comme c'est le cas présentement, sur une analyse du discours, le paradigme nous permet de recouper des discours qui s'opposent à priori. Grâce à cet outil analytique on peut constater qu'ils se rejoignent souvent quant aux principaux questionnements qui les animent ainsi que sur le bagage référentiel qu'ils ont en commun.

La notion de paradigme, bien que traditionnellement rattachée à la linguistique, est depuis quelques décennies utilisée en histoire, en sociologie, en psychologie, ainsi qu'en éducation entre autres. C'est un concept que Thomas S. Kuhn, historien des sciences et physicien, a proposé en 1962 afin d'illustrer ses hypothèses relatives aux structures des révolutions scientifiques¹. En linguistique, le terme de paradigme désigne un modèle extensible à d'autres termes, d'autres mots (par exemple, les déclinaisons latines). Ce modèle est accepté et non discuté, il est le point de repère, l'étalon à partir duquel on peut travailler : il fait l'objet d'un consensus de la part de la communauté l'ayant adopté. Or, Kuhn va utiliser ce concept afin de démontrer que les communautés scientifiques régissent leurs pratiques en fonction de paradigmes qui sont l'ensemble des croyances, des méthodes, des théories, des symboles auxquels chaque scientifique adhère et qui confèrent ainsi au groupe une identité de communauté relativement homogène. L'auteur estime ainsi qu'avant Newton, il n'existait pas de paradigme, mais simplement des écoles. Il n'y avait pas de lecture de la nature en fonction d'une théorie préétablie. Or, par la suite, Newton établit, suite à ce que la légende retient comme étant une intuition géniale, un ensemble de théories et de lois qui vont engendrer,

¹ Thomas S. Kuhn, *The structure of scientific revolutions*, Chicago : University of Chicago Press, 1962, 172 p. Paris : Flammarion, Coll. Champs, 1983, pour la traduction française.

après de chaudes luttes, un consensus tant sur le fond que sur les pratiques et l'institutionnalisation de la recherche scientifique : le paradigme est né.

Bien que cette utilisation soit discutée, les multiples interventions explicatives de Kuhn après la sortie de son livre en faisant foi, elle se révèle pertinente et présente l'avantage de proposer une grille de lecture plus pratique à manipuler, pour l'historien, que celle mise de l'avant par Foucault avec les épistémès. Si nous avons décidé d'utiliser ce concept dans notre étude, il ne s'agira cependant pas d'appliquer à la lettre les cadres conceptuels développés par Kuhn, mais de les étudier le plus précisément possible afin de construire un cadre conceptuel opérationnel et fiable dans lequel insérer notre sujet. Pour ce faire, nous examinerons le concept de paradigme à travers ses deux principales acceptions. Nous verrons plus précisément par la suite comment un paradigme, dans un contexte révolutionnaire, d'une « crise », disparaît au profit d'un autre, qui devient alors la nouvelle norme. Nous insisterons enfin sur ce qui sera notre cadre conceptuel par le biais d'une adaptation nécessaire afin d'en faire un objet opératoire. À cette occasion nous établirons les ponts entre le concept de paradigme et la théorie du discours social.

2.1. Le concept de paradigme

Le concept de paradigme est actuellement utilisé dans la plupart des sciences humaines comme décrivant à la fois un système de valeurs adopté par un groupe donné à un moment précis, un ensemble de pratiques et de théories mis en place par ce même groupe dans un environnement consensuel visant à assurer le progrès général de la discipline et la trame générale encadrant la réflexion et le travail de la communauté. On parle ainsi par exemple de *paradigmes journalistiques* ayant évolué au fil des siècles, entre journalisme d'opinion, journalisme d'information et journalisme de communication².

Le paradigme est alors utilisé afin de désigner un consensus établi par un groupe scientifique autour d'un ensemble de pratiques et de théories à un moment donné. Pouvons-nous tenter d'appliquer ce concept à notre étude du discours social québécois? Notre hypothèse est que les années cinquante d'une part et les années soixante d'autre part, forment

² Jean Charron et Jean de Bonville, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition » *Communication*, vol. 17, n° 2, décembre 1996, p. 50-97.

deux ensembles qui, tout en développant une grande diversité idéologique et discursive, participent chacune d'un paradigme. Ces deux ensembles ne sont cependant pas hermétiquement clos, puisque le second s'élabore dans la discussion critique avec le précédent paradigme dont il est issu. Nous posons comme postulat que les revues que nous avons choisi d'étudier pour chacun de ces paradigmes sont elles-mêmes des exemples, des modèles à travers lesquels on peut lire les caractéristiques des paradigmes en question, de même que dialectiquement les revues contribuent à les produire.

On peut donc à travers ces postulats discerner les deux sens attribués au concept de paradigme : le premier fait référence à un cadre général tandis que le second est un des éléments de ce cadre. Dualité que Thomas Kuhn éclaircit en 1974 :

Les utilisations du terme « paradigme », dans le livre, se divisent en deux ensembles qui exigent d'être nommés différemment et d'être présentés à part. Le premier sens de ce terme est global, il comprend tout ce à quoi adhère un groupe scientifique. L'autre sens isole un type particulièrement important de ces adhésions et constitue donc un sous-ensemble du premier.³

Le premier sens attribué au concept de paradigme est donc global. Bien que désavoué par la suite par son auteur, au profit de l'expression plus précise de « matrice disciplinaire », c'est bien ce sens qui a été discuté puis accepté par les chercheurs en sciences humaines. L'idée de « matrice disciplinaire », indique que le paradigme apparaît en liaison étroite avec l'expression « communauté scientifique »⁴. Cette communauté scientifique, que l'auteur a étudiée lors de ses recherches sur les révolutions scientifiques, désigne les « [...] praticiens d'une discipline scientifique [...] liés par les éléments communs de leur formation et de leur apprentissage [...] »⁵

La définition que nous fournit l'auteur est proche du portrait que dresse Pierre Bourdieu dans *Homo academicus*⁶. Le sociologue décèle dans la communauté universitaire

³ Thomas S. Kuhn, « En repensant aux paradigmes », dans *La tension essentielle, tradition et changement dans les sciences*, Paris, NRF Gallimard, 1990, 480 p., p. 392, initialement publié sous le titre « Second thoughts on paradigms » dans *The structure of scientific theories*, éd. Frederick Suppe, Urbana, University of Illinois Press, 1974, 682 p., p. 459-482.

⁴ Ce concept est relativement proche de celui de *sphère concrète de l'échange verbal* développé par Bakhtine dans *Esthétique de la création verbale*, Paris : Gallimard, 1984, 400 p.

⁵ Thomas S. Kuhn, « En repensant aux paradigmes », *op. cit.*, p. 394.

⁶ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris : Éditions de Minuit, 1984, 302 p.

un fort sentiment d'appartenance, un « esprit de corps » entretenu par des pratiques distinctes de reproduction, d'évaluation et de reconnaissance. Ce sont là ce que Kuhn appelle des *objets d'adhésion* qui peuvent être, selon lui, des généralisations symboliques (comme des chiffres, des formules acceptées, etc.) des modèles (permettant des comparaisons pratiques) et des exemples (des solutions à des problèmes concrets, des exemples étalons de la communauté, comme des réussites flagrantes dans le cadre d'une théorie). Ce sont en fait les croyances d'une communauté scientifique, acceptées par consensus et qui fondent l'identité de ce groupe en transformant les individualités en membres d'une communauté englobante. L'historien des sciences affirme par ailleurs que la connaissance scientifique ne peut se définir de façon a-historique et a-théorique : elle s'inscrit inexorablement dans un groupe et à une période donnée et ne peut être indépendante d'un contexte tant intellectuel que structurel :

[...] bien que la science soit pratiquée par des individus, la connaissance scientifique est intrinsèquement un produit de *groupe*, si bien que ni son efficacité particulière ni la manière dont elle se développe ne peuvent être comprises sans référence à la nature spéciale des groupes qui la produisent.⁷

La dynamique interne de ce groupe, sa cohérence, le consensus relatif établi autour de certaines règles et de certaines lois constituent donc cette matrice disciplinaire, qu'il ne faut pas confondre avec une quelconque doctrine, théorie ou idéologie. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces distinctions, mais il suffit de préciser pour l'instant que le paradigme est le champ d'action, le lieu, le groupe de connaissances au sein duquel vont pouvoir s'affronter les théories à une époque donnée. Ici encore, le lien avec l'épistémè chez Foucault est très net, notamment dans ses études touchant à la psychiatrie.

En apprenant son métier, le scientifique adhère à un paradigme professé par ses maîtres et les manuels. Il apprend ainsi les règles du jeu propres à la sphère d'échange que constitue le domaine de la science. Il acquiert ainsi les théories, méthodes et critères de jugements propres au paradigme et il se moule dans le cercle des initiés. Ce qui explique l'utilisation par Kuhn (qui lui sera souvent reprochée) des termes relatifs à la religion : foi, croyances, théologie, etc. Le paradigme ainsi décrit est accepté par la communauté scientifique qui en fait son cadre opératoire, ce qui va lui permettre de répondre aux questions

⁷ Thomas S. Kuhn, « Préface », dans *La tension essentielle*, op. cit., p. 26.

face auxquelles le paradigme précédent restait muet ou suggérait des réponses insatisfaisantes.

Le deuxième sens du concept de paradigme est celui que Thomas Kuhn va conserver et défendre et qui se révèle plus précis que le premier. Il est en fait beaucoup plus proche de la définition linguistique originelle, puisqu'il touche aux *exemples*, aux *modèles* acceptés par la communauté sur lesquels elle se base pour continuer ses travaux. Ce n'est donc plus un ensemble global à la fois structurel et théorique, mais un modèle précis à travers lequel on peut discerner les rouages de la matrice disciplinaire. L'exemple est alors « paradigmatique », en ce sens qu'il permet de toucher du doigt l'étendue du paradigme au sens premier de son acception.

Nous avons évoqué brièvement les deux sens donnés par Kuhn au concept de paradigme. Bien que le premier connaisse une carrière plus importante que le second, celui-ci peut également être utilisé pour désigner l'exemplarité d'un élément en accord avec le paradigme. Nous pouvons alors considérer certains mots-clés emblématiques comme étant de ces « modèles exemplaires » nous permettant de visionner l'ensemble du paradigme, ce qui est le cas des termes *empêchement* et *émancipation*, que nous avons utilisés.

Si le concept de paradigme désigne un « ensemble de représentations cohérentes et corrélées entre elles qui régulent pendant longtemps, de façon rationnelle, efficace et économique, la discipline qu'elles constituent⁸ », il nous faut revenir sur l'importance du changement de paradigme. Car un paradigme, bien qu'en apparence stable, est sujet au renversement. La discipline ainsi régulée doit alors faire face à un bouleversement qui en change la nature.

⁸ Thomas S. Kuhn. Cité par P. Belzeaux dans le cadre de la conférence « Les paradigmes en psychiatrie » organisée par le Cercle d'étude Henri Ey de Ste Anne le 27 mai 1999. Les Actes de cette conférence sont parus sur le site Internet de la Fédération française de psychiatrie, au <http://psydoc-fr.broca.inserm/ey/paradigmes.htm>

2.2. Le changement de paradigme

*Nous pouvons rassembler ce que nous savons, mais cela
ne nous apprendra rien de plus, puisque depuis le début
nous savons que quelque chose ne va pas.
Les énigmes que nous rencontrons ne nous mènent
à aucune solution, mais nous permettent tout juste
d'entrevoir l'ampleur de l'anomalie.*

Philip K. Dick⁹

Le changement de paradigme survient à la suite d'accumulation d'anomalies, c'est-à-dire d'énigmes inexplicables dans le cadre du paradigme en cours. Lorsque le paradigme est accepté par toute la communauté, le travail des chercheurs consiste en une vérification quasiment routinière et néanmoins éreintante de la validité du paradigme et des théories qui l'accompagnent : « La majeure partie de la pratique scientifique est ainsi une opération de déblayage complexe et épuisante qui consolide les fondations établies par la percée théorique la plus récente et qui prépare le terrain pour la percée suivante.¹⁰ »

Le cours normal de la recherche scientifique est donc celui de la poursuite ininterrompue de découvertes mineures qui corroborent la théorie initiale. Ce qui donne l'impression de l'existence d'un progrès continu de la recherche. En effet, à partir du moment où un paradigme devient tel, c'est-à-dire qu'il est accepté par l'ensemble de la communauté scientifique, la révolution qui l'a porté devient invisible. Les manuels sont réécrits et effacent les traces de l'ancien paradigme. Remarquons ici le point commun avec la caractéristique

⁹ Philip K. Dick, *Le temps désarticulé*, Paris : Calmann-Lévy, 1975, p. 107. Initialement publié sous le titre *Time out of joint*, Boston, Gregg Press, 1959. Titre tiré d'un vers de Shakespeare (*Hamlet*, acte I, scène 5) exprimant, selon René Girard (*Shakespeare : les feux de l'envie*, Paris : Grasset, 1990, 437 p.) l'indifférenciation de l'expérience subjective du temps. Nous nous permettons de citer ici cet auteur majeur de science-fiction dans la mesure où la plupart de ses ouvrages se basent sur l'idée que les représentations façonnant la réalité de chaque individu (discours, environnement immédiat, contexte social, familial etc....) ne sont pas immuables : une faille, une crise, un paradoxe, peut bouleverser cette représentation et occasionner un changement. Par ailleurs, il participe ainsi à la critique étasunienne de gauche à l'égard du positivisme et de l'American way of life au cours des années cinquante et soixante.

¹⁰ Thomas S. Kuhn, « La mesure dans les sciences physiques », dans *La tension essentielle*, op. cit., p. 259.

d'invisibilité de l'homogénéité discursive telle que l'a théorisée Angenot à la suite de Foucault. Non seulement les crises paradigmatiques sont effacées avec l'acceptation du nouveau paradigme mais en plus, selon Serge Robert, il est impossible d'avancer par exclusion d'erreurs ou accumulation de connaissances :

Pour Kuhn, contrairement à ce qu'avance Popper, nous n'apprenons pas par exclusion d'erreurs. En contexte paradigmatique, le paradigme structure notre perception et notre conception des choses au point où nous ne voyons pas nos erreurs et où nous n'avons même pas de critère pour pouvoir parler d'erreur. [...] L'histoire des sciences serait donc empreinte d'un total relativisme, chaque paradigme étant un univers clos et incomparable aux autres.¹¹

Mais pour qu'un paradigme s'impose, il ne suffit pas qu'un scientifique, dans un éclair de génie, démontre l'évidence d'une loi générale que personne n'avait envisagée. Il existe des *conditions de production* d'un paradigme, qui permettent les découvertes subséquentes :

Quelle que soit la puissance du génie qui les observe, les anomalies ne naissent pas dans le cours normal de la recherche scientifique tant que les instruments et les concepts n'ont pas été développés à un niveau qui rend leur apparition probable et qui permet de les reconnaître comme la violation d'un résultat escompté.¹²

Ces conditions de production sont donc relatives à un changement général de contexte, de possibilités techniques ou intellectuelles. Ce sont alors les modalités concrètes de la pratique qui changent et permettent ainsi la découverte d'anomalies en réponse à une énigme jusqu'alors ignorée ou insoluble. La multiplication d'anomalies, c'est-à-dire de résultats non conformes à ceux attendus en fonction du paradigme admis, occasionne une crise du paradigme, qui doit se réajuster. Si cette crise perdure, la validité du modèle est remise en cause par l'émergence d'une nouvelle théorie, qui représente alors une réponse possible à cette crise en proposant des représentations qui correspondent de nouveau aux observations, à la sphère du vécu.

L'acceptation du nouveau modèle et sa transformation en véritable paradigme, par conséquent en nouvelle norme, constitue selon Kuhn une révolution scientifique et elle

¹¹ Serge Robert, *Les mécanismes de la découverte scientifique*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, 262 p., p. 178-180.

¹² Thomas S. Kuhn, « La structure historique de la découverte », dans *La tension essentielle*, op. cit., p. 242.

annonce la disparition de l'ancien paradigme. Mais pour qu'une théorie scientifique acquière le rang de paradigme, il faut qu'elle soit acceptée comme telle par l'ensemble de la communauté dans le cadre d'un consensus. Ce qui ne se fait pas tout seul. Le changement majeur entraîne des résistances dans le domaine visé car il occasionne une remise en cause de la compétence des spécialistes qui avaient basé leur réputation sur les bases de la théorie antérieure. Si la nouvelle théorie est acceptée, c'est parce qu'elle réussit à s'imposer comme celle qui permettra de proposer des solutions à des questions restées jusqu'alors sans réponse.

Par ailleurs, il est un fait intéressant qui découle du concept de paradigme et qui repose sur les thèmes de la rupture et de la continuité. En effet, comme nous l'évoquons plus tôt, le progrès par accumulation ne peut se produire qu'à l'intérieur d'un paradigme et il est alors relativement mineur. Ce que Kuhn avance dans ses recherches, c'est que la science, outre le fait qu'elle est conditionnée dans ses avancées par le contexte technique et intellectuel global de la société qui l'accueille, opère ses mutations par une série de *révolutions*. Newton et Copernic n'ont rien en commun. Pourtant, à leur époque respective, les deux paradigmes étaient admis comme tels et considérés comme vérité. Si l'un a remplacé l'autre, ce fut au prix d'une révolution qui bouleversa les pratiques et les croyances de la communauté scientifique. L'auteur démontre donc que la science avance par bonds successifs, mais qu'entre chaque bond les scientifiques affirment la vérité du paradigme en vigueur, jusqu'à ce qu'il y ait crise. Ce qui revient à dire que le concept de paradigme implique un certain relativisme car il accepte l'idée que toute vérité, même dans les sciences les plus « exactes », est destinée à être déboulonnée.

À ce titre, Maurice Lagueur¹³ a élargi la notion de relativité du paradigme en évoquant le milieu de la gauche étasunienne des années cinquante. Les théories positivistes qui s'articulent autour de la vision de Popper, dans le cadre d'un progrès constant de l'American Way of life, sont battues en brèche au cours des années cinquante par une gauche qui nie la prétention scientifique des sciences sociales et qui refuse également tout principe positiviste. On peut constater que c'est sensiblement la même critique qui favorisa l'émergence du structuralisme et de l'École française d'analyse du discours. Cette gauche a

¹³ Maurice Lagueur, « Le recours au concept de « paradigme » dans l'analyse de la pensée économique ». Chap. dans *Le marxisme des années soixante, une saison dans l'histoire de la pensée critique*, Montréal : Hurtubise HMH, coll. Brèches, 1982, 350 p., p. 155-180.

été encouragée dans sa démarche, et malgré lui, par Thomas Kuhn qui démontait l'idée d'un progrès par accumulation constante de savoir, ce qui est une des bases du positivisme, au profit d'un certain relativisme qui s'applique alors dans tous les champs de la connaissance. En proposant l'idée que les sciences sont soumises à des courants paradigmatiques qui les englobent, Kuhn estime que la Vérité change en fonction du point de vue que l'on adopte et qu'elle n'est par conséquent pas immuable.

Une nuance à ce relativisme a été apportée par Serge Robert. Selon lui en effet, le travail même de Kuhn tend à illustrer l'idée de progrès par accumulation qu'il critique. En établissant une théorie des paradigmes, Kuhn expose en effet une théorie « méta-paradigmatique » en énonçant des propriétés communes aux paradigmes. Sa théorie accepte donc l'idée que l'on peut comparer des paradigmes entre eux et qu'un progrès historique se réalise à chaque fois par la résolution des anomalies des paradigmes précédents.

2.3. Les paradigmes et le discours social

Nous allons tenter à ce stade de notre réflexion de voir en quoi le concept de paradigme proposé par Kuhn et utilisé par la suite par d'autres chercheurs peut nous aider à voir plus clair dans le cadre d'une étude du discours social du Québec contemporain. Tout d'abord des questions nous viennent à l'esprit à la suite de l'analyse des travaux de Kuhn. La première concerne l'objet lui-même. En effet, l'historien des sciences a élaboré son cadre conceptuel et sa théorie des révolutions et des paradigmes en se basant sur un groupe relativement homogène, qu'il connaît bien pour en avoir fait partie, qui est celui de la communauté des chercheurs issus des sciences pures. C'est là une démarche similaire à celle de Foucault, étudiant de prime abord l'apparition de la psychiatrie. Cependant, de par leurs caractéristiques générales, les concepts d'épistémè et de paradigme proposés par les deux chercheurs peuvent être appliqués à d'autres domaines de recherche que la science pure. Ces concepts permettent en effet, par la grille de lecture qu'ils proposent, d'extrapoler leur champ d'investigation originel afin d'en faire les éléments d'une lecture du discours social à une époque donnée. C'est tout au moins l'ambition du travail que nous menons.

Nous allons ici proposer un rapprochement entre les concepts abordés dans la première partie de ce chapitre, à savoir ceux liés au discours social, et le paradigme.

L'objectif de cette partie de notre introduction est de dresser la grille de lecture que nous allons employer pour notre recherche. Quelle approche doit-on adopter pour pouvoir prétendre révéler les paradigmes discursifs d'une époque et le discours social qui les soutient? Notre chapitre méthodologique présentera plus loin les détails de ce que nous annonçons ici de façon générale. Le premier point va porter sur l'idéologie et le discours dans le cadre de la modernité. Deuxièmement, nous ferons le point sur une question de vocabulaire conceptuel en établissant une typologie du paradigme. Puis nous décrirons les grandes lignes de notre postulat principal, à savoir l'existence des deux paradigmes se succédant.

2.3.1. Discours, idéologie et paradigme dans le cadre de la modernité

Le concept d'idéologie, pour fluctuant qu'il puisse être, révèle des traits constants qui, sans que l'on puisse développer une définition unique et universelle, permettent néanmoins aux chercheurs de se l'approprier, en construisant un modèle qui peut répondre à des besoins théoriques et méthodologiques. Ce sont les traits de ce concept qu'il convient de clarifier avant que de l'adapter à notre propre étude. Nous allons en effet l'utiliser comme un des « objets d'adhésion » de nos paradigmes, lorsque nous verrons le rapport que les revues entretiennent avec le projet de société. L'idéologie est contemporaine de la modernité. En effet, les sociétés fondées sur le mythe, puis sur la tradition, ne conçoivent pas la nécessité d'une réflexion sur elles-mêmes afin de se construire et de se reproduire. Seules les sociétés modernes ont besoin de ce retour sur elles-mêmes afin de se créer un futur : « [...] la représentation dans la société moderne prend la forme de l'idéologie.¹⁴ »

Mais en même temps qu'elle est poussée par la modernité à se construire hors des encadrements mythiques ou religieux, la société moderne tend par un retour de balancier à maintenir un équilibre avec la tradition. Ce qui entraîne une série de contradictions palpables dans les premiers discours modernes. Autant la modernité, se détachant de l'emprise religieuse et mythique sur la reproduction sociétale, entraîne une émancipation individuelle synonyme de liberté, autant elle occasionne une crise et un sentiment d'angoisse liée à la perte des cadres référentiels traditionnels, ce qu'exprime Martine Paquin : « Dans ce sens, on

¹⁴ Jacques Beauchemin, *op. cit.*, p. 43.

peut dire que la modernité conçoit alors son rapport à elle-même dans un désarroi permanent. La société, délivrée de toute transcendance, est en effet complètement livrée à elle-même.¹⁵ »

La modernité implique une rupture institutionnelle par rapport aux sociétés traditionnelles. Autant ces dernières invoquent une autorité supérieure régissant la société de façon globale (divinité, mythe etc.) et niant par le fait même l'autorité des individus ou des collectivités sur leur devenir propre, autant le mode de régulation et de reproduction des sociétés modernes s'appuie sur la Raison. Cette affirmation du soi collectif passe par l'identification de la nation à l'État et par la mise en place de structures autonomes de régulation. Ces structures sont issues de discours faisant référence à des sphères de la société :

La société moderne est le produit de trois procès d'institutionnalisation, économique, culturel et politique, c'est-à-dire que celle-ci se produit à travers sa propre action dans ces trois sphères. À chacun de ces procès, correspond un espace de discours particulier.¹⁶

Le passage d'un mode de représentation traditionnel à un mode de représentation moderne implique l'émergence de débats sur des projets de société divergents. La sphère du pouvoir se trouve transformée dans son autorité symbolique, étant donné que la société s'inscrit dans une historicité à construire. L'idée de progrès suppose donc que le politique doit prendre en main les destinées de la société. Il est à noter que ces changements se font sentir dans les centres urbains, au moment où la bourgeoisie remet en cause l'autorité princière et religieuse dans le développement des échanges commerciaux. La volonté de changement de régime passe donc d'abord et avant tout par une volonté de changement purement structurel, porté par une bourgeoisie citadine s'opposant en cela tant à la cour qu'aux intérêts des campagnes¹⁷.

¹⁵ Martine Paquin, « D'un projet politique à un projet économique : analyse des discours politiques du Québec contemporain de 1960 à 1969 et de 1985 à 1994 ». Thèse de doctorat en sociologie, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2000, 363 p., p. 47.

¹⁶ Gilles Bourque et Jules Duchastel, « Texte, discours et idéologie(s) », dans *Revue Belge de philosophie et d'histoire*, vol. 73, n° 3, 1995, p. 604-619, p. 614.

¹⁷ Voir à ce sujet l'analyse que fait Jürgen Habermas du développement de l'espace privé bourgeois en opposition à l'espace public qui se construit : *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1988, 324 p.

L'idéologie, qui est la base réflexive du projet de société, se construit de façon totale, englobant les mouvements sociaux et visant à l'homogénéité de la société. Elle est discours de légitimation de l'exercice du pouvoir. Promu par le biais du discours idéologique comme par les luttes sociales, le projet de société est soumis aux bouleversements de paradigmes, ce qui en fait un des éléments discernables du paradigme en vigueur. Les idéologies, si elles sont porteuses de projets de société et globalement d'une réflexion de la société sur elle-même, sont constamment reformulées au sein des paradigmes qui la traversent. En effet, nous avons vu plus haut que le paradigme peut être considéré comme un ensemble de valeurs, de croyances et de pratiques auxquelles adhère un groupe. Dans le cas qui nous intéresse, le paradigme peut être considéré comme étant le fonds de thèses partagées à un moment donné par une société et ce entre autres à travers le médium de diffusion du discours intellectuel que sont les revues. Le paradigme touche l'ensemble des réflexions sur la société, insuffle à ces réflexions un sens particulier, en un mot conditionne la pensée. Ce que nous conservons de la théorie de Kuhn réside dans le fait que les paradigmes sont des cadres globaux non pas uniquement idéologiques, mais touchant également les pratiques, créant des traditions, imposant des modèles, orientant les débats et qui se maintiennent avant de disparaître sous les coups de boutoir d'un nouveau paradigme.

Les idéologies s'inscrivent à l'intérieur de chacun des paradigmes. Tout en maintenant les lignes directrices qui font leur spécificité, elles sont condamnées à s'adapter à chaque fois. Par conséquent, les idéologies se réarticulent à l'arrivée d'un nouveau paradigme et les discours spécifiques qui les portent s'affrontent dans le cadre de ce nouveau paradigme, à l'intérieur de l'interdiscours. Or, même si les paradigmes changent, cela ne signifie pas pour autant que l'on assiste à une accumulation inexorable de la réflexion, qui aboutira un jour, grâce au progrès de la recherche et de la réflexion, à résoudre les tensions et les rapports de force tant politiques que sociaux. Et c'est là l'autre apport de Kuhn à cette problématique. En effet, il a démontré que chaque paradigme est porteur de sa toute relative vérité et que par conséquent l'idée de progrès par accumulation n'est pas fondée. Ainsi par exemple à l'intérieur du paradigme, les scientifiques, les journalistes ou, pour le cas qui nous intéresse, les auteurs des revues, considèrent par voie de consensus que le paradigme dans lequel ils opèrent est celui qui est le plus susceptible de répondre à leurs interrogations et de se faire l'écho de leurs réflexions. Par contre, la période de crise, initiée par des anomalies et des

réponses non satisfaisantes au sein du paradigme en vigueur, occasionne une désaffection de ce paradigme ou son réajustement.

2.3.2. Caractéristiques des paradigmes.

Comme nous avons pu le voir plus haut, épistémè et paradigme sont des concepts qui renvoient sensiblement à la même réalité. Dans les deux cas, ils ont été développés *a contrario* du positivisme et d'une perception rectiligne de la science conçue comme progrès par accumulation de savoir. Au contraire, le paradigme comme l'épistémè ont proposé une vision relativiste de la science. C'est sensiblement la même réalité que décrit Angenot lorsqu'il parle de l'homogénéité discursive qui peut s'appliquer à une époque particulière à l'intérieur du discours social. En somme, si nous établissons une typologie du concept de paradigme, on peut arriver à cinq principales caractéristiques :

1. Il règle le dicible. Il désigne un moment du discours social à l'intérieur duquel certaines choses peuvent être dites, d'autres non. Le paradigme ne fournit pas les réponses, il est *le cadre à l'intérieur duquel les questions peuvent s'énoncer*. Par extension, ce qui lui est périphérique relève du non-dicible. Les objets d'adhésion sont des thèmes discursifs à l'intérieur de ce dicible, c'est-à-dire ce qui crée un certain consensus, les grandes questions admises, non discutées dans leur pertinence. Ce qui ne signifie en rien que ces questions ne peuvent susciter des réponses différentes.

2. L'invisibilité. Le paradigme se soustrait au regard de l'observateur, il ne se révèle pas dans sa propre existence.

3. Les conditions de production s'imposent à lui en désorganisant l'ordre du dicible. Suite à un bouleversement souvent extérieur au champ visé par l'analyste (mutation politique, apparition de nouvelles technologies, etc.) des contradictions apparaissent dans le paradigme. La représentation ne correspond plus avec la sphère du vécu. Un nouveau paradigme se met alors en place.

4. Les paradigmes sont portés et partagés par des structures d'énonciation. Ces structures peuvent être de différents ordres. L'appareil politique ou les revues sont des structures d'énonciation. Si le paradigme change, la structure se doit également d'emboîter le pas, si elle n'a pas contribué au changement, faute de quoi elle se condamne à l'obsolescence ou à la disparition.

5. Le paradigme établit le cadre à l'intérieur d'un interdiscours, arène où voient s'affronter les discours spécifiques portés par les structures d'énonciation. Ces discours spécifiques sont les porteurs des idéologies, mais elles adhèrent toutes au paradigme et à ses objets d'adhésion.

Si nous avons préféré utiliser le concept de paradigme à la place de celui d'épistémè, ou encore d'hégémonie discursive, c'est essentiellement pour des raisons pratiques. Lorsque Thomas Kuhn développe dans son histoire des sciences le concept de paradigme, il agit d'abord en historien. Il démontre l'articulation des *objets d'adhésion* à l'intérieur d'un paradigme donné, il explique le passage d'un paradigme à l'autre, bref, il donne des clés de compréhension et d'application éventuelle (à son corps défendant) à d'autres domaines qu'à la science en tant que telle. Ainsi, on a vu apparaître des recherches portant sur les paradigmes en psychiatrie, en sociologie, en journalisme ou en histoire. Chacun l'utilise pour encadrer théoriquement l'archéologie de son choix. L'*épistémè* foucaldien est par contre restée à l'état de concept essentiellement philosophique. Il n'est pas question ici de faire la critique de ce concept et encore moins de son auteur. Comme historien, il nous était plus aisé d'utiliser un concept qui a déjà été maintes fois illustré dans des domaines aussi divers, de sorte qu'il en acquiert un statut de concept *opératoire* et non pas seulement illustratif ou spéculatif.

2.3.3. Les deux paradigmes de la période

Comme nous l'avons vu précédemment, les paradigmes discursifs ne sont pas des doctrines ni des ensembles de doctrines ou de théories, mais des systèmes globaux, qui ordonnent le discours social d'une société à une époque donnée. Par ailleurs, ces paradigmes sont structurés par des composantes définissant l'appartenance consensuelle des membres de la communauté : les objets d'adhésion. Nous avons considéré que deux paradigmes se partagent la période que nous étudions ici. Par le biais des objets d'adhésion que nous spécifierons plus bas, se forment en effet deux grands schèmes de perception de la société québécoise à travers les revues que nous étudions.

Le premier paradigme est celui que nous désignons sous l'expression de *paradigme de l'empêchement*. Se manifestant durant les années cinquante, il est véhiculé entre autres par

des revues de droite comme *Laurentie*, ancrées dans une vision traditionnelle du Canada français, vision à laquelle se mêle la volonté de renouveler complètement le discours nationaliste en vue d'intégrer les valeurs traditionnelles à la modernisation de l'ensemble de la société. Il faut insister sur le fait que ces revues de droite sont ancrées dans la modernité : elles acceptent les règles du jeu de la société moderne de même que le principe de l'affrontement des discours dans le cadre de la lutte idéologique. Ce paradigme est également partagé par *Cité libre*, revue qui a fait date dans l'histoire intellectuelle du Québec contemporain avec des noms comme Gérard Pelletier et Pierre-Elliott Trudeau à sa tête. Le rôle de cette revue est complètement différent de celui de *Laurentie*, puisqu'elle voit dans l'attachement des élites à la tradition la cause de la pauvreté intellectuelle, politique et économique du Canada français. Les deux idéologies en présence vont donc s'affronter en affûtant leurs discours respectifs dans la perspective de la mise en place d'un après-Duplessis. L'empêchement en question, c'est celui du Canada français après la Deuxième Guerre mondiale. Nous allons voir comment s'articulent, à l'intérieur du discours social, les formes de la représentation en fonction de ce sentiment d'empêchement d'être et d'agir : la société semble bloquée à tous les niveaux, par des facteurs externes ou internes à elle-même. Duplessis incarne cette époque, comme une icône de l'impuissance de la société canadienne-française. En ce sens, les tensions qui déchirent le paradigme de l'empêchement reflètent bien les contradictions qui déchirent le libéralisme politique duplessiste.

Le deuxième paradigme est celui de l'émancipation. Les années soixante sont placées sous la gouverne d'un nationalisme politique de rattrapage dont l'État est l'outil principal. Les revues *L'Action nationale*, *Maintenant*, *Liberté* et *Parti pris* vont se faire l'écho des bouleversements étatiques et sociaux qui traversent le Québec : elles acceptent l'idée de l'accélération de la modernisation et cherchent dorénavant à la transformer selon leurs propres projets : conservateur, social-démocrate ou encore socialiste. Le paradigme de l'empêchement a cédé la place, au cours de la Révolution tranquille que nous considérons comme étant une crise paradigmatique, à un nouveau type d'engagement intellectuel, dont la raison repose sur l'urgence. Mais à travers la modernisation accélérée des structures, c'est la question de la liberté et de l'émancipation qui est soulevée. L'accession des Libéraux au pouvoir semble être le point de départ d'une émancipation tant collective qu'individuelle.

dont le but est de mettre les Québécois en phase avec le reste du monde et avec eux-mêmes, en s'affranchissant de leurs anciennes tutelles.

Ces deux courants présentent chacun des signes distinctifs, que l'on peut cerner à travers les objets d'adhésion, ces derniers manifestant le consensus établi par les revues autour de certaines questions majeures. Pour les fins de notre recherche nous allons analyser différentes revues qui, à notre sens, sont exemplaires, paradigmatiques. Nous ne cherchons pas à prouver que les revues choisies sont représentatives de l'opinion québécoise à un moment donné, mais qu'elles portent et définissent le discours social, qui est celui de l'ensemble de la société. Nous postulons qu'en interrogeant ces revues sur des questions importantes, que nous appellerons ici, à la suite de Kuhn, des objets d'adhésion, nous pourrions dresser le portrait des paradigmes discursifs de la période et des enjeux majeurs qui ont secoué le Québec des années cinquante et soixante. Nous chercherons également à cerner la matrice identitaire qui traverse la période sous étude : peut-on voir dans cette redéfinition majeure des années soixante la reformulation d'un seul et même projet collectif?

CHAPITRE II

REVUE DE LA LITTÉRATURE

Nous ne sommes pas encore arrivés, collectivement, à une mémoire proche du réel, à la mémoire d'une société normale.

Fernand Dumont¹

Chacun choisit son passé, et ce choix n'est jamais innocent.

Jean Chesneaux²

Nous visons à décrire dans cette thèse une période de l'histoire du Québec dont les implications politiques et sociales sont aujourd'hui encore très présentes. Les analyses que mènent historiens et sociologues ont d'ailleurs souvent reflété ces implications contemporaines et les textes écrits depuis quarante ans cherchent tous à se positionner par rapport à ce que l'on perçoit, à tort ou à raison, comme une rupture manifeste dans le passage du Canada français au Québec, passage souvent décrit comme ayant permis à la société de devenir moderne après avoir subi l'oppression de la tradition. L'extraordinaire quantité d'ouvrages et d'articles portant sur cette période, de même que l'intensité des débats qu'elle suscite, tant dans les milieux journalistiques que scientifiques, suffit à considérer les années cinquante et soixante comme un moment phare de l'histoire québécoise contemporaine. Jocelyn Létourneau va jusqu'à considérer la Révolution tranquille comme un moment non seulement fondateur, mais surtout refondateur, dans lequel l'identité est tellement partie

¹ Fernand Dumont en entrevue avec Stéphane Stapinsky, *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, vol. 1, n° 1, hiver 1994.

² Jean Chesneaux, *Du passé, faisons table rase?*, Paris : Petite collection Maspéro, 1976, 191 p., p. 19.

prenante que l'on ne parviendra jamais, selon lui, à obtenir consensus sur l'interprétation que l'on peut en faire :

Parce que la Révolution tranquille se veut, pour les Québécois francophones, un épisode identitaire tout autant, sinon plus, qu'un événement historique, je ne crois pas que l'on puisse parvenir à une interprétation consensuelle de ce complexe factuel, idéologique et discursif.³

Les décennies qui encadrent le phénomène de la Révolution tranquille (soit les années cinquante et soixante) ne participent pas encore, comme l'affirmait Dumont, d'une mémoire totalement normalisée. Les enjeux actuels de cette mémoire sont trop présents pour que ce soit avec un total détachement que l'on puisse en proposer le bilan. S'interroger sur cette période n'est donc pas une chose aisée pour un historien.

Nous ne saurions être polémique en affirmant que le discours historien fait partie du discours intellectuel général, et qu'il participe donc pleinement du discours social et de la construction de la conscience historique. À ce titre, plusieurs auteurs⁴ affirment la place de l'historien dans la construction identitaire d'une société, par l'élaboration de sa mémoire. Chaque génération intellectuelle interagit avec les conditions qui permettent l'exercice de sa discipline. Ce n'est pas en vase clos et encore moins en totale objectivité (malgré les possibilités de relative objectivité que peut procurer une méthodologie empruntée aux sciences « dures ») que les historiens pratiquent leur science. L'évolution de l'historiographie est donc étroitement liée à celle de la société et l'appropriation comme le traitement par les historiens des phénomènes du passé nous apprend énormément sur le présent de ces historiens.

Le modèle québécois issu de la Révolution tranquille, s'appuyant sur un État interventionniste social-démocrate en rupture de ban par rapport à un duplessisme jugé conservateur et rétrograde, voire traditionaliste, a longtemps été le credo des analystes. Et au-

³ Jocelyn Létourneau, « Transmettre la Révolution tranquille », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier, *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal : VLB éditeur, coll. Études québécoises, 2000, 316 p., p. 79.

⁴ Mathieu Bock-Côté, « Entretien avec Éric Bédard », *L'Action nationale*, vol. 93, n° 9-10, novembre-décembre 2003, p. 12-27, Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery : Septentrion, 1998, 278 p., Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec : IQRC, 1990, 358 p., p. 253-272.

delà des structures politiques, l'identité québécoise des années soixante se serait construite non pas sur un legs, mais sur une rupture manifeste et volontaire⁵. Mais alors que l'on a sévèrement jugé les années cinquante à l'aune d'une unanimité béate⁶, d'importantes nuances ont été apportées au cours des années soixante-dix et quatre-vingt : cette rupture se limiterait-elle finalement à la tête de la société? À bien y regarder, le Canada français était déjà moderne et seules les élites traditionnelles refusaient d'en prendre acte ou exerçaient une résistance à des changements qui menaçaient leur emprise sur la société. Il faut donc délaisser ce mythe dépressif pour s'emparer d'une société désormais normale, travail mené par des historiens que Ronald Rudin⁷ a qualifié de « révisionnistes ». Par ailleurs, notamment depuis une quinzaine d'années, la relecture des années cinquante comme des années soixante amène une pluralité d'opinions qui rompt avec les précédentes acceptions. Critiquant la dérive technocratique issue de la Révolution tranquille, insistant sur le caractère particulier de la démarche modernisatrice du Québec, affirmant que la religion, loin d'avoir été un repoussoir, aurait été un moteur essentiel de la Révolution tranquille, les nouvelles recherches historiographiques ouvrent des avenues sur lesquelles on croise parfois une critique acerbe de l'évolution technocratique, un brin de nostalgie pour une époque révolue, mais aussi de riches apports.

Nous tenterons dans ce chapitre de dénouer les fils de l'historiographie québécoise de notre période. Une thèse à elle seule ne serait pas suffisante pour y parvenir de façon satisfaisante, c'est pourquoi nous dressons ce portrait de façon sans doute trop sommaire. Et puisque notre travail porte autant sur les années cinquante que sur les années soixante, nous insisterons particulièrement sur l'incontournable question de la rupture réelle ou figurée entre ces deux périodes.

⁵ Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal : VLB éditeur, 2002, 210 p., p. 42.

⁶ Georges Vincenthier, *Une idéologie québécoise de Louis-Joseph Papineau à Pierre Vallières*, Montréal : Cahiers du Québec Hurtubise HMH, 1979, 119 p.

⁷ Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery : Septentrion, 1998, 278 p.

1. À L'AUNE DU CONSERVATISME

*Vous pensez : lui non plus n'osera pas nous dire de qui nous avons peur.
Ne soyez pas trop impatients : ça viendra.*

Jean-Charles Harvey¹

Les revues des années cinquante que nous étudions, *Cité libre* et *Laurentie*, font chacune état de leur attachement à une École historique de l'après-Guerre, soit respectivement l'École de Laval et l'École de Montréal. Le point de départ de la réflexion des intellectuels participant à ces Écoles est sensiblement le même : comment expliquer que le Canada français accuse un tel retard économique et structurel par rapport aux autres provinces canadiennes, et notamment l'Ontario. Et comment expliquer également le conservatisme social qui semble omniprésent au point de sacrifier toute démarche modernisatrice.

De fait, ces deux Écoles sont elles-mêmes issues d'institutions qui leurs sont antérieures. L'École de Montréal est en effet née d'une véritable institution : Lionel Groulx. Ce pionnier de l'histoire du Québec, qui a créé le département d'histoire de l'Université de Montréal, a développé une pensée nationaliste caractérisée par un certain optimisme quant à la capacité des Canadiens français à défendre leur culture française et leur religion. Une des principales caractéristiques de sa pensée repose sur l'importance de la construction d'un récit glorieux sur lequel la société canadienne-française pourra s'appuyer dans son développement. En montrant le cheminement de la nation et sa persévérance à survivre aux aléas d'une histoire trouble, Groulx insiste sur la nécessité de s'emparer du legs du passé pour construire l'avenir².

¹ Jean-Charles Harvey, *La peur*, essai. Montréal : Boréal compact, 2000, 58 p., p. 33. Conférence donnée le 9 mai 1945 au Montreal High School pour l'Institut démocratique canadien. Paru pour la première fois dans *Le Jour* du 12 mai 1945.

² Dans *Notre maître le passé*, Groulx insiste sur cette nécessité de la continuité. Il sera ainsi particulièrement critique à l'endroit de la rupture affichée par ses étudiants et par la société québécoise en général lors de la Révolution tranquille, rupture qu'il considère comme relevant d'une crise spirituelle grave. Voir à ce sujet Sylvie Beaudreau, « Déconstruire le rêve de la nation. Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *RHAF*, vol. 56, n° 1, été 2002, p. 29-61.

Par contre, certains élèves de Groulx, Michel Brunet, Guy Frégault et Maurice Séguin, ont développé une vision bien plus pessimiste de l'avenir du Canada français. La Conquête est pour eux le point de départ de l'infériorité des francophones face au pouvoir anglais³. L'École de Montréal décrit un régime anglais qui, bien que maintenant les droits culturels des Canadiens français, l'a fait en cédant le pouvoir de contrôle social à une Église catholique omnipotente étroitement liée au pouvoir dominant. Selon Brunet, les causes du retard économique et culturel du Canada français sont à mettre sur le compte d'une pensée canadienne-française caractérisée par l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme⁴. Les élites sont alors sur le banc des accusés, professant une vision du Canada français ne permettant aucunement le développement adéquat de la société. Mais ce sont essentiellement des raisons politiques, structurelles, qui ont abouti selon l'École de Montréal à cette situation. L'Acte d'Union ainsi que la Confédération consacrent ainsi la suprématie politique, culturelle et économique des Canadiens anglais. Selon Séguin, l'existence de deux nations à l'intérieur d'un même État ne peut que conduire à plus ou moins long terme à l'assimilation et à la disparition de la plus faible des deux. Ces historiens en arrivent à la conclusion que c'est uniquement hors du système fédéral que les Canadiens français pourraient parvenir à l'émancipation, mais que la minoration a tellement été assimilée que cette émancipation est impossible⁵.

Face à ce courant se dresse au même moment l'École de Laval, qui est issue de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, dirigée par le Père Georges-Henri Lévesque. Ce courant estime que le malaise canadien-français et son retard par rapport aux autres sociétés industrialisées ne vient pas de la Conquête et du système fédéral, mais plutôt de l'incapacité des élites canadiennes-françaises à développer une pensée cohérente. Selon

³ Voir Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*, Sillery : Septentrion, 1993, 561 p.

⁴ Michel Brunet, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme », dans *La Présence anglaise et les Canadiens*, Montréal : Beauchemin, 1958, 292 p., p. 113-166.

⁵ C'est notamment la conclusion à laquelle est arrivé Maurice Séguin : « La conquête et la vie économique des Canadiens », *L'Action nationale*, vol. 28, n° 4, décembre 1946, p. 308-326.

eux⁶, ce sont une pensée irréaliste et un cléricalisme oppressant qui sont responsables de cette incapacité à sortir de la tradition. En effet, les Canadiens français auraient pu se développer dans un système anglais qui respectait leur culture et leurs usages, ainsi que dans une Confédération qui leur conférait un certain nombre de pouvoirs. Or, le repli sur la seule culture comme outil de promotion nationale a été selon ces auteurs la manifestation d'une déplorable étroitesse d'esprit ainsi que d'un manque flagrant d'esprit politique et démocratique. Pierre Harvey⁷ va également insister sur l'incapacité des élites, au nom de la protection de la culture, à se détacher d'une vision négative du capitalisme. Associé par essence à une société anglo-saxonne honnie, le capitalisme aurait été rejeté au profit d'une glorification passéiste de l'entreprise familiale. Bien que n'étant pas institutionnellement rattaché à l'Université Laval, Trudeau partage le point de vue de ce courant puisqu'il estime, notamment à travers ses articles dans *Cité libre*⁸ de même que dans son introduction à *La Grève de l'Amiante*⁹, que ce sont ces élites traditionnelles qui ont empêché le Canada français de se développer. La « vocation paysanne » professée en chaire comme dans les collèges classiques aurait fait en sorte que l'on s'est plus attardé à défendre la « race » que de discuter de développement économique, de démocratie et de modernité. Attitude rétrograde qui selon lui perdure encore à l'aube de la Révolution tranquille.

De ces deux courants, qui vont être débattus au cours des années cinquante et auront une grande influence dans les débats des années soixante, ressort la vision d'un Canada français en retard et complètement bloqué¹⁰ et dont la représentation politique et idéologique,

⁶ Parmi ces penseurs, on retrouve notamment Marcel Trudel, Jean Hamelin et Fernand Ouellet; ce dernier a collaboré à quelques reprises à *Liberté*, comme nous le verrons plus loin.

⁷ Pierre Harvey, « La perception du capitalisme chez les Canadiens français : une hypothèse pour la recherche », dans Gérard Bélanger (dir.), *Le Québec d'aujourd'hui : regards d'universitaires*. Montréal : Hurtubise HMH, 1971, 251 p. p. 129-137.

⁸ Voir notamment « Politique fonctionnelle », vol. 1, n° 1, juin 1950, « Réflexions sur la politique au Canada français », vol. 2, n° 3, décembre 1952, et « Un manifeste démocratique », n° 22, octobre 1958.

⁹ Pierre-Elliott Trudeau, *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal : Cité libre, 1956, 430 p.

¹⁰ Paul-André Linteau et René Durocher ont analysé le thème du retard chez ces historiens dans *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières : Boréal Express, 1971, 127 p.

le duplessisme, est l'ultime avatar (non la cause) d'un système culturel et socio-économique déficient et décalé qui empêche le développement du Canada français.

Le thème d'un Canada français traditionnel naît donc au cours de cette période, mais il va connaître une plus grande popularité au début de la Révolution tranquille, lorsque l'on affirme justement le caractère révolutionnaire et modernisateur des réformes en cours. Fernand Ouellet¹¹, de l'École de Laval, de même que Léon Dion¹², Marcel Rioux¹³ et Gérard Pelletier¹⁴, vont être les porte-parole d'un courant qui va affirmer la rupture de la Révolution tranquille et son caractère foncièrement moderne. L'affirmation de cette rupture passe donc par la dénonciation de la Grande noirceur. Fernand Dumont parle pour sa part d'un « hiver de la survivance »¹⁵ qui aurait monopolisé l'ensemble des élites en construisant des idéologies désincarnées, une « mémoire idéalisée »¹⁶. Suite à l'échec des Patriotes et avant la Révolution tranquille, le Canada français aurait suivi une ligne directrice traditionnelle coupée du reste du monde à cause de la collusion entre l'Église, le pouvoir politique et les élites traditionnelles.

Le cléricalisme et les élites traditionnelles, qui incarnent la résistance à la modernité aux yeux de certains intellectuels de cette période, s'effondrent sous les coups de boutoir de la laïcisation et de l'État. La place est désormais libre pour un nouveau Québec qui se reconstruit à neuf sous l'égide de nouvelles élites. La Révolution tranquille est alors considérée par les experts comme un point tournant qui aurait permis au Canada français de

¹¹ Fernand Ouellet, « La Révolution tranquille, tournant révolutionnaire? », dans T. Axworthy et P. -É. Trudeau (dir.) *Les années Trudeau, la recherche d'une société juste*, Montréal : Le Jour, 1990, 425 p., p. 333-362.

¹² Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, LaSalle : Hurtubise HMH, 1975, 177 p.

¹³ Marcel Rioux, *La question du Québec*, Paris : Seghers, 1969, 247 p.

¹⁴ Gérard Pelletier, *Les années d'impatience : 1950-1960*, Montréal : Stanké, 1983, 320 p.

¹⁵ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal : Boréal, 1993, 393 p. Il est à noter que Gérard Bouchard (dans *Genèse des nations et cultures du Nouveau monde : essai d'histoire comparée*, Montréal : Boréal, 2000, 503 p.) utilise sensiblement la même terminologie, décrivant pour sa part le Canada français des années 1840-1940 comme étant en proie au « paradigme de la survivance ». Nous aurons l'occasion d'y revenir.

¹⁶ Fernand Dumont en entrevue avec Stéphane Stapinsky, *loc. cit.*

passer de l'état de « folk society »¹⁷ à celui de société moderne par ce que Rioux a appelé l'idéologie du dépassement. C'est en quelque sorte par le refus d'un passé « bloqué » que s'érige la conscience historique québécoise au cours de la Révolution tranquille. Cependant, cette prétendue unanimité dans la critique de la Grande noirceur est remise en cause par le courant dit révisionniste au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, qui va se concentrer à dénoncer et démonter une perspective qu'il considère manichéenne.

¹⁷ Selon Linda Cardinal et coll., « Marcel Rioux et plusieurs autres ont contribué à la consécration du Québec comme société « folk » et ainsi gommé, pour longtemps, la complexité et la modernité de la société canadienne-française d'avant les années 1960. » Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis, « La Révolution tranquille à l'épreuve de la « nouvelle » historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire. », *Globe*, vol. 2, n° 1, 1999, p. 75-97, p. 84.

2. LA VALORISATION D'UN QUÉBEC NORMAL

Au cours des années soixante, les deux écoles précédemment évoquées vont se partager la représentation historique du Québec. D'une part, l'École de Montréal donne au mouvement néonationaliste en pleine effervescence des outils pour analyser l'histoire à l'aune d'une oppression fondamentale, d'autre part l'École de Laval estime que c'est au regard de la propre impuissance des Canadiens français à se prendre en main qu'il faut considérer cette histoire et prendre les mesures en conséquence. Dans les deux cas, sociologues et historiens décrivent un Canada français avant la Révolution tranquille complètement prisonnier de ses démons, et à l'opposé duquel doit se construire le Québec moderne. Face à ces deux interprétations on voit se développer au cours des années soixante-dix une nouvelle historiographie qui tend à nier la rupture radicale qu'aurait représentée la Révolution tranquille. Contestant la thèse du retard, ces historiens issus du Baby-boom vont inscrire l'histoire contemporaine du Québec dans un processus de modernité déjà ancien. Nous allons tout d'abord présenter les grandes lignes de ce courant, avant d'insister sur deux des aspects centraux de notre propre recherche, soit le rapport à la rupture présumée de la Révolution tranquille, ainsi que la place des élites dans cette réflexion.

2.1. Les historiens « révisionnistes »

Face à l'interprétation précédente d'un retard manifeste du Canada français, retard comblé par les mesures volontaristes des années soixante, se construit une historiographie qui inscrit l'évolution récente du Québec dans une continuité remontant aux origines de l'industrialisation nord-américaine. Paul-André Linteau, un des principaux historiens rattachés à ce courant, a retracé en 1983 le développement de cette pensée¹. Il affirme que les jeunes historiens constituent alors une génération relativement homogène formée lors de « l'unanimité idéologique relative » de la Révolution tranquille et qui va être touchée au début des années soixante-dix par le courant social et marxiste. Par ailleurs, va se développer au sein de cette génération un certain attrait pour les données quantitatives, l'histoire socio-

¹ Paul-André Linteau, « La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur », dans *Liberté*, n° 147, juin 1983, p. 34-47.

économique, et surtout l'histoire contemporaine, dans la mesure où ce sont les origines de la modernisation en cours qui l'intéresse, plus que les causes de ce que la génération précédente percevait comme un retard. Par exemple, Jean-Pierre Wallot s'intéresse aux structures sociopolitiques ainsi qu'à l'économie au XIX^e siècle², tandis que Serge Courville marie histoire et géographie dans une étude qui inscrit les campagnes du XIX^e siècle dans la modernité et l'américanité³. De ces exemples ressort la nécessité pour ce courant historiographique de prendre en compte les déterminations structurales afin de saisir l'évolution de la société. Jacques Rouillard⁴ l'a ainsi défendu en s'appuyant sur les données sociales et économiques attestant de l'inscription nord-américaine du Québec. Déjà fortement industrialisé, urbain et doté de classes ouvrière et bourgeoise dynamiques dès le début du XX^e siècle, le Québec ne peut être considéré comme étant alors en proie à une Grande noirceur que la Révolution tranquille aurait balayée.

Ainsi, en étudiant les rouages concrets de la vie socio-économique, les historiens « révisionnistes » ont moins mis l'accent sur le monde des idées, sur l'histoire politique classique ou sur les hétérogénéités discursives des périodes sous étude. Par la même occasion, l'élection des Libéraux est considérée autant comme une cause que comme une conséquence des changements sociaux.

En s'opposant à l'idée d'une fracture en 1960, l'*Histoire du Québec contemporain*⁵ est ainsi quasiment silencieuse sur les mouvements d'opposition idéologique qui ne se sont pas retrouvés parmi les « gagnants » de la Révolution tranquille. L'Alliance Laurentienne, Robert Rumilly et les autres mouvements de droite s'en trouvent exclus, le nationalisme étant perçu comme ayant été soit traditionnel et dans ce cas placé sous l'égide de Duplessis et des anciennes élites, soit progressiste et dans ce cas annonciateur des mouvements des décennies subséquentes. Par leur recherche d'une modernité comme fil directeur de l'évolution du

² Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada (1794-1812) : un essai d'économie historique*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1973, 182 p.

³ Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1990, 335 p.

⁴ Jacques Rouillard, « La Révolution tranquille : rupture ou tournant? », *Journal of Canadian studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, n° 4, hiver 1998, p. 23-51.

⁵ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, deux tomes, Montréal : Boréal, 1989 (1979-1986), 758 p. et 834 p.

Québec, les analystes « révisionnistes » à s'être penchés sur les origines de la Révolution tranquille ont ainsi mis en veilleuse l'importance des débats qui ont émaillé la période, en décrivant la Révolution tranquille comme l'aboutissement logique et normal des idées et des structures socio-économiques en latence depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, comme une évolution parmi d'autres, plus que comme une véritable révolution⁶.

Par extension, la singularité québécoise tend à s'estomper, étant donné que l'histoire québécoise atteste d'une concordance entre le vécu québécois et le vécu nord-américain. L'américanité du Québec et son inclusion dans un vaste mouvement industriel et moderne occulte ainsi l'idée du retard et de l'oppression née de la Conquête telle qu'elle était développée par l'École de Montréal⁷. Cependant, ce courant historiographique est loin d'être négatif à l'endroit des changements des années soixante, mais ils les intègrent aux mutations contemporaines auxquelles on assiste dans tous les pays industrialisés, de même qu'ils travaillent à différencier la Révolution tranquille et ses réformes structurelles, qui n'ont eu lieu que durant quelques années, des changements culturels plus profonds survenus durant les décennies soixante et soixante-dix⁸. Malgré leur volonté de rompre avec leurs prédécesseurs qui affirmaient que la Révolution tranquille signait le passage d'une société traditionnelle à une société moderne, les historiens de cette génération ont néanmoins conservé certains de leurs postulats de recherche. Parmi ceux-là, signalons l'opposition, avant la Révolution tranquille, entre le social et le national, ainsi que l'existence d'une idéologie dominante traditionaliste.

Avec Pierre-Elliott Trudeau, Jean Blain, Jean-Charles Falardeau, André Laurendeau et autres intellectuels que nous aurons l'occasion d'évoquer dans ce travail, se dessine le

⁶ Donald Cuccioletta et Martin Lubin inscrivent également leur réflexion dans ce sens d'une négation de l'aspect prétendument révolutionnaire de l'époque : « In our view, the Quiet revolution was less a revolution and more a noisy evolution », dans *Quebec studies*, vol. 36, automne 2003-hiver 2004, p. 125-138, p. 126.

⁷ Voir notamment Yvan Lamonde, *Ni avec eux ni sans eux. Le Québec et les États-Unis*, Québec : Nuit Blanche Éditeur, 1996, 125 p. Le film de Jacques Godbout *Le sort de l'Amérique* participe pleinement de cette relecture de l'histoire. Jacques Godbout (réal.) et Éric Michel (prod.), *Le sort de l'Amérique*, film coul., 90 min 06 s., Montréal : ONF, 1996.

⁸ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal : VLB, coll. Études québécoises, 316 p., p. 21-41.

portrait d'un Québec en proie à une tension entre le social et le national au cours des années cinquante⁹. Aux sources du mouvement émancipatoire se trouverait ce dialogue entre deux courants qui auraient façonné le Québec contemporain. Le nationalisme est alors perçu comme ayant toujours existé sous une forme très conservatrice : l'idéologie de la survivance, associée au clérico-conservatisme, aurait dominé la province tout au long de la Grande noirceur¹⁰. Le courant social et libéral, après des décennies d'absence, serait donc réapparu par le biais de quelques porteurs de modernité que sont le Parti libéral ou *Cité libre*. Or, les historiens « révisionnistes » ne remettent pas fondamentalement en cause ce postulat. Ils vont par contre cantonner le conservatisme à une vision coupée de la réalité d'une élite traditionnelle, conservatisme et traditionalisme étant souvent amalgamés¹¹. L'opposition désormais classique entre le courant national et le courant social au cours des années précédant la Révolution tranquille se trouve à la base de la thèse de Behiels¹², mais aussi de Vincenthier, qui affirme que la génération de l'après-Guerre ne pouvait qu'être antinationaliste¹³. Linteau confirme également l'importance de l'opposition entre clérico-nationalisme et libéralisme pendant la première moitié du XX^e siècle : « Cette double polarisation est source de tensions qui freinent l'accès à la modernité.¹⁴ »

C'est donc surtout la persistance d'une pensée conservatrice voire traditionaliste au sein des élites qui domine l'historiographie. Pensée qui aurait perduré dans les structures politiques et culturelles dominantes malgré l'évidence de changements importants allant dans le sens de la modernité : industrialisation, urbanisation, modernisation générale de la société.

⁹ Voir notamment l'article de Laurendeau « Conclusions très provisoires », dans *L'Action nationale*, n° 31, juin 1948, p. 413-424.

¹⁰ Certains auteurs ont néanmoins nuancé ce propos en affirmant que les années trente avaient été, d'une certaine manière une « pré-révolution tranquille ». C'est le cas de Fernand Dumont, mais aussi de Paul-André Linteau.

¹¹ Nous aurons l'occasion d'y revenir dans la deuxième partie de cette thèse, consacrée à la Révolution tranquille.

¹² M.D. Behiels, *Prelude to Quebec's Revolution. Liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*. Kingston-Montreal : McGill-Queen's University Press, 1985, 366 p.

¹³ « Le rejet du nationalisme par toute cette génération était un pré requis nécessaire à toute réflexion comme à toute nation « intelligente ». » Georges Vincenthier, *Une idéologie québécoise de Louis-Joseph Papineau à Pierre Vallières*. Montréal : Cahiers du Québec Hurtubise HMH, 1979, 119 p., p. 88.

¹⁴ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique... », *op. cit.*, p. 33.

Pensée qui aurait réussi à se maintenir malgré l'existence de quelques hétérogénéités discursives dispersées. Vincenthier affirme ainsi en 1979 que c'est toute la société québécoise qui était aux prises avec une mentalité d'arrière-garde : « Ce parti, ces intellectuels, ce peuple, tous écoutaient, bouche bée, ce premier ministre _ qui les représentaient fort bien _ [...].¹⁵ ». Le conservatisme est également décrit par les auteurs de l'*Histoire du Québec contemporain* comme étant caractéristique des élites du Canada français duplessiste : « Les idées de Duplessis sont largement partagées par une partie des élites traditionnelles et du clergé, dont l'emprise sur la société québécoise est menacée par le processus de modernisation.¹⁶ ». Le nationalisme traditionaliste a donc ses défenseurs institutionnels, repliés sur la défense de leurs acquis, laissant peu de place à l'émergence d'une pensée autre. Cependant, cette pensée existe, libérale, sociale et critiquant le duplessisme, mais elle semble étouffée selon les analystes par la mainmise idéologique du régime en place et de ses défenseurs, hostiles à la modernité.

Attachons-nous à présent à représenter deux aspects plus précis de l'historiographie québécoise des dernières décennies, soit la question de la rupture présumée de la Révolution tranquille et la place des élites.

2.2. Aux sources du Nil : la quête des origines.

Nous avons pu voir que les historiens des années soixante-dix et quatre-vingt décrivent un Canada français n'ayant pas nécessairement été anormal dans son développement industriel et ayant été moderne dans le contexte nord-américain. Mais persistent malgré tout des points de friction, des tensions sociales importantes : on décrit des élites majoritairement conservatrices voire traditionalistes, alors que le reste de la population aurait rejoint les rangs d'une américanité vécue au quotidien. Ainsi, la Révolution tranquille est décrite comme étant d'abord et avant tout une rupture politique¹⁷. C'est-à-dire que si elle

¹⁵ Vincenthier, *op. cit.*, p. 78.

¹⁶ Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op. cit.*, p. 208.

¹⁷ Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise, 1960-1970*, Laboratoire d'études politiques et administratives, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval, Série 3 : Notes et travaux de recherche, n° 5, janvier 1984, 197 p. Ainsi que Réjean Pelletier et Gérard Daigle, « La Révolution tranquille », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le*

n'est pas passage de la tradition à la modernité, alors elle est institutionnalisation des changements déjà présents¹⁸. C'est la thèse qu'avance notamment Linteau : « En 1960, la modernité se présente en ordre dispersé, et l'originalité première de la Révolution tranquille est de proposer une recomposition de la modernité.¹⁹ ». Pour Gérard Bouchard également, la Révolution tranquille, loin d'être une création *ex-nihilo*, est « l'expression institutionnelle et politique »²⁰ de tendances apparues dans les décennies précédentes. Lucia Ferretti propose une analyse très proche, dans la mesure où selon elle la cause de la Révolution tranquille doit être recherchée dans l'incapacité du duplessisme à pallier les brèches de la modernisation en cours dès la fin de la Guerre :

Ainsi, aux sources de la Révolution tranquille, on trouve tous les déséquilibres économiques, politiques, sociaux, culturels et idéologiques engendrés par la formidable poussée des années 1945 à 1960. Les malaises et les blocages accumulés rendent la Révolution tranquille nécessaire.²¹

Malgré ces blocages, la période qui a précédé la rupture politique de la Révolution tranquille recèle malgré tout d'importants courants hétérogènes qui viennent contrebalancer l'idée d'un monolithe idéologique. Jean Lamarre estime pour sa part que la séparation entre d'un côté le bien citélibriste et de l'autre le mal clérical-nationaliste, dans le cadre d'une « [...] simplification massive qui sert de caution à un nouveau mythe des origines²² », ne doit pas occulter le fait qu'une des principales interrogations des années cinquante porte sur la question nationale. Cette question est alors traitée autant par des tenants du conservatisme que par un néonationalisme qui participe au renouveau de la vision du Québec, ce qui

Québec en jeu. Comprendre les grands défis, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1992, 811 p.

¹⁸ Les processus de modernisation liés à la Révolution tranquille ont notamment été analysés par Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal : Boréal Express, 1983, 350 p.

¹⁹ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », *op. cit.*, p. 34.

²⁰ Gérard Bouchard, « Sur les perspectives de la culture québécoise comme francophonie nord-américaine », dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau (dir.), *La culture inventée, les stratégies culturelles aux XIX^e et XX^e siècles*, Québec : IQRC, 1992, p. 322.

²¹ Lucia Ferretti, « La Révolution tranquille », *L'Action nationale*, vol. 89, n° 10, décembre 1999, p. 59-91.

²² Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise*, *op. cit.*, p. 13.

concorde avec l'idée défendue par Ferretti comme par Linteau d'un néonationalisme participant activement aux réflexions des années cinquante qui mènent aux changements des années soixante. Au cœur du duplessisme même, le politique accueille les idées venues de l'extérieur : le mouvement syndical²³ ainsi que le Parti libéral, mais aussi le gouvernement fédéral, font preuve d'une certaine adaptation à la nouvelle donne d'après-Guerre, s'orientant vers une perspective keynésienne de l'État et des rapports sociaux. Le gouvernement québécois également est analysé suivant une perspective voulant prouver qu'il a su s'adapter, et ce depuis Taschereau et Godbout, ainsi que sous Duplessis.

Loin d'avoir été exsangue après l'échec des Patriotes, le courant libéral est désormais inscrit dans une dynamique qui l'oppose avec vigueur à l'ultramontanisme. C'est à une relecture semblable qu'a été appelée la période duplessiste. Les recherches récentes visent à démontrer que les années d'avant la Révolution tranquille, loin d'être une période de retard généralisé, ont vu se développer le discours de progrès et de modernisation qui a connu son plein développement au cours des années soixante. C'est ainsi que Bourque, Duchastel et Beauchemin²⁴ ont décrit le discours duplessiste comme étant à la fois conservateur et profondément moderne, et que Fernande Roy²⁵ a démontré l'émergence d'un libéralisme économique francophone dès le début du siècle. Le processus d'industrialisation et d'urbanisation est d'ailleurs bien avancé avant la Révolution tranquille : « Tout au cours de ce processus, la ville devient le lieu privilégié où se manifeste le changement, où apparaissent d'abord les signes de la modernité.²⁶ »

L'opposition mise de l'avant par les intellectuels des années soixante entre tradition et modernité comme illustration du passage de la Grande noirceur à la Révolution tranquille est donc battue en brèche depuis la fin des années soixante-dix. On préfère parler d'un processus plus long, au cours duquel la tradition n'est pas forcément évacuée, mais « intégrée

²³ Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Montréal : Boréal express, 1989, 535 p.

²⁴ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste : 1944-1960*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

²⁵ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal : Boréal Express, 1988, 301 p.

²⁶ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », *op. cit.*, p. 26.

et réinterprétée²⁷ » par la modernité. La Révolution tranquille, aux yeux du courant « révisionniste », ne serait donc pas une rupture, mais un *aggiornamento*. Le Québec, enfin rationnel et en accord avec lui-même, s'incarne dans un État qui le représente et en est le prolongement : « [...] les années 1960 marquent donc le triomphe complet du modèle libéral de société. » selon Jacques Rouillard²⁸. À ce titre le néonationalisme est perçu, de par son acceptation des idées sociales et providentialistes, comme le principal moteur de la Révolution tranquille. Cependant, les élites traditionnelles sont quant à elles généralement décrites dans l'historiographie comme étant des freins à cette modernité. Elles feront face au cours des années cinquante au développement d'une nouvelle élite qui ne se reconnaît pas dans le Québec duplessiste et qui sera porteuse des changements à venir.

2.3. Des élites traditionnelles à l'avant-garde.

Évoquant la période allant de l'échec des Patriotes à la Deuxième Guerre mondiale, Gérard Bouchard estime que le « paradigme de la survivance » a été le moment où les élites traditionnelles, y compris les intellectuels, ont développé une pensée impuissante car coupée de la réalité vécue par la population. Le « projet officiel »²⁹ mené par les élites est nourri de références européennes, alors que la vie quotidienne est culturellement américaine, d'où un décalage manifeste. La crise des années trente et la prospérité héritée de la Guerre ont favorisé toute une réflexion chez ces élites. C'est seulement à ce moment-là que l'on assiste, selon Bouchard, à un rapprochement de la culture des élites et de la culture populaire au sein d'une société devenue cohérente avec elle-même et dont les modes de représentation correspondent enfin à la réalité. Outre la valorisation de l'américanité de la culture canadienne-française, Bouchard insiste donc sur la séparation nette entre culture des élites et

²⁷ Andrée Fortin, « Les trajets de la modernité », dans Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest (dir.), *Les frontières de l'identité, modernité et post-modernisme au Québec* : Ste Foy : Presses de l'Université Laval, 1996, 374 p., p. 25.

²⁸ Jacques Rouillard, « La Révolution tranquille : rupture ou tournant? », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, n° 4, hiver 1998, p. 45.

²⁹ Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec : IQRC, 1990, 358 p., p. 253-272.

culture populaire. André-J. Bélanger retient également cette séparation, puisqu'il estime que les idéologies développées au Canada français sont issues d'un « fragment idéologique français » essentiellement médiéval, ce qui permet de comprendre l'apolitisme des élites au cours de la première moitié du XX^e siècle³⁰. Reprenant ainsi la description de Michel Brunet mais aussi de Fernand Dumont, pour qui les idéologies canadiennes-françaises se sont élaborées en vase clos³¹, certains auteurs poursuivent la description d'une élite traditionnelle essentiellement coupée des réalités et réfractaires à la modernité. Le clergé est également décrit comme ayant été un facteur de résistance au changement³² puisque la volonté totalisante de contrôle social qui l'animait dans la première moitié du siècle a entraîné le maintien d'une idéologie et de pratiques conservatrices. Mais elle a néanmoins cherché à attirer les nouvelles classes ouvrières et les jeunes par les mouvements de jeunesse catholique, quoi que sans grand succès vu l'ampleur des bouleversements d'après-Guerre. C'est donc là encore essentiellement de l'extérieur, par la force des événements socio-économiques, que s'imposent les changements.

Selon Yvan Lamonde, la réalité est cependant plus complexe. L'auteur ne rechigne pas à reconnaître l'importance du discours intellectuel dans la construction sociale et identitaire de la société, mais il le considère comme un fragment parmi bien d'autres, et surtout comme étant l'expression d'un groupe social particulier et non représentatif. Son objectif étant de faire une histoire culturelle la plus générale possible, il désire « sortir d'une conception élitiste de la culture » car « l'écriture et la parole ne cadastrant plus tout le territoire de la culture.³³ ». C'est la raison pour laquelle il cherche à ne pas se limiter à l'histoire des intellectuels considérés comme un groupe social. C'est également pourquoi il

³⁰ André J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant de 1934-1936*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.

³¹ Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome premier, « La presse, la littérature ». Québec : Presses de l'Université Laval, 1981, 360 p.

³² Jean Hamelin, *Histoire du catholicisme québécois*. Montréal : Boréal, 1984, 2 tomes.

³³ Yvan Lamonde, « L'histoire culturelle et intellectuelle du Québec : tendances et aspects méthodologiques », dans Yvan Lamonde, *Territoires de la culture québécoise*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1991, 292 p., p. 19.

intègre sa réflexion dans le champ plus vaste d'une *histoire sociale des idées*³⁴ qui tient compte des modes de production et de réception de la culture³⁵. Nous aurons l'occasion plus bas de revenir sur la conception que Lamonde se fait de l'histoire intellectuelle, mais nous constatons déjà que l'auteur s'inscrit pleinement dans un courant historiographique qui, sans nier la place des acteurs dans le développement d'une société, les inclut dans la perspective plus large des réseaux et structures de diffusion des idées au détriment d'une « archéologie de la pensée québécoise »³⁶.

Face à cette historiographie décrivant généralement une élite traditionnelle réticente aux changements et souvent coupée des réalités socio-économiques, se dresse le portrait d'une autre élite, porteuse de la modernité au cœur du duplessisme. Marcel Fournier³⁷ a ainsi travaillé sur les intellectuels qui ont fait preuve de modernité au cours du XX^e siècle, en insistant également sur la modernité en tant que processus continu mais atomisé entre quelques porteurs hétérodoxes et épars. Yvan Lamonde et Esther Trépanier³⁸ s'inscrivent aussi dans cette perspective selon laquelle la modernité a été portée par quelques artistes et intellectuels malgré un environnement idéologique hostile. *Le Refus global*, *Cité libre*, *L'École des sciences sociales de l'Université Laval*, *Le Devoir*, *L'Action nationale* sous l'égide d'André Laurendeau ou encore la grève d'Asbestos forment ainsi les chevaux de bataille de cette nouvelle classe moyenne qui, selon Behiels³⁹, ne trouve pas sa place dans la société et se voit ainsi poussée à critiquer les institutions en place. Bélanger considère pour sa

³⁴ Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec. 1760-1896*, Montréal : Fides, 2000, 572 p.

³⁵ C'est également le point de vue développé par Jacques Rouillard. À propos de la société franco-québécoise, il affirme que « Les intellectuels ne sont pas les seuls à façonner son héritage et son identité. ». Jacques Rouillard, compte rendu d'Yvan Lamonde, *Allégeances et dépendances. L'histoire d'une ambivalence identitaire* et *Trajectoires de l'histoire du Québec*, dans *Recherches sociographiques*, vol. 44, n° 1, 2003, p. 189.

³⁶ Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, *ibid.*, p. 9.

³⁷ Marcel Fournier, « Intellectuels de la modernité et spécialistes de la modernisation », dans Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec : IQRC, 1986, 319 p., p. 231.

³⁸ Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*. Québec : IQRC, 1986, 319 p.

³⁹ M. D. Behiels, *op. cit.* Voir notamment le chapitre 1 : « Québec in transition ».

part que c'est une idéologie de contestation et de rupture qui anime cette nouvelle classe moyenne, combattant ainsi tout un ordre clérical établi :

Les idéologies de rupture dans quelque société que ce soit prennent leur plein sens dans la mesure où elles sont confrontées aux idéologies de conservation qu'elles combattent. Or, au Québec, il ne s'agira pas seulement d'un affrontement avec une idéologie dominante, mais presque avec une culture, à savoir, le cléricalisme.⁴⁰

Ces élites défendant la modernité sont donc décrites comme étant des éléments anormaux de la société, les artisans de la brèche dans le mur du conservatisme et du traditionalisme. Ce qui, d'une certaine manière, tend à contredire les travaux visant à défaire le mythe de ce prétendu mur du conservatisme omniprésent et omnipotent. Si on parle des courants idéologiques autres que celui défendu par le duplessisme en les présentant comme étant des hétérogénéités avant-gardistes, peut-être occulte-t-on la dynamique moderne de la société québécoise et sa capacité de discussion et de remise en question. Par ailleurs cantonner l'expression de ces élites à celle d'une minorité contribue là aussi à en faire les représentants d'une voix désincarnée qui ne trouverait pas d'écho dans la société qui l'abrite. Ce qui revient à enfermer ces élites dans une tour d'ivoire de laquelle ils défendraient leurs seuls intérêts de classe. L'optique est défendue entre autres par Jocelyn Létourneau ainsi que par d'autres analystes qui voient en la Révolution tranquille l'objet d'une nouvelle élite technocratique qui aurait imposé ses nouveaux mythes afin de légitimer sa propre accession au pouvoir au détriment de l'ancienne élite en place⁴¹.

Le courant historiographique issu des années soixante-dix et quatre-vingt a donc considérablement fait progresser la connaissance du Québec en analysant les déterminants socio-économiques ainsi que les rapports de force. Tout en ayant rompu avec le courant précédent par une analyse plus précise des racines de la modernité, quelques questions restent cependant en suspens. La coupure radicale entre la culture des élites et la culture populaire, si elle peut permettre de mettre au jour des rapports à la culture différents entre le vécu quotidien et les discours officiels et intellectuels, ne permet pas de comprendre la trame

⁴⁰ André J. Bélanger, *op. cit.*, p. 1.

⁴¹ Voir notamment « Critique de la raison technocratique. Définir une avenue à la jeune recherche québécoise », dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec : IQRC, 1990, 358 p., p. 341-356. Nous aurons l'occasion d'insister un peu plus loin sur ce point lorsque nous allons évoquer les courants historiographiques contemporains.

directrice d'une société et d'une culture données. Par ailleurs, c'est une perspective qui cantonne l'hétérogénéité à la marginalité. Là encore, il devient difficile de saisir le discours social et l'identité collective dans son ensemble, puisque ce discours est fragmenté. Autre point sur lequel certains historiens vont semer le doute : le postulat de normalité affiché par les tenants de ce courant historiographique. Selon certains, il s'agit ici d'une négation de certaines spécificités de l'histoire canadienne-française et québécoise. En rattachant cette histoire à une tradition moderne, non seulement on contredit l'École de Montréal, mais par extension on vient gommer l'image du Québec exploité : « Ce nouveau « récit collectif » ne veut plus rappeler ce portrait des Canadiens français soumis et exploités, subissant la discrimination économique et l'oppression nationale.⁴² »

L'influence des « révisionnistes » est donc contestée. En effet, autant Ronald Rudin⁴³, qui lui est critique, estime qu'il s'est complètement substitué à tout autre discours, imposant ainsi l'idéologie de toute une génération, autant Jocelyn Létourneau⁴⁴ et Linda Cardinal⁴⁵ estiment au contraire que ce courant n'a pas réussi à occulter la prétendue fracture de 1960. Selon ces derniers, la dominante de la conscience historique n'est pas celle des « révisionnistes », qui ont misé sur la normalité du Québec, mais bien celle qui voit dans la Révolution tranquille l'acte de naissance de la société moderne. Depuis le début des années quatre-vingt dix, ces analyses sont également secouées par une contestation multiforme qui se caractérise par sa volonté de renouer avec la spécificité du Québec, au détriment de l'interprétation d'une Révolution tranquille comme aboutissement de la modernité. Cependant, les analyses critiques de la Révolution tranquille ne datent pas d'hier, puisqu'elles remontent aux années soixante.

⁴² Robert Comeau, « La Révolution tranquille : une invention? », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dir.), *op. cit.*, p. 12.

⁴³ Ronald Rudin, *op. cit.*

⁴⁴ Jocelyn Létourneau, « La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle », dans *Recherches sociographiques*, vol. 36, n° 1, janvier-avril 1995, p. 9-45.

⁴⁵ Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis, « La Révolution tranquille à l'épreuve de la « nouvelle » historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire. », *Globe*, vol. 2, n° 1, 1999, p. 35-56.

3. CRITIQUES ET NOUVELLES INTERPRÉTATIONS

Face aux deux précédentes interprétations se dressent différents courants contemporains qui mettent un bémol à ce qu'ils considèrent comme étant l'autocélébration de la Révolution tranquille¹. Selon Éric Bédard, c'est une vision quelque peu téléologique qui aurait gouverné la réflexion historiographique des années cinquante à quatre-vingt, à travers le courant de critique à l'endroit de la Grande noirceur comme à travers le courant « révisionniste » :

Dans les deux cas, me semble-t-il, on postule un peu trop rapidement que notre présent est la conclusion nécessaire et heureuse à ce long passé [...]. Dans le premier cas, les Québécois réussissent enfin à s'arracher à un passé sombre [...]. Dans le second, les Révolutionnaires tranquilles ne font que cueillir un fruit déjà mûr [...]. Ce qui est cependant clair dans chacun des cas, c'est que depuis 1960, nous vivons une sorte de *happy end*... Un *happy end* qu'on ne finit pas de célébrer [...].²

Si le courant le plus récent de l'historiographie n'est pas encore clairement défini, il peut néanmoins se caractériser par une attitude critique (mais pas nécessairement négative) à l'endroit de la Révolution tranquille, la volonté de redonner une place plus grande à l'homme comme acteur des changements sociaux, au-delà des déterminants socio-économiques et la réhabilitation de la spécificité du parcours historique canadien-français et québécois. Pour des raisons pratiques, nous divisons cette revue de la littérature en deux groupes : le premier, qui se concentre sur une étude critique de la Révolution tranquille, appuie sa réflexion sur les enjeux politiques et sociaux de cette modernisation. Le second se tourne davantage vers les années cinquante en tentant d'apporter d'importantes nuances par rapport aux précédentes conclusions.

¹ Stéphane Stapinsky, « Les mantras de la Révolution tranquille », dans *l'Agora*, vol. 7, n° 3, avril-mai 2000, p. 33-34.

² Mathieu Bock-Côté, « Entretien avec Éric Bédard », dans *L'Action nationale*, novembre-décembre 2003, p. 12-27.

3.1. Les critiques de la Révolution tranquille.

Dès 1964 se produit selon plusieurs une scission entre la société civile et le politique³, avec un ralentissement des réformes ainsi que la répression emblématique de la grève de *La Presse*. S'opère alors un « schisme⁴ » qui voit s'opposer ceux qui veulent poursuivre le cheminement accéléré de la Révolution tranquille et ceux qui veulent en limiter la progression. On assiste également à une critique de la récupération bourgeoisie et marchande, qui voit à ses intérêts de classe dans le développement d'outils étatiques monopolistes⁵ lui conférant poids et respectabilité sur la scène fédérale et internationale.

Les critiques de la Révolution tranquille ne datent donc pas d'hier. On a assisté à divers courants interprétatifs qui, dès 1963-64, se sont interrogés sur les fondements des bouleversements en cours, notamment dans la revue *Parti pris* que nous étudions dans cette thèse. Puisque tous s'accordent à voir dans l'État le pilier de ces changements, et dans la nouvelle bourgeoisie québécoise le moteur du développement de l'État, les analystes se sont interrogés sur le bagage réformateur de cette bourgeoisie naissante et ses origines. S'agit-il d'une nouvelle classe sociale, ou d'une branche distincte d'une classe sociale plus large, canadienne? A-t-on affaire à une énième mutation de la petite bourgeoisie traditionnelle, ou au contraire faut-il voir dans les experts, technocrates et intellectuels de l'État une nouvelle élite en rupture de ban et au fort potentiel révolutionnaire?

Les premières critiques de la Révolution tranquille se fondent donc sur une analyse de gauche de la société, dans laquelle on s'interroge sur la nature des changements à travers les porteurs de ces dits changements structurels⁶. Mais d'autres analystes remettent également

³ Mario Cloutier, « À la recherche de la symbiose perdue », entrevue avec Jean-Paul Desbiens, dans *Le Devoir*, 27 mars 2000. 1964 signe également pour Pierre Vallières la fin de la Révolution tranquille, dans « Préface (1994) à *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal : Typo, 1994, 470 p.

⁴ Robert Comeau, « La Révolution tranquille : une invention? », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dir.), *La Révolution tranquille*, op. cit., p. 18.

⁵ Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec. La question nationale*, Paris : Petite collection Maspéro, 1979, 232 p.

⁶ Le courant marxiste est ici particulièrement important. C'est au tournant de 1980 que la question de l'interaction entre bourgeoisie québécoise et canadienne soulève le plus de passions. On y retrouve les analyses de Jorge Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, Montréal : Boréal, 1980, 241 p., ou d'Arnaud Sales, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal : Presses de l'Université de

en question le potentiel réformateur de la nouvelle élite. Ainsi, Dorval Brunelle⁷ critique le fait que la bourgeoisie ait récupéré à ses fins la Révolution tranquille, transformant ainsi un mouvement d'effervescence en une perte d'espoir. Même constat chez Hubert Guindon⁸, pour qui dès 1964 la révolution bureaucratique ne répond pas aux aspirations populaires. Gilbert Renaud⁹ comme Jean-Jacques Simard¹⁰, quoi que de différentes manières, vont également critiquer ce qu'ils considèrent comme étant une dérive technocratique héritée de la Révolution tranquille : la rationalisation de tous les pans de la société risque de conduire à certains dérapages ainsi qu'à la mise sur pied d'un « nouveau clergé ».

Certains chercheurs contemporains poursuivent cette thèse critique. Ils partent d'une interrogation actuelle sur les acquis, conséquences ou effets de la Révolution tranquille. C'est donc tout l'historique des institutions contemporaines et de l'impact de ces institutions sur la psyché collective qui est soumis à la question¹¹ par des analystes « désenchantés¹² ». Un système éducatif détourné de son objectif humaniste au profit d'une technicité utilitariste¹³, un système de santé là encore inefficace et déshumanisant, des mesures sociales déresponsabilisantes et aliénantes, une religion évacuée par une Révolution tranquille

Montréal, 1979, 322 p., On se demande également s'il a existé ou non d'une bourgeoisie francophone après la Conquête. Gérald Bernier et Daniel Salée, « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 2, septembre 1982, p. 163-194.

⁷ Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal : Hurtubise HMH, 1978, 225 p.

⁸ Hubert Guindon, « Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique », dans *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 1990, 233 p., p. 61-73. Originellement publié dans *Queen's Quarterly*, été 1964.

⁹ Gilbert Renaud, *À l'ombre du rationalisme. La société québécoise, de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 1984, 278 p.

¹⁰ Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 1979, 198 p.

¹¹ Voir notamment le collectif : Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.

¹² Jacques Beauchemin, « La Révolution tranquille : le temps du désenchantement », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dir.), *op. cit.*, p. 95-105.

¹³ Jean Gould, « Des bons pères aux experts : modernisation des institutions scolaires au Canada français, 1940-1964 », dans *Société*, n° spécial : « Le chaînon manquant », n° 20-21, été 1999, p. 111-188.

transformée en fossoyeur des valeurs identitaires¹⁴, l'État Providence en somme dans toute son expansion récente¹⁵ qui est non seulement remis en cause dans ses actes, mais aussi dans sa prétention à représenter la population, à en être une émanation¹⁶. On fait donc face ici à un courant idéologique qui s'insère partiellement dans une pensée néolibérale se retrouvant dans toutes les sociétés ayant mis sur pied un État-providence.

Mais au-delà de la critique en tant que telle de ce qui est considéré comme une dérive technocratique, certains analystes s'accordent pour voir dans la Révolution tranquille le nouveau métarécit légitimant l'accession au pouvoir de la nouvelle bourgeoisie. C'est Jocelyn Létourneau qui a le mieux synthétisé cette thèse, à travers différents articles et ouvrages. La modernisation de la Révolution tranquille devient ainsi un mythe fondateur que la technocratie a imposé par une « amnésie libératrice¹⁷ » en dénigrant, par la dénomination de « Grande noirceur », tout ce qui existait avant elle. Jocelyn Létourneau voit alors dans la Révolution tranquille la victoire du discours des élites sur la culture populaire, imposant son historicité par un discours officiel¹⁸.

Dès la fin des années soixante également, les chrétiens de gauche de la génération des fondateurs commencent à émettre des réserves quant à ce qui leur paraît être une dérive occultant le sens premier de la Révolution tranquille (ses aspects humanistes et chrétiens

¹⁴ Hubert Guindon est de ceux qui regrettent la disparition du rôle civique de l'Église, qui permettait le maintien de structures qui appartenaient en propre à la collectivité canadienne-française. Cette disparition est par conséquent un des effets pervers de la Révolution tranquille : « La Révolution tranquille et ses effets pervers », dans *Société*, n° spécial : « Le chaînon manquant », n° 20-21, été 1999, p. 1-38.

¹⁵ Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille*, Montréal : Liber, 1999, 159 p. et Hubert Guindon, *ibid.*

¹⁶ Stéphane Kelly affirme par ailleurs qu'en orientant la société québécoise vers une plus grande efficacité technique, on en a oublié la légitimité démocratique qui était à la base du projet moderne. « Une ambition fabienne », dans *Le Devoir*, 30 mars 2000.

¹⁷ Jocelyn Létourneau, « Le « Québec moderne ». Un chapitre du grand récit collectif des Québécois », dans *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 5, octobre 1992, p. 765-785.

¹⁸ Bien que posant une bonne question (pourquoi a-t-on véhiculé ce mythe de la Grande noirceur?), Jocelyn Létourneau apporte à notre avis une réponse partielle. En affirmant que la nouvelle technocratie légitime son accession au pouvoir par ce nouveau mythe, il ne prend pas en compte le fait que ce discours était partagé par une grande partie de la population, y compris par des intellectuels qui, de *L'Action nationale* à *Parti pris*, étaient opposés à tout développement d'une technocratie. C'est la raison pour laquelle nous proposons de lire ce discours comme faisant partie d'une plus vaste reconstruction identitaire perceptible dans l'ensemble du discours social.

notamment¹⁹). Par un technocratisme débilitant, l'étatisme contrerait la volonté d'émancipation qui aurait été la clé d'un développement adéquat de la société. Mais il y a surtout que l'on en a oublié les fondements humanistes qui guidaient leur action, de même qu'on aurait ainsi coupé les ponts de façon trop radicale avec l'héritage canadien-français. Fernand Dumont déplore ainsi la « psychanalyse sauvage »²⁰ à laquelle la société québécoise s'est livrée afin de se débarrasser de son lourd bagage au cours des années soixante. Vadeboncœur s'est quant à lui retrouvé extrêmement déçu d'une Révolution tranquille en laquelle il avait placé beaucoup d'espoir. Selon Daniel Tanguay, le syndicaliste et intellectuel voyait dans la jeunesse des années soixante la possibilité d'une révolution spirituelle qui parviendrait à concrétiser les aspirations de leurs prédécesseurs. « Non, la Révolution spirituelle n'aura pas lieu et, pire encore, la perversion de cette dernière en fera oublier jusqu'à l'intention même.²¹ »

De façon plus générale, on peut dire que les « pionniers » de la génération de Léon Dion²² ou de Vadeboncœur comme la génération plus jeune s'en prend avec virulence à la génération intermédiaire, les baby boomers. Or, on en vient parfois à amalgamer de façon peut-être trop polémique les effets de la Révolution tranquille avec la génération qui l'a vécue²³, attribuant à cette dernière l'échec du projet humaniste qu'avaient mené ces pionniers.

3.2. Les années cinquante revisitées.

Afin de mieux comprendre la Révolution tranquille et le Québec contemporain, les analystes se penchent de plus en plus sur les années cinquante. Alors qu'on a longtemps

¹⁹ Voir notamment les textes de Pierre Vadeboncœur et Jacques Grand'Maison, qui remettent en question l'évolution du Québec; interrogations que l'on retrouve également dans les dernières livraisons de la revue *Maintenant*, que nous allons étudier dans le chapitre 4.

²⁰ Fernand Dumont, entrevue avec Stéphane Stapinsky, *loc. cit.*

²¹ Daniel Tanguay, « Une question sacrilège de Pierre Vadeboncœur », *MENS*, vol. 3, n° 2, printemps 2003, p. 138.

²² Notamment dans son dernier livre *La Révolution déroutée. 1960-1976*, Montréal : Boréal, 1998, 321 p.

²³ Jean-Philippe Warren, « La révolution inachevée », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dir.), *op. cit.*

présenté cette période d'abord comme étant sous l'emprise du monolithisme duplessiste, puis traversé de quelques comètes annonciatrices de la modernité, les travaux tendent à présent à étudier cette décennie sans nécessairement tenir compte de son aboutissement dans la Révolution tranquille. Nous distinguons trois principaux centres d'intérêt relatifs à cette décennie. Le premier concerne les mouvements de droite nationale, et est essentiellement défendu par Pierre Trépanier et ses étudiants. Le deuxième voit dans le développement des questions sociales à cette époque l'empreinte d'un renouveau chrétien, tandis que le dernier promeut le développement d'une histoire des idées et des hommes contre les déterminants socio-économiques, ce dernier courant tendant à revaloriser la spécificité de l'histoire canadienne-française. Précisons d'entrée de jeu que ces séparations ne rendent pas nécessairement justice à une historiographie qui se révèle dans les faits plus multiforme et dont les trois thèmes que nous distinguons ici peuvent s'interpénétrer dans une même œuvre.

Les travaux du professeur Pierre Trépanier, de l'Université de Montréal ainsi que ceux des étudiants placés sous sa direction, touchent quasiment tous à la droite intellectuelle des années cinquante et offrent une perspective originale. Dans une optique avouée de réhabilitation de ce mouvement méconnu, les auteurs parviennent depuis une quinzaine d'années à mettre au jour ce qu'ils considèrent comme étant une « autre » Révolution tranquille²⁴. Les mouvements de droite des années cinquante ont en effet été soit délaissés, soit assimilés au duplessisme. Or, selon Trépanier, le débat initiateur de la Révolution tranquille s'appuie sur des idéologies concurrentes dont le fil conducteur est moins le social *versus* le national que la gauche *versus* la droite. En effet, les « néo-libéraux²⁵ » de *Cité libre*

²⁴ Ces travaux consacrés à la droite nationaliste de l'après-Guerre sont les suivants : Éric Bouchard, « Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne : les Ultras de l'indépendantisme québécois, 1957-1962 », 1997, vi-219 p., Régis Coiffeteau, « Léopold Richer et *Notre temps* » (1956-1961), La pensée d'un journaliste nationaliste de droite à la veille de la Révolution tranquille au Québec », 1993, 113 p. Xavier Gélinas, « *Tradition et Progrès* (1957-1962). Une Révolution tranquille de droite? », 1991, 227 p. Martin Langevin, « La pensée nationaliste de Roger Duhamel, directeur de *Montréal-Matin*, 1947-1952 », 1992, 168 p., Jean-Marc Maranda, « La politique d'un philosophe, André Dagenais, dans les années 1950 », 1996, 170 p., Sylvie Renaud, « *Cahiers de Nouvelle-France* et *Nouvelle-France* », 1993, 246 p.

²⁵ Paul-André Linteau et al., dans *l'Histoire du Québec contemporain*, utilisent le terme de « néo-libéralisme » pour désigner le courant de réforme du libéralisme qui fait suite à la Crise et à la Deuxième Guerre mondiale et symbolisé par l'État keynésien. En raison, depuis les années quatre-vingt, de la réappropriation de ce terme par le courant économique et politique remettant en cause

comme les néonationalistes qui articulent leur pensée autour d'André Laurendeau et de l'École de Montréal, défendraient sensiblement une même vision globale de la société, à savoir celle d'un Québec progressiste et pour lequel l'avenir passe par une rupture. Une autre voie était cependant possible, selon Trépanier : celle proposée par les intellectuels de droite regroupés autour de Robert Rumilly, de Raymond Barbeau, ou encore de François-Albert Angers par le biais de la Commission Tremblay. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il estime que le nationalisme a été récupéré puis perverti par les tenants de la gauche, dénaturant ainsi ce qui aurait pu devenir une révolution nationale conservatrice qui n'aurait cependant pas rejeté une certaine forme de modernité²⁶.

Le deuxième thème concerne l'héritage chrétien des pionniers de la Révolution tranquille, notamment à travers l'influence de la philosophie chrétienne personnaliste. Jean-Philippe Warren et Martin Meunier, dans leur article paru en 1999 dans la revue *Société*²⁷ avant d'être réimprimé en 2002²⁸, ont insisté sur les origines personnalistes de la Révolution tranquille. Initié dans les années trente par le philosophe français Emmanuel Mounier et développé dans sa revue *Esprit*, le personnalisme se veut une redéfinition de la place de l'individu dans la société, dans le cadre d'un christianisme renouvelé, plus proche des contingences de la vie moderne. Il se veut également une alternative à l'individualisme bourgeois et une recherche de soi dans l'action et dans le monde, non pas hors de lui. Les intellectuels québécois de l'après-Guerre, loin de se poser en rupture par rapport à la religion, loin de prôner une déchristianisation de la société, vont au contraire préconiser justement une

l'État-providence et étant en cela antinomique à l'acception précédente, nous préférons nous abstenir de l'utiliser dans la suite du texte.

²⁶ Voir à ce sujet Pierre Trépanier, « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Cahier des Dix*, vol. 44, 1989, p. 231-254 ainsi que « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Cahiers des Dix*, n° 48, 1993, p. 119-164.

²⁷ Jean-Philippe Warren et E.-Martin Meunier, « L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille », *Société*, n° 20-21, été 1999, p. 347-448.

²⁸ Jean-Philippe Warren et E.-Martin Meunier, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery (Québec) : Septentrion, 2002, 207 p.

redéfinition de la place du chrétien dans la vie publique, par opposition aux pratiques religieuses sclérosées dans le Québec d'alors²⁹.

Les valeurs d'engagement, de liberté et de démocratisation des structures seront les bases sur lesquelles vont se bâtir les réflexions sociétales des pionniers de la Révolution tranquille et ce dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La décléricalisation du Québec durant la Révolution tranquille serait donc moins la preuve d'un manque de sens religieux de la part de ces intellectuels que l'expression d'un sens religieux au contraire trop puissant pour s'enfermer dans les rigides structures de l'époque, y compris les structures religieuses elles-mêmes :

Nous serons polémistes à dire les choses telles que nous les concevons: le laïcisme et l'anticléricalisme farouches de la Révolution tranquille voilent l'essentiel, à savoir que celle-ci consacre, pour une large part, une sortie pour ainsi dire religieuse de la religion. [...] Autrement dit, la génération militante de l'après-Guerre aurait accompli la Révolution tranquille, non parce que les hommes de ce temps n'étaient plus religieux, mais, à l'inverse, parce qu'ils ne l'étaient pas assez à ses yeux.³⁰

Ainsi, les auteurs refusent l'idée longtemps véhiculée que la modernité aurait été retardée par la religion, en proposant au contraire que c'est un renouveau religieux qui a permis l'éclosion de la Révolution tranquille. Effectivement, les pionniers de la Révolution tranquille que sont les Ryan, Pelletier, Laurendeau, se définissent comme chrétiens et ont toujours œuvré avec en tête les valeurs d'un christianisme humaniste. Leur engagement chrétien ne date d'ailleurs pas des années cinquante, puisqu'ils ont fourbi les armes de leur engagement social dans les années trente et quarante au sein des divers groupements de jeunesse d'Action catholique³¹. En somme, nous assistons à l'émergence d'une génération dont le sens religieux, sans être nécessairement plus puissant que celui de son temps, était d'abord et avant tout caractérisé par un évangélisme qui s'opposait aux dogmes et à la pratique traditionnelle. Cependant, l'Église elle-même était loin d'être unanimement

²⁹ Concernant l'influence marquante du personnalisme de la revue *Esprit* sur le milieu intellectuel québécois depuis les années cinquante, voir Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000). Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève*, Cité libre, Parti pris et Possibles, Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, 248 p.

³⁰ J.-P. Warren et M. Meunier, *ibid.*, p. 31-32.

³¹ Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal : Boréal, 2003, 291 p.

conservatrice, et certaines études mettent à jour un clergé en proie à de vives remises en question durant ces années de duplessisme. La grève d'Asbestos est alors un point tournant qui va voir certains membres du clergé appuyer les mineurs, tandis que Suzanne Clavette révèle les tensions qui ont entouré la question de la Réforme de l'entreprise³².

Cependant, essentiellement après le milieu des années cinquante, l'opposition de cette génération à l'institution ecclésiastique de même qu'à une religion quotidienne trop routinière et mécanisée, a été un point de non retour dans son action militante, intellectuelle et politique. Nous allons voir dans ce travail que les intellectuels ont prôné des structures laïques essentiellement afin de contrer l'ingérence sociale et politique de l'Église, et que par conséquent cet héritage personnaliste a participé à l'éclosion du sentiment anticlérical qui s'est développé durant les années soixante au Québec comme dans d'autres sociétés industrialisées de tradition catholique. Meunier et Warren ont également continué leurs recherches sur le sujet pour aboutir à une dénonciation de l'opposition classique entre nationalistes et fédéralistes au cours des années cinquante. Selon eux en effet, cette opposition ne permet pas de comprendre le parcours de tous ces intellectuels qui, au sein de *Cité libre* notamment, défendent la modernisation par le fédéral, pour ensuite, au cours des années soixante, s'engager dans le néonationalisme. Ils expliquent cette mutation des Dumont, Vadebonceur ou Rioux par la prédominance des questions sociales motivées par le souci de la justice sociale personnaliste. À partir de la Révolution tranquille, il apparaît alors aux yeux de ces intellectuels que c'est de Québec que peut se mener la réelle lutte pour une révolution sociale³³. Par ailleurs, nous aurons l'occasion au cours des différents chapitres de cette thèse de suivre le parcours de cette génération des pionniers, de leurs premiers engagements philosophiques à leurs déceptions, en passant par leur participation aux mouvements et partis des années soixante.

Le troisième point qui intéresse ce nouveau courant historiographique porte donc sur le renouveau d'une histoire politique et intellectuelle, ainsi que sur l'importance de la

³² Suzanne Clavette, « Le jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954) », Ph. D. en sciences humaines appliquées, Montréal : Université de Montréal, 2004, 2 tomes, 740 p.

³³ E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale : la revue *Cité libre* », *Recherches sociographiques*, vol. 39, n° 2-3, p. 291-316.

spécificité de l'histoire du Québec. Les sociologues et historiens qui y participent prennent ainsi le contre-pied du courant historiographique des dernières décennies. C'est pourquoi ils vont moins s'appuyer sur les données socio-économiques que sur le terrain des idéologies. Le titre d'un des opus fondateurs de ce courant est d'ailleurs révélateur de l'option affichée. En affirmant que *Les idées mènent le Québec*³⁴, les auteurs refusent de céder aux seules structures la capacité de faire bouger le monde. Ils s'inscrivent ainsi, par extension, dans le refus de considérer l'intellectuel contemporain comme étant détaché de son engagement social : la postmodernité n'est absolument pas de mise ici, et on considère au contraire que la modernité n'est pas encore complétée, raison pour laquelle l'intellectuel a encore sa place. Ils considèrent également qu'il est temps que les historiens reprennent le flambeau de la question nationale, cette dernière ayant été délaissée au profit des sociologues³⁵. La « nouvelle sensibilité historique », peut-être du fait de la jeunesse de ses promoteurs (la plupart n'a pas vécu la période étudiée) adopte un ton souvent polémique avec les analystes qui les ont précédés. Il n'en reste pas moins que certains postulats méritent notre attention. L'originalité du parcours historique canadien-français fait partie de ces postulats. La Révolution tranquille elle-même, quoi que pouvant être mise en perspective avec les bouleversements (sociaux, démographiques, économiques) qui caractérisent l'époque, adopte selon eux un caractère bien particulier : « La question de juger jusqu'à quel point la Révolution tranquille relève de causes infrastructurelles anonymes et planétaires laisse en suspens celle de savoir en quoi elle s'est déroulée ici différemment de partout ailleurs.³⁶ ». Certains auteurs avancent alors l'idée d'un certain héritage chrétien transformé par le personnalisme comme une des sources qui vont mener aux changements subséquents, y compris au néonationalisme. La volonté de rationalisme n'est donc pas le seul déterminant des intellectuels des années cinquante³⁷.

³⁴ Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec*, op. cit.

³⁵ Voir Daniel Roberge, « Le traitement de la question nationale québécoise chez les historiens et les sociologues (1960-1990) ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 1999, 199 p.

³⁶ E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale : la revue *Cité libre* (1950-1963) », op. cit., p. 293.

³⁷ Vision à laquelle s'opposent jusqu'à un certain point Frédéric Boily et Joel Belliveau, pour qui au contraire le néonationalisme n'aurait que « coloré » les transformations des années soixante : la volonté rationnelle est selon eux le moteur principal de la Révolution tranquille. « Deux révolutions

Bien que ne faisant pas partie de cette « nouvelle sensibilité historique », les travaux de Beauchemin viennent appuyer cette volonté de retracer la conscience historique des Canadiens français et l'intentionnalité qui est la source du projet moderne³⁸. Les travaux de Thériault³⁹ sur la modernité viennent également contrer à la fois l'attrait des historiens « révisionnistes » pour l'américanité et la postmodernité, de même qu'ils cherchent à rétablir la place de l'homme dans le parcours historique de la société, contre ce que Bédard appelle le « déterminisme téléologique » niant l'efficace des décisions individuelles. Dans le même courant, Luc Turgeon assoit son argumentation sur l'idée que la Révolution tranquille n'est pas uniquement le fait d'une élite, mais que la société civile est également porteuse de changements. Une société moderne ne fonctionne pas par la coercition de telle ou telle classe sociale, mais par la formation de consensus entre les différents membres de cette société :

Si de larges secteurs de la société québécoise sont restés fidèles aux idéaux que véhiculaient Maurice Duplessis et ont maintenu leur appui à l'Union nationale lors de l'élection de 1960, il n'en demeure pas moins que l'action de la société civile avait permis de légitimer la perspective d'une transformation des formes de cet État québécois devenu le point de convergence d'une société dont l'identité était en mutation.⁴⁰

Bien que multiforme, ce courant historiographique présente donc quelques lignes directrices : la valorisation du rôle de l'homme dans les décisions et les changements sociaux, l'importance de la spécificité du parcours historique québécois, la relecture du passé religieux et de son rôle dans les changements liés à la Révolution tranquille, et enfin une certaine critique d'une raison technocratique perçue comme une dérive de cette révolution. Désireux de rompre avec une historiographie considérée comme téléologique, les tenants de ce courant ne sont pas encore parvenus à se détacher complètement d'une opposition de principe qui tend à les assimiler à un groupe nostalgique et conservateur, ce qui n'est pourtant pas nécessairement le cas.

tranquilles? Transformations politiques et sociales au Québec et au Nouveau-Brunswick », *Recherches sociographiques*, XLVI, n° 1, 2005, p. 11-34.

³⁸ Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop*, op. cit.

³⁹ Joseph-Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal : Éditions Québec Amérique, 2002, 370 p.

⁴⁰ Luc Turgeon, « La grande absente. La société civile au cœur des changements de la Révolution tranquille », *Globe*, vol. 2, n° 1, 1999, p. 35-56, p. 55.

CONCLUSION : UNE PÉRIODE CONTROVERSÉE

Les années cinquante et soixante au Québec font par conséquent l'objet de controverses qui ne se limitent pas aux questions historiographiques : idéologies et convictions ont ici énormément de poids. Pour notre part, nous travaillons sur les deux périodes dans le but de dégager les matrices discursives pouvant à la fois les distinguer et les unir. Nous ne nous attarderons par conséquent pas aux conséquences contemporaines de la Révolution tranquille, de même que nous ne cherchons pas systématiquement dans les années cinquante les origines de la modernité québécoise. Les principaux courants historiographiques actuels s'accordent pour ne plus désigner les décennies précédant la Révolution tranquille comme étant une Grande noirceur. Cependant, c'est la façon dont les intellectuels qui ont vécu cette période l'ont désignée. Or, il nous semble réducteur de considérer ce point de vue, quoiqu'il nous apparaisse caricatural aujourd'hui, comme étant la seule émanation d'une nouvelle élite en mal de légitimation.

L'affirmation de la rupture, même si elle n'est plus d'actualité, correspond donc à un projet, à une construction collective qui s'articule autour de différents schèmes directeurs. À ce titre, elle ne peut être réduite à une idéologie du retard ou du rattrapage, dans la mesure où elle interpelle les différents pans de l'identité, dans la mesure où elle relève plus largement encore de l'ordre de la représentation collective. En fait, nous estimons à la suite d'autres auteurs que 1960 a été une rupture d'abord politique, c'est-à-dire qu'à partir de l'élection des Libéraux on assiste à un changement de gouvernance. Ce changement a de grandes implications d'abord au niveau structurel, mais aussi indirectement sur tous les pans de la société. Cependant, il n'est pas la manifestation unique du Parti libéral et des quelques intellectuels qui gravitent autour de l'option libérale¹, il reflète les aspirations au changement généralement partagées dans les discussions qui ont eu lieu dans les années cinquante. À ce titre, la Révolution tranquille, en tant qu'événement ponctuel, entraîne une *autre* Révolution tranquille, changement identitaire beaucoup plus profond. Ce changement identitaire, là

¹ Contrairement à ce qu'en pense Claude Morin, pour qui la Révolution tranquille est essentiellement le travail de quelques hommes. « La Révolution tranquille : réflexions personnelles », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, n° 1, automne 2002, p. 101.

encore, ne doit pas être confondu avec une idéologie, mais il témoigne de l'évolution de la question identitaire large qui traverse les débats intellectuels de toute la période visée.

Nous partons par conséquent du postulat que, sous le régime de Maurice Duplessis, on assiste à de grands débats qui visent à un changement de société d'abord par *le* politique (et non réductible à *la* politique), mais sans que ces débats n'aient réellement prévu l'orientation qu'allait prendre la Révolution tranquille. Ainsi, les années cinquante se caractérisent à notre avis par une certaine vision particulière du Canada français en proie à des contradictions au niveau de ses représentations, ce qui aboutit à l'idée d'une société bloquée. Par la suite, le « déblocage » né de la rupture politique permet à ce moment d'entrevoir d'autres possibles dans une société dont l'histoire paraît soudainement s'accélérer. Cependant, ces discussions sont loin de se faire dans l'unanimité de l'opposition au régime. En effet, pour qu'il y ait discussion il faut des interlocuteurs. Par conséquent c'est l'ensemble de la société qui est prise à parti dans ces débats, à commencer par le régime lui-même, dont le discours tient compte de la modernité de la société canadienne-française. À ce titre, nous ne cautionnons pas une histoire des « brèches » de la modernité : les discours qui s'affrontent au cours des années cinquante sont en soi révélateurs de la modernité. Ils vont mener à un changement politique qui lui-même va créer de nouvelles conditions pour l'affrontement de nouveaux discours. Nous préférons également ne pas réduire le discours intellectuel à l'émanation d'un groupe social. Si ce groupe social existe, ce que nous ne nions pas, séparer sa culture et ses représentations de celles du reste de la société nous semble ne pas rendre compte de la complexité du discours social et des représentations collectives.

Si on tend depuis quelques années à réduire l'idée d'une fracture entre les années cinquante et soixante, peu d'ouvrages ont effectivement pris les deux décennies comme objet d'étude, de sorte que l'on en arrive souvent à une opposition de fait. Par ailleurs, Jacques Rouillard déplorait récemment le fait que l'on se soit trop attardé dans l'histoire des idées et des idéologies aux porteurs des idées conservatrices, ce qui biaisait la vision que nous avons de la société canadienne-française². Nous espérons que nos choix nous porteront à démentir ces critiques. Nous tenterons ici de faire interagir nos réflexions sur les deux périodes et surtout nous essaierons de nommer les continuités qui émergent des deux paradigmes.

² Jacques Rouillard, « Compte rendu de deux livres de Yvan Lamonde », op. cit.

CHAPITRE III

SOURCES ET MÉTHODE

Le support de notre étude, les sources qu'elle utilise, sont certaines revues intellectuelles québécoises des années cinquante et soixante. Nous nous basons sur elles afin de cerner les deux paradigmes de l'empêchement et de l'émancipation, ainsi qu'afin de déceler les matrices identitaires qui commandent ces paradigmes, en posant que ces revues représentent elles-mêmes des modèles paradigmatiques de leur période. Il s'agira alors d'éprouver notre modèle d'analyse du discours social identitaire en démontrant que les revues choisies témoignent d'un état de ce discours. Sans prétendre qu'elles sont représentatives de l'opinion des Québécois au cours de la période visée, nous estimons malgré tout qu'une lecture qui tiendrait compte de certains objets d'adhésion de cette structure d'énonciation (les revues) peut nous mettre sur la piste des soubassements identitaires qui les dirigent.

Dans une première partie, nous insisterons sur la nature des sources que nous utilisons ici. Nombre de revues intellectuelles ont déjà été soumises à la question des historiens, essentiellement en vue de déceler les idéologies dont elles ont été porteuses. Nous nous interrogerons dans le cadre de cette thèse sur la pertinence d'une telle source comme voie d'accès aux paradigmes discursifs identitaires que nous cherchons à définir. Ou, pour le dire autrement, peut-on se permettre, à partir de quelques exemples somme toute quantitativement marginaux dans la somme des énoncés d'une période, d'extrapoler nos observations et conclusions en vue d'une histoire culturelle plus générale? Pour ce faire, nous étudierons les porteurs de ces discours, à savoir les intellectuels, ainsi que les structures d'énonciation de leurs discours, les revues. Dans une deuxième partie, nous étudierons plus en détail notre corpus ainsi que la méthode que nous utiliserons pour l'interroger. Nous comparerons alors l'analyse du discours et l'analyse de contenu, ce qui nous permettra

d'expliciter notre propre méthode. En quoi les diverses méthodes d'analyse, appliquées aux sources que nous avons privilégiées, peuvent nous mettre sur la voie d'une meilleure compréhension de la période? Le choix des articles, leur inscription dans un interdiscours structuré et structurant, leur choix comme témoin des objets d'adhésion évoqués, ainsi que la pertinence de notre méthode face à d'autres possibles seront alors au cœur de notre réflexion.

1. L'INTELLECTUEL ET SES REVUES.

L'histoire intellectuelle a connu, essentiellement depuis les années quatre-vingt, un renouveau qui lui a permis de renouveler complètement son bagage théorique et méthodologique. Différentes écoles se sont affrontées et le font encore sur leurs définitions du personnage qu'elles visent à circonscrire. Si c'est un débat qui a connu un certain impact en France, il a également été vif au Québec. Le « silence des intellectuels » que l'on a cru déceler après le référendum de 1980, signait en fait une mutation radicale des modes d'intervention du personnage. Par le fait même, c'est le sens de l'intervention qui en était bouleversé ainsi que la place que la société consentirait à lui donner. La rationalisation, la technocratisation, la transformation de l'intellectuel en expert, font en sorte que l'engagement de type sartrien devenait obsolète et non avvenu. Mais justement, si cette transition a vraiment eu lieu, est-ce à dire que les intellectuels des années que nous visons à circonscrire correspondaient tous à ce modèle des pétitions et des barricades? Puisque nous évoquons les années cinquante et soixante, peut-on réduire l'intellectuel québécois de ces années, et spécifiquement celui qui intervient dans nos revues, à un modèle québécois de la Rive gauche? Il semble au contraire que l'engagement, le « geste intellectuel » appelle à d'autres définitions.

Une première partie portera sur les définitions de cet intellectuel, à travers ses acceptions française (ou devrait-on dire parisiennes) et québécoise, plus spécifiquement pour la période qui nous intéresse. Pour ce faire, nous ferons appel au renouveau de l'histoire politique ainsi qu'à la notion de « geste intellectuel », notion qui permet de se concentrer moins sur les intellectuels que sur les actes posés qui font sens au regard des représentations et des débats d'idées. Nous insisterons dans une seconde partie sur la revue intellectuelle : la « chose » des intellectuels, leur moyen d'expression et de confrontation, structure d'énonciation perçue à la fois comme témoin et acteur du discours social.

1.1. Le « geste » intellectuel.

1.1.1. La nouvelle histoire intellectuelle et politique.

L'histoire des intellectuels est apparue, en France, au moment même où la figure de l'intellectuel sartrien disparaissait, au début des années quatre-vingt, devenant ainsi objet d'étude pour les historiens. Jusqu'alors, la figure dominante de l'intellectuel était ce personnage impliqué sur le front politique dans une défense de grandes valeurs, au nom de la Raison et de la Justice. Il a été progressivement remplacé par un intellectuel davantage engagé dans des combats spécifiques, dans l'intervention ponctuelle et quasiment en tant qu'expert, et ce moins afin de proposer d'autres possibles que dans le but d'un réaménagement plus modeste de certaines conditions sociales. Ce qui peut être perçu comme un « silence » ou un retrait provoque de fait le retour à une autonomisation des champs intellectuel et politique. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur ces différentes modalités de l'engagement intellectuel. La recherche que nous menons ici se veut une analyse du discours intellectuel comme témoin du discours social identitaire québécois des années cinquante et soixante. À ce titre, nous nous inscrivons dans une certaine tradition historiographique relativement récente et dont les limites sont encore floues quant à son rapport à l'histoire intellectuelle, à l'histoire des idées, à l'histoire culturelle et à l'histoire politique. Nous allons tenter ici de clarifier les apports que ces courants contemporains ont pu apporter à la compréhension de notre époque tout en y situant notre propre recherche. Un premier point sera consacré à l'histoire intellectuelle et un second à la nouvelle histoire politique.

1.1.1.1. Histoire intellectuelle et histoire des intellectuels.

Alors que les biographies et l'histoire politique traditionnelle, événementielle et narrative, ont presque disparu sous les critiques des *Annales* et de l'histoire sociale, réapparaît au cours des années soixante-dix et s'affirme au cours des années quatre-vingt une nouvelle histoire politique qui prend les intellectuels comme objet d'étude. Les historiens qui défendent cette vision voient alors la nécessité de ne pas inscrire systématiquement l'évolution des sociétés dans une analyse structurale qui tend à nier ou à occulter le sujet agissant, sans nécessairement renier pour autant l'apport des sciences sociales à la discipline.

Il faut dès lors réintégrer dans l'étude l'événement, parfois imprévisible et ne pas se limiter au déterminisme pour expliquer certaines situations. Le groupe des intellectuels va alors intéresser ces historiens afin de démontrer leur préhension sur la société : ils sont à la fois témoins et acteurs de leur temps, décrivant la situation tout en agissant sur leur société. Par ailleurs, se nourrissant de l'École française d'analyse du discours, les historiens des intellectuels vont s'appuyer sur des méthodes qui visent à la fois à replacer leur sujet dans un contexte particulier, mais sans qu'il s'y réduise : les œuvres en tant que gestes intellectuels ont leur efficace sur la société et ce n'est pas uniquement à une classique histoire des idées que nous convient ces historiens, mais davantage à une étude du discours, des réseaux et des structures d'énonciation. En somme, il s'agit, selon François Dosse, d'un « bouquet multidimensionnel », d'une « histoire totale des formes de la pensée et des pratiques.¹ »

Deux principaux courants vont alors confronter leurs définitions de l'intellectuel. Le premier tend à voir le personnage comme étant le membre d'un groupe relativement bien structuré, partageant des valeurs et des façons d'agir. Il est intellectuel par sa formation et son intervention politique, ce qui implique qu'on va l'étudier de façon davantage « externaliste » à travers ses lieux de formation, ses réseaux², son type d'engagement³, la génération à laquelle il appartient⁴. Il est un produit social dont l'inscription renseigne sur une période donnée et des événements. La seconde perspective, davantage sociologique, permet de prendre tout texte intellectuel et de le considérer comme l'archive d'une époque sans nécessairement avoir à la replacer dans un contexte d'énonciation précis de type prosopographique. L'intellectuel est alors un être relativement autonome, mais dont les gestes intellectuels témoignent de la façon qu'a la société de se représenter. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas de le considérer comme faisant partie d'un groupe distinct, mais c'est moins ce groupe que l'on étudie que ce qu'il nous apprend sur les représentations sociales ainsi que la

¹ François Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels – histoire intellectuelle*, Paris : Éditions La Découverte, 2003, 353 p., p. 12.

² Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris : Seuil, 1997, 695 p.

³ Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, Paris : Gallimard, 1996, 592 p.

⁴ Jean-François Sirinelli, *Khâgneux et normaliens de l'entre-deux-guerres*, Paris : Fayard, 1988, 721 p.

fonction intellectuelle dans une société donnée⁵. Pierre Bourdieu fait partie de cette seconde perspective dans la mesure où il considère les intellectuels comme étant d'une part des éléments d'un groupe ayant ses codes et ses structures, mais d'autre part ces codes et ce groupe participent d'une dynamique sociale qui rend compte du fonctionnement de la société. Pour transcender la distinction entre histoire internaliste (des idées) et histoire externaliste (de type notamment prosopographique), François Dosse propose également une histoire intellectuelle⁶ qui serait une synthèse : « L'histoire intellectuelle n'est possible qu'à partir du moment où elle pense ensemble les deux pôles, dépassant cette fausse alternative.⁷ »

Or, la nouvelle histoire politique propose justement cette synthèse dans un rapprochement entre le politique et le culturel permettant de redorer le blason des événements, des sentiments et des représentations dans le cadre d'une analyse qui tient compte de l'histoire des mentalités et tout en intégrant les acquis de l'histoire des idées et des intellectuels.

1.1.1.2. Le politique et le culturel

Initialement, l'histoire politique avait pour objectif de déceler les rapports de force entre États, les stratégies, les événements seuls, en dehors des déterminations socio-économiques qui les sous-tendaient. Les *Annales* ont justement remis en cause cette historiographie longtemps omniprésente et qui ne laissait que peu de place aux mouvements du temps long, à la compréhension des structures sociales et économiques, aux mentalités. Cependant, depuis à peine plus de vingt ans une nouvelle histoire politique se fait jour, qui propose notamment une relecture de l'histoire intellectuelle, mais qui, de façon plus générale, cherche à réintégrer l'homme en tant que sujet agissant de l'Histoire. Le politique devient alors un lieu intéressant : c'est par lui qu'une société moderne se construit, c'est à l'intérieur du politique que les débats de société prennent forme, que se gèrent les rapports de pouvoir, donc que les hommes ont le plus de moyens pour faire en sorte que leurs idées aient un

⁵ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris : Éditions de Minuit, 1990, 271 p.

⁶ Philippe Poirrier affirme que François Dosse est un des seuls à se revendiquer en France d'une « histoire intellectuelle » qui se veut différente d'une « histoire des intellectuels ». Dans *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris : Seuil, 2004, 435 p.

⁷ François Dosse, *op. cit.*, p. 300.

impact sur leur société. Par extension, le politique devient une porte d'entrée vers les représentations, les sentiments collectivement éprouvés, les mythes fondateurs et les valeurs, comme l'affirme Sirinelli dans un article-éditorial de 1998 :

À partir du moment [...] où l'on considère que l'objet d'étude de l'histoire politique est la question de la dévolution et de la répartition de l'autorité et du pouvoir au sein d'un groupe humain donné, cet objet revêt une épaisseur exceptionnelle [...]. [...] ainsi définie, l'histoire politique entend analyser non seulement les comportements individuels et collectifs et leurs effets, mais aussi ce qui relève de la perception et des sensibilités. Ce qui la conduit à s'intéresser aux phénomènes de transmission des croyances, des normes et des valeurs.⁸

Avant de revenir plus précisément sur cette histoire politique comprise comme porte d'accès vers le culturel, attachons-nous à présenter brièvement deux autres caractéristiques de ce courant qui, précisons-le, n'est pas uniforme⁹, soit la revalorisation de l'événement et l'importance des sentiments collectivement éprouvés et des symboles historiques dans la compréhension des représentations d'une société donnée.

L'événement a été le point central de la critique que les Annales puis l'histoire socio-économique par la suite ont adressé à l'histoire politique. Comment comprendre une société à partir d'un événement, la plupart du temps bataille militaire, traité ou alliance de quelques grandes familles? C'est donc généralement vers l'histoire longue, les grands courants, le fonctionnement de la société et les mentalités que se sont alors tournés les historiens. L'événement revient cependant en force avec ce courant de l'histoire politique qui considère que non seulement il s'agit d'un impondérable, mais qu'il a un impact parfois profond sur la société. Ne pas tenir compte des événements qui ont ponctué l'histoire, c'est également occulter la façon qu'ont ces événements de survivre au temps dans les esprits des hommes.

⁸ Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris : PUF, 1998, 448 p., p. 388. Originellement publié dans *20^e siècle, revue d'histoire*, n° 57, janvier-mars 1998, p. 121-131.

⁹ Christian Delacroix distingue ainsi trois principaux courants à l'intérieur de ce qu'il appelle l'histoire politique renouvelée : l'histoire culturelle du politique, l'histoire du temps présent et l'histoire conceptuelle et sociale du politique. Dans Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, *Histoire et historiens en France depuis 1945*, Paris : ADPF, 2003, 319 p.

Rioux et Sirinelli¹⁰ ont ainsi cherché à suivre la piste de certains événements dans leurs représentations après-coup. Il s'agit d'une représentation sans cesse réactualisée au fil des époques, de sorte qu'il en ressort la façon qu'a la société en question de se représenter à travers la mémoire et la commémoration.

La mémoire est justement à l'honneur puisque les historiens cherchent à repérer les lieux, mythes, institutions qui en sont les porteurs au sein d'une collectivité. Toute la symbolique révolutionnaire française est ainsi, selon Nora¹¹, révélatrice des craintes comme des aspirations du peuple. Les sentiments font alors partie intégrante de l'histoire, et René Raymond invite les historiens à tenir compte de l'irrationnel dans leurs réflexions :

La politique, ce sont aussi des idées. [...] il conviendrait d'inclure dans le champ de nos recherches et dans nos systèmes d'explication les sentiments de toute sorte qui agitent les individus et peuvent mouvoir les collectivités : la peur ou la volonté de revanche, la générosité aussi et les aspirations désintéressées, l'imaginaire, tout ce qui suscite l'utopie et nourrit le rêve.¹²

Mais c'est essentiellement au niveau de l'interaction entre la réalité et sa représentation que la nouvelle histoire politique apporte ses réflexions les plus stimulantes. L'histoire de l'opinion n'est pas nouvelle en soi, pas plus que l'histoire des réseaux intellectuels. Cependant, leur inclusion dans une histoire plus large visant à décrire les imaginaires sociaux et la culture est relativement récente. Plusieurs auteurs se sont attardés à définir plus précisément, et sous des dénominations parfois différentes, ce qu'ils perçoivent être la novation principale de ce courant. En définissant un des mandats de l'École des hautes études en sciences sociales, Pierre Rosanvallon affirme qu'il convient de prendre le politique de façon globale et pluridisciplinaire par ce qu'il appelle *l'histoire conceptuelle du politique* :

L'objet de l'histoire conceptuelle du politique est de comprendre la formation et l'évolution des rationalités politiques, c'est-à-dire les systèmes de représentation qui commandent la façon dont une époque, un pays ou des groupes sociaux

¹⁰ Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris : Seuil, 1997, 455 p.

¹¹ Pierre Nora (dir.) *Les lieux de mémoire*, Paris : Gallimard, 1984, 3 tomes.

¹² René Raymond, « Introduction », dans Serge Bernstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p. xvii.

conduisent leur action et envisagent leur avenir. [...] ces représentations [...] résultent [...] d'un travail permanent de réflexion de la société sur elle-même.¹³

Sirinelli appelle quant à lui *culture politique*, « L'ensemble des représentations qui soudent un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection de l'avenir vécue ensemble.¹⁴ » Ce qui implique de voir l'histoire de cette culture politique d'une façon plus large que la description de la représentation politique ou de la lutte idéologique : les normes, croyances et valeurs partagées font partie du voyage que l'historien du politique doit envisager de mener. Les phénomènes politiques doivent donc être perçus comme étant « les couches affleurantes de cultures politiques plus profondes et de tout un infrapolitique davantage enfoui [...].¹⁵ » Delacroix résume cette volonté en affirmant que le politique est de plus en plus décrit non pas comme la « simple » manifestation de la gérance d'une société, mais plutôt comme le révélateur de l'éthos d'un peuple, d'une société donnée¹⁶.

1.1.1.3. Conclusion

Cette nouvelle histoire politique, véhiculée en France par Ory, Sirinelli, Berstein, Furet ou encore Rosanvallon, pour n'en citer que quelques uns, est parvenue à définir le politique comme étant au confluent des autres réalités sociale, économique et culturelle :

Qu'il soit ainsi en relation avec d'autres types de réalités est un trait constitutif du politique car c'est son privilège de s'exercer dans le cadre de la société globale, au point de convergence de toutes les réalités; il est par définition et par nature un carrefour, un nœud où s'entrecroisent les influences dans un système de relations mouvantes.¹⁷

¹³ Pierre Rosanvallon, « Le politique », dans Jacques Revel et Nathan Wachtel (éditeurs), *Une école pour les sciences sociales*, Paris : Éditions du Cerf et Éditions de l'EHESS, 1996, 554 p., p. 299-311, p. 307

¹⁴ Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora », *op. cit.*, p. 391.

¹⁵ *ibid.*, p. 394.

¹⁶ C. Delacroix, F. Dosse et P. Garcia, *Les courants historiques en France, 19^e-20^e siècle*, *op. cit.*

¹⁷ René Raymond, « Introduction », dans S. Berstein et P. Milza (dir.), *op. cit.*, p. xii.

Cependant, l'apparition de ce courant ne signe en rien une exclusion « par une sorte de Yalta tacite »¹⁸ des autres champs de l'historiographie. C'est au contraire une appropriation du mouvement vers la pluridisciplinarité initié par les *Annales* et l'histoire des mentalités qui se manifeste dans un champ qui cherche maintenant à concevoir le politique de façon plus globale, non pas comme un domaine supérieur ou hors des réalités sociales, mais intégrant et représentant ces réalités par des discours et des projets collectifs. Notre travail vise par conséquent à une compréhension d'un discours intellectuel pris comme témoin d'un état du discours social dans ses représentations « politiques » au sens large du terme. C'est-à-dire que nous percevons le politique, à la suite de ces auteurs, non pas comme étant restreint aux débats concernant la gérance d'une société donnée, mais comme relevant de la forme que prennent les représentations sociales. À ce titre, les revues que nous étudions ne seront pas analysées ici en tant que représentantes de telle ou telle idéologie, travail qui par ailleurs a déjà été largement mené, comme nous aurons l'occasion de le voir. Nous tenterons par contre de trouver ce qui, au-delà des idéologies dont elles sont porteuses, peut les unir et nous mettre ainsi sur la piste de rapports à l'identité, aux forces en présence, à l'histoire et à l'avenir pouvant, là encore, être comparables. Sans nécessairement chercher à unir le dissemblable, nous opérerons une comparaison qui nous mettra sur la voie de la représentation qu'a la société d'elle-même dans une approche diachronique.

1.1.2. Les intellectuels

Puisque les revues que nous prenons comme source sont des revues d'idées, des revues écrites par des personnages que l'on considère comme étant des intellectuels, il nous apparaît opportun de situer l'émetteur des discours qui sont sous analyse. Certes, nous nous concentrons sur les discours en tant que tels et conséquemment ce n'est pas à une analyse prosopographiques ou des réseaux que nous nous livrons ici. Néanmoins, une mise au point sur les sources de ces discours nous permettra de les contextualiser en légitimant notre démarche exploratoire par les liens effectifs entre discours intellectuel et discours social, notamment à travers ce que nous appelons, à la suite d'autres auteurs, le *geste* intellectuel.

¹⁸ J.-F. Sirinelli, « De la demeure à l'agora », *Op. cit.*, p. 398.

À travers ces pages, nous ne prétendons pas à l'exhaustivité concernant une question dont les développements historiographiques des dernières années sont particulièrement importants. Nous aurons l'occasion de démontrer que la définition de l'intellectuel est loin d'être définitive et immuable, dans la mesure où elle varie en fonction du contexte spatial et temporel auquel elle réfère. Nous étudierons dans un premier temps le développement de la notion d'intellectuel, avant de préciser que nous nous attachons à une figure particulière du personnage : celui de l'après-Guerre, plus spécifiquement des années cinquante et soixante. Nous insisterons troisièmement sur l'intellectuel québécois et ses spécificités. À travers ces interrogations nous avancerons notre propre définition de l'intellectuel notamment à travers les gestes qu'il pose.

1.1.2.1. « Intellectuel » en tant que concept

Apparu officiellement lors de l'Affaire Dreyfus et d'emblée utilisé de façon péjorative, ce terme désigne alors dans les discours politiques un groupe d'hommes de lettres et de savants se plaçant délibérément en porte-à-faux de leurs champs habituels d'activités intellectuelles. Il est admis, de façon générale, que l'intellectuel a trait à la pensée et à l'écrit. On y voit aussi subjectivement un personnage purement détaché du monde, qui « a fait profession de s'occuper des choses de l'esprit.¹⁹ » Mais ce point de vue est à la fois trop large et bien restrictif sur certains points. Il néglige notamment la dimension sociale et politique de ce personnage, oubliant par là même l'importance qu'il a pris, en désignant un groupe où un individu, dans l'histoire des sociétés contemporaines.

Pour tenter de cerner un peu mieux notre sujet, nous avons fait appel aux définitions que des sociologues et des historiens ont donné de l'intellectuel contemporain²⁰. Depuis

¹⁹ Pierre Trépanier, « Le maurassisme au Canada français », *Cahier des Dix*, n° 53, 1999, p. 177.

²⁰ Certains historiens, comme Jacques Le Goff, ont parlé des *Intellectuels du Moyen-âge* (Paris : Seuil, 1985, 224 p.), mais selon Louis Bodin (*Les intellectuels*, Paris, PUF, 1964, 124 p.), on ne peut définir l'intellectuel « que dans une société et en fonction d'une culture ». Nous préférons donc ici nous cantonner à des définitions contemporaines. La nature du lien entre l'intellectuel et la modernité est par ailleurs pertinente : Yvan Lamonde (« Les « intellectuels » francophones au Québec au XIX^e siècle : questions préalables », *RHAF*, vol. 48, n° 2, automne 1994, p. 153-182.) estime qu'on ne peut pas parler d'intellectuel au XIX^e siècle, le terme n'existant pas. Peut-on cependant envisager qu'une dénomination existante ou non soit indépendante de la réalité à laquelle elle renvoie?

Julien Benda, qui définit le « clerc » comme devant être détaché de toute intervention sur la place publique, jusqu'aux définitions actuelles selon lesquelles c'est au contraire cet engagement qui caractérise l'intellectuel, plusieurs auteurs se partagent différentes définitions du personnage. On peut tout d'abord se demander s'il s'agit ici d'une profession ou d'une fonction. Bourdieu penche pour la première : c'est par le travail quotidien de désacralisation de la culture que l'intellectuel a un impact sur la société²¹. Ory y voit par contre un personnage s'appuyant sur un bagage culturel afin d'être en mesure d'analyser les situations de crise²², ce qui sous-entend que le substantif est réservé aux gens intervenant sur la place publique spécifiquement hors de leurs champs habituels. Selon lui, l'intellectuel est donc « [un] homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie [...] il s'agira d'un statut, [...] transcédé par la volonté individuelle [...] et tourné vers un usage collectif.²³ » La définition de Ory est celle qui s'entoure actuellement du plus important consensus de la part des chercheurs se spécialisant sur les intellectuels. On y trouve une vision à la fois précise, puisque l'intellectuel se base sur des acquis et une reconnaissance par les pairs²⁴, mais en même temps ce n'est pas cette fonction qui conditionne son appartenance ou non à la caste des intellectuels : il faut en plus la notion d'engagement individuel au service de la collectivité, au nom de valeurs quasi-transcendantes, comme la Justice ou le bien commun par exemple.

Ce qui nous ramène à la définition précédente, qui consiste à dire que l'intellectuel, pris dans son sens le plus large, peut se définir par l'usage qu'il fait de son activité

²¹ Pierre Bourdieu, « Fieldwork in philosophy », in *Choses dites*, Paris : Éditions de Minuit, 1987, coll. Le sens commun, 229 p., p. 41.

²² Ce qui se rapporte à la vision de Gramsci pour qui un intellectuel peut être issu de n'importe quelle classe sociale et peut exercer n'importe quel travail. C'est sa fonction d'organisation au sein de la société qui le caractérise, d'où la dénomination qu'il propose d'*intellectuel organique*. Voir notamment Edward Said, *Representations of the intellectual*, New-York, Pantheon books, 1994, 139 p.

²³ Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris : Colin, 1986, 263 p., p. 10.

²⁴ Concernant la reconnaissance par les pairs, Pierre Bourdieu a été le sociologue qui a sans doute le plus perçu l'intellectuel comme le produit d'une structure sociale au sein de laquelle la reconnaissance est la base du statut. Voir notamment *Homo academicus*, Paris : éd. De Minuit, 1984, 302 p. ainsi que ses études sur l'art : *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris : Seuil, 1992, 480 p.

intellectuelle quotidienne. Il est un individu qui, en intervenant dans un contexte social et politique donné, devient intellectuel. Mais ces interventions prennent plusieurs formes. Le « dévouement à une cause²⁵ », comme le définit Michèle Perrot, marque un renoncement qui risque d'aller de pair avec la perte de sens critique. Jean-Paul Sartre fonde sa pratique publique sur ce postulat voulant que chaque écrivain doive s'inscrire dans son temps par un engagement à l'endroit de sa société. « L'écrivain est « en situation » dans son époque : chaque parole a des retentissements, chaque silence aussi.²⁶ » Nous pourrions constater qu'en ce qui concerne les intellectuels québécois des années cinquante et soixante, c'est bien en terme d'engagement à long terme, dans l'objectif de changer la société, qu'il faut désigner leur volonté d'action. Ils utilisent divers moyens pour ce faire entendre, et les revues furent longtemps, et sont encore dans une large mesure, le lieu par excellence de confrontation et d'élaboration de projets de société²⁷. Andrée Fortin estime par exemple que l'intellectuel-type est celui qui participe activement à l'élaboration de projets de société, notamment à travers les revues ou divers moyens de communication :

Fonder une revue, c'est prendre la parole en tant que groupe intellectuel; c'est la prendre, de plus, comme groupe autonome [...]. L'ensemble des revues à un moment donné constitue un espace de débat, un tremplin pour de nouvelles idées, de nouvelles façons d'interpréter le monde et par conséquent d'agir sur lui : une place publique.

En ce sens, fonder une revue est l'acte intellectuel par excellence.²⁸

Or, l'engagement est fondamentalement politique. Pascal Ory voit ainsi dans l'intellectuel un personnage essentiel à la démocratie. C'est celui qui va engager la communauté dans des débats et des réflexions sur elle-même, son passé, son présent et surtout sur son avenir²⁹. De sorte que l'intellectuel, pouvant profiter des différents moyens

²⁵ Michèle Perrot, « La cause du peuple », dans *XX^e siècle*, n° 60, octobre-décembre 1998, p. 4-13, p. 5

²⁶ Jean-Paul Sartre, *Situations II*, Paris, Gallimard, 1948. Cité par C. Delporte, *Intellectuels et politique*, op. cit.

²⁷ Cette place publique offre un espace impensable sur les ondes télévisuelles, du moins telles qu'organisées et structurées par la culture de masse. Voir à ce sujet Pierre Bourdieu, *Sur la télévision; suivi de L'empire du journalisme*, Paris : Liber, 1996, coll. Raisons d'agir, 95 p.

²⁸ Andrée Fortin, *Passage de la modernité*, op. cit., p. 8-9.

²⁹ Pascal Ory, *Dernières questions aux intellectuels*, op. cit., p. 50.

auxquels il a accès, se voit rétrospectivement dans l'obligation de faire évoluer ses schémas de pensée. Tout comme la société qui l'entoure, les médias et la politique agissent sur l'intellectuel et peuvent entraîner chez lui des remises en cause de sa pensée.

La définition que propose Andrée Fortin est celle qui s'applique le mieux aux sources que nous utilisons; le fait d'intervenir sur la place publique en proposant de nouveaux projets de société est une des fonctions de l'intellectuel. Et les revues sont sans doute le lieu où, toujours pour la période qui nous intéresse, les intellectuels sont le plus aisément repérables. L'intellectuel « fonde l'identité collective ». Avant que de prendre les moyens de médiatisation et de mobilisation pour proposer une pratique, il est un « définisseur de situation.³⁰ » Le geste intellectuel peut être ponctuel ou à long terme, comme il peut être individuel ou collectif. Mais dans tous les cas on remarque que se trouvent, derrière les discours des intellectuels, des projets de société proposés à leurs contemporains. Dans les décennies cinquante et soixante, on remarque que ces intellectuels s'engagent sur des grands thèmes qui ont trait, notamment, à la forme que doit revêtir une nouvelle démocratie. Suite au paradigme de la grande Crise des années trente, les intellectuels imaginent un nouvel humanisme qui s'incarnerait dans un nouveau contrat social s'élaborant parallèlement au développement de l'État-providence, des droits des personnes, mais aussi avec l'apparition de ce que l'on peut appeler une pensée générationnelle.

1.1.2.2. L'intellectuel des années cinquante et soixante.

Si le substantif *intellectuel* naît au début du siècle, l'image que l'on se fait de lui encore actuellement est sans doute celle qui s'affirme au cours de l'après-Guerre, et notamment avec la figure de l'intellectuel français. Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, étudiant la position des intellectuels français face à la Guerre d'Algérie, se sont appuyés sur l'idée de *génération*, qu'ils définissent de la sorte : c'est « une strate autonome dotée d'une identité propre et d'une mémoire commune, même si cette strate est en même temps diverse.³¹ » Cette génération française d'intellectuels s'appuie en effet sur une identité

³⁰ Andrée Fortin, *Passage de la modernité*. op. cit., p. 4.

³¹ Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, (dir.), *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles : Complexe, 1991, coll. Questions au XX^e siècle, 405 p., p. 18.

construite (comme toute identité) d'une multitude de mythes, de légendes³², mais elle se nourrit aussi de grands courants de pensée, tels la décolonisation et le tiers-mondisme : « Désormais, c'est le Tiers-monde en gestation qui devient un sorte de levain des grandes luttes d'émancipation, qui elles-mêmes doivent devenir le moteur de l'histoire.³³ » et le tiers-mondisme est alors « cette volonté de lier, à travers l'anticolonialisme radical, les enjeux de la lutte de libération algérienne avec une alternative « gauchiste » en France.³⁴ »

Il semble, du reste, que cette période voit apparaître sur la scène publique française comme québécoise des personnages que l'on n'aurait pas pu qualifier d'intellectuels avant cette période et qui le deviennent à la faveur des changements que subit la société. Que l'on pense notamment, au Québec, à des syndicalistes (comme Pierre Vadeboncoeur) ou à des militants (comme Pierre Vallières). Sans que leur formation initiale corresponde nécessairement à celle de l'intellectuel « classique », ils peuvent néanmoins être considérés comme tels de par leur implication au sein des débats d'idées, de par leurs analyses et les projets de société qu'ils proposent à leurs contemporains.

En tentant de définir le rôle à attribuer à l'intellectuel actuel, Daniel Jacques donne en fait une définition de ce qui a caractérisé l'engagement intellectuel des décennies précédentes et notamment des années cinquante et soixante. L'intellectuel était alors profondément engagé dans une lutte contre les idées au pouvoir et s'inscrivait profondément, selon lui, dans l'archétype de l'intellectuel de gauche. Il était de fait militant et on pourrait presque dire qu'il se devait de l'être. C'est pourquoi, face à la chute des grandes idéologies de contestation que l'on pouvait percevoir comme des systèmes sociaux et politiques de remplacement; face à la chute, par là même, de l'idéal révolutionnaire issu de « l'imaginaire de la crise », les jeunes intellectuels au tournant du XXI^e siècle ont du mal à se trouver un « créneau »

³² Hervé Hamon et Patrick Rotman ont insisté, par exemple, sur l'importance de la Résistance lors de la Deuxième Guerre mondiale dans la formation politique et idéologique des leaders des mouvements étudiants parisiens des années 1960-70, *Génération*, tome I : *Les années de rêve*, Paris : Seuil, 1987, 615 p. et tome II, *Les années de poudre*, Paris : Seuil, 1988, 694 p.

³³ Jean-François Sirinelli, « Les intellectuels français en Guerre d'Algérie », dans Rioux et Sirinelli (dir.), *op. cit.*, p. 19.

³⁴ Claude Liauzu, « Intellectuels du Tiers-monde et intellectuels français, les années algériennes des éditions Maspéro », dans Rioux et Sirinelli, *ibid.*, p. 155.

d'intervention³⁵. Constat auquel arrive également Andrée Fortin³⁶, pour qui l'intellectuel engagé est tellement partie prenante de la modernité que l'autonomisation actuelle des intellectuels face au champ politique serait une manifestation de la postmodernité du Québec. Jean-Philippe Warren estime quant à lui que l'intellectuel contemporain se trouve dans une sorte de non-lieu où la quête d'une synthèse s'appuyant sur la Raison n'est plus sollicitée par une société qui semble ne fonctionner que par systèmes rationalisants³⁷. Cependant, lier l'intellectuel des années cinquante et soixante à l'idéaltype de l'intellectuel de gauche est limitatif. Cette définition ne tient pas compte des intellectuels de droite de cette période qui participent intégralement aux débats de l'heure et proposent des projets autres. Nous aurons l'occasion d'y revenir, et notamment lorsque nous étudierons plus spécifiquement *Laurentie* et *L'Action nationale*.

La figure exemplaire de l'intellectuel des années que nous visons ici est évidemment Sartre pour ce qui est de la France. Celui que Pierre Bourdieu nomme « l'intellectuel total »³⁸ était effectivement profondément engagé dans des luttes au quotidien, mais aussi dans un projet révolutionnaire. Autour de grandes figures se nouent alors des réseaux et des groupes de pression, mais c'est aussi au nom d'idées professées par ces quelques hommes que se développe une action directe et militante. On peut prendre pour exemple les « porteurs de valise », professeurs, étudiants ou autres, ayant décidé, durant la Guerre d'Algérie, de soutenir très concrètement les « terroristes ».

Sartre aura une grande influence sur le rôle social que vont s'attribuer les jeunes intellectuels des années soixante, notamment à travers le réseau de *Parti pris*. S'opposant à « l'art pour l'art », il estime que la fonction de chaque homme et de l'intellectuel en

³⁵ Daniel Jacques, « Grandeur et misère de l'intellectuel prophète », dans *Argument*, vol. 1, n° 2, printemps 1999, p. 63-72., p. 66-68.

³⁶ Andrée Fortin, « De l'intellectuel désincarné et d'un Québec évanescent. Intellectuels et revues au Québec, 1995-2004 », *Argument*, vol. 8, n° 1, automne 2005-hiver 2006, p. 23-37. et *Passage de la modernité*, 2^e édition, Québec : Presses de l'Université Laval, 2006, 456 p. Dans le cadre de cette thèse, nous avons cependant utilisé la première édition ce livre : *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.

³⁷ Jean-Philippe Warren, « Le non-lieu des intellectuels », *Liberté*, vol. 47, n° 268, mai 2005, p. 20-34.

³⁸ Pierre Bourdieu, « Sartre, l'invention de l'intellectuel total », *Libération*, Paris, 31 mars 1983.

particulier, est de « faire entrevoir les valeurs d'éternité qui sont impliquées dans les débats sociaux ou politiques de l'époque³⁹ ». Son rôle, selon Sartre lui-même, est de « se mêler de ce qui ne le regarde pas ». De sorte que l'intellectuel serait cet être de discours dont la position sociale ambiguë le place au confluent du politique et du culturel. Dénué de pouvoir effectif, il peut cependant intervenir sur la place publique et ainsi participer à la construction collective de la société. Ce que décrit Andrée Fortin lorsqu'elle évoque la position du Nous intellectuel face aux débats collectifs : « Le Nous intellectuel, dans son processus de différenciation à l'intérieur du Nous québécois, passe par l'étape du Nous associatif.⁴⁰ »

Il semble, de plus, que l'intellectuel de la période que nous visons est en quelque sorte en transition entre différents moyens de s'exprimer. La presse écrite reste toujours très forte et c'est le principal médium par lequel les intellectuels peuvent exprimer leur point de vue, via la plume, avec laquelle théoriquement ils sont à l'aise. Mais les années cinquante et soixante consacrent l'arrivée dans les foyers de la télévision, détrônant la radio, et dont les modes de fonctionnement échappent parfois à ces intellectuels. Que ces médias manipulent les intellectuels, comme le pense Bourdieu⁴¹, est peut-être une conséquence de la mésadaptation de ces derniers aux nouvelles structures journalistiques durant cette transition. Ceci dit, cette affirmation est à nuancer en ce qui a trait aux intellectuels québécois des années que nous étudions. En effet, la radio et la télévision ont été conquis très rapidement par les intellectuels : Radio-Canada a été un médium important dans la diffusion des idées sous le gouvernement de Duplessis.

Nous allons à présent tenter de cerner l'intellectuel dans ses spécificités québécoises. En effet, nous avons pour l'instant essentiellement parlé des définitions que l'on donne en France de ce personnage, parce que c'est dans ce pays que l'on trouve l'essentiel des études générales sur le sujet. Cependant, de nouvelles recherches, comme celles de Catherine Pomeyrols et de Pascale Ryan, apportent un nouveau regard sur un groupe qui n'est pas simplement un clone laurentien de la Rive gauche.

³⁹ Gérard Mauger, « L'engagement sociologique », dans *Critique*, numéro spécial « Pierre Bourdieu », n° 579-580, août-septembre 1995, p. 675.

⁴⁰ Andrée Fortin, *op. cit.*, p. 379.

⁴¹ Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, suivi de *L'empire du journalisme*, Paris : Liber, coll. « Raisons d'agir », 1996, 95 p.

1.1.2.3. Le monde des idées au Québec.

L'intellectuel québécois

Catherine Pomeyrols, qui a étudié les intellectuels québécois de l'entre-deux guerres, nous rappelle que la figure de l'intellectuel français a longtemps été prépondérante au Québec, au point d'occultier les éventuelles différences entre les deux côtés de l'Atlantique. En somme, estime-t-elle, ce qui a prédominé ici était « l'intellectuel-engagé-de-gauche, de type sartrien⁴² ». Elle se pose donc la question de l'émergence des ces intellectuels au Québec : existent-ils seulement? Pour en arriver à la conclusion suivante : « Il semble que les intellectuels ne soient pas une spécialité française et qu'il faille plutôt parler d'un modèle français de l'intellectuel.⁴³ »

Elle estime de plus qu'il s'est établi, entre les travaux intellectuels et les intellectuels européens d'une part et ce que l'on peut trouver sur les continents américains d'autre part, un rapport de centre / périphérie. En effet, citant un historien du monde intellectuel mexicain, elle rappelle que tous ces personnages sont de culture et de formation essentiellement européennes et que les emprunts relèvent en grande partie de cette dynamique⁴⁴. Ce thème d'un groupe intellectuel fortement rattaché à la métropole culturelle a été longuement étudié par Gérard Bouchard. Selon lui, les origines de la colonie ont été marquées par un sentiment d'éloignement et d'incertitude, et les élites ont ainsi été hantées par la volonté de combler l'espace entre eux et les élites métropolitaines. De sorte que ces sociétés neuves « hésitent constamment entre la continuité et la rupture, entre leur histoire lointaine et leur géographie.⁴⁵ » Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale⁴⁶, Bouchard estime que les élites

⁴² Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois : formation et engagements : 1919-1939*. Paris : L'Harmattan, 1996, 537 p., p. 44.

⁴³ Catherine Pomeyrols, *ibid.*, p. 49.

⁴⁴ Ce qui se rapproche de la théorie du « fragment idéologique » utilisée notamment par André J. Bélanger dans *L'apolitisme des idéologies québécoises*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.

⁴⁵ Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, op. cit., p. 25.

⁴⁶ Et même plus tard, jusqu'à la Révolution tranquille en fait, puisque l'auteur inclut Jean-Charles Harvey dans son panel d'intellectuels ayant développé une pensée impuissante et fragmentée, dans *La pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Montréal : Boréal, 2004, 319 p.

intellectuelles canadienne-françaises se sont évertuées à rattacher le Canada français à la France, ou tout au moins à une certaine image de la France, ce qui a contribué à « freiner l'émergence d'une langue typiquement québécoise. [...] l'effet autodépresseur lié au continuisme culturel était en marche.⁴⁷ » C'est également la raison qu'avance l'auteur pour justifier la séparation entre une culture lettrée coupée des réalités et développant une pensée impuissante et une culture populaire ancrée dans une américanité vécue. Mais ce qui est avancé par Catherine Pomeyrols pour décrire les années trente s'applique moins à la période qui nous intéresse⁴⁸. L'après-Deuxième Guerre mondiale ouvre de plus en plus le Québec sur le reste du monde⁴⁹ et les thèmes chers aux intellectuels de l'époque se rapportent moins aux centres qu'aux autres périphéries, sans compter le fait que de plus en plus nombreux sont ceux qui, durant cette époque, se sont spécialisés dans les écoles canadiennes et étasuniennes davantage que dans les écoles européennes en proie à la Guerre et à la reconstruction.

Ainsi, les guerres de décolonisation, puis plus tard les revendications des différents groupes sociaux, ne se rapportent plus à une appartenance ethnique ou nationale, ce qui n'occulte pas le nationalisme, tant s'en faut, mais le transforme et, assurément lui donne sa forme la plus revendiquée. En fait, selon Catherine Pomeyrols, l'intellectuel tel que perçu actuellement au Québec serait un produit de la Révolution tranquille : c'est un moderne, un personnage de gauche, « montant à l'assaut du clérico-nationalisme.⁵⁰ » Et les autres intellectuels, ceux d'avant la Révolution tranquille, furent souvent analysés en fonction de cette dernière : on partait à la recherche des précurseurs de la modernité, ce qui implique une certaine subjectivité méthodologique. Ne sont en effet considérés comme intellectuels que les

⁴⁷ *ibid.*, p. 22.

⁴⁸ Voir à ce sujet la réaction de Pierre Trépanier : « Catherine Pomeyrols, Les Intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939 » dans *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n° 7, printemps 1997.

⁴⁹ Fernand Dumont voit ainsi dans la Deuxième Guerre mondiale l'accession du Québec à l'âge adulte par la découverte de son inscription dans le monde : « [...] si j'ai applaudi comme tout le monde [les discours opposés à la conscription], c'est moins à la dialectique des orateurs qu'à la découverte que je n'étais plus un enfant de paroisse, que j'étais le fils d'un pays hypothétique. » *Genèse de la société québécoise*, Montréal : Boréal, 1993, 393 p., p. 12.

⁵⁰ Catherine Pomeyrols, *op. cit.*, p. 57.

tenants de la « modernité » et du progrès et ce au détriment du contexte des années d'après-Guerre⁵¹.

Les intellectuels des années cinquante sont depuis quelques années étudiés en fonction du contexte propre à la période duplessiste et non plus en fonction d'une référence française, ou encore en fonction de la période des années soixante. Pascale Ryan rétablit ainsi la spécificité du groupe qu'elle a étudié, à savoir la Ligue d'action nationale, en rappelant que chaque intellectuel est tributaire de son milieu et qu'en l'occurrence tenter systématiquement de le faire correspondre à l'idéaltype, quasi-paradigmatique, de l'intellectuel antidreyfusard ou sartrien, manifeste d'un malheureux *a priori* :

[...] à trop s'attarder à la figure consacrée de l'intellectuel dreyfusard et de ses conditions d'émergence, on a figé le personnage en une figure statique, unidimensionnelle, peu susceptible d'évoluer et de revêtir des habits différents dans le temps et l'espace. L'Affaire Dreyfus n'est, selon nous, qu'un instantané d'une des figures de l'intellectuel à un moment précis de son évolution.⁵²

L'auteur en arrive à la conclusion que l'on peut très bien proposer un projet conservateur s'opposant à certains principes de la modernité (laïcité, démocratie participative, étatisme), tout en étant un intellectuel moderne et désireux d'inscrire l'évolution de la société québécoise dans une « mise à jour » de ses structures et de sa culture, position que défend également Pierre Trépanier, dont le travail porte notamment sur les intellectuels de droite après la Deuxième Guerre mondiale.

Avec les années soixante, la figure de l'intellectuel se diversifie davantage dans ses engagements comme dans la nature de ses rapports avec la société. On peut constater que cette période voit apparaître au Québec des analyses d'historiens, par exemple, qui s'appuient sur l'approche marxiste et que cette approche n'exclut pas la question nationale⁵³. Du point de vue de la littérature, durant les années soixante on assiste de la part des écrivains à une volonté de travailler en utilisant le langage de tous les jours, afin de mieux transmettre la

⁵¹ Nous avons évoqué ce courant historiographique dans le chapitre précédent.

⁵² Pascale Ryan, « Des intellectuels dans la Cité : la Ligue d'Action nationale 1933-1960 ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 1993, 111 p., p. 9.

⁵³ Sur ce sujet, consulter le mémoire de Daniel Roberge : « Le traitement de la question nationale québécoise chez les historiens et les sociologues (1960-1990) ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 1999, 199 p.

réalité de chacun. Le *joual* prôné par Michel Tremblay ou Raoul Duguay sont des outils qui révèlent la volonté des intellectuels de se rapprocher et de décrire les gens qui forment le peuple québécois. Ce sont ces exemples qui font dire à plusieurs auteurs que par la Révolution tranquille on assiste à une réconciliation entre la culture lettrée et la culture populaire. L'intellectuel québécois des années soixante peut là encore difficilement être confondu avec l'intellectuel français. Certes, certains points les unissent, notamment en ce qui a trait au contexte politique et idéologique international (rapport à la décolonisation, aux grandes puissances, etc.), mais il existe trop de spécificités pour amalgamer les deux types de personnages.

Le monde des idées

L'histoire des idées et des intellectuels au Québec a été soumise à différents types d'analyses au cours des dernières décennies. Nous avons pu constater dans le précédent chapitre que les historiens révisionnistes se sont davantage attachés à décrire les structures socio-économiques que les contenus des discours intellectuels. Ainsi, les idéologies ont été longuement étudiées à partir d'exemples précis de structures d'énonciation (certaines revues ou quotidiens, des mouvements, des partis, des intellectuels). On utilise donc les discours intellectuels pour cerner certaines idéologies et certains projets mis de l'avant, mais non pas comme des sources de compréhension de l'ensemble de la société, de la « vision du monde » qui la sous-tend. Ces structures d'énonciation fonctionnent ainsi en vase clos, coupées des réalités, et les idéologies sont perçues comme étant des idées n'ayant ni représentativité, ni préhension sur la société.

Afin de dépasser cette problématique, Yvan Lamonde propose alors de faire une « histoire sociale des idées ». Il s'agit moins de retracer une « archéologie de la pensée québécoise » que de « rendre compte du circuit complet des idées, de leur production, de leur diffusion, de leur réception.⁵⁴ » L'auteur est un pionnier de l'histoire culturelle et intellectuelle québécoise, qui s'intéresse essentiellement aux conditions de production et de diffusion culturelle dans l'optique de brosser le portrait le plus général possible de la culture au Québec. Or, cette histoire sociale, de par sa volonté de ne pas se limiter aux idées en tant

⁵⁴ Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, Montréal : Fides, 2000, 572 p., p. 9.

que telles et de s'intéresser aux structures qui véhiculent la culture et les idées, réduit par là même ces idées à l'expression d'une élite sociale. Cependant, cette démarche est nuancée par le même auteur en 1999 alors qu'il propose une *anthologie de la pensée politique au Québec*⁵⁵. La représentativité et l'efficace de ces idées sur l'ensemble de la société est alors valorisée : « Chacun à sa manière, la poésie, le roman, le théâtre, l'essai littéraire, peuvent évoquer et décrire l'univers politique, l'analyser, chercher à l'influencer, en utilisant les moyens littéraires qui sont propres à chacun.⁵⁶ » Ces idées, même si leurs soubassements politiques et théoriques viennent parfois d'ailleurs, « ont contribué à façonner les débats et le devenir de la société québécoise.⁵⁷ » Cette démarche rejoint donc l'intérêt de la nouvelle histoire politique telle que décrite plus haut, dans la mesure où elle vise à rendre compte d'une vision plus globale de la pensée politique québécoise et de ses interactions avec la société, notamment à travers son expression identitaire. Elle vise également à aller au-delà d'un type particulier de discours (intellectuel, économique ou idéologique) pour tenter de saisir la globalité de la représentation et du discours social. À ce titre, les auteurs rappellent l'importance de la question identitaire dans les idées politiques québécoises :

[...] cette pensée politique s'est aussi trouvée confrontée à la problématique propre au Québec, centrale dans son destin collectif [...]. Tout cela pénètre en profondeur la pensée politique québécoise et lui donne sa physionomie propre. Tout cela se reflète dans les divers textes où elle se trouve.⁵⁸

Cette spécificité de la pensée politique québécoise est également mise de l'avant par les historiens de la nouvelle « sensibilité », qui soulignent l'importance d'étudier les idées moins en fonction de leurs modes de diffusion ou de leur caractère de « reflet » des réalités sociales qu'en fonction de leur capacité motrice et de leur efficience sociale. C'est le travail que nous tenterons de mener ici en analysant les revues moins comme les illustrations des idéologies en cours que comme des témoins *et* des acteurs du discours social identitaire canadien-français et québécois. Les intellectuels qui y participent seront alors étudiés non pas

⁵⁵ Yvan Lamonde et Claude Corbo, *Le Rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1999, 576 p.

⁵⁶ *ibid.*, p. 11.

⁵⁷ *ibid.*, p. 12.

⁵⁸ *ibid.*, p. 12.

en fonction de leurs réseaux d'appartenance, de formation, de sociabilité, mais en fonction des gestes intellectuels qu'ils posent lorsqu'ils prennent parole sur la place publique par leurs écrits dans les revues.

1.1.2.4. Le geste intellectuel

Dans le cadre de ce travail nous utiliserons notre propre définition de l'intellectuel. Nous ne partons pas d'une perception de l'intellectuel comme un individu abstrait ou membre d'un groupe social, mais de textes que nous considérons comme étant ceux d'intellectuels de par leur forme et leur contenu. Cette dénomination peut paraître large mais elle sert, dans ce cas, à délimiter un groupe de personnes ayant au moins à un moment donné posé un *geste intellectuel* en décrivant une situation sociale donnée, en s'appuyant sur une certaine conscience historique et en proposant un projet de société à leurs contemporains. Ou, pour citer Pascale Ryan, cette fonction de l'intellectuel est « de penser sa société et de proposer sur la place publique le résultat de cette réflexion [...] ». ⁵⁹ » Bref, c'est l'engagement intellectuel qui nous intéresse plus que le personnage et son inscription sociale (à travers les réseaux ou la formation par exemple). Que, par la suite, il soit devenu ou redevenu politicien, écrivain ou artiste importe peu.

Le geste intellectuel moderne, quel qu'il soit, se caractérise par la construction d'un discours s'appuyant sur une conscience historique, une idéologie, des représentations et développant une utopie. Ce qui n'empêche aucunement un engagement plus concret, mais différencie le geste intellectuel, par cette préséance culturelle, du geste militant ou politique. Ce geste intellectuel participe donc pleinement de la construction et de la représentation sociale, en même temps qu'il s'en inspire, par un mouvement dialogique. Comme l'affirme Bouchard, le rôle des constructions discursives des élites consiste d'une part à construire l'imaginaire et d'autre part à laisser un patrimoine qui devient « le capital accumulé et permanent de la nation vivante ». Ainsi, « C'est donc à la fois comme acteur et comme témoin que le discours est mobilisé par la culture nationale. ⁶⁰ » Warren ⁶¹, décrivant

⁵⁹ Pascale Ryan, « Des intellectuels dans la cité. La Ligue d'Action nationale, 1933-1960 ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, juin 2002, 315 p., p. 1.

⁶⁰ Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal : Boréal, 2000, 498 p., p. 31.

l'intellectuel moderne, en arrive quant à lui au constat que c'est au nom de la Raison universelle qu'il intervient afin de proposer un autre avenir.

L'intellectuel s'appuie sur un bagage culturel pour définir une situation. Au-delà des idéologies véhiculées par cette définition de situation, c'est la lecture même qu'il fait de la société, à travers les gestes qu'il pose, qui nous intéresse ici. De cette lecture ressort un rapport à la représentation générale qu'il se fait de la société et cette représentation n'est pas un reflet exact des réalités. Si on oppose systématiquement le discours intellectuel aux réalités socio-économiques, on ne pourra qu'être déçu de constater ce décalage. C'est que le geste intellectuel signe déjà en soi un rapport à l'utopie. Tout en manifestant une certaine préhension sur les réalités, il se distingue de l'expertise par sa volonté de promouvoir des valeurs et un projet, ainsi que par une distanciation inhérente à sa culture : c'est dans une perspective plus large que celle de l'observation stricte des événements que s'insère la réflexion des intellectuels. Négliger cet aspect essentiel du geste intellectuel revient à se condamner à ne voir dans le monde des idées que de l'irréalisme, alors qu'il faudrait y voir en résumé les représentations et aspirations des hommes qui construisent les discours que nous étudions ici⁶². Considérer le discours intellectuel comme étant uniquement représentatif du groupe social qui en est porteur est également réducteur⁶³ : le discours intellectuel est reflet et miroir de la société qui en constitue la trame de fond. Nous aurons l'occasion de développer cet aspect en étudiant plus spécifiquement un des organes par lequel s'exprime le discours, soit la revue intellectuelle.

⁶¹ Jean-Philippe Warren, « Le non-lieu des intellectuels », *loc. cit.*

⁶² Selon Bouchard, « [...] on aurait tort de considérer cette vision du monde canadien-français comme un reflet fidèle de sa réalité : elle relevait davantage d'un programme assez hétéroclite ou entraient à la fois des éléments de désarroi et de pari, de refus et de rêve. » *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, op. cit., p. 110. Ce qui est à notre avis l'essence même du discours intellectuel. Si on considère que les années cinquante et soixante ont été le moment où ce discours s'unifie en une synthèse plus proche des réalités socio-économiques, on en oublie d'une part l'hétérogénéité discursive importante de cette période, et d'autre part la capacité d'utopie inhérente à un discours intellectuel qui perdure au cours de ces années.

⁶³ À l'intérieur même du groupe des intellectuels, on remarque que les différences de statut social sont souvent très importantes, puisque certains, à l'intérieur même d'une revue, font partie de la grande bourgeoisie (Trudeau par exemple) alors que d'autres, comme Vallières, sont loin d'être fortunés.

Bien que nous ne nous attardions pas à la figure de l'intellectuel dans le cadre de cette thèse, au profit du discours social anonyme, nous avons évoqué le producteur de ce discours en le replaçant dans son contexte. Le premier cadre dans lequel se manifeste ce discours est celui de la revue. Le fait pour un intellectuel de s'investir dans une revue signe qu'il pose alors un geste intellectuel au sein d'une structure d'énonciation qui lui permet d'intervenir sur la place publique. La revue est donc, pour la période qui nous intéresse, le lieu par excellence de participation à un interdiscours constitutif du discours social.

1.2. La revue intellectuelle.

Ce qui survit des revues, c'est l'empreinte qu'elles laissent dans les mémoires.

Stéphanie Angers et Gérard Fabre⁶⁴

Si le geste intellectuel peut être considéré comme l'expression de l'engagement de l'intellectuel, la revue, pour les décennies qui nous intéressent ici, est un des lieux privilégiés de cette expression. La littérature portant sur les revues canadiennes-françaises ou évoquant ces dernières dans le cadre de recherches plus larges est particulièrement complète : rares sont les revues qui n'ont pas déjà été étudiées. Cependant, certaines l'ont été beaucoup plus que d'autres, étant donné qu'elles ont été perçues comme des phares ou des piliers d'une option idéologique. Dans cette partie, nous présentons la revue intellectuelle ainsi que la littérature portant sur le sujet. Un premier point est consacré à la description générale de cet espace de discussion, le second s'attardant sur la littérature et aux méthodes d'analyse proposées par d'autres chercheurs.

1.2.1. Présentation de la revue.

Les revues font partie du quotidien littéraire et intellectuel des sociétés occidentales depuis l'imprimerie mais surtout avec les Lumières, essentiellement comme espace de diffusion, destiné aux salons, des idées et des textes littéraires de l'époque.

⁶⁴ Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000). Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles*, Québec : Presses de L'Université Laval, 2004, 248 p., p. 172.

Étymologiquement parlant, la revue est d'abord considérée comme désignant un acte de révision. À partir du XVIII^e siècle apparaît d'abord en Angleterre la signification de publication périodique. « Le développement sémantique fait allusion au fait que la revue se présente comme une « révision », un « passage en revue » périodique de l'actualité, de certains événements.⁶⁵ » Maurice Lemire fait apparaître la revue littéraire canadienne-française vers 1840, dans la mesure où à partir de cette date naissent des périodiques « qui se distinguent des journaux en ce qu'ils s'adressent à un public particulier. Ces publications ont donc en commun de regrouper des collaborateurs à dominante littéraire et de définir un lectorat spécifique.⁶⁶ »

Ces caractéristiques s'appliquent également aux revues intellectuelles de notre période. Si certaines sont animées davantage par une personne que par un groupe (comme c'est le cas de *Laurentie* ou de *la Revue socialiste*, animées respectivement par Raymond Barbeau et Raoul Roy), elles attirent néanmoins quelques collaborateurs autour d'elles et forment par conséquent un réseau. Par ailleurs, toutes les revues paraissent à un rythme qui, bien que parfois irrégulier, en font d'elles des périodiques. Malgré ses liens structurels avec la revue littéraire du XIX^e siècle, la revue intellectuelle de la période que nous décrivons a malgré tout évolué : elle s'est diversifiée et spécialisée. On y retrouve des articles de fond, des opinions, des lettres ouvertes, des comptes rendus, des essais, entre autres. Contrairement au magazine, qui est souvent d'aspect plus flatteur, faisant appel à l'illustration, étant diffusé à plus large échelle et surtout attaché à une actualité plus immédiate, la revue bénéficie de plus de recul face à l'événement. Sa « relative autonomie d'action⁶⁷ » est selon Lamonde une de ses principales caractéristiques : sans être totalement détachée de l'actualité et du politique, la revue bénéficie justement d'une latitude et d'une liberté inhérente à sa forme : elle permet l'expression d'opinions dans la mesure où elle est moins dépendante que le magazine de contingences mercantiles empêchant parfois l'expression de l'hétérogénéité. Mais cette indépendance se paie par ailleurs en fréquentes difficultés financières. Par ailleurs,

⁶⁵ Alain Rey (dir. publ.), *Le Robert. Dictionnaire historique de la langue française*, sous « revue », Paris : Le Robert, éd. 2000.

⁶⁶ Maurice Lemire, « Les revues littéraires au Québec comme réseaux d'écrivains et instances de consécration littéraire (1840-1870) », *RHAF*, vol. 47, n° 4, printemps 1994, p. 522.

⁶⁷ Yvan Lamonde, « Les revues dans la trajectoire intellectuelle du Québec » *Écrits du Canada français*, n° 67, 1989, p. 28.

les revues que nous étudions ici sont des revues intellectuelles, que l'on appelle également des revues d'idées, qui se distinguent des revues savantes en ce que leur lectorat est moins spécifique et qu'elles s'aventurent dans les débats de société ou dans le commentaire de l'actualité. Certaines caractéristiques les relient néanmoins, dont l'existence d'une ligne sinon éditoriale, au moins rédactionnelle réunissant les collaborateurs au sein d'un « nous ».

Chaque revue peut ainsi être caractérisée par sa ligne éditoriale, représentant une idéologie, une vision du monde ou un projet particulier. En tant que lieu privilégié de construction d'un discours, la revue se construit indirectement une « empreinte idéologique »⁶⁸ qui la définit dans un espace et une époque données. Les collaborateurs, réguliers ou intermittents, partagent cette ligne, de sorte que l'on aboutit généralement à des revues au sein desquelles on peut retracer une certaine filiation⁶⁹. Andrée Fortin estime que le fait de lancer une revue est par essence un geste intellectuel : on y trouve la volonté de combler un vide, un vacuum dans la pratique comme dans les idées, de sorte que la revue est l'expression de cette convergence des visions du monde au sein d'un groupe d'intellectuels. En collaborant, en fondant, en participant à une revue, un individu s'implique, s'engage sur la place publique : il a quelque chose à dire qui n'a pas encore été dit. Il devient ainsi un « lecteur actif » en engageant son discours ainsi qu'une certaine vision du monde, comme l'affirme Andrée Fortin :

Fonder une revue, c'est prendre la parole dans un espace public, c'est poser indissociablement un geste intellectuel et social, voire politique. Bref, analyser le texte de présentation d'une revue, c'est saisir les intellectuels en acte, dans un moment privilégié de l'exercice de la fonction intellectuelle.⁷⁰

La revue intellectuelle se pose donc par définition en retrait des idées habituelles, elle cherche à secouer un certain consensus en apportant des divergences et des nuances, elle favorise l'hétérogénéité du discours social et contribue ainsi à sa constante reformulation. Le

⁶⁸ Catherine Bouchard, *Les Nations québécoises dans L'Action nationale, de la décolonisation à la mondialisation*, Québec : Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002, 146 p., p. 12.

⁶⁹ Voir notamment Jacques Beaudry, « La question des revues. Point de vue et méthode », dans J. Beaudry (dir.), *Le Rébus des revues. Petites revues et vie littéraire au Québec*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1998, 194 p.

⁷⁰ Andrée Fortin, « De l'intellectuel désincarné et d'un Québec évanescent. Intellectuels et revues au Québec, 1995-2004 », *Argument*, vol. 8, n° 1, automne 2005-hiver 2006, p. 23-37, p. 23.

fait même de fonder une revue et d'y participer constitue donc un geste intellectuel selon la définition avancée plus haut, soit l'intervention sur la place publique d'un intellectuel, dont l'énoncé devient par là même discours au sein d'un interdiscours structurant.

Ce geste intellectuel n'est pas spécifiquement lié à la modernité ou à une idéologie de modernisation. Alors que l'image de l'intellectuel militant « engagé de gauche » accolée à l'intellectuel des années soixante perdure encore parfois dans l'image que l'on se fait de lui, il convient d'élargir cette catégorisation afin d'inclure également l'intellectuel de droite conservateur. C'est-à-dire, pour reprendre l'argumentation de Pierre Trépanier ou de Pascale Ryan, que l'on peut parfaitement être conservateur, voire traditionaliste, tout en s'inscrivant dans le champ de discussion qui caractérise une époque, aussi moderne soit-elle : « La recherche de la figure emblématique de gauche, laïcisée, autonome et contestataire a masqué les autres formes qu'ils ont pu revêtir à différentes époques et dans différents contextes.⁷¹ » Le choix d'un corpus de revues intellectuelles ne peut donc se limiter, afin de saisir l'ensemble d'une période, à la vision rétrospective que l'on peut avoir de cette période. Chaque revue, de par sa définition de geste intellectuel visant à décrire une situation selon une vision du monde particulière, peut être considérée comme pertinente pour l'historien.

1.2.2. Littérature et méthodes d'analyse.

Le choix des revues comme des articles à étudier fait partie d'un processus de constitution du corpus parfois déchirant. En vertu de quels critères s'opère ce choix, et quelle méthode sera adoptée afin d'objectiver notre thèse? Nous présentons ici dans une première partie les choix de corpus ainsi que les options méthodologiques proposés par d'autres chercheurs. Les éditoriaux, la comparaison, la place des idéologies, font partie des interrogations auxquelles l'historien fait face. Comment faire dialoguer des revues entre elles et quelles conclusions peut-on se permettre de tirer de recherches portant sur des revues? Une deuxième partie sera consacrée à défendre la pertinence de la revue intellectuelle comme source dans le cadre d'une recherche portant sur le discours social identitaire.

⁷¹ Pascale Ryan, « Des intellectuels dans la Cité. La Ligue d'Action nationale, 1933-1960 ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, juin 2002, 315 p., p. 39

1.2.2.1. La place de la revue dans la recherche.

Les revues intellectuelles ont été longuement étudiées. Nous évoquerons plus particulièrement la littérature monographique portant sur les revues que nous étudions en début de chacun des chapitres de notre analyse. Nous nous limiterons ici à présenter les principales méthodes utilisées par les historiens et les sociologues pour faire parler ces sources. Les éditoriaux, l'interaction avec les idéologies et la comparaison sont les principaux chemins empruntés par les analystes.

Les éditoriaux comme expression d'un « nous »

Andrée Fortin limite volontairement sa recherche aux premiers éditoriaux des revues. Étant donné qu'elle se fixe comme objectif d'étudier, dans une perspective diachronique, toutes les revues parues au Québec, il semble que ce soit le meilleur moyen pour limiter la somme du corpus à une quantité humainement préhensible. Et le choix du premier éditorial d'une revue est pertinent dans la mesure où c'est par ce texte que le « nous » des collaborateurs explique et justifie son geste, s'inscrit dans un débat, condamne un vide qu'il désire combler de ses réflexions ou pose les jalons de ce qui va devenir un projet. Par ailleurs, ces textes permettent des comparaisons utiles à une meilleure compréhension de l'histoire des idées.

Comme les contours du genre « premier éditorial » sont assez précis, analyser ces textes fondateurs permet des comparaisons dans le temps, mais aussi entre les intellectuels œuvrant dans le monde de l'art et de la littérature, ceux qui proposent de nouvelles idées sociopolitiques et les universitaires.⁷²

L'étude du premier éditorial d'une revue permet donc de prendre un instantané de la vie intellectuelle à un moment donné, mais elle ne peut tenir compte de l'évolution de cette revue dans le temps, et de l'importance qu'elle peut avoir plusieurs décennies plus tard. Ainsi, on ne peut inclure *L'Action nationale* des années cinquante dans ce type de réflexions. Mais par contre, les revues fondées au cours des années cinquante le font en tenant compte d'une *Action nationale* devenue institution, par exemple. Autre problème inhérent à ce type de méthode : si le premier éditorial n'est pas conséquent, on ne peut se rabattre sur un autre

⁷² Andrée Fortin, *loc. cit.*, p. 24.

texte pour tenter de mieux situer la revue. Le meilleur exemple que l'on peut donner est sans doute *Cité libre*. L'éditorial du premier numéro, paru en juin 1950⁷³, insiste sur quelques points, dont l'impatience de la génération des trente ans et moins et la volonté de changer les choses par une action collégiale et proche d'un christianisme véritable. Or, rien dans ce texte ne peut nous renseigner sur le type d'engagement précis de ces jeunes intellectuels. Rien ne nous met sur la piste d'un quelconque projet, d'une idéologie, d'une vision du monde, d'un rapport à l'histoire ou à l'identité. Rien non plus sur ce qui, pourtant, caractérise *Cité libre*, à savoir ses idées sociales. Y est présenté un groupe de jeunes faisant partie de l'élite et désireux de changer les choses. Les autres textes de cette livraison sont par contre plus explicites quant à la nature de l'intervention du groupe : les questions sociales et identitaires y sont abordées, de même que les questions de politique fédérale et provinciale. Mais puisque l'on parle des éditoriaux, la deuxième livraison de la revue, huit mois plus tard, va être plus claire quant aux intentions du groupe⁷⁴. Suite à des lettres de lecteurs lui demandant des précisions et constatant que le premier éditorial était resté un peu vague sur certains points, Gérard Pelletier présente alors avec plus d'acuité les membres de l'équipe et surtout les cadres de pensée et d'action de « notre génération ». Il n'est pas lieu ici d'insister sur ce point, nous aurons l'occasion de le développer bientôt. Mais il s'agissait d'illustrer le fait que les premiers éditoriaux ne sont pas nécessairement ceux qui renseignent le mieux sur les intentions d'une revue.

Nous pourrions extrapoler ceci aux éditoriaux en général. Si un éditorial se veut la voix officielle du groupe, énonçant les idées maîtresses rassembleuses autour desquelles l'unanimité des collaborateurs se fonde, s'il énonce la position de la revue face à une situation donnée, il arrive également qu'il soit la voix d'un seul, parfois la voix d'un groupe contre un autre de la rédaction et qu'à cet égard il ne soit pas particulièrement représentatif de l'ensemble des idées avancées dans la revue. Et même si l'éditorial est représentatif de l'homogénéité, notre postulat méthodologique rechigne à s'y limiter. C'est au contraire à partir du cœur même de l'hétérogénéité que nous croyons pouvoir appuyer notre démarche de recherche des fils conducteurs, des objets d'adhésion paradigmatiques. Par conséquent, le

⁷³ La rédaction : « Règle du jeu », dans *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, p. 1-3.

⁷⁴ Gérard Pelletier, « *Cité libre* confesse ses intentions », dans *Cité libre*, vol. 1, n° 2, février 1951, p. 2-9.

« même » nous intéresse moins que les multiples « autres », nuances et paradoxes qui ponctuent la vie intellectuelle. C'est donc autant sur les articles divers et variés que sur les éditoriaux et lignes officielles de la revue que nous fondons notre recherche.

Les revues porteuses des idéologies

Nous avons pu constater dans le chapitre précédent que les revues intellectuelles ont souvent été étudiées moins pour ce qu'elles sont que pour leur attachement représentatif à telle ou telle ou telle idéologie, ou encore leur traitement de tel ou tel événement. Par exemple, les définitions de la nation selon *L'Action nationale*⁷⁵ ou la vision de la Guerre d'Algérie selon les médias au Québec⁷⁶. Les revues ont ainsi été longuement étudiées par le biais d'un courant qui lui est extérieur et auquel elles se rattachent, dont elles se font le miroir. On a également étudié les périodiques comme voie d'accès à l'opinion, mais ces travaux ont essentiellement touché les quotidiens, considérés comme étant plus représentatifs de l'opinion étant donné qu'ils touchent un groupe de lecteurs plus large que celui des revues.

Nous visons pour notre part à considérer la revue comme un objet en soi, un geste intellectuel construisant une réalité autant qu'il en est le témoin. C'est-à-dire que les textes seront appréhendés comme des archives ayant leur efficace sur la construction d'une identité autant que comme représentantes de cette identité. Il ne s'agit pas de considérer le discours intellectuel comme un calque parfait de l'opinion ou de la représentation que la société a d'elle-même, puisqu'un décalage existe. Mais nous posons que les revues peuvent nous mettre sur la piste de cette représentation dans la mesure où elles en font partie et n'en sont pas uniquement des miroirs déformants.

La comparaison

Afin de mieux saisir l'époque dans laquelle les revues paraissent, plusieurs auteurs ont eu l'idée d'opter pour la démarche comparative. Cette démarche en histoire intellectuelle n'est pas nouvelle. Plusieurs types de comparaisons sont possibles; il existe tout d'abord l'étude diachronique. Sur une période plus ou moins longue, plusieurs revues sont étudiées

⁷⁵ Catherine Bouchard, *op. cit.*

⁷⁶ Magali Deleuze, *L'une et l'autre indépendance. 1954-1964. Les médias au Québec et la Guerre d'Algérie*, Outremont : Point de fuite, 2001, 229 p.

afin de cerner l'évolution d'un objet ou d'un sujet donné. Nous pourrions citer ici encore comme exemple le travail d'Andrée Fortin, mais également d'André J. Bélanger pour *Ruptures et constantes*⁷⁷, de Micheline Dumont-Johnson⁷⁸ ou de Stéphanie Angers et Gérard Fabre⁷⁹. D'autres études synchroniques visent par contre à comparer plusieurs revues dans un même laps de temps afin de cerner les nuances par les opposition et ressemblances qui peuvent exister entre elles. On peut alors citer Bélanger pour *L'apolitisme des idéologies québécoises*⁸⁰, Pierre Milot⁸¹ ou encore M.-D. Behiels⁸² pour sa comparaison des idées énoncées dans *Cité libre* et *L'Action nationale* à l'aune de l'opposition entre fédéralisme et néonationalisme au cours de l'après-Guerre.

Ces deux types de comparaisons ne sont cependant pas exclusifs, c'est-à-dire qu'une étude synchronique tient compte de l'évolution de ses sources dans le temps et qu'une étude diachronique va également insister sur certains instantanés à un moment donné. On peut citer en exemple le travail de Magali Deleuze sur les médias québécois face à la Guerre d'Algérie⁸³. L'auteur vise à cerner l'opinion québécoise sur cette question et utilise comme source plusieurs revues, quotidiens, ou émissions de télévision tant en français qu'en anglais. Étant donné que c'est l'opinion qui l'intéresse, sa méthode se doit d'être très précise, afin de mesurer le poids d'un texte et d'une idée, sa mise en valeur dans un imprimé. Elle utilise ainsi le « coefficient de Kayser », qui vise à circonscrire la pertinence de telle ou telle source

⁷⁷ André J. Bélanger, *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : la Relève, la JEC, Cité libre, Parti pris*, Montréal : Hurtubise HMH, 1977.

⁷⁸ Micheline Dumont-Johnson, « La parole des femmes. Les revues féminines, 1938-1968 », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Les idéologies au Canada français, 1940-1976*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1981, p. 5-45.

⁷⁹ Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000). Les réseaux de la revue Esprit avec la Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, 248 p.

⁸⁰ André J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1974.

⁸¹ Pierre Milot, *L'avant-garde politico-littéraire des années 70*, Montréal : Éditions Balzac, 1992.

⁸² Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's quiet revolution : liberalism versus neo-nationalism : 1945-1960*, Kingston, Montréal : McGill-Queen's University Press, 1985, 366 p.

⁸³ Magali Deleuze, *L'une et l'autre indépendance : 1954-1964 : les médias et la guerre d'Algérie*, Outremont : Point de fuite, 2001, 229 p.

en vertu de sa mise en valeur, du tirage de la revue, de l'emplacement et de la typographie de l'article notamment. L'auteur établit ainsi des comparaisons particulièrement précises sur une dizaine d'années et utilise de nombreuses sources. Une autre démarche, axée exclusivement sur les revues, consiste à les étudier par la prosopographie, c'est-à-dire par les réseaux intellectuels. Stéphanie Angers et Gérard Fabre ont privilégié cette voie en faisant dialoguer *Esprit* et ses vis-à-vis québécois au fil des décennies. Les intellectuels sont étudiés en tant qu'individus, mais aussi en tant que participants à des réseaux intellectuels communiquant sur les sujets qui leurs sont chers. La comparaison est alors, à leurs yeux, ce qui permet le mieux saisir et de mettre en perspective les idées des revues et le contexte intellectuel d'une époque, bien qu'il faille être attentif à ne pas recréer une cohérence anachronique :

L'étude comparée des cinq périodiques conduit à tisser des trames malgré les discontinuités, au risque de fabriquer une cohérence *ex-post* là où discours et pratiques furent jetés pêle-mêle, sans que les acteurs maîtrisent bien leurs tenants et aboutissants.⁸⁴

La méthode comparative est également utilisée dans d'autres domaines de l'histoire intellectuelle et Gérard Bouchard insiste sur le fait qu'elle permet de mieux saisir à la fois la singularité d'un objet et ce qui le rapproche des autres objets ainsi comparés. Plus proche encore de ce qui nous intéresse ici, il souligne que « L'acte comparatif [...] enrichit le regard scientifique en ce que, non seulement il fait voir le social à partir d'une matrice culturelle particulière, mais il fait voir aussi *cette matrice elle-même*, fournissant ainsi les moyens de la modifier.⁸⁵ » Ainsi, par la comparaison entre les discours des différentes revues, et selon des catégorisations que nous spécifierons plus bas, nous pourrions prétendre viser à décrire les fondements mêmes de réalités plus larges que celles spécifiées par telle ou telle revue. Par ailleurs, si on se replace sur le terrain de la théorie du discours, cette démarche comparative permet l'analyse d'un interdiscours structurant, sphère à l'intérieur de laquelle s'affrontent les discours.

⁸⁴ Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *op. cit.*, p. 175.

⁸⁵ Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal : Boréal, 2000, 498 p., p. 75.

La gageure de la comparaison consiste à comparer le comparable en vertu de l'objet que l'on vise à cerner⁸⁶. Par exemple, comparer *Cité libre* à *Laurentie* dans le cadre d'une étude des deux principaux courants idéologiques de l'après-Guerre que constituent le libéralisme et le néonationalisme, ne ferait pas sens : la seconde est trop marginale pour pouvoir se targuer d'être représentative de l'ensemble d'une idéologie concurrente. Les revues doivent donc être choisies en fonction de l'objectif de la recherche. Dans le cadre de notre recherche, nous avons privilégié non pas les idéologies en tant que telles, mais, de façon plus générale, les visions du monde, ou les représentations identitaires qui ressortent des différentes revues. En somme, ce n'est pas la revue en tant que représentante d'un courant qui nous intéresse, mais la revue en tant que témoin parmi d'autres d'une réalité qui ne s'y limite pas mais à la participation de laquelle elle est partie prenante.

1.2.2.2. Des structures d'énonciation témoins de leur temps.

Les revues que nous utilisons sont parmi celles qui sont les plus étudiées dans l'historiographie québécoise contemporaine. *Cité libre*, *Parti pris* et *L'Action nationale*, à elles-seules, forment des véritables institutions, ayant participé à la définition du champ de l'activité intellectuelle en leur temps. Étant donné que nous ne visons pas dans le cadre de cette thèse à des monographies de ces revues, pas plus qu'à une étude exclusive des idéologies qu'elles ont respectivement défendues, nous allons préciser ici les bases théoriques sur lesquelles nous nous appuyons. Dans un premier temps, nous précisons la notion de *structure d'énonciation* au regard de la revue considérée comme témoin du discours social, dans un deuxième temps nous évoquerons la place de l'intellectuel et de l'archive au sein du discours social, puis nous justifierons l'utilisation de ces revues dans le cadre de notre thèse.

Des structures d'énonciation.

Une structure d'énonciation désigne une structure porteuse d'un discours spécifique et participant ainsi d'un paradigme donné. Maingueneau préfère pour sa part évoquer les institutions de production et de diffusion du discours, qu'il définit comme étant « [...] tout dispositif qui délimite l'exercice de la fonction énonciative, le statut des énonciateurs comme

⁸⁶ Il est également possible de comparer l'incomparable, par la méthode des « contrastes dramatiques » de Bertrand Badie et Guy Hermet, *Politique comparée*, Paris : PUF, 1990, 404 p.

celui des destinataires, les types de contenus que l'on peut et doit lire, les circonstances d'énonciation légitimes pour un tel positionnement.⁸⁷ » Chaque structure d'énonciation s'inscrit plus ou moins explicitement dans l'hégémonie du discours social, tout en cherchant à s'y soustraire, étant donné que, dans le cadre d'une revue, cette dernière ne se reconnaît pas dans l'hégémonie qui est contemporaine à son lancement. La revue intellectuelle, tout comme d'autres structures ou dispositifs d'énonciations, dialogue donc constamment avec le discours social au sein d'un interdiscours dont elle est partie prenante. À ce titre, si on cherche à saisir la nature de ce discours social, on ne peut se limiter au seul discours d'une structure d'énonciation, mais il faut au contraire étudier l'interdiscours, par une démarche comparative. C'est ainsi par ces interactions avec les autres structures que sont les autres revues que l'on pourra saisir l'objet de notre recherche :

[...] l'identité discursive est construite dans le rapport à l'Autre. On ne distinguera donc pas deux parties dans un « espace discursif », à savoir les archives, d'une part, et leurs relations, d'autre part, mais on posera que tous les éléments sont pris dans l'interdiscursivité. [...] Cette interaction entre deux discours en position de délimitation réciproque peut être comprise comme un processus de « traduction » généralisée, liée à une « *interincompréhension* ». ⁸⁸

Cette démarche nous permet ainsi d'utiliser des sources dont les énoncés semblent opposés et contradictoires en posant qu'elles se rejoignent dans un interdiscours où s'élabore une confrontation et une synthèse des idées qu'elles avancent. La « primauté de la contradiction » est alors ce qui fait le principal intérêt d'une analyse de ce type dans la mesure où ce sont ses paradoxes et ses contraires qui fondent l'homogénéité et la pertinence du paradigme discursif d'une époque donnée. Cette démarche comparative nous mettra donc sur la piste du discours social dans sa dimension identitaire.

Par ailleurs, à partir du moment où le paradigme change, la structure d'énonciation se voit ébranlée sur ses assises les plus fondamentales dans la mesure où le discours dont elle était porteuse se voit réduit à la marginalité. La revue n'a plus d'interlocuteur puisqu'elle est considérée comme étant en dehors des nouvelles interrogations. Soit elle s'adapte au nouveau

⁸⁷ Dominique Maingueneau, *L'analyse de discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 1991, 268 p., p. 19.

⁸⁸ Dominique Maingueneau, *op. cit.*, p. 163.

paradigme, soit elle se condamne à l'obsolescence et disparaît dans le tourbillon de la crise paradigmatique.

Archive, intellectuel et interdiscours.

À partir du moment où l'intellectuel intervient sur la scène publique, il délaisse son identité propre et individuelle pour être le porteur de quelque chose de plus grand que lui : c'est ce qui le définit essentiellement. Par conséquent, c'est moins l'individu qui est intéressant dans le cadre de notre recherche que le geste qu'il pose, c'est-à-dire le texte, l'archive. Ce texte intellectuel doit alors assumer, en entrant sur la place publique, les règles du jeu de l'interdiscours, qui est l'arène où s'affrontent les idées du temps, le discours social. Il doit assumer les controverses, les répliques, les coups, il doit mener son idée, la faire évoluer au besoin, argumenter, naviguer, parer les coups et bien sûr en donner. L'interdiscours voit ainsi se transformer les énoncés individuels en discours. Devenant discours, l'énoncé n'est donc plus l'expression du seul individu qui en a été le père. Selon Foucault, l'auteur n'existe plus, il s'efface, il est un véhicule d'une idée, d'une « vision du monde » parmi d'autres qui l'ont précédé et qui vont lui succéder. Ce faisant, cette idée évolue hors de lui-même, l'individu ne faisant que rajouter sa touche personnelle au gré du temps. Ainsi, les textes que nous étudions ne sont pas les textes de quelques personnes. Ce sont les discours participant, au sein d'un interdiscours comme lieu d'affrontement réglé, de l'élaboration du discours social, de la façon qu'a une société de se représenter, de son identité et de sa culture en somme. Les revues participent, parmi d'autres discours, à la mise en forme du discours social identitaire.

Dans la société moderne, la culture ne se construit pas en vase clos. Ce ne sont pas les élites qui construisent seuls la culture. Un énoncé, à partir du moment où il est émis sur la place publique, est discuté, approprié, reconstruit, détruit, intégré au discours social (par cette « interincompréhension » telle que la décrit Maingueneau) : il n'appartient plus à son énonciateur initial. Dès lors, ce discours, même s'il a été initialement émis par une structure d'énonciation « élitiste », n'en est pas moins (dans la société moderne) témoin et acteur de la culture de l'ensemble de la société, et non pas de l'idéologie ou de l'habitus de classe des seules élites.

Pertinence des revues intellectuelles.

Si la revue est donc cette structure d'énonciation participant par une démarche dialogique à la construction du discours social, son utilisation comme archive dans le cadre d'une étude de ce discours peut nous permettre de mieux le comprendre. Elle peut permettre par la même occasion de mieux saisir les interactions entre le discours intellectuel et les idées en cours dans la société. Cette articulation a été décrite par la plupart des auteurs s'étant penché sur les questions intellectuelles. Selon Angers et Fabre, le lien entre les revues et les idées présentes dans la société se caractérise par le fait que les premières sont les « témoins » et les « relais » des secondes : les revues

[...] offrent des miroirs aux sociétés qui forment leurs toiles de fond. [...] Les revues et leurs réseaux n'expliquent pas toutes les attitudes intellectuelles du vingtième siècle. Leur connaissance apporte à la recherche un bassin de fermentation plus qu'un élixir de jouvence : les revues reprennent au fond des idées déjà présentes dans leur société, qu'elles véhiculent avec plus ou moins d'amplitude. Témoins de leur temps, elles agissent comme relais.⁸⁹

Andrée Fortin y voit également des témoins des réalités sociales, contribuant à forger les représentations identitaires québécoises. Par ailleurs, l'auteur estime que la revue, dans la mesure où elle a été fondée parce que ses animateurs ne se reconnaissaient pas dans celles déjà existantes, donne le pouls de la vie intellectuelle. Et ce même si la revue semble marginale :

Des revues qui peuvent sembler très marginales ou éphémères révèlent néanmoins le sentiment d'une partie du monde intellectuel et permettent de saisir que l'émergence de certains discours à des moments précis ne relève ni de la cuisse de Jupiter, ni de la génération spontanée.⁹⁰

Ces revues intellectuelles peuvent donc nous renseigner sur l'état du monde intellectuel à un moment donné. Leur existence même prouve qu'elles visent à combler un vide dans le monde des idées et des opinions. En fondant une revue, les intellectuels se positionnent dans un débat, ils prennent à parti les autres revues, et se situent donc explicitement dans un interdiscours. À partir de cet interdiscours, notre démarche va consister

⁸⁹ Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *op. cit.*, p. 175.

⁹⁰ Andrée Fortin, *Passage de la modernité*, *op. cit.*, p. 8.

à en saisir les hétérogénéités afin de reconstruire, selon des objets d'adhésion préalablement définis, les soubassements identitaires qui les dirigent et les autorisent. La revue intellectuelle sera donc cette structure d'énonciation que nous prenons comme témoin et acteur du discours social, tout en tenant compte du fait qu'elle n'est pas un calque de ce discours, mais une reconstruction continuelle dans le dialogue.

L'influence des revues est certaine. Tout en s'adressant à un lectorat précis, elles peuvent en effet toucher de leurs réflexions nombre de personnes. Le discours qu'elles véhiculent peut ainsi, par le biais des discussions qu'il suscite, modifier de façon plus ou moins importante (et difficilement mesurable) le cours de l'histoire, au même titre que n'importe quel discours, comme le rappelle Jacques Godbout :

Ce n'est pas un ghetto, c'est un effet de multiplication. Les décideurs peuvent prendre en référence les écrits et débats publiés dans ce type de revues. L'image qui me vient en tête est celle d'une pierre lancée dans l'eau. Voilà un premier cercle, un second et un troisième... La pierre est le petit magazine, plus ou moins lourd, plus ou moins bien lancé. Le premier cercle est celui des lecteurs. Si ce cercle de lecteurs a lui-même de l'influence, s'il est en prise avec le réel, les idées seront répercutées. En bref, la force d'une publication dépend de ses premiers lecteurs.⁹¹

Ceci dit, nous nous permettons dans le cadre de cette thèse de ne pas insister sur le thème de l'influence effective des revues intellectuelles. Si nous avions choisi de mener une étude de l'opinion, il eût alors été essentiel d'investiguer ces questions. En fait, nous n'aurions probablement pas choisi des revues intellectuelles, mais nous aurions davantage considéré l'ensemble de la production du discours social. Journaux, périodiques, essais, matériel audiovisuel, art, et bien sur résultats politiques, sondages, toutes ces sources doivent être envisagées lorsque l'on mène une étude de l'opinion. Les revues intellectuelles ne sont donc qu'une parcelle du discours social, mais sans prétendre à sa totale représentativité de l'opinion, nous postulons qu'elles peuvent nous mettre sur sa piste.

Les intellectuels dont nous étudions les textes forment un groupe hétérogène mais ils peuvent néanmoins être unis sous une même bannière, celle de l'engagement intellectuel. Ainsi, ce sont moins ces énonciateurs qui seront notre source première que certains de leurs

⁹¹ Jacques Godbout, dans Afef Benessaïeh, « L'influence des petits périodiques au Québec : comme une pierre lancée dans l'eau », dans *VO, le magazine de la vie ouvrière*, n° 250, septembre-octobre 1994, p. 4-6.

textes considérés ici comme étant des gestes intellectuels. Nous entendons par geste intellectuel le fait, pour un homme du culturel (entendu comme toute personne s'inscrivant dans un processus de production culturelle), de sortir de son champ de compétence habituel en énonçant sur la place publique un discours portant sur la société et selon certaines valeurs. Ces gestes intellectuels que sont les articles seront appréhendés comme étant des archives nous permettant, par la comparaison, d'appréhender le discours social identitaire. La revue intellectuelle est en effet perçue comme étant une structure d'énonciation participant pleinement de la construction du discours social : à la fois reflet et acteur de ce discours, elle agit comme témoin de son évolution tout en le construisant par un dialogue constant au sein de l'interdiscours. Nous posons donc que ces revues, malgré la marginalité de certaines, peuvent nous être utiles afin de saisir la trame qui sous-tend les paradigmes du Québec des années cinquante et soixante.

2. LA MÉTHODE UTILISÉE

Après avoir décrit les assises théoriques de notre travail sur les revues intellectuelles ainsi que les méthodes utilisées par d'autres analystes, nous présentons ici plus concrètement notre propre méthode ainsi que les revues que nous avons utilisées. Étant donné que nous n'avons pas fait le choix d'une étude exclusive et exhaustive des idéologies dominantes ni de l'opinion générale, le choix de notre corpus s'est basé sur d'autres prérogatives que celles de la représentativité ou du poids de la revue dans l'histoire politique et idéologique québécoise. Étant donné par ailleurs que nous voulons vérifier les fondements paradigmatiques des deux périodes visées de façon à en retracer la matrice identitaire, nous avons opté pour des revues parfois diamétralement opposées, nous permettant ainsi de confronter notre modèle. En effet, plus les revues seront opposées, et plus leurs convergences seront significatives des grandes interrogations qui traversent la période. Dans une première partie, nous allons insister sur le choix de ces revues qui traversent les années cinquante et soixante. La deuxième partie insistera davantage sur la méthode utilisée : des questions posées à la façon de lire les réponses.

2.1. Le choix du corpus

Nous avons privilégié quelques revues parmi l'ensemble de celles qui sont parues au cours de la période que nous visons à décrire. Ces revues ont été choisies pour différentes raisons. Tout d'abord, il nous apparaissait intéressant d'en utiliser quelques unes qui n'ont que peu ou pas été étudiées, de façon à apporter à la connaissance générale de la période quelque apport supplémentaire. Ensuite, ce sont des revues qui ont été accolées à des idéologies et des projets différents, parfois très clairement énoncés (comme c'est le cas pour *Laurentie* ou *Parti pris*), parfois plus diffus (*Maintenant* ou *Liberté*). Certaines sont ouvertes au dialogue à l'intérieur de leurs pages (*Cité libre*), d'autres beaucoup moins (*Laurentie*). Le fait d'avoir choisi des revues professant différentes idéologies et ayant différentes façons de fonctionner ainsi qu'un impact social diversifié est justifié par le fait que nous recherchons, à l'intérieur de ces revues, non pas uniquement le semblable ou le dissemblable, mais ce qui peut les unir *malgré* le dissemblable.

Dans un premier temps, nous allons donc justifier individuellement le choix de nos revues des années cinquante, puis nous évoquerons par la suite celles des années soixante. Troisièmement, nous ferons le point sur les dates de parution de ces revues en lien avec la notion de paradigme : qu'est-ce qui peut justifier le fait que l'on fusionne en un même paradigme des revues dont les dates de parution ne concordent pas tout à fait?

2.1.1. Les années cinquante : *Laurentie* et *Cité libre*

Les années cinquante offrent un champ de recherche fertile pour l'histoire des idées. Il s'agit d'une époque qui a été analysée soit à l'aune du conservatisme de la Grande noirceur, soit en tant qu'introduction à la Révolution tranquille. Il apparaît en fait à la majorité des observateurs que loin d'être une période sombre et monochrome dans l'histoire des idées, les années duplessistes ont au contraire vu un foisonnement des opinions, oppositions et discours concurrents. Selon Lamonde et Corbo, la trame nationale a traversé la décennie, voyant se mettre en place deux discours concurrents qui ont dû reformuler les idéologies qui les sous-tendaient :

Les années cinquante voient l'émergence d'une double mouvance relativement au nationalisme : d'une part, une critique virulente, à *Cité libre* et en milieu syndical, du nationalisme ultraconservateur de Maurice Duplessis, [...]; et d'autre part, une reformulation de l'indépendantisme en milieu idéologiquement conservateur (l'Alliance Laurentienne de Raymond Barbeau), la recherche, chez les néonationalistes comme Fernand Dumont, Pierre Vadeboncœur et Marcel Rioux, d'un nationalisme porteur de valeurs progressistes [...].¹

Nous avons pour notre part choisi les deux revues citées par les auteurs : *Cité libre* et *Laurentie*. Il nous appartient désormais de justifier ce choix parmi la somme des autres possibles.

2.1.1.1. *Cité libre*

Lorsqu'on évoque le milieu intellectuel des années cinquante au Québec, la revue *Cité libre* vient rapidement à l'esprit comme étant ce pilier des idées de modernisation qui

¹ Yvan Lamonde de Claude Corbo, *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1999, 576 p., p. 20.

vont s'incarner dans la Révolution tranquille. Le choix de *Cité libre* s'est quasiment imposé de lui-même : autant pour la célébrité posthume de ses rédacteurs que pour le poids idéologique que la revue a eu durant la décennie, notamment comme principale agora de réflexion et de contestation avec *Le Devoir* et *L'Action nationale*. Tout en restant confinée à une maigre diffusion (entre 500 et 1 000 exemplaires) *Cité libre* a en effet permis à nombre d'intellectuels de prendre position et en cela il est légitime de l'utiliser comme témoin privilégié des interrogations qui ont parcouru la société québécoise des années cinquante.

En fait, les historiens connaissent généralement très bien les idées avancées dans *Cité libre*. On a présenté la revue comme une incarnation de cette avant-garde, nouvelle élite en mal de reconnaissance à l'aube des années soixante, qui allait tout changer sur son passage. On a également vu en elle le principal vecteur de l'opposition au nationalisme (sous toutes ses formes, y compris les plus nouvelles et progressistes), et constructeur d'un nouveau fédéralisme. Mais c'est surtout en tant qu'opposant farouche au régime duplessiste et à tout ce que ce régime charrie comme représentation traditionnelle d'une culture mythique et détachée des réalités que l'on perçoit la revue de Trudeau et Pelletier. Nous aurons l'occasion pour notre part de l'analyser en fonction de nos propres interrogations : comment cette revue peut-elle nous mettre sur la piste, à travers la représentation qu'elle se fait du Canada français, du discours social identitaire? Ou, pour le dire autrement, comment son discours, interagissant avec d'autres discours concurrents, rend-il compte de la façon qu'a le Canada français de se représenter au cours des années cinquante?

2.1.1.2. *Laurentie*

Lorsque l'on regarde de près la revue *Laurentie*, tout porte à voir en cette petite publication à la fois un anachronisme et une certaine marginalité dans les thèmes développés. En effet, il s'agit d'une revue qui, de 1957 à 1962, publie 20 numéros portant sur la nécessité de l'indépendance de l'État laurentien ainsi que sur l'importance du corporatisme et de la religion catholique comme remparts contre la menace d'assimilation par les Anglo-saxons. Par ailleurs, *Laurentie* est essentiellement rédigée et soutenue financièrement par un seul homme, Raymond Barbeau. Face à ces données, il peut apparaître non pertinent de la mesurer à l'aune de ce qui est considéré comme une des principales agoras intellectuelles des années cinquante, qui rassemble nombre d'intellectuels au sein d'une revue étoffée et dont les

thèmes sont très diversifiés. Pourquoi ne pas avoir choisi *L'Action nationale*, pendant nationaliste de *Cité libre*, qui aurait permis de mesurer de façon sans doute plus représentative les arguments et les grandes questions qui émaillent cette période féconde en débats nouveaux? Trois raisons principales nous ont convaincu du bien-fondé de ce choix.

La première de ces raisons se base sur la curiosité de l'historien. Nous faisons face ici à une revue (et un mouvement) très peu étudiée. Hormis l'hagiographie de Barbeau, écrite par Jean-Marc Brunet², émule de l'intellectuel, à notre connaissance une seule monographie scientifique prend *Laurentie* comme objet d'étude. Il s'agit en l'occurrence d'un mémoire de maîtrise extrêmement fouillé et complet³ d'Éric Bouchard sous la direction de Pierre Trépanier. Une thèse de doctorat se voulant un apport nouveau à la connaissance, il nous apparaissait intéressant d'inclure ce pan relativement méconnu de l'histoire des idées politiques au Québec à notre corpus en le comparant avec d'autres discours mieux connus.

Mais au-delà de la relative nouveauté de la recherche, il nous apparaissait important également de nuancer le qualificatif de marginalité qui malheureusement colle trop souvent à ces petits mouvements hétérogènes qui ponctuent avec plus ou moins de succès l'évolution des idées d'une société. Les catégorisations qui font en sorte qu'un mouvement ou une revue est considéré comme marginal sont en effet axées sur des considérations souvent structurelles ou externalistes, pour reprendre les termes de François Dosse (tirage, longévité, réseau intellectuel y ayant participé) qui ne tiennent pas compte du contenu même du discours émis. Or, *Laurentie* a été, qu'on le veuille ou non, le premier mouvement nationaliste à avoir mis de l'avant la nécessité de l'indépendance *politique* comme solution de décolonisation du Québec. D'autres positions nationalistes l'ont précédée dans cette voie indépendantiste, comme celle défendue par la revue *La Nation* au cours des années trente, mais jamais de façon aussi systématique. Suivront l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec (ASIQ) de Raoul Roy en 1960, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN, dont le fondateur, André d'Allemagne, est issu des rangs de l'Alliance Laurentienne), le

² Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire. Raymond Barbeau et son époque*, Montréal : Ordre naturiste social de Saint-Marc l'évangéliste, 2000, 582 p.

³ Éric Bouchard, « Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois (1957-1964) ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université de Montréal, 1997, 219 p.

Regroupement national (RN) et le Parti républicain du Québec (PRQ), avec Marcel Chaput à sa tête. Les positions indépendantistes défendues par *Laurentie* et s'appuyant sur les théories de la décolonisation sont donc précurseurs du renouveau nationaliste de la Révolution tranquille et le fait que la revue ait été la première à publier le texte de Maurice Séguin sur les origines du séparatisme au Québec⁴ en fait foi. Cependant, ses assises profondément religieuses et proches du corporatisme salazariste vont faire en sorte que le mouvement restera embryonnaire et ne parviendra pas à survivre au-delà de quelques années. Malgré cet échec relatif, Barbeau va continuer à défendre ses options dans des ouvrages⁵ qui vont connaître un certain succès. Le néonationalisme de la Révolution tranquille emprunte assurément un certain nombre de ses arguments aux thèses défendues par Barbeau dans sa quête d'un État laurentien.

La troisième raison pour laquelle nous avons fait le choix de cette revue au sein de notre corpus est davantage théorique. Comme nous l'avons précisé plus haut, nous appuyons notre recherche sur la théorie du discours social. Ce dernier structure tout ce qui se dit et se pense à une époque donnée dans une société donnée. À partir de ce postulat, nous considérons que les différents discours qui se mettent en place au Québec dans les années cinquante participent d'un débat à l'intérieur duquel chacun a sa place. C'est-à-dire que lorsqu'un geste intellectuel est posé (et Andrée Fortin nous rappelle que le fait de fonder une revue consiste en un geste intellectuel par excellence, au moins au cours de ces années de gloire de la revue intellectuelle), celui qui pose ce geste s'inscrit dans une intertextualité constitutive du débat qui a cours. C'est toujours en réaction à d'autres idées, et au sein d'un univers intertextuel, que s'inscrit une idée. Par conséquent, *Cité libre* ne peut *que* dialoguer avec *Laurentie*, et inversement, dans ce que Maingueneau appelle une « interincompréhension » : « Cette interaction entre deux discours en position de délimitation

⁴ Maurice Séguin, « Genèse et historique de l'idée séparatiste au Canada français », au cours de l'émission *Conférence*, Société Radio-Canada, 18 mars, 25 mars et 1^{er} avril 1962. Conférence parue dans *Laurentie*, n° 119, juin 1962. Série plus tard publiée sous le titre *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*, Trois-Rivières : Boréal Express, coll. 17-60, 1977, 66 p.

⁵ Raymond Barbeau, *J'ai choisi l'indépendance*, *Le Québec est-il une colonie* et *La libération économique du Québec*, Montréal : Éditions de l'Homme, 1961, 1962 et 1963.

réci-proque peut être comprise comme un processus de « traduction » généralisée, liée à une « *interincompréhension* ». ⁶ »

Lorsqu'une revue paraît, elle ne peut que prendre connaissance et faire sienne cette règle du jeu dialogique, et elle participe donc pleinement, quelle que soit sa représentativité de l'opinion, au sein du discours intellectuel et du discours social tel que définis plus haut. Dans ce cadre, il nous apparaissait également intéressant de confronter deux revues aussi antinomiques : cette démarche nous permet en effet de cerner les points de divergence, qui sont nombreux, mais également et surtout les points de convergence. Ces derniers ne se situent pas, on s'en doute, au niveau des conclusions ou des orientations idéologiques prises par les deux revues. Par contre, notre hypothèse est que ces deux revues partagent un même constat quant à la situation du Canada français au cours de la période visée. Ainsi, non seulement elles participeraient toutes deux d'un même paradigme du discours social, ce que nous chercherons à démontrer, mais la question identitaire qu'elles abordent toutes deux renvoient à la quête d'une nouvelle définition de l'être collectif québécois, ce que nous appelons le destin. En somme, même si les deux revues sont diamétralement opposées sur bien des points, nous proposons de comparer l'incomparable afin de déceler la matrice identitaire traversant la période visée par notre recherche.

C'est donc en faisant dialoguer deux revues complètement différentes que nous pourrions confronter notre cadre théorique : en trouvant des points de contact dans l'analyse des objets d'adhésion paradigmatiques, nous acquerrons ainsi la conviction de l'existence d'un paradigme qui unit les différents courants idéologiques au-delà de l'hétérogénéité constitutive du discours social. En puisant dans ces homogénéités, nous pourrions par la suite retracer les fondements identitaires du Québec contemporain à travers l'archéologie de sa conscience historique.

2.1.1.3. D'autres choix possibles

D'autres revues intellectuelles paraissent durant les années cinquante, que nous aurions pu également utiliser : ainsi *Le Haut-parleur* développe une problématique proche de celle de *Cité libre*, en militant pour plus de démocratie et de liberté d'expression; d'autres

⁶ Dominique Maingueneau, *L'analyse de discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 1991, 268 p., p. 163.

revues littéraires naissent également à cette époque : *Place publique*, *Points de vue* ou la *Nouvelle revue canadienne*⁷. En ce qui concerne la « droite », à partir de 1957 on voit apparaître puis disparaître *Nouvelle-France*, les *Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès* et *Nation nouvelle*, revues nationalistes érigées sous l'autorité du Centre d'information nationale (CIN) de Robert Rumilly et ayant connu une existence éphémère. Par ailleurs, la revue *L'Action nationale* développe un discours qui est révélateur des débats ayant cours durant les années cinquante, puisqu'elle se remet en question face à l'émergence en son sein du néonationalisme, qui se différencie du nationalisme « classique » par la place accrue qu'il accorde à l'État ainsi qu'aux politiques sociales⁸.

Afin d'illustrer notre hypothèse de l'existence de deux paradigmes structurants, nous aurions pu effectivement utiliser *L'Action nationale* pour étudier les années cinquante. La revue de Laurendeau est alors l'agora de ceux qui, tout en partageant souvent les inquiétudes de *Cité libre* et ses intérêts quant à la nécessité d'un aggiornamento de la société canadienne-française, désirent malgré tout insérer ces réflexions dans un nationalisme renouvelé. Nous aurions de plus eu sous la main des revues au poids intellectuel comparable, attirant des plumes là encore comparables et complétant l'essentiel de l'éventail des intellectuels canadien-français de l'époque. En opposant *Cité libre* et *L'Action nationale*, nous aurions par contre répété la classique opposition qui caractérise, dans l'historiographie, les années cinquante, à savoir celle des néonationalistes versus les néolibéraux. Notre étude aurait donc pris le risque de glisser vers une dialectique idéologique désormais classique⁹. Or, nous ne prétendons nullement, répétons-le, à une analyse exclusive des idéologies ou des idées politiques. Nous visons à déceler les paradigmes du discours social, dont nous postulons l'ubiquité, en utilisant plus spécifiquement certaines revues intellectuelles.

⁷ Sur ces revues, voir Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p., p. 145-165.

⁸ Sur *L'Action nationale* durant les années cinquante, voir Pascale Ryan, « Des intellectuels dans la cité : la Ligue d'Action nationale, 1933-1960 ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2002, 315 p.

⁹ Opposition par ailleurs remise en question par certains historiens de la « nouvelle sensibilité » pour qui la lecture de l'histoire du Québec selon la sempiternelle opposition entre Bleu et Rouge occulte les nuances et détails de la vie intellectuelle et politique.

Par conséquent, il nous semblait intéressant d'éprouver notre hypothèse et notre modèle théorique en confrontant et en faisant dialoguer non pas des revues en somme relativement proches et sûrement plus représentatives des idées qu'épousait la société canadienne-française de l'époque, mais au contraire en confrontant une de ces revues, *Cité libre*, la plus connue, avec probablement une des plus obscures et marginales de la période, *Laurentie*. Plus les exemples sont éloignés, plus l'idée qu'il existerait un paradigme commun les unissant nous paraît intéressante.

2.1.2. Les années soixante : *L'Action nationale*, *Maintenant*, *Liberté*, *Parti pris*

Dans le cadre de cette thèse, nous postulons l'existence d'une rupture représentative qui naît au début de la décennie soixante. Les revues que nous étudions participent à cette représentation : elles définissent elles-mêmes cette date comme étant celle d'une rupture. Mais ce discours intellectuel est également structuré par un paradigme caractérisant chaque période. Les revues que nous avons choisies pour illustrer la décennie sont toutes les quatre différentes dans leur fonctionnement, dans les idéologies dont elles sont porteuses, dans le type de lecteurs qu'elles visent. Mais elles ont toutes en commun d'être favorables, à divers degrés, au néonationalisme qui se construit depuis le milieu de la décennie précédente. Peut-être aurions-nous dû, pour nuancer nos conclusions, opérer un choix similaire à celui qui a présidé au choix des revues des années cinquante en incluant à notre corpus une revue fédéraliste. Mais laquelle? Contrairement aux années cinquante, où l'option défendue par *Cité libre* rejoignait un grand nombre d'intellectuels, où en somme c'est l'opposition entre fédéralisme et nationalisme qui semble structurer un grand pan de la vie intellectuelle, au cours de la Révolution tranquille, certains de ceux qui défendaient l'option fédéraliste s'en désaffilient et grossissent les rangs du courant néonationaliste¹⁰, quand ils ne se lancent pas en politique active. En fait, autant le discours intellectuel québécois des années cinquante pouvait se polariser sur les questions de la démocratisation et du renouveau du fédéralisme, autant les années soixante semblent davantage se polariser autour des questions liées au

¹⁰ Voir à ce sujet Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale : la revue *Cité libre* (1950-1963) », dans *Recherches sociographiques*, XXXIX, 2-3, 1998, p. 291-316.

socialisme et à la forme que doit revêtir un État indépendant. Pour reprendre les termes d'Andrée Fortin :

Désormais, il n'est plus nécessaire de plaider pour l'indépendance; sa nécessité, comme celle du socialisme, fait consensus. À la fin des années 1950, les nationalistes débattaient entre eux des modalités du nationalisme; au début des années 1960, des revues discutent de la révolution et du socialisme.¹¹

Les revues que nous avons choisies reflètent ce constat. Nous en avons ainsi privilégiées dont la principale opposition a pour objet des questions sociopolitiques; l'indépendance, sous différentes formes, est généralement acceptée. *L'Action nationale* va alors jouer un rôle que l'historiographie ne l'a que peu souvent fait jouer. Un grand nombre de recherches ont été menées sur *L'Action nationale* au cours des années cinquante, alors qu'elle était au cœur des débats sur la relecture du nationalisme, mais beaucoup moins au cours de la période suivante. Durant les années soixante, elle incarne davantage un certain conservatisme qui était plus dilué sous la direction de Laurendeau. Avec Angers à la barre, les revues nationalistes de droite fondées sous l'égide de Robert Rumilly lui cèdent le pas et réintègrent le rang. De sorte que la revue acquiert un statut de pilier d'un nationalisme socialement conservateur, que nous ferons dialoguer avec les autres revues.

Le choix de *Maintenant* s'explique en partie par le fait qu'elle ait également été peu étudiée. Bien qu'ayant connu un certain succès de parution (tirant jusqu'à 20 000 exemplaires en 1966), très peu d'études l'interrogent. Il s'agit d'une revue qui, naissant en 1962, prend la relève de la *Revue dominicaine* née en 1915. Bien qu'étant officiellement sous contrôle dominicain, elle est dirigée et rédigée en grande partie par des laïcs. Son intérêt pour les questions religieuses et politiques en fait le second argument ayant plaidé pour le choix de cette revue. En effet, nous aurons l'occasion de constater que *Maintenant* développe dès le début une attitude critique, dans la lignée de *Cité libre* et du personnalisme, à l'endroit du catholicisme canadien-français. Quelle a été l'attitude de ces croyants de gauche, qui développaient une pensée sociale-démocrate, face à la sécularisation de la société québécoise? Le discours intellectuel qui se développe dans cette revue nous apparaît intéressant à confronter avec ce qui se dit au même moment dans une revue plus nationaliste et conservatrice comme *L'Action nationale* en même temps qu'il nous apparaissait opportun

¹¹ Andrée Fortin, *Passage de la modernité*, op. cit., p. 175.

de le confronter avec un discours plus radicalement socialiste et laïciste comme dans *Liberté* et *Parti pris*. C'est en fait ce courant social-démocrate, modéré quant à la question nationale, qui a abrité les intellectuels catholiques de gauche déçus de l'évolution de *Cité libre* comme Dumont, Vadeboncoeur ou Rioux.

Liberté, quant à elle, a essentiellement été étudiée comme une revue littéraire, ce qu'elle est d'abord et avant tout. Les premiers numéros sont d'ailleurs révélateurs de cette orientation vers plus de liberté artistique, revendication s'inscrivant d'une certaine manière dans la lignée du *Refus Global*. Cependant, très peu d'allusions à la politique n'émaillent les pages de la revue, et ce jusqu'en 1962. À partir de ce moment, par contre, Hubert Aquin et Jacques Godbout vont insuffler un caractère très revendicatif à la revue, qui va devenir un temps le porte-parole de la redéfinition de la culture québécoise. Dans le cadre de notre thèse, où nous cherchons à déceler le discours social identitaire à travers le discours intellectuel, l'intégration d'une revue comme *Liberté* nous paraît intéressant notamment sur deux aspects. Puisque nous allons confronter des revues différentes afin de saisir les homogénéités discursives qui peuvent les unir, le rapport que des écrivains et des poètes peuvent entretenir à l'égard du politique et de l'utopie nous paraît extrêmement pertinent dans le cadre de notre définition du *geste intellectuel* : l'engagement de ces intellectuels est révélateurs d'une période au cours de laquelle tout un chacun se sent interpellé par le déroulement des événements, par l'histoire qui s'écrit. L'engagement par la revue est le geste qui permet de nommer la situation et ainsi d'avoir une prise sur elle. Par ailleurs, il nous semblait également intéressant de confronter la vision que la revue développe de la culture avec celle des autres revues, plus politiques ou plus conservatrices.

Le choix de *Parti pris* s'est imposé, comme celui de *Cité libre*, par son incontournable présence dans les débats de l'heure comme dans les analyses qui ont été menées sur le nationalisme des années soixante. S'inscrivant dans un projet laïc, indépendantiste et socialiste, la revue en est d'abord une de combat intellectuel mené essentiellement par de jeunes universitaires. Le pilier du marxisme au Québec développe également toute une argumentation sur la notion de colonie, ainsi que sur la nécessité d'une révolution socialiste. L'indépendance doit alors être le point de départ d'un grand changement. *Parti pris* fonctionne, contrairement à d'autres revues du corpus, en ne laissant que peu de place à l'opinion individuelle. Les éditoriaux sont signés du nom de la revue,

engageant ainsi un « nous » dans un mot d'ordre homogène ne souffrant pas la discussion, jugée bourgeoise. Nous avons donc choisi cette revue comme représentant un courant radical du néonationalisme québécois, préfigurant les mouvements marxistes des années soixante-dix et proposant une vision du Québec en opposition à celle professée dans les pages de *L'Action nationale* notamment.

2.1.3. Revues et paradigmes : une question de bornes.

Les dates des revues se chevauchent parfois. L'exemple de *Cité libre* et de *Laurentie* est patent. Comment prétendre faire dialoguer des revues alors qu'elles n'ont pas exactement les mêmes dates de parution, comment également parler de paradigme des années cinquante alors que l'on pousse l'étude jusqu'à 1962-1963 et de paradigme des années soixante alors que deux de nos revues naissent en 1962 et 1963? Un paradigme n'est pas une période hermétiquement délimitée par des frontières temporelles strictes. Mais il présente néanmoins une certaine homogénéité qui s'inscrit dans le discours. Si nous reprenons l'idée de crise paradigmatique développée par Kuhn, ce dernier avance que la crise est une période au cours de laquelle les fondements du paradigme en vigueur s'effritent alors qu'apparaissent des contradictions en son sein, qu'il ne répond ainsi plus aux nouvelles interrogations et découvertes qui se font jour. Or, cette crise ne se passe pas en quelques jours, il faut du temps pour que l'on découvre son existence même, et que les structures s'adaptent à la nouvelle donne. Le nouveau paradigme, encore fragile, doit alors être consolidé par le rajout, brique par brique, de nouvelles théories, de nouveaux consensus.

Si l'on peut se permettre de comparer avec une époque antérieure, les années trente forment elles aussi, dans toutes les sociétés industrialisées, un paradigme bien distinct. La Crise économique issue du Jeudi Noir provoque une remise en cause globale du libéralisme et du capitalisme. Politiquement parlant, les fascismes vont s'en nourrir et aboutir à la Deuxième Guerre mondiale. Mais on assiste également au développement d'une reformulation du libéralisme menant à un État interventionniste. Ces idéologies sont issues d'un même paradigme, celui de la crise du libéralisme. Or, quelles sont les dates exactes de début et de fin de ce paradigme des années trente. Peut-on affirmer qu'il commence au Jeudi Noir et se termine par l'invasion de la Pologne, ou par Hiroshima? Ou a-t-on plutôt affaire à des délimitations relativement floues, qui ne remettent pourtant pas en cause son existence

même et sa cohérence. Il s'agit, dans l'univers des représentations, de sphères mal délimitées dont les frontières s'entre-pénètrent.

Ainsi, nous séparons, pour une lecture plus claire de notre exposé, les années cinquante et les années soixante, mais pour être exact il faudrait sans doute considérer comme point de départ du premier paradigme la fin de la Deuxième Guerre mondiale, comme borne du second la fin des années soixante et comme passage transitoire entre les deux (comme crise paradigmatique) la Révolution tranquille dans son acception la plus stricte, à savoir le développement du rôle de l'État, soit une étape qui, bien que particulièrement importante, en est une parmi d'autres dans l'histoire du Québec contemporain.

Les structures d'énonciation que sont les revues réagissent ainsi avec un certain décalage et ne sont pas des calques parfaits des mutations en cours. Si les revues des années soixante naissent ou prennent une tournure particulière à partir de 1962-1963, c'est que se mettent en place à partir de cette date les conditions d'une nouvelle pratique discursive qui n'avait pas lieu d'être les années précédentes. Les questions du socialisme, de la révolution, n'avaient pas cours, la réflexion sur la Révolution tranquille prend forme et aboutit à d'autres possibles, bref le nouveau paradigme des années soixante, s'il naît de la Révolution tranquille, commence à se structurer effectivement deux ou trois ans plus tard.

2.2. Corpus et analyse

Dans le cadre de cette thèse, nous avons choisi de travailler sur des revues intellectuelles afin de mieux comprendre les années cinquante et soixante au Québec. Plus particulièrement, nous cherchons à déceler les paradigmes ainsi que la trame identitaire qui traverse les deux décennies. C'est le discours social identitaire qui nous intéresse en premier lieu, mais nous postulons qu'il est repérable à travers le discours intellectuel des revues que nous avons choisi d'étudier. Ces revues sont alors à la fois témoins et acteur des interrogations sociales, elles sont les archives qui nous permettent d'accéder aux représentations profondes qui sous-tendent le discours social québécois. Pour accéder à ces représentations, nous posons que les années cinquante d'une part et les années soixante d'autre part forment deux paradigmes distincts, qui sont caractérisés par des objets d'adhésion. Ces derniers renvoient à certains traits structurant une époque : son rapport à

l'identité, aux rapports de force, à l'histoire et à l'avenir. Nous décrivons dans un premier temps ces quatre objets d'adhésion qui seront nos questions de recherche. Dans un deuxième temps nous revenons sur la présentation de notre corpus en insistant cette fois sur certaines données quantitatives relatives aux articles que nous avons choisis. Une dernière partie présentera notre méthode d'analyse.

2.2.1. Les objets d'adhésion paradigmatiques

Kuhn définit des objets d'adhésion comme étant les éléments qui rejoignent les différents membres de la communauté visée, éléments autour desquels se forme un certain consensus. Ces objets d'adhésion (théories, exemples paradigmatiques) font partie de ce qui fonde le paradigme. Dans le cadre de notre recherche, nous proposons d'étudier certains de ces objets (sans prétendre à l'exhaustivité) qui fondent le discours social identitaire en suscitant un certain consensus. Il nous a semblé intéressant de partir de quatre questions sociales « existentielles » qui peuvent nous permettre d'atteindre les fondements des paradigmes identitaires. Ces questions visent un rapport à soi, un rapport au fonctionnement de la société et à l'altérité, un rapport au passé et un rapport à l'avenir. On y décèle la volonté, pour les personnes et les textes qui se prononcent sur ces questions, de se situer collectivement dans un espace géographique, temporel, et dans un contexte social précis ; mais aussi la création de projets s'appuyant sur les précédentes analyses et conclusions.

Nous aurions également pu choisir d'autres objets d'adhésion. Par exemple, en insistant davantage sur le thème de l'altérité, il eût été intéressant de retracer dans le corpus les désignations du ou des ennemis : les « Anglais », le capitalisme, les nationalistes, les bourgeois, Duplessis... L'inscription du Québec dans le monde aurait également été une clé intéressante : comment les revues traitent-elles des événements internationaux, quels rapports entretiennent-elles avec les métropoles européennes, avec les pays en voie de développement ? Il s'agit là de questions que nous soulevons malheureusement trop rapidement dans notre thèse. Mais nous croyons néanmoins que celles que nous posons à nos sources sont pertinentes pour répondre à notre interrogation initiale.

Le premier de ces objets concerne la désignation du Québec comme société globale : le « qui sommes-nous ? » ; et de cette désignation découle celle de l'Homme québécois. Les revues que nous étudions ici développent chacune une certaine vision de ce qu'est le

Québec : parle-t-on de Canada français, de Laurentie, de Québec francophone? L'homme québécois est lui aussi décrit comme étant soit un homme qui se cherche, soit un être spirituel, soit encore un colonisé. De toutes ces visions distinctes, qui vont chacune s'imposer et se confronter, découlent des discours spécifiques. Ces discours empruntent au paradigme qui les a façonnés des pratiques, des croyances spécifiques et par la même occasion informent les idéologies qu'ils véhiculent.

Le deuxième objet d'adhésion touche à la nature des rapports de force tels que perçus dans les revues, c'est-à-dire le fonctionnement du monde et le rapport à l'altérité. À travers les pages des périodiques étudiés se dessine en effet une certaine perception des forces sociales opérant au sein de la société. Ces forces qui s'affrontent en un débat continu et structurant, par l'élaboration de discours visant à promouvoir la validité de telle ou telle idéologie, sont perçues dans les revues comme étant des éléments majeurs du contexte social dans lequel elles s'inscrivent. La question générationnelle, l'organisation ouvrière, le rapport à Ottawa et à Québec, les classes sociales etc. font partie de ces forces en présence dont les luttes vont orienter les réflexions des revues.

Le troisième objet d'adhésion de cette communauté intellectuelle repose sur le rapport à l'histoire. Ainsi par exemple le cas de l'École de Montréal est omniprésent pour toute la période, alors qu'il affronte l'École de Laval durant les années cinquante. Séguin, Brunet et Frégault développent en effet une historiographie au cœur de laquelle la Conquête prend la place d'un événement à la fois fondateur et traumatisant pour la collectivité canadienne-française. Les intellectuels vont, dans leurs revues, faire découler leurs réflexions sur l'avenir du Québec de cette vision historique. Le rapport à l'histoire manifeste ainsi un attachement des intellectuels à inscrire leur réflexion dans une forme de légitimation par l'histoire.

Le dernier objet d'adhésion réside dans le rapport qu'entretiennent les revues au projet politique. Et à travers le projet politique vont se manifester les trois éléments précédemment évoqués. C'est que les projets construits au fil des paradigmes de chaque période visent à englober toutes les dimensions du Québec en vue de construire quelque chose de neuf : une république, un État socialiste, corporatiste, etc. Et à travers le projet politique c'est le projet de société qui transparaît des textes. À l'intérieur de chaque paradigme, les revues confrontent parfois leurs idéologies et leurs projets, mais elles

s'inscrivent en cela au cœur d'un objet d'adhésion imposant moins les conclusions que le type de questionnements qu'elles soulèvent.

Ces quatre objets d'adhésion forment par conséquent la trame des questions qui vont être posées aux revues. Nous allons ainsi, au fil des réponses qu'elles vont nous donner, chercher les régularités discursives qui permettront de distinguer ce qui fait la singularité de chaque période. Du résultat de cette recherche sur les paradigmes découlera la désignation de leur « code génétique », le lien qui unit les deux périodes. C'est dans cette perspective que nous posons comme hypothèse que deux paradigmes se succèdent au cours des années cinquante et soixante.

2.2.2. Le choix des articles

Notre corpus est constitué de six revues, que nous avons étudiées sur la période allant de 1950 à 1968. Dans le cadre de cette recherche, nous avons dépouillé 560 articles sur les 18 années touchées. Étant donné que les revues que nous utilisons pour décrire les années cinquante sont moins nombreuses et moins prolifiques que celles choisies pour la décennie suivante, nous n'avons recueilli que 66 articles au cours de cette période, soit 13,4% du total de notre corpus. Par contre, nous avons inclus dans notre recherche sur les années cinquante des revues dont la diffusion continue après 1960. Par conséquent, si l'on tient compte dans nos calculs de l'ensemble des articles des deux revues choisies, entre 1950 et 1964, on arrive à un total de 103 articles, soit 18,4% du total. Par ailleurs, ces articles sont parus dans un contexte d'énonciation où c'étaient davantage des articles de fond que l'on voyait dans les revues, et à ce titre leur pertinence qualitative afin de saisir notre objet n'est pas compromise. Même s'ils sont moins nombreux que ceux recueillis pour les années soixante, les informations qu'ils nous donnent sont malgré tout très importantes et nous posons que ces articles peuvent rendre compte du discours intellectuel au même titre que ceux choisis pour la période subséquente.

2.2.2.1. *Cité libre*

Cité libre est considérée comme une revue phare des années cinquante, regroupant dans ses pages les principaux énonciateurs des projets qui s'incarneront à la faveur de la Révolution tranquille. La revue connaît, durant les années cinquante, une publication très

irrégulière. Au total, 23 numéros paraissent au cours de la décennie. C'est tous les cinq mois et demi *en moyenne* qu'un nouvel exemplaire paraît, mais il faut attendre parfois jusqu'à huit mois avant de pouvoir lire la nouvelle livraison de la revue. Les années soixante voient par contre la revue devenir mensuelle et adopter un nouveau format, plus grand et plus aéré, ressemblant plus à un magazine. Elle tire en moyenne, au cours des années cinquante, entre 500 et 1 000 exemplaires, mais elle va atteindre jusqu'à 9 500 exemplaires lors de la parution du numéro spécial sur le séparatisme en 1962. Nous avons dépouillé 133 articles de *Cité libre*, dont 75 parus entre 1950 et 1960 (inclusivement) et 58 entre 1961 et 1964. Même si nous n'avons pas inclus *Cité libre* dans le corpus des années soixante, nous désirions néanmoins avoir un aperçu de l'évolution de la revue après l'arrivée des Libéraux au pouvoir. À partir de cette date le contenu de la revue change sensiblement : une nouvelle orientation est prise, qui va la mener en 1964 à une tentative de rajeunissement de son équipe de rédaction. C'est la date de cet échec que nous avons conservé comme butoir de nos recherches sur *Cité libre*, même si la revue poursuit ses activités jusqu'en 1966. Sur les 133 articles retenus, 52 sont des éditoriaux (soit 39% de notre corpus), signés essentiellement par Gérard Pelletier (25), « la rédaction » ou « Cité libre » (11) et Pierre-Elliott Trudeau (8). Au total, ce sont 48 intellectuels qui ont été inclus dans notre lecture de *Cité libre*. Parmi eux, ceux qui ont le plus écrit sont Pelletier (31 articles), Trudeau (16), Rioux (6) et Vadeboncoeur (5). Les intellectuels ayant écrit un seul article retenu sont au nombre de 31. Il ressort évidemment de cette succession de chiffres que Trudeau et Pelletier se partagent l'essentiel de notre corpus, ce qui n'est pas étonnant vu que les deux cofondateurs ont imprimé leur marque sur le groupe et ont été particulièrement prolifiques. Ce sont eux également qui ont le plus avancé dans leurs articles de fond des idées correspondant à notre recherche, soit des opinions, des projets, une vision de l'identité et une certaine conscience historique. Cependant, notre analyse ne se limitera pas aux textes de ces deux intellectuels et nous aurons l'occasion de revenir sur certains textes importants écrits par des personnages qui sont moins mis en avant, mais dont les idées sont tout aussi pertinentes pour l'historien.

2.2.2.2. *Laurentie*

Laurentie est une petite revue mensuelle dont les articles, très courts mais très denses en information, ne sont pas très nombreux. Nous en avons retenus 28 sur ses 5 années

d'existence. La majorité de ces articles (18) sont des éditoriaux, généralement signés par Raymond Barbeau (8) ou « l'Alliance Laurentienne » (12), ce qui revient souvent au même. On y lit également deux lettres de Lionel Groulx, un article d'André d'Allemagne, un de François Lorient et un autre de Pierre Grenier, rédacteur en chef en 1962. D'autres articles viennent se greffer à la revue, issus de publications antérieures, comme un texte de René Lévesque et un autre d'André Laurendeau. On note également la première publication du texte de l'historien Maurice Séguin consacré à la naissance du mouvement séparatiste. En somme, *Laurentie* est essentiellement l'œuvre d'un homme. S'élabore dans les pages de cette revue une vision du Canada français particulièrement constante et très rigide, ne souffrant pas vraiment la discussion : il s'agit d'une idéologie très claire. C'est sans doute la raison pour laquelle, même si plusieurs personnes se sont greffées à l'Alliance Laurentienne à ses débuts, le groupe disparaîtra au début de la décennie au profit de l'ASIQ ou du RIN.

2.2.2.3. *L'Action nationale*

La revue *L'Action nationale*, qui a remplacé *L'Action française* en 1933, subit quelques difficultés financières alors que François-Albert Angers en prend la direction. Elle tire alors à 500 exemplaires, pour passer à 2500 en 1963. Nous avons utilisé 138 articles tirés de *L'Action nationale* sur les huit années sur lesquelles elle a été interrogée. Parmi ces articles, 44 sont des éditoriaux (soit 32% de notre corpus). Une grande partie d'entre eux ont été écrits par Angers, qui est le directeur de la revue depuis 1959, lui insufflant un certain retour à des valeurs conservatrices, comme nous aurons l'occasion de le voir. Au total, nous avons choisi 53 articles écrits par Angers; Jean Genest, Jacques Poisson, Dominique Beaudin, Richard Arès et Raymond Barbeau arrivent loin derrière, avec entre 5 et 10 articles retenus. Le nombre d'intellectuels ayant participé à notre corpus s'élève à 44. Parmi eux, 19 ont écrit au moins deux articles. Autant Trudeau et Pelletier ont marqué *Cité libre*, autant c'est Angers qui sera notre principale source sur *L'Action nationale*. Cependant, et même si les éditoriaux, comme pour les autres revues, forment une grande partie de notre corpus, nous chercherons à donner également la voix à des intellectuels moins proéminents mais dont le discours peut là aussi nous permettre de mieux saisir le discours intellectuel identitaire de la revue.

2.2.2.4. *Maintenant*

La revue dominicaine *Maintenant* naît en 1962 en s'ouvrant d'emblée aux laïcs, ce qui la différencie des autres revues dirigées par des congrégations ou des ordres religieux comme *Relations*. Elle va jusqu'à tirer à 20 000 exemplaires en 1966, ce qui en fait une des revues intellectuelles les plus diffusées. Paradoxalement, elle fait également partie des revues les moins étudiées de l'historiographie québécoise, comme nous aurons l'occasion de le voir plus bas. Nous avons sélectionné 94 articles de la revue entre 1962 et 1968. Parmi ces articles, 26 sont des éditoriaux, très souvent collectifs, ce qui constitue 27,7% du corpus. Nous aurons l'occasion de voir qu'à partir du milieu de la décennie, la revue s'émancipe de plus en plus de l'autorité dominicaine et pose la collégialité comme principe fondateur, ce qui explique que les éditoriaux sont signés par chacune des personnes y ayant participé. À titre d'exemple de l'indépendance de *Maintenant*, les éditoriaux prennent un virage de plus en plus politique lorsque l'on avance dans le temps. Le congédiement du Père Bradet ne refroidit pas les ardeurs des adeptes de la chose publique au sein de la revue. 48 intellectuels différents participent à la rédaction des articles retenus. Parmi eux, les principaux sont Pierre Saucier (19 articles), Vincent Harvey (10), Hélène Pelletier-Baillargeon (10), Paul Doucet (8), André Charbonneau (7) et Claude Dery (6). 16 de ces 48 collaborateurs réguliers ou occasionnels se sont retrouvés deux fois ou plus comme auteur d'un article retenu. L'orientation de la revue vers un projet politique social-démocrate de plus en plus affirmé est patente à la lecture de l'évolution des principaux thèmes abordés. Les premiers éditoriaux notamment, axés sur la pastorale, cèdent le pas à des thématiques politiques très claires. La revue, à partir du milieu de la décennie, mais surtout après la déception causée par les encycliques de Paul VI et l'échec relatif de Vatican II, délaisse une partie de son héritage clérical sans pour autant renier son fondement catholique progressiste toujours présent.

2.2.2.5. *Liberté*

Liberté est la revue littéraire par excellence des années soixante. Quelques mois après sa naissance, elle tire déjà à 1 000 exemplaires. Défilent dans ses pages les plumes des poètes qui disent la Révolution tranquille et qui chantent une autre possible révolution. Sur les 71 articles retenus, 22 sont des éditoriaux, ce qui représente 31% de notre corpus. Ces éditoriaux

sont essentiellement écrits par les directeurs se succédant à la barre, soit Jacques Godbout, Hubert Aquin puis Jean-Guy Pilon. On y retrouve beaucoup d'interrogations au début de la revue sur la place et le rôle de la littérature, du poète, de l'intellectuel, surtout dans l'effervescence de la période. Ce sont au total 39 intellectuels qui ont écrit les articles retenus. Les plus souvent cités sont Jacques Godbout (11), Hubert Aquin (7), Jean-Guy Pilon (5), Fernand Ouellette (4) et André Belleau (4). Au cours de cette période, *Liberté* accueille dans ses pages des intellectuels aux positions très diversifiées. Autant les questions littéraires vont être au cœur de la réflexion qui va y être menée, autant à partir de 1962, sous l'impulsion de Aquin, les questions politiques et sociales vont être très présentes, rendant ainsi la revue d'autant plus intéressante pour l'historien : s'y développent des perspectives s'inscrivant en plein dans la Révolution tranquille tout en étant parfois féroce ment critiques à l'endroit de ce qu'ils perçoivent comme étant la récupération réformiste de la part des gouvernants d'un potentiel révolutionnaire au Québec.

2.2.2.6. *Parti pris.*

Ce potentiel révolutionnaire va être décrit et théorisé par les intellectuels ayant lancé la dernière revue de notre corpus, *Parti pris*. Revue originale à bien des aspects, à commencer par la forme, elle est fondée par un groupe de jeunes intellectuels désireux de participer moins à une agora de discussion qu'à un organe de théorisation de leur projet laïc, indépendantiste et socialiste. En septembre 1964, la revue atteint un tirage de 4 000 exemplaires dont 800 abonnés. Nous avons retenu 98 articles de cette revue dont la vie a été très courte mais très intense, ponctuée de deux manifestes en 1964 et 1965. Parmi les articles retenus, 31 sont des éditoriaux, presque tous signés « Parti pris », signature doublée ou non du nom de son auteur. Ce qui nous renseigne sur le fonctionnement de la revue : l'éditorial est le lieu où s'exprime la cohésion de tout le groupe et les dissidences ne sont pas de mise. La collégialité que met de l'avant l'équipe rédactionnelle de *Maintenant* est ici remplacée par une ligne directrice relativement rigide. Au total, ce sont 38 collaborateurs qui ont participé à la rédaction des articles choisis. Parmi eux, les principaux sont Pierre Maheu (16), Jean-Marc Pottle (13) et Paul Chamberland (9), soit essentiellement les membres de la première équipe de *Parti pris*. La deuxième équipe, avec Gilles Bourque, Gabriel Gagnon, Gaëtan Tremblay et Luc Racine est moins étudiée, arrivant sur la fin de la revue.

2.2.3. La méthode d'analyse

Nous avons eu l'occasion de présenter la théorie du discours social selon les principes émis par l'École française d'analyse du discours et repris par d'autres analystes depuis. En somme, ce qui caractérise cette méthode est la nécessité de considérer les sources comme étant des archives qui ne peuvent être comprises que dans un contexte d'énonciation particulier. L'analyse de contenu est chronologiquement plus ancienne que l'analyse du discours. Elle ne tient pas vraiment compte du contexte, mais considère le texte pour ce qu'il est, indépendamment des conditions qui ont permis son énonciation. Nous allons ici présenter rapidement les enjeux de ce qui a été (et est beaucoup moins à présent) une bataille méthodologique, avant de situer notre propre méthodologie.

2.2.3.1. De l'analyse de contenu à l'analyse du discours

L'analyse de contenu vise à la mise au jour, de façon aussi objective que possible, du sens d'un texte. L'analyse de contenu est une démarche analytique pouvant être utilisée par toutes les sciences sociales et humaines, avec ses différentes méthodes : « Il n'y a pas de prêt-à-porter en analyse de contenu, simplement quelques patrons de base, parfois difficilement transposables.¹² » L'analyse du discours est plus récente, comme nous avons pu le voir plus haut. Tout comme l'analyse de contenu, l'analyse du discours se prête à différentes méthodes, adaptées aux nécessités de chaque étude : il n'y a pas de formule stricte qui puisse en donner une infaillible recette. Bien que la proposition soit controversée, certains théoriciens la voient également comme étant une discipline autonome¹³. La principale différence entre les deux repose sur le fait que l'analyse de contenu se base d'abord et avant tout sur le texte intrinsèque, hors de son environnement, alors que c'est cet environnement, les conditions de production, qui prête sens à l'archive selon l'analyse du discours. Bien que les décennies aient progressivement effacé les principales nuances qui pouvaient opposer les deux méthodes, c'est sur ce point que malgré tout la différence reste la plus notable.

Mais cette différence naît en fait de l'objet même que l'on est censé analyser : d'un côté, on a, pour l'analyse de contenu, des textes, des documents, dont on cherche, par une

¹² Laurence Bardin, *L'analyse de contenu*, Paris : PUF, 1977, 233 p., p. 30.

¹³ C'est notamment le travail auquel s'est astreint Dominique Maingueneau.

méthode heuristique ou herméneutique, à décoder le contenu de façon à en extraire une « substantifique moelle », le *sens* autrement dit. De l'autre, on a un discours, pour qui le texte n'est qu'une incarnation parmi d'autres. Pour l'analyse du discours, il est essentiel de replacer l'archive, le texte (ou tout autre document), dans son contexte particulier d'émission. C'est ce contexte qui fait sens et permet de saisir le discours qui lui est antérieur, davantage que le texte en tant que tel. De par ses origines historiques situées dans le terreau revendicatif des années soixante, l'École française d'analyse du discours visait donc en premier lieu à débusquer les idéologies politiques dominantes sous-jacentes des discours. Il s'agit néanmoins d'un postulat mis de côté depuis les années quatre-vingt, qui a été remplacé par une analyse du discours plus proche de la recherche des hétérogénéités discursives.

L'analyse du discours et l'analyse de contenu tendent depuis quelques années à se rejoindre sur certains points, et les strictes frontières qui faisaient en sorte que les tenants de l'une ou de l'autre méthode se jetaient mutuellement l'anathème¹⁴ disparaissent à présent. L'analyse de contenu prétend dorénavant déceler les sens seconds d'une archive, et l'analyse du discours s'est débarrassé d'une certaine propension au structuralisme téléologique. En somme, en jetant notre dévolu sur la méthode proposée par l'École française d'analyse du discours (telle qu'elle a évolué au cours des dernières décennies), nous privilégions la recherche du *sens caché* de l'archive. Ce sens caché n'est pas réductible aux idéologies mais est compris comme un paradigme du discours social colorant une époque donnée. Et cette recherche se mène dans le cadre d'un interdiscours caractérisé par le dialogue constant entre les différentes structures d'énonciation. Mais nous utilisons également la démarche de l'analyse de contenu puisque nous étudions les textes comme archives afin de comprendre une époque, et non pas uniquement comme réceptacles des idées de cette époque.

La catégorisation et la constitution du corpus font alors partie des démarches d'objectivation qui nous permettent d'appréhender nos archives comme étant potentiellement représentatives de l'objet que nous cherchons à définir.

¹⁴ Voir notamment la conclusion de Laurence Bardin, *op. cit.*, p. 209 et 227.

2.2.3.2. Une analyse de contenu pour déceler le discours

Pour mener à bien cette recherche, nous avons adopté une analyse de texte s'appuyant sur une lecture aussi exhaustive que possible des six revues étudiées. L'analyse de texte étant fondamentalement la recherche de sens, une certaine subjectivité se mêle à la démarche d'objectivation nécessaire à la recherche. En effet, le corpus se constitue d'un nombre fini (560) de textes que l'on questionne. La première étape consiste à délimiter notre recherche par nos hypothèses générales ainsi que le type de sources qui nous permettront de répondre à nos questions. Définir des hypothèses et une problématique est une démarche qui suppose une certaine interprétation, une certaine vision et une certaine construction d'une réalité. Le choix d'un corpus est une autre marque de subjectivité en ce sens qu'il se base moins sur une analyse complète et exhaustive du sujet qui permettrait d'en connaître les tenants et aboutissants, que sur une certaine vision développée à partir de lectures préliminaires et, pourrait-on dire, d'intuitions. La constitution du corpus vise par conséquent à faire en sorte que de ce corpus pourront être retirées des informations pertinentes pour l'hypothèse générale. C'est-à-dire que les règles de *représentativité*, de *pertinence* et d'*homogénéité* doivent être respectées. Dans le cadre d'une analyse du discours social, nous avançons que chaque discours est de son temps, que chaque énoncé est partie prenante d'un interdiscours structurant le discours social. Les revues, en tant que structures d'énonciation du discours intellectuel et témoins privilégiés du discours social, répondent à ces exigences.

À partir de cette vision vont se développer les questions que l'on va poser au corpus ainsi que les hypothèses de recherche. Malgré un constant souci d'objectivation, la catégorisation, l'interprétation des résultats et la base de la recherche restent en partie subjectives et reposent sur les présupposés du chercheur. Par ailleurs, la proximité chronologique du sujet, ainsi que l'actualité des débats qui l'ont parcouru limitent là encore l'objectivité de la recherche. Cependant, nous appuyons notre travail sur une méthode issue de l'analyse de contenu, en vue de définir les discours. Pour ce faire, c'est à une déconstruction et à une recomposition comparative que nous allons soumettre nos archives.

La première étape de l'analyse consiste à prendre connaissance des sources. De cette lecture découle une constante évolution de nos hypothèses, comme l'explique Laurence Bardin :

La première activité consiste à se mettre en contact avec les documents d'analyse, à faire connaissance en laissant venir à soi des impressions, des orientations. C'est ce qu'on peut appeler la phase de lecture « flottante » par analogie avec l'attitude du psychanalyste. Petit à petit la lecture devient plus précise en fonction d'hypothèses émergentes, de la projection sur le matériel de théories adaptées, de l'application possible de techniques utilisées sur des matériaux analogues.¹⁵

La catégorisation vise, selon Bardin, à délimiter le corpus en fonction de sa représentativité de l'objet que l'on cherche à décrire : « La catégorisation a pour objectif premier [...], de fournir par condensation une représentation simplifiée des données brutes.¹⁶ » La démarche à ce sujet doit-elle se fonder sur une catégorisation ouverte, fermée ou mixte, pour reprendre les étapes développées par L'Écuyer¹⁷? C'est-à-dire, allons-nous catégoriser nos résultats en fonction de l'ensemble des idées perçues dans les textes (ouverte), ou au contraire en fonction de catégories préétablies (fermée)? Nous avons, quant à nous, opté pour le troisième type de catégorisation, qui est un modèle mixte et plus souple en ce qu'il autorise, malgré des catégories prédéterminées, que certaines soient ajoutées ou remplacées au cours de l'analyse.

Écrits collectivement parfois, individuellement le plus souvent, nos archives sont des articles de fond, ce qui est une caractéristique de telles revues, qui expriment la pensée du ou des rédacteur(s) sur un point particulier. Nous y avons alors repéré les idées-forces, de façon à voir comment l'article s'inscrit dans notre problématique. La tâche ne fut pas toujours aisée, dans la mesure où les auteurs interviennent souvent en réaction à un événement ou à une interpellation de la part d'un autre intellectuel. Nous avons donc tenté, tout en gardant en tête le contexte général et particulier de la diffusion du discours, d'en faire ressortir les lignes directrices qui permettent d'entamer le processus d'abstraction nécessaire à la synthèse, ce que l'analyse de contenu appelle l'*inférence*. Notre méthode de lecture se veut empathique selon trois dimensions. Tout d'abord, nous nous plaçons comme lecteur contemporain des revues : comment comprendre et interpréter ce texte à l'époque à laquelle il a été émis. Deuxièmement, nous nous plaçons comme auteur : pourquoi et dans quel contexte, dans quel

¹⁵ *ibid.*, p. 94.

¹⁶ *ibid.*, p. 120.

¹⁷ René L'Écuyer, « L'analyse de contenu : notion et étapes », dans Jean-Pierre Deslauriers (Dir.), *Les méthodes de la recherche qualitative*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1987, 153 p, p. 49-66.

interdiscours s'inscrit ce geste intellectuel. Et troisièmement, l'historien cherche à saisir de façon synthétique la place de ce texte dans l'histoire en fonction de sa problématique. Il s'agit donc d'une méthode herméneutique visant à comprendre (« prendre avec ») une archive en l'intégrant à une démarche générale visant à une meilleure compréhension de la période.

Le travail est de taille car il s'agit ici de donner sens à une somme de textes parfois déjà connus, et ce par conséquent moins par la découverte de nouvelles archives que par la façon de les interroger, ce que rappelle Maingueneau :

D'ailleurs, dans le cas d'une analyse du discours étroitement liée à l'histoire des idées, le plus souvent ce n'est pas de l'enrichissement de la masse d'informations, déjà gigantesque, que le besoin se fait sentir, mais bien plutôt d'hypothèses capables de la rendre opératoire.¹⁸

Il ne s'agit pas dans ce travail de délimiter l'espace idéologique de telle ou telle revue, ou de tel ou tel intellectuel, mais de définir les caractéristiques communes du discours social, représenté par le discours intellectuel. C'est donc par la déconstruction, la désarticulation¹⁹ de chacun des textes en fonction de nos quatre objets d'adhésion que nous chercherons à leur donner sens. Leurs réponses comme leurs interrogations, leurs silences également, seront ensuite intégrés à une démarche comparative entre chaque revue, étant donné que l'interdiscours que décrit Maingueneau met de l'avant cette « primauté de la contradiction » : ce sont ces dialogues constants qui construisent un discours social. De ces comparaisons, nous verrons se dessiner les traits du discours social identitaire du Québec de l'époque que nous visons à décrire.

¹⁸ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Bruxelles : Pierre Margada, éd., 1984, 209 p., p. 15.

¹⁹ Dominique Maingueneau, *L'Analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 1991, 268 p.

CHAPITRE IV

LE PARADIGME DE L'EMPÊCHEMENT, 1950-1960

INTRODUCTION

Parler de Révolution tranquille au Québec, c'est parler de l'acte fondateur d'une société. À tel point que, pour plusieurs, ce moment historique se confond souvent avec la modernité dans son acception la plus large. De ce qui pourrait paraître de prime abord comme un changement de gouvernement, certes attendu par une partie de la population¹, est ressortie une dynamique de « rattrapage² » à tous les égards. Un mythe fondateur? Certes, mais parler de mythe, pour autant que cela puisse exprimer la partie symbolique de la période, tend également à en occulter les tangibles répercussions dans le réel. Ces répercussions sont encore omniprésentes de nos jours; ses effets se font sentir dans bien des facettes de la société civile, se confondant autant avec l'idée que l'on se fait de la modernité que celle que l'on se fait du progrès³.

Or, les historiens, notamment depuis une trentaine d'années, ont prouvé que le Canada français avant la Révolution tranquille ne pouvait absolument pas être décrit comme étant une société traditionnelle, et qu'à ce titre la prétendue rupture de la Révolution

¹ « Le temps du mépris et du refoulement dans la marginalité de ceux qui souhaitaient un changement de cap semblait révolu. », Léon Dion, *La révolution déroutée 1960-1976*, Montréal : Boréal, 1998, 324 p., p. 10.

² L'École de Laval, à Québec, dans les années cinquante, sous l'autorité intellectuelle de Fernand Ouellet notamment, a beaucoup travaillé sur cette notion de « retard » et de « rattrapage ». Voir à ce sujet Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery : Septentrion, 1998, chapitre 4 : « Peut-être était-ce notre faute : l'école de Laval. », p. 153.

³ La remise en cause des « acquis » de la Révolution tranquille par l'idéologie néolibérale depuis le milieu des années quatre-vingt soulève l'ire de ceux qui y voient un retour à une conception désuète de la société : le passé proche symbolise alors le progrès, tandis que le présent symbolise un retour en arrière.

tranquille serait un abus de langage qui dissimule en grande partie l'historicité d'une nouvelle élite légitimant par ce mythe moderniste son accession au pouvoir. Cependant, l'idée de rupture a un certain sens. L'extraordinaire développement culturel de la Révolution tranquille, ainsi que l'ébullition des idées qui la caractérise, est un fait tangible qui contraste avec l'image que l'on a de la période précédente. Mais par-dessus tout, l'accroissement des investissements de l'État dans le développement des structures comme dans l'économie québécoise atteste d'un changement profond des pratiques.

Dans le cadre de cette thèse, nous adoptons comme postulat que la Révolution tranquille concrétise une rupture entre deux perceptions qu'a la société d'elle-même, deux « visions du monde » en quelque sorte, que nous précisons ici par le terme de paradigme. Est-il lieu pour autant de qualifier l'avant Révolution tranquille de Grande noirceur? Il semble que cette expression visait en premier lieu des pratiques politiques et religieuses, en somme une certaine inertie des élites traditionnelles. Il semble également que c'est d'abord par volonté de rupture afin de promouvoir un autre projet qu'a été créée la Grande noirceur, ce que nous tenterons de démontrer au fil de notre travail. En somme, l'ensemble de la société, y compris sa culture prise dans son sens le plus large, ne peut pas être jugée rétrograde et passéiste par essence, ce que l'on verra poindre pourtant dans les pages de *Cité libre*. Nous aurons l'occasion de voir que la critique des intellectuels à l'égard de l'attitude passéiste des élites traditionnelles se généralise à l'ensemble de la collectivité, de sorte que le discours intellectuel des années cinquante renvoie l'image que c'est toute la société qu'il faut réformer, jusque dans ses réflexes culturels collectifs.

Les valeurs d'engagement, de liberté et de démocratisation des structures seront les bases sur lesquelles se construisent les réflexions sociétales de ces intellectuels de l'après-Guerre que l'on peut reconnaître en Laurendeau, Vadeboncœur, Ryan, Dumont ou Rioux. Par une volonté de redéfinir l'humanisme, par la nécessité que cette génération éprouve à bâtir une société plus démocratique en accord avec l'émergence d'une pensée sociale plus présente, les intellectuels des années cinquante se lancent dans une action qui sera multiforme, comme nous aurons l'occasion de le constater, avec l'adhésion à des idéologies parfois opposées, mais dont un des points communs réside dans la volonté de faire coïncider la culture avec les structures de représentation. La question religieuse sera également très présente dans la réflexion et la pratique de ces intellectuels qui se définissent généralement

comme chrétiens et critiques d'une pratique religieuse qui, selon eux, ne correspond pas toujours au message de l'Évangile.

Au cours de ces années, différents discours s'affrontent donc dans la tentative multiforme de redéfinition de l'être collectif québécois. Les inquiétudes liées à la Guerre Froide ainsi que, localement, à une politique duplessiste jugée étroitement provinciale, attisent chez les intellectuels un sentiment d'urgence certain : il devient nécessaire de valoriser une pratique politique s'appuyant sur l'humanisme et la Raison, mais aussi pour certains sur une tradition revisitée par les nécessités de la modernisation. Nous allons donc étudier des textes qui véhiculent certains de ces discours, particulièrement des discours d'opposition aux idéologies officielles. En soi, ils décrivent un univers structurel qui paraît de plus en plus déphasé des réalités socio-économiques, et surtout qui dépeignent un Canada français en proie à un profond malaise, paraissant bloqué dans ses projets et ses représentations.

Dans cette introduction, nous présenterons tout d'abord le thème autour duquel s'articulera notre réflexion. Ce que nous appelons l'*empêchement* désigne ce que nous percevons comme étant un sentiment collectivement éprouvé, visible dans le discours intellectuel, et s'appuyant sur diverses observations sociales, tant identitaires que structurelles ou historiques. Les projets eux-mêmes semblent bloqués par des forces paraissant insurmontables à dominer. La deuxième partie présentera succinctement les deux revues qui nous serviront d'archives, puis nous présenterons le plan que nous adoptons dans le cadre de ce chapitre.

1. L'empêchement

Nous allons démontrer dans cette partie, à travers l'étude de deux revues qu'à priori tout oppose, que certaines interrogations sont partagées par les intellectuels des années cinquante, quelles que soient les idéologies valorisées ; selon nous ces questionnements reflèteraient la perception, au sein du discours social des années cinquante, d'une société canadienne-française en proie au sentiment d'un empêchement de vivre et d'agir.

Pour ce faire, nous tenterons de dégager les continuités discursives de la période en fonction des quatre objets d'adhésion. La société canadienne-française de l'après-Guerre, tout

comme les autres sociétés industrialisées, fait face à de grands bouleversements culturels. Avec la culture de masse, le développement des communications (notamment la télévision) et l'accroissement du pouvoir d'achat, associés à une urbanisation et une industrialisation qui s'affermissent et favorisent l'essor d'une nouvelle bourgeoisie urbaine⁴, les références culturelles individuelles comme collectives se modernisent et s'affranchissent de la conception ruraliste traditionnelle. L'Église catholique elle-même, qui a longtemps incarné et véhiculé une certaine constance, est à présent instable, car elle a de la difficulté à contrôler certaines voix discordantes, dont les cercles de jeunesse catholique qui tentent de la réformer de l'intérieur⁵. Le Parti libéral du Québec, quant à lui, est en pleine réflexion, cantonné depuis 1944 dans l'opposition. Son chef, Georges-Émile Lapalme⁶, crée les bases d'une différenciation de son parti par rapport à son vis-à-vis fédéral et ouvre ses portes aux contestataires du régime duplessiste⁷. Les syndicats consolident leur posture revendicatrice tandis que l'économie, plus que jamais sous l'emprise étasunienne, bénéficie de l'expansion de l'après-Guerre. Tous ces éléments attestent des changements radicaux qui surviennent durant ces années : les structures doivent subir des mutations importantes, ce qui favorise également l'apparition de nouvelles idéologies, véhiculées par des classes sociales en plein développement. Ces éléments, associés aux bouleversements culturels, mettent en évidence aux yeux des intellectuels de la période le décalage entre le discours officiel, l'idéologie

⁴ Le phénomène des « cols blancs » des sociétés industrialisées a été étudié très tôt par le sociologue étasunien C. Wright Mills, *Les cols blancs : les classes moyennes aux États-Unis*, Paris : Maspero, 1966 (éd. originale : 1951), 367 p. Michael Behiels a également démontré que l'apparition du néo-nationalisme et du libéralisme fédéraliste au cours des années cinquante est essentiellement dû à l'industrialisation et l'urbanisation, qui ont permis l'éclosion d'une nouvelle classe moyenne en quête de reconnaissance sociale. Cependant, Jacques Rouillard insiste sur le fait que la bourgeoisie et la classe populaire québécoises ne naissent pas au cours de l'après-Guerre, puisqu'elles sont déjà dynamiques dès le début du siècle. Il en conclut que « Les années d'après-Guerre, loin de représenter l'entrée des francophones dans l'univers industriel, seraient plutôt le début de leur insertion dans la société de consommation ». dans « La Révolution tranquille : rupture ou tournant? », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, n° 4, hiver 1998, p. 33.

⁵ Voir Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : l'action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal : Boréal, 2003, 291 p.

⁶ Georges-Émile Lapalme, *Pour une politique : le programme de la Révolution tranquille*, Montréal : VLB éditeur, 1988, 348 p.

⁷ Voir à ce sujet la thèse de Michel Lévesque, « Le Parti libéral du Québec et les origines de la Révolution tranquille : le cas de la Fédération libérale du Québec : (1950-1960) ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 1997, 517 p.

majoritairement diffusée, véhiculant l'image d'un Canada français traditionnel⁸, et les réalités socio-économiques du Québec contemporain, comme nous le rappelle Gilles Paquet :

C'est sur cet arrière-plan qu'il faut lire l'histoire politique des années 50 et apprécier le rôle des intellectuels dans un moment de transition à mi-chemin entre l'attentisme fataliste ou omniprudent des années 30 et les discours d'émancipation des années 60. Pris entre les discours partisans et manichéens du passé et un éclatement postmoderne des discours tous azimuts, il y a un moment d'hésitation, [...] d'autocensure surtout de la part de la minorité conservatrice, pour qui l'insolence est un péché mortel et qui ne voit pas encore que le régime duplessiste craque.⁹

De ce décalage vont découler chez les intellectuels des interrogations qui aboutiront à des remises en cause profondes des forces en présence dans le Canada français des années cinquante. En effet, l'écart se manifeste non seulement entre le vécu et l'idéologie, mais aussi entre l'ensemble de la société et les autres sociétés industrialisées¹⁰. La conscience d'un retard (notamment politique à l'égard du fédéral et économique à l'égard de l'Ontario et des États-Unis) crée un sentiment d'urgence de l'action, d'où une certaine multiplication des tribunes au sein desquelles les intellectuels vont s'exprimer : la télévision, la radio, *Le Devoir* et *Cité libre* pour ne citer que ceux-ci¹¹. La première étape pour les intellectuels consiste à nommer les pouvoirs plus ou moins occultes qui enserrent la société canadienne-française dans une image obsolète d'elle-même, et qui l'empêchent d'agir et de vivre en ayant pleine confiance en ses moyens. Cette étape aboutit à la prise de conscience chez les intellectuels de la nécessité d'une réappropriation de l'être collectif canadien-français.

Notre hypothèse est qu'à la faveur de la crise majeure que représente la Deuxième Guerre mondiale, le Québec entre dans un nouveau paradigme : celui de l'empêchement.

⁸ Cette image est cependant nuancée par le libéralisme du discours duplessiste : Beauchemin a démontré que ce discours faisait appel aux valeurs de progrès tout autant qu'au conservatisme social comme moyen de contrôle social : *Analyse du discours politique duplessiste*, op. cit.

⁹ Gilles Paquet, « Les années 1950 au Québec », dans Robert Comeau et Michel Sarra-Bournet (dir.), « Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain », actes du Colloque du 20 mai 1994, paru dans *Bulletin d'histoire politique*, Automne 1994, vol. 3, n° 1, p. 16-17.

¹⁰ René Durocher et Paul-André Linteau, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières : Boréal Express, 1971, 127 p.

¹¹ Voir notamment Yvan Lamonde, « La spécificité des intellectuels des années cinquante au Québec », dans Robert Comeau et Michel Sarra-Bournet (dir.), « Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain », *ibid.*, p. 19-24.

Plusieurs auteurs, dont Gérard Bouchard, voient également dans la Deuxième Guerre mondiale la fin d'une époque pour le Canada français et le passage d'un paradigme de survivance à une redéfinition des représentations collectives. Si Bouchard parle de paradigme révolutionnaire, nous préférons pour notre part évoquer l'empêchement comme sentiment partagé, avant justement que la révolution ne soit de mise au cours de la décennie suivante. Bien qu'apparemment solidement implanté, le « clérico-nationalisme » des élites traditionnelles présente de nombreuses failles comme autant de remises de cause d'un système et d'une vision alors jugées obsolètes. Ces failles donnent le ton à la période. Nous fondons notre hypothèse sur l'idée que les années cinquante forment une transition entre une suprématie de l'idéologie de la survivance d'une part¹² et l'émancipation de la Révolution tranquille d'autre part, et que cette transition se place sous le signe d'une société bloquée par ses propres contradictions. Le terme « empêchement », qui a été proposé par Fernand Dumont¹³, désigne bien à nos yeux le sentiment de blocage qui hante les intellectuels des années cinquante, décrivant une société canadienne-française qui ne se possède pas, ayant intégré l'aliénation jusque dans sa culture. À ce titre, le duplessisme devient « une métaphore¹⁴ » collective des Canadiens français; impuissance à agir lorsque le véritable pouvoir est ailleurs (chez les grosses compagnies ou à Ottawa); impuissance à agir lorsque nous sommes collectivement soumis à nos propres mythes religieux. L'idée de l'empêchement appelle par conséquent l'idée d'un blocage qui se manifeste dans les quatre déterminants que nous allons étudier : l'identité, les rapports de force structurants, l'histoire et les projets de société.

Afin d'étayer notre hypothèse, nous faisons appel à deux revues intellectuelles de la période, auxquelles nous poserons différentes questions.

¹² Ce qui ne signifie en rien que cette survivance aurait été le seul horizon possible pour les « définisseurs de situation » canadiens-français dans la mesure où l'hétérogénéité idéologique et discursive existait depuis le début du siècle et s'exprimait par le libéralisme, les syndicats, les Chambres de Commerce, etc. Nous ne discuterons pas dans ces pages de la prétendue unanimité de la Grande noirceur, mais la présentons comme un repoussoir à l'endroit duquel les années cinquante et soixante vont se définir.

¹³ Fernand Dumont, *La vigile du Québec, Octobre 70 : l'impasse?*, Montréal : Hurtubise HMH, 1971, 234 p.

¹⁴ Geneviève Massicotte, « Grande Noirceur et Révolution tranquille. Réflexions sur quelques jalons identitaires », *Histoire Québec*, vol. 5, n° 3, mars 2000, p. 4-8.

2. Présentation des revues

Les années cinquante voient se développer des positions tranchées sur l'avenir du Québec; positions qui, si elles naissent à ce moment, vont cependant marquer fortement les décennies qui suivront : « Jamais dans le Québec n'aura-t-on tant parlé que durant les fiévreuses années 1958-1960.¹⁵ »

1950 voit l'apparition à Montréal d'une revue majeure dans l'histoire des idées au Québec : *Cité libre* se veut l'organe d'une génération en rupture avec les déterminations écrasantes qui pèsent alors sur la société canadienne-française. Résolument sociale et démocrate, c'est une voix qui représente une fraction de la population s'opposant tant aux pratiques du gouvernement Duplessis qu'à ce qui est perçu comme l'apathie des Canadiens français. Cette revue n'est pas le seul organe de contestation de la politique duplessiste. L'École des sciences sociales de l'Université Laval, les syndicats¹⁶, une certaine frange du Parti libéral provincial, mettent également de l'avant de nouvelles orientations pour le Québec. Différentes évolutions vont marquer le ton de la revue au fil des années. Notons d'abord que les intellectuels qui y écrivent partent tous d'une volonté de réformer le catholicisme en profondeur. Se présentant comme des chrétiens convaincus, ils déplorent le manque de souplesse de la hiérarchie et son refus flagrant de la modernité, alors que là réside la solution, selon eux, pour que l'Église perdure au Canada français, où elle est plus menacée qu'elle ne semble l'imaginer. La première rupture naît du raidissement de cette même hiérarchie catholique, qui sous M^{gr} Léger¹⁷, suivant lui-même les directives conservatrices de

¹⁵ Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, « La mutation de la société québécoise, 1939-1976. Temps, ruptures, continuités », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome premier, « La presse, la littérature ». Québec : Presses de l'Université Laval, 1981, 360 p, p. 49.

¹⁶ Voir au sujet des syndicats : Roch Denis, « La révolte de la base contre le sommet », 2^e partie de *Luttes de classes et question nationale au Québec (1948-1968)*, Montréal : Presses socialistes internationales et Paris : Études et documentations internationales, 1979, 601 p.

¹⁷ M^{gr} Léger remplace en 1950 M^{gr} Charbonneau à la tête du diocèse de Montréal. Ce dernier, officieusement, aurait été forcé de démissionner suite à son appui aux grévistes d'Asbestos.

Pie XII, refuse de souscrire aux velléités modernisatrices des laïcs et des ecclésiastiques progressistes qui l'entourent¹⁸.

Mais la plus importante rupture que connaît *Cité libre* réside dans les premières années de la décennie 1960 au cours desquelles la revue va devoir se redéfinir face aux nouveaux courants d'idée de la période et tentera, en vain, de rajeunir son équipe rédactionnelle. La revue, souvent perçue comme un des pivots de la modernisation du Québec, a fait l'objet de nombreuses études¹⁹. De ces études ressort la vision d'une revue comme agora, profondément démocratique, ayant posé les jalons de la modernisation québécoise (Léon Dion et Yvan Lamonde) et d'un renouveau du fédéralisme. Ses co-fondateurs, Gérard Pelletier et Pierre-Elliott Trudeau, qui se sont illustrés dans la vie politique fédérale par la suite, ont profondément marqué les intellectuels de la période, peut-être autant qu'eux-mêmes furent marqués par les textes d'Emmanuel Mounier et de Jacques Maritain, de la revue française *Esprit*. Ainsi, même si l'on est en droit de remettre en question le poids que l'on a accordé à *Cité libre* dans le déclenchement des réformes de la Révolution tranquille, force est d'admettre que la revue a été un forum de discussion privilégié pour les intellectuels des années cinquante. Par ailleurs, alors qu'on a longtemps présenté *Cité libre* comme ayant été le fer de lance d'un libéralisme fédéraliste relativement uniforme, quelques voix se font entendre à l'effet que la génération citélibriste n'était pas si homogène qu'on l'a présentée. Meunier et Warren ont ainsi insisté sur l'idée que le fédéralisme, comme plus tard

¹⁸ La question de la « réforme de l'entreprise », entre 1946 et 1951, a été au cœur de la question de l'opposition entre progressistes et conservateurs au sein de l'Église québécoise. Voir Suzanne Clavette, « Le jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954) », thèse de Ph. D. en sciences humaines appliquées, Montréal : Université de Montréal, 2004, 2 tomes, 740 p.

¹⁹ Sur *Cité libre*, on pourra consulter les pages que Léon Dion lui consacre dans *Québec 1945-2000. Tome II : les intellectuels et le temps de Duplessis*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1993, 450 p., p. 271-312, E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale : la revue *Cité libre*, 1950-1963 » *Recherches sociographiques*, vol. 39, n° 2-3, mai-décembre 1998, p. 291-316. Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000)*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, 248 p. Ainsi que Yvan Lamonde et Gérard Pelletier, *Cité libre : une anthologie*, Montréal : Stanké, 1991, 413 p. D'autres ouvrages un peu plus anciens incluent la revue dans une analyse plus large de l'histoire québécoise. C'est le cas de Marthe-Francine Tremblay, « Culture colonisée et ethnocentrisme : Québec 1950 à 1975 : *Cité libre*, *Liberté*, *Maintenant*, *Parti pris* ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 1983, 333 p. et de André J. Bélanger, *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, La JEC, Cité Libre, Parti Pris*, LaSalle : Hurtubise HMH, 1977, 219 p.

le nationalisme, étaient des options défendues par certains intellectuels (comme Rioux, Dumont ou Vadeboncœur) avec toujours en tête l'objectif social qui est issu de leur christianisme de gauche, personnaliste.

L'autre revue choisie a une influence certaine dans les débats d'idées de l'époque et ce, malgré sa faible diffusion. Organe du mouvement l'Alliance Laurentienne initié par Raymond Barbeau, *Laurentie* naît en 1957 et se construit essentiellement par un nationalisme séparatiste radical. S'agit-il d'une nouveauté? Oui et non. Non, car le journal *La Nation* de Paul Bouchard, entre 1936 et 1938, avait déjà allégué la nécessité d'une indépendance de la Laurentie soutenue par des idées politiques de droite et une économie corporatiste²⁰. Oui, car pour la première fois une revue est soutenue par un mouvement qui élabore des stratégies d'application et des études approfondies; nous allons avoir l'occasion de constater que la revue fait effectivement appel à des historiens, sociologues ou communicateurs pour étayer ses propos et proposer des solutions globales à la situation canadienne-française. La revue *Laurentie* a beaucoup moins attiré les chercheurs que *Cité libre*. C'est le mémoire d'Éric Bouchard, sous la direction de Pierre Trépanier, qui est à notre connaissance la seule étude consacrée à ce mouvement²¹. Un livre est de plus paru en 2000, écrit par un ami et admirateur avoué de Raymond Barbeau, le naturopathe Jean-Marc Brunet (Raymond Barbeau a été le pionnier de la naturopathie au Québec²²), consacré non au mouvement ou à la revue, mais à Barbeau lui-même. Ce qui, comme nous allons le voir, revient parfois au même. En effet, l'auteur et l'œuvre se confondent souvent, surtout vers la fin de la vie de la revue, alors que les collaborateurs habituels volent vers d'autres activités.

L'influence de Raymond Barbeau est plus importante qu'il n'y paraît de prime abord. Farouchement indépendant, il a refusé de suivre en 1956 le nationalisme traditionnel

²⁰ Sur *La Nation*, voir Julien Fabre, « *La Nation* : les groulxien devant la tentation fasciste 1936-1939 » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, n° 2, printemps 2001, p. 40-51, ainsi que Robert Comeau, « Les indépendantistes québécois 1936-1938 ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université de Montréal, 1971, 212 p.

²¹ Éric Bouchard, « Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois (1957-1964) ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université de Montréal, 1997, 219 p.

²² Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire. Raymond Barbeau et son époque*, Montréal : Ordre Naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2000, 582 p.

provincialiste de Rumilly et de son Centre d'information nationale²³ pour lancer seul le premier mouvement véritablement indépendantiste. Quoique très proche des idées salazaristes et très fortement hiérarchisée, l'Alliance Laurentienne regroupe les pionniers de l'indépendantisme des années soixante, tel André d'Allemagne, qui quitteront par la suite le groupe de Barbeau pour fonder le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). L'influence de Barbeau sur le mouvement indépendantiste ne se limite d'ailleurs pas à la revue et au mouvement laurentien, puisque au début des années soixante il publie trois ouvrages sur la question nationale qui connaîtront un certain succès de librairie²⁴, de même qu'il continue à écrire pour *L'Action nationale*.

Nous allons donc tenter de voir comment deux revues aussi différentes peuvent malgré tout trouver des terrains de convergence. Alors que *Cité libre* met en exergue l'individu comme unité de base de la société, *Laurentie* ne jure que par le groupe et la promotion collective. Et cette opposition ne se dément sur quasiment aucun point. Malgré tout, ces revues sont toutes deux nées d'un sentiment d'insatisfaction à l'égard d'une situation qui paraît sclérosée : le premier travail à faire en vue de la libération du Canada français passe par la désignation des forces d'oppression, quelles qu'elles soient. C'est de ce travail de réappropriation que l'on pourra ressortir les traits communs aux deux revues et désigner le paradigme en cours durant les années cinquante.

3. Présentation du chapitre

Comme nous l'avons spécifié dans le chapitre théorique, l'adoption d'un paradigme n'implique pas d'adhésion à des dogmes ou des idéologies pour les personnes et les sociétés qui en sont partie prenante. Par conséquent, un paradigme pour un groupe donné se rapporte à un ensemble d'objets d'adhésion qui ne sont pas forcément acceptés par tous les membres du groupe comme des affirmations intangibles, mais bien au contraire comme des interrogations,

²³ Pierre Trépanier, « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Cahiers des Dix*, vol. 44, 1989, p. 231-254.

²⁴ Raymond Barbeau, *J'ai choisi l'indépendance*, Montréal : Édition de l'Homme, 1961, 127 p., *Le Québec est-il une colonie?*, Montréal : Éditions de l'Homme, 1962, 158 p. et *La libération économique du Québec*, Montréal : Éditions de l'Homme, 1963, 157 p.

des questionnements de fond. Ce qui signifie que l'on retrouve dans le même paradigme des gens aussi différents que les tenants de la République de Laurentie et ceux gravitant autour de *Cité libre*. On assiste ainsi à l'opposition de deux courants et d'un nombre plus grand d'idéologies au sein du même paradigme, dans la mesure où les interrogations et constats retenus par les deux courants se recoupent, même si leurs réponses diffèrent parfois du tout au tout.

C'est ainsi que, comme d'ailleurs pour le paradigme qui va suivre, s'impose la question du Nous, que nous allons prendre comme premier objet d'adhésion : « qui sommes-nous? » Le Canada français des années cinquante est en plein bouleversement interne. On assiste à un bouillonnement dont les revues, entre autres, se font l'écho. Dans le contexte duplessiste, le concept traditionnel de nation canadienne-française tel que mis de l'avant officiellement par les élites et le clergé, tient de moins en moins. La Crise et la Guerre, de même que l'industrialisation et l'urbanisation, ont égratigné le « mythe » d'un Canada français agricole tel que valorisé par le nationalisme traditionnel. Les intellectuels de toutes allégeances s'en rendent compte et il devient urgent de reconstruire une identité tant individuelle que collective face à la perte de ces repères devenus fragiles. On va alors tenter une nouvelle désignation du Québec comme société globale, d'autant plus que cette rupture entre l'idéologie en place et les nouvelles réalités socio-économiques a créé aux yeux de plusieurs auteurs une société apathique et qui risque de se dissoudre dans un « vacuum idéologique²⁵ ».

Le deuxième objet d'adhésion concerne la nature des rapports de force structurant la société québécoise : « comment fonctionnons-nous? » Ici encore, la perception des mutations dont la société est l'objet dans ses structures pousse les intellectuels à s'interroger quant aux différents pouvoirs en place et à leurs interactions. Ce qui était perçu comme un ordre traditionnel tant au niveau de la province que de l'ensemble du pays ne répond plus aux nouvelles structures politico-économiques. L'industrialisation, l'urbanisation, l'économie de marché, ne datent pas des années cinquante, mais c'est après la Guerre que les intellectuels vont mettre en évidence leur impact sur la société civile et le fait que l'idéologie officielle ne leur laisse que peu de place. La crise ainsi perçue pousse les revues à étudier les rapports

²⁵ Expression de Pierre-Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, octobre 1958, p. 9.

entre le fédéral et le provincial, à redéfinir le rôle des élites locales, à mettre en évidence les nécessaires changements que devront effectuer ces élites, à questionner également la place de l'Église dans le contrôle social. Mais ce qui est peut-être un des points centraux de cette réflexion touche aux classes populaires urbaines qui se politisent de plus en plus durant cette période. On découvre une nouvelle identité urbaine et prolétaire qui se manifeste notamment par l'organisation syndicale²⁶. Il est donc extrêmement important pour les revues de se positionner le plus clairement possible face à ces nouveaux rapports de forces au sein de la société civile et le débat entre la gauche et la droite va polariser les nouvelles élites en devenir, au sujet du rôle qu'elles désirent se donner.

Le troisième objet d'adhésion des intellectuels de l'époque touche aux deux précédents. Ils cherchent à définir une nouvelle identité individuelle et collective du Canada français, de même qu'ils décortiquent les rapports de forces structurant la société québécoise. Ces questionnements entrent en interaction avec le rapport qu'ils entretiennent avec l'Histoire : « d'où venons-nous? » Il ne s'agit pas uniquement dans le cadre de ce travail de traiter de la perception que les revues ont eue des grands débats historiographiques de la période. D'une part, l'École de Montréal, imposant une nouvelle façon de faire de l'histoire mais aussi et surtout une nouvelle perception du passé canadien, a influencé énormément la réflexion des années cinquante et soixante. D'autre part, à l'Université Laval, les sociologues et les historiens tendent à prouver que la désastreuse situation canadienne-française est imputable moins à la Conquête et aux Anglais qu'à la mésadaptation des élites locales et de l'Église. Nous tenterons de voir en quoi nos revues, s'alimentant à ces sources comme à leurs propres réflexions sur l'identité et les structures politiques et sociales, perçoivent le passé du Québec. L'histoire devient ainsi un enjeu politique qui permet aux intellectuels d'asseoir leurs positions politiques et idéologiques.

Ce qui nous conduit au dernier objet d'adhésion, à savoir le projet politique, ou de société : « où allons-nous? » Les projets de société renvoient à l'expression d'idéaux reflétant

²⁶ Précisons cependant que cette « découverte » du monde ouvrier par les intellectuels, notamment à la faveur de la grève d'Asbestos de 1949, ne rend pas justice à un syndicalisme déjà puissant au Québec au cours de la première moitié du XX^e siècle. Jacques Rouillard affirme même que les années cinquante marquent plutôt un affaiblissement des revendications. « La Révolution tranquille : rupture ou tournant? », *Journal of Canadian studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, n° 4, hiver 1998, p. 23-51.

une vision globale de la société. Les analyses et articles de nos revues décrivent en effet une situation relative aux rapports sociaux, à la situation culturelle ou encore aux enjeux du pouvoir et le font d'une manière critique, c'est-à-dire avec en toile de fond l'objectif d'interpeller le lecteur, de l'amener à épouser ses vues, à le convaincre. Le projet politique devient alors la manifestation de la volonté de ces acteurs de changer la situation donnée et précédemment décrite. La discussion du projet de société consiste à discuter du sens à donner à cette action, des moyens à prendre et surtout de son orientation générale. Le projet de société ainsi compris se doit d'être global, de toucher toutes les facettes de la société. Dans *Cité libre* comme dans *Laurentie* se retrouvent les essais des différents acteurs visant à une analyse globale de la situation et projetant dans l'avenir leurs idées. Ce sont donc les quatre questions que nous posons aux deux revues ciblées, avec en toile de fond la perspective d'y déceler les régularités discursives nous permettant de désigner le paradigme en cours.

1. DES CANADIENS FRANÇAIS AUX QUÉBÉCOIS

Le passage du Canada français au Québec n'est pas uniquement un signe de changement d'ordre toponymique ou de mode. Il reflète un changement de perception de l'objet, du « nous », en même temps qu'une redéfinition des rapports entre ce « nous » et les structures politiques et territoriales qui sont siennes et qui l'entourent; de même qu'il témoigne d'un rapport différent à son propre passé et à son avenir. En l'occurrence, avec la disparition progressive du Canada français durant les années cinquante, on assiste à un rejet du véhicule culturel qui le portait depuis un siècle : la survivance¹. Cette survivance et ses manifestations structurelles étant considérées comme caduques, voire nuisibles, le Canada français doit être redéfini de l'intérieur. De même, tenter de le maintenir dans ses frontières identitaires (le Canada d'un océan à l'autre) en fonction de caractéristiques d'ordre culturel (religion, langue, etc.) devient de plus en plus difficile. Les intellectuels de l'après-Guerre perçoivent d'importantes mutations socio-économiques, notamment en ce qui concerne l'émergence d'une classe ouvrière urbaine. Ils estiment nécessaire de se redéfinir en tant que peuple et en tant que structure territoriale et politique et non plus uniquement culturelle, pour aboutir à la fin de la décennie à la naissance du Québec comme lieu de référence identitaire et politique², le « foyer national des Canadiens français ». La notion de retard du Canada français, d'« hiver de la survivance », retard causé par un repli sur soi depuis la Conquête, a été développée entre autres par Fernand Dumont dans les pages de *Cité libre* comme plus tard dans la *Genèse de la société québécoise*³. Elle a surtout et essentiellement été développée par les intellectuels des années cinquante et du début des années soixante qui ont ainsi créé une Grande noirceur plus ou moins mythique à opposer aux projets modernisateurs qu'ils

¹ « La pensée de la survivance est dépassée. Elle s'est éteinte avec le Canada français. Mais la réalité qu'elle tentait de traduire dans un programme collectif de consolidation de l'identité nationale n'a pas changé. » Mathieu Bock-Côté, « La question nationale et l'indépendance. N'écartons pas l'histoire du Québec », *Le Devoir*, vendredi 11 juillet 2003.

² Sur le passage du Canada français au Québec, voir Simon Langlois, « Un cas typique de mutation de la référence nationale : le Canada français », dans Simon Langlois (dir.), *Identité et cultures nationales, l'Amérique française en mutation*, Ste-Foy : CEFAN, Presses de l'Université Laval, 1995, 377 p., p. 3-14.

³ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal : Boréal, 1993, 393 p. Le sociologue a également réfléchi au passage du Canada français au Québec : « Essor et déclin du Canada français », *Recherches sociographiques*, 1997, vol. 38, n° 3, p. 419-467.

proposaient. Cette idée du retard n'est pas nécessairement synonyme d'immobilisme total au fil des décennies, il s'est plutôt agi de définir le Canada français comme un peuple tenu à l'écart des grands courants économiques, politiques et sociaux qui avaient cours dans les autres sociétés industrialisées en même temps.

Cette thèse est cependant mise à mal par la plupart des historiens et sociologues contemporains qui estiment que cette prétendue glaciation ne tient pas compte des changements économiques et structurels qui ont fait du Québec une société moderne depuis le début du siècle⁴. Les thèmes se rattachant au retard du Québec ont été analysés par Linteau et Durocher au début des années soixante-dix⁵. Les deux historiens font le point sur les perspectives sous-jacentes de cette idée⁶. La première perspective concerne le retard du Québec en tant que région économique, la seconde relève plus de la culture, puisqu'elle touche à une infériorité des Canadiens français en tant que groupe, infériorité dont la littérature évoque des causes géoéconomiques, socioculturelles ou politiques. À travers la recherche durant les années cinquante et soixante des causes de ce retard, les deux historiens perçoivent la volonté de rattrapage qui anime les intellectuels de la période. En dénonçant le retard économique, ils dressent le constat de l'incapacité des Canadiens français, pour diverses raisons, à prendre en main leurs outils de développement. Or, l'idéologie de survivance est alors considérée comme un facteur important de ce retard, dans la mesure où elle ne tiendrait pas compte des mutations socio-économiques qui secouent la société québécoise.

C'est justement ce décalage entre le discours traditionnel attaché à une certaine survivance et la perception par les intellectuels des changements effectifs dans la vie quotidienne qui va être le moteur des réflexions des années cinquante. Nous allons décrire ici la façon qu'ont les intellectuels de se représenter la société canadienne-française. Leur

⁴ Voir à ce sujet le chapitre I : « Penser la nation en terre minoritaire » de Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal : VLB éditeur, 2002, 210 p.

⁵ René Durocher et Paul-André Linteau, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières : Boréal Express, 1971, 127 p.

⁶ Richard Desrosiers a également fait le point sur le sujet : « La question de la non-participation des Canadiens français au développement industriel au début du XX^e siècle », dans Robert Comeau (dir.), *Économie québécoise*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1969, 495 p., p. 301-310.

désignation de cette société, mais aussi des Canadiens français eux-mêmes, peut nous fournir des renseignements sur la façon qu'a cette nouvelle génération de s'investir dans le débat identitaire.

1.1. Le mode de représentation traditionnel

Les deux revues, *Cité libre* et *Laurentie*, développent durant les années cinquante des discours différents et parfois opposés quant à la désignation du Canada français. Cependant, reste le constat d'échec de la survivance, ou tout au moins la nécessité de passer à autre chose, de façon soit à entrer de plain-pied dans la modernité et le mouvement du monde pour *Cité libre*, soit à se restructurer en fonction de ses valeurs intrinsèques pour *Laurentie*. Dans les deux cas, nous aurons l'occasion de voir que ce que nous appelons le paradigme de l'empêchement naît de la perception d'une crise manifeste dont les premiers cahots secouent la définition de la société canadienne-française prise dans sa globalité.

1.1.1. *Cité libre* et l'identité traditionnelle

Les débuts de *Cité libre* en 1950 se placent sous le signe de l'opposition. Opposition aux valeurs traditionnelles, à la « politicaillerie », à une religion castratrice, à des structures sociales perçues comme étant en pleine dégénérescence. Désireuse de « situer nos problèmes⁷ », problèmes dont la société québécoise serait victime, la revue s'inscrit dans une dynamique initiée par le manifeste du *Refus Global*, mais développée aussi par la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. On assiste ici à la prise de parole inquiète d'une génération se dressant contre des institutions sclérosées mises en place par ses prédécesseurs et contre la mentalité canadienne-française, mentalité basée sur un irréalisme culturel et un immoralisme politique qui empêcheraient toute adaptation à la modernité.

Dès ses débuts, le bilan que dresse *Cité libre* de l'état de la société est particulièrement noir. Ces moins de trente ans, membres de la « classe moyenne

⁷ Gérard Pelletier, « *Cité libre* confesse ses intentions », *Cité libre*, vol. 1, n° 2, février 1951, p. 3. L'auteur reprendra l'invitation à « situer nos problèmes » lors des débats sur le projet d'université jésuite : « Un Congo universitaire? », *Cité libre*, n°31, novembre 1960, p. 1-2.

supérieure⁸ », qui ont grandi durant la Crise des années trente, qui sont devenus adultes durant la Deuxième Guerre mondiale et qui ont voyagé durant l'après-Guerre voient le Québec en proie à une dégénérescence culturelle, sociale et politique, une mésadaptation flagrante aux nouveaux principes économiques et étatiques contemporains, une idéologie enfin complètement détachée du réel. Ils sont convaincus que le Québec tente de vivre dans une utopique et pré-moderne province, alors que le reste du monde avance autour de lui sans l'attendre. C'est cette coupure entre l'idéologie des élites traditionnelles et les nouvelles réalités qui pousse les rédacteurs de la revue à se lancer dans une redéfinition de la société québécoise, dans la recherche d'une nouvelle identité. *Cité libre* va en effet être le principal vecteur, comme nous allons pouvoir le constater, de la critique formulée au cours des années cinquante et soixante à l'endroit d'une classe des élites coupée de la réalité. Bien que l'on perçoive *Cité libre* et *Laurentie* comme antinomiques, ce sur quoi elles insistent par ailleurs dans leurs pages respectives, force est de constater que les deux revues dressent des portraits de la situation québécoise qui se recoupent sur l'essentiel.

Le premier point sur lequel les intellectuels s'accordent concerne donc la rupture entre l'idéologie en place et la réalité socio-économique. Que ce soit dans le cadre de *Cité libre* ou de *Laurentie*, les auteurs expriment le besoin de se détacher des vieux préceptes en vigueur afin de jeter un œil nouveau sur la société, ce que Trudeau exprime en prônant une réflexion rationnelle et fonctionnelle dès le premier numéro de la revue :

Froidement, soyons intelligents. Pour ma part, je voudrais démontrer que la science politique ne doit pas être de la magie. Et pour cela il importe avant tout de décharger notre vocabulaire de son contenu émotif. Nationalisme, autonomie, bilinguisme, cléricisme, socialisme, centralisation; autant de mots qui nous font bondir d'enthousiasme ou d'indignation, sans raison.⁹

Trudeau va ainsi promouvoir le développement d'une pensée aussi rationnelle que possible des réalités sociales. Allant tout à fait dans le sens des principaux courants de l'après-Guerre, il en appelle à une dé-idéologisation de la société, à une analyse aussi réaliste

⁸ Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, « La mutation de la société québécoise 1939-1976. Temps, ruptures, continuités. », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Tome premier : « La presse, la littérature », Presses de l'Université Laval, Québec, 1981, 360 p., p. 49.

⁹ Pierre-Elliott Trudeau, « Politique fonctionnelle », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, p. 21.

que possible afin de passer outre les émotions collectives qui ont mené à tant de carnages outre-Atlantique. Paradoxalement, ce « nouvel espace idéologique », pour reprendre les termes de Fernand Dumont¹⁰, se met en place par un certain refus de l'idéologie et par un besoin de se rapprocher du « pays réel ». Selon *Cité libre*, le Canada français s'enfonce dans une idéologie de conservation qui l'empêche d'ouvrir les yeux et de faire le moindre pas dans le sens d'une amélioration de ses conditions. Tout le monde est frileux et la volonté de voir ailleurs, de passer outre le conservatisme ambiant, est quasiment tabou : aux yeux des autorités, l'extérieur est synonyme de danger, d'assimilation, ce qui entraîne une infantilisation des Canadiens français, suivant un Chef autoritaire comme un enfant suit son père¹¹.

Mais outre la déresponsabilisation des Québécois à l'égard de leur avenir, c'est la représentation du Canada français sous les couleurs de la tradition qui irrite le plus les rédacteurs de *Cité libre*. Ainsi, comme l'affirme Pierre Vadeboncoeur en 1951, « Nous nourrissons des mystiques, des idéaux, dont la référence au réel ne se fait plus que vaguement : c'est là le trait le plus irritant de notre culture. [...] La tradition, que nous honorons tant, est le lieu de notre irréalisme.¹² » Si l'on poursuit la réflexion, on se rend compte que pour la revue, la cause de cette situation désastreuse qui prime au Canada français est à chercher dans le « [...] traditionalisme inné qui nous caractérise, dans le bagage de préjugés conservateurs que chacun de nous hérite dès sa naissance et perfectionne au cours de son éducation.¹³ » La condition de Canadiens français est donc irréductible d'un étroit conservatisme social et culturel; ce conservatisme est le corollaire du traditionalisme, qui bloque toute réflexion et action positive, il est nourri par les élites en place, les structures religieuses autant que politiques qui entretiennent ainsi de mesquins intérêts. Il devient urgent que les hommes de bonne volonté s'attaquent à ces idées néfastes et porteuses de

¹⁰ Fernand Dumont, « Une révolution culturelle? », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *ibid.*, p. 12.

¹¹ Guy Cormier, « Petite méditation sur l'existence canadienne-française », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, p. 25-36.

¹² Pierre Vadeboncoeur, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, vol. 1, n° 4, décembre 1951, p. 21, 23.

¹³ Gérard Pelletier, « Refus de confiance au syndicalisme », *Cité libre*, vol. 3, n° 1, mai 1953, p. 5.

soumission : « Nous languissons d'une maladie mortelle du caractère. Or, la réalité culturelle présente d'un peuple en rapide déclin psychologique et moral ne doit plus être masquée par le culte mal à propos de ce qu'il traînasse comme idéal.¹⁴ »

Le nationalisme est, aux yeux de *Cité libre*, le facteur principal de propagation de ce sentiment qui nourrit chaque Canadien français; « notre doctrine nationale », qui est l'idéologie unique depuis 1760, fournit à tous le seul canon d'autoreprésentation sous le signe d'une société

[...] minoritaire, catholique et française. C'est à partir de ces caractères, envisagés d'abord dans le concret mais avec les années de plus en plus schématiquement que l'idéologie a formulé sa doctrine nationale et qu'elle est arrivée à contrôler la pensée et la plupart des institutions éducationnelles au Québec.¹⁵

D'où la nécessité, non pas de transformer la culture, mais de l'étudier de près afin de lui insuffler une autre direction : « [...] se rendre compte de ce qu'elle est, c'est constater le décalage qui existe entre la théorie et la pratique, c'est vouloir l'empêcher de s'immobiliser ou de se désintégrer.¹⁶ » C'est le nationalisme traditionnel qui incarne aux yeux de la revue l'immobilisme qui pèse sur la société dans ses moindres rouages. Le Canada français est considéré par ailleurs comme le lieu, de par son nom même, de l'opposition de deux cultures, de deux identités : la canadienne et la française. En 1962, Jean Bouthillette exprime à ce sujet l'idée selon laquelle cette ambivalence, cette incessante discussion entre les deux identités a permis aux Canadiens français de préserver leur spécificité, dans la continuelle inquiétude. Réapparaissant après sa mise en veilleuse par des décennies de monolithisme culturel, cette inquiétude devrait permettre de nouveau un dialogue constructif entre les deux parcelles de l'identité canadienne-française, au sein de l'ensemble fédéral : « Il est plus difficile de me tenir droit sur le trait d'union de mon nom collectif, mon regard posé sur les deux pôles et à la recherche d'un équilibre, que de me laisser choir sur un pôle ou l'autre.¹⁷ »

¹⁴ Pierre Vadboncoeur, « Pour une dynamique de notre culture. I », *Cité libre*, vol. 2, n° 1-2, Juin-Juillet 1952, p. 19.

¹⁵ Marcel Rioux, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, décembre 1955, p. 9

¹⁶ Marcel Rioux, *ibid.*, p. 17

¹⁷ Jean Bouthillette, « La mesure canadienne-française », *Cité libre*, n° 52, Décembre 1962, p. 13.

C'est durant les premières années de la revue, jusqu'à environ 1956, que le thème d'une culture détachée du réel revient le plus souvent¹⁸. Par la suite, les thèmes qui reviennent le plus souvent s'articulent autour de l'interaction entre le nationalisme et la bourgeoisie et de la nécessité de combattre ce qui paraît être les tenants des forces traditionalistes au Canada français¹⁹. On assiste donc au fil des années à l'articulation d'une praxis, après avoir constaté et nommé les problèmes; praxis rendue d'autant plus urgente et nécessaire aux yeux de la revue que Duplessis ne cesse de gagner ses élections et que l'opposition libérale semble remise à un rôle d'arrière-garde.

C'est par un ton particulièrement critique que la revue aborde la question de la désignation du Québec. Les auteurs estiment que le progrès passe en effet par l'ouverture sur le monde et l'intervention de l'État dans les domaines sociaux, économiques et culturels, comme nous allons le voir. Or, alors que le Canada a initié ce mouvement depuis la fin de la Guerre, le Québec est en reste, aux prises avec une mentalité politique obsolète. C'est par une remise en question complète que, pour *Cité libre*, le Québec pourra accéder à la modernité. De la lecture des textes choisis ressort cette image d'un Canada français aux prises avec une culture mythique. Les historiens et les élites ont véhiculé cette perception d'une nation minoritaire, catholique et française comme étant les caractéristiques en vertu desquelles s'opèrent les choix de société et les politiques. Or, en « situant les problèmes » du Canada français, *Cité libre* affirme qu'il s'agit là d'un nationalisme étroit et tellement assimilé par toute la population que l'on ne se rend pas compte qu'il ne sert qu'une élite traditionnelle. Provoquer le changement sera le projet des animateurs de la revue.

Laurentie, tout en abordant la question identitaire à l'aune d'un attachement plus manifeste à certaines valeurs traditionnelles, n'en appelle pas moins à un bouleversement de la perception que le Québec a de lui-même.

¹⁸ Voir notamment les articles de Pierre Vadeboncœur, « L'irréalisme de notre culture », vol. 1, n° 4, décembre 1951, Maurice Blain, « Pour une dynamique de notre culture II », vol. 2, n° 1-2, juin-juillet 1952, Pierre-Elliott Trudeau, « Réflexions sur la politique au Canada français », vol. 2, n° 3, décembre 1952 et Marcel Rioux, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », n° 14, décembre 1955.

¹⁹ Voir notamment Pierre Vadeboncœur, « Voilà l'ennemi! », n° 19, janvier 1958, Pierre Charbonneau, « Défense et illustration de la gauche », n° 18, novembre 1957, et Pierre-Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », n° 22, octobre 1958.

1.1.2. Une nation opprimée

La revue *Laurentie* considère en effet que la société canadienne-française est essentiellement caractérisée par l'oppression qui s'exerce sur elle depuis ses origines. De plus, elle est fortement menacée par différents facteurs. Le premier, qui s'exprime depuis la Conquête, est le pouvoir anglais qui se servirait du système fédéral pour asservir les Canadiens français²⁰. Déjà militairement assujettis, ils le sont à présent culturellement et politiquement. N'ayant aucun pouvoir qui leur soit accordé, étant réprimés s'ils veulent le conquérir (notamment lors des Rébellions de 1837-1838), les Canadiens français se seraient repliés, selon la revue, sur un suivisme débilisant. C'est ensuite le pouvoir économique en place, le système capitaliste aux mains des Anglais, qui là encore asservit le peuple : « Nous vivons depuis trop longtemps dans un confort douillet. Nous sommes médiocres, mais relativement prospères. Confort sans risque et mollesse.²¹ » Et enfin, les intellectuels qui ont voix au chapitre prennent dangereusement la tangente de la gauche, devenant, selon Barbeau, les défenseurs du statu quo et de l'ordre anglo-saxon au mépris des intérêts canadiens-français²². C'est ainsi que la revue de droite s'en prend avec force à *Cité libre* ainsi qu'aux médias en général, ces derniers tentant d'imposer ici une idéologie marxisante tout aussi dangereuse que ne l'est le capitalisme anglo-saxon²³. L'identité canadienne-française, telle qu'elle est perçue dans les pages de *Laurentie*, est donc d'abord et avant tout une identité menacée d'assimilation par le pouvoir fédéral, le système capitaliste anglo-saxon et le suivisme des élites canadiennes-françaises. Or, le système de défense que les élites mettent en place depuis des décennies ne la satisfait pas pour autant.

²⁰ Alliance Laurentienne, « Ultimatum à Ottawa », *Laurentie*, n° 111, février 1961, p. 573-574.

²¹ Raymond Barbeau, cité par Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire. Raymond Barbeau et son époque*, Montréal : Ordre Naturiste Social de Saint-Marc l'Évangéliste inc., 2000, 582 p., p. 137.

²² Alliance Laurentienne, « Les intellectuels qui trahissent », *Laurentie*, n° 112, avril 1961, p. 621-626.

²³ La fin des années cinquante a vu un débat sur la place des intellectuels de gauche et de droite dans les médias. Robert Rumilly, le principal instigateur de ce débat, voit dans *Cité libre*, Radio-Canada, la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, des vecteurs de propagation de l'idée communiste. Il insiste également sur l'idée qu'on ne peut absolument pas se dire chrétien et de gauche sans mentir indûment. Voir notamment ses deux pamphlets : *L'infiltration gauchiste au Canada français*, Montréal, 1956, 147 p. et *La tactique des gauchistes démasquée*, Montréal, 1957, 74 p., publiés à compte d'auteur.

L'économie est, par ailleurs, un des points les plus importants sans laquelle il n'est pas de développement possible de la culture; or il s'avère que le Canada français ne contrôle pas son économie, aux prises avec un capitalisme anglo-saxon qui la contrôle presque entièrement²⁴. Pour *Laurentie*, les menaces qui pèsent sur le Canada français, à commencer par l'oppression politique, économique et culturelle étrangère, ont eu pour conséquence le repli de la société sur elle-même. C'est donc pour la sortir de sa léthargie que la revue cherche à faire la preuve du bien-fondé du nationalisme. Tout comme Trudeau, Barbeau estime que c'est d'abord et avant tout en adoptant une attitude rationnelle et responsable, hors des émotions et par la discussion, que l'on pourra parvenir à faire changer les mentalités : « [...] la nation n'est pas encore suffisamment renseignée sur les problèmes nationaux pour comprendre tous les bienfaits de l'autodétermination. Deux siècles d'esclavage ne s'effacent pas en quelques années », estime-t-il dans une entrevue accordée à *Liberté* en 1962²⁵. Par ailleurs, comme nous le verrons plus loin, la revue affirme que seule l'indépendance pourra donner aux Laurentiens les outils nécessaires à leur développement.

La désignation du Québec dans *Laurentie* correspond donc à une nation dont les réflexes de défense, pour rétrogrades qu'ils soient, ne sont pas dus aux valeurs culturelles qui l'animent, mais à l'oppression dont cette nation est l'objet depuis la Conquête. Les premiers numéros de *Laurentie* insistent sur la situation désastreuse du Québec et des Québécois : la société est perçue comme un ensemble « désorganisé, démotivé, en pleine dégénérescence²⁶ ». Or, contrairement à l'analyse qu'en fait *Cité libre*, l'oppression qui occasionne une telle « dégénérescence », si elle s'incarne en partie dans les élites locales, vient de prime abord des structures d'oppression canadiennes et étasuniennes. Tout en insistant sur la nécessité de nommer les forces plus ou moins occultes qui empêchent le développement harmonieux du Canada français, les deux revues ont une approche différente quant aux origines de ces forces : pour *Cité libre*, il s'agit des élites traditionnelles, pour *Laurentie*, ces élites n'ont agi de la sorte que pour se protéger de structures plus dangereuses encore.

²⁴ Alliance Laurentienne, « Deux siècles d'esclavage », *Laurentie*, n° 106, septembre 1959, p. 328-332.

²⁵ Raymond Barbeau, « Je m'explique », *Liberté*, n° 21, mars 1962, p. 153.

²⁶ Alliance Laurentienne, « Présentation », *Laurentie*, n° 101, octobre 1957, p. 3.

La revue *Laurentie* développe également des stratégies sensiblement différentes de celles choisies par *Cité libre*. Tout en se détachant des idéologies anciennes, la revue appuie son action sur une doctrine forte et tente de toucher la population d'abord par l'éducation des élites²⁷. Ce travail de sensibilisation et de formation des élites est, selon Raymond Barbeau, le meilleur moyen de faire valoir ses thèses, dans la mesure où ce sont elles qui contrôlent le levier économique et politique de la province. *Laurentie* ne remet donc pas en cause le mode de fonctionnement de la société canadienne-française traditionnelle et en soi elle se rapproche de la vision que François-Albert Angers développe dans *L'Action nationale*, comme nous pourrions le constater dans le chapitre suivant.

Lorsque les revues expriment leur point de vue détaillé, lorsqu'elles donnent un avis d'expert et en appellent aux spécialistes sur tel ou tel aspect de la culture, de la politique ou de l'économie, elles en viennent à confronter leurs conclusions à l'idéologie alors en place, véhiculée par les élites traditionnelles. Il ressort de cette comparaison un constat de décalage flagrant. Les anciennes interprétations de la société canadienne-française ne répondent plus aux nouvelles données, ce qui révèle un état de crise. Non seulement ces interprétations, basées sur une certaine homogénéité de religion, de culture, de pratiques, ne tiennent plus, mais on va jusqu'à remettre en question l'objet même de l'interprétation, à savoir le Canada français. S'il existe un point de convergence entre les deux revues quant au mode de représentation traditionnel du Canada français, c'est au niveau du décalage qu'elles constatent toutes deux entre l'idéologie de la survivance et les nouvelles réalités socio-économiques. Barbeau s'est refusé à appuyer le CIN de Rumilly, en partie sur cette question : ce n'est pas en poursuivant l'utopique destin d'une mythique Nouvelle-France que le Québec des années cinquante parviendra à s'adapter aux nouvelles contingences. Or, le rôle des élites, en tant que porteurs de cette idéologie de la survivance, dans ce travail de rationalisation et d'aggiornamento, sera crucial pour les deux revues.

Outre la question de la représentation traditionnelle, la désignation de la Nation fait également partie des débats de ce paradigme : parle-t-on de territoire politique ou d'espace culturel? Et quels sont les enjeux liés à ce débat?

²⁷ Alliance Laurentienne, *ibid.*

1.2. La nation entre territoire politique et espace culturel

L'emploi de « Canada français », terme utilisé génériquement pour désigner les francophones du Canada, mais plus implicitement ceux de la province de Québec jusqu'au début des années soixante, est soumis à une critique sévère. D'une part, les études menées par les intellectuels dressent un tableau particulièrement sombre de la réalité canadienne-française : scolarité déficiente, pouvoir économique négligeable, pratiques politiques douteuses. D'autre part, les deux revues, comme nous allons avoir l'occasion de l'expliquer plus loin, misent sur un État fort pour redresser cette situation. Or, si on place l'État au centre de la réflexion, force est de minimiser le Canada français, ce dernier terme faisant référence à une identité culturelle pancanadienne que les auteurs tendent à délaissier. On voit donc poindre dès les années cinquante ce débat entre la désignation d'une nation civique et celle d'une nation culturelle chez les intellectuels canadiens-français.

1.2.1. Le territoire québécois de *Cité libre*

Tout en conservant le terme « Canadien français » lorsqu'ils évoquent les thèmes généraux liés aux références traditionnelles (culture, religion, par exemple), les rédacteurs de *Cité libre* miseront sur le terme « Québécois » lorsqu'ils évoquent des thèmes politiques ou sociétaux contemporains. En effet, il reflète beaucoup mieux selon eux les nouvelles réalités qu'ils désirent mettre en évidence, notamment en termes de politique provinciale, sociale ou économique. C'est ainsi que dès 1952, Maurice Blain, critiquant la culture canadienne-française comme étant repliée sur elle-même, évoque un héritage européen partiel et sclérosé en faisant une distinction dans son vocabulaire entre « Québec » et « culture française » : « Tout se passe maintenant comme si, purement formelle et catégorique, la culture française du Québec n'avait hérité de la tradition européenne que de concepts stériles.²⁸ » à savoir la Cité chrétienne et l'État nationaliste. Cette culture est donc complètement coupée des réalités

²⁸ Maurice Blain, « Pour une dynamique de notre culture II », *Cité libre*, vol. 2, n° 1-2, Juin-juillet 1952, p. 22-23.

contemporaines. L'ouverture à l'autre doit, pour l'auteur, être la porte de sortie d'un provincialisme débilitant qu'incarne le nationalisme.

Le Québec acquiert ainsi une dimension territoriale à l'intérieur de laquelle plusieurs cultures coexistent, dont la culture française, mais sans pour autant qu'une culture endogène ait vu le jour : seuls quelques préceptes désuets constituent aux yeux de la revue la spécificité canadienne-française, du moins telle que cette dernière est définie par les tenants du nationalisme. Par la même occasion, les auteurs affirment que l'avenir du Québec ne repose pas exclusivement sur les Canadiens français, mais sur tous ceux qui habitent la province de Québec, et notamment les anglophones et les protestants²⁹. Par conséquent, ils entrent en conflit avec le provincialisme, considéré traditionnel et conservateur, et affirment pour le Québec une identité essentiellement politique. Certes, le Canada français et sa culture propre sont les racines du peuple majoritaire, mais ce ne sont plus uniquement ces racines qui doivent influencer le devenir du Québec, qui se doit avant tout d'être respectueux des individus³⁰. Par cette transition vers l'individu, *Cité libre* manifeste son refus d'une culture canadienne-française sclérosée : ce n'est pas de ce côté-là que viendra la solution au problème criant du Canada français. Pour la revue, l'avenir du Québec passe donc par une sortie civique et individuelle du confinement traditionnel et religieux. Par la même occasion, le « vrai » gouvernement permettant de défendre ce point de vue ne se trouve pas à Québec, mais à Ottawa.

La nécessité de valoriser l'individu au sein de la société pousse certains auteurs à rejeter toute forme d'État-nation qui selon eux est la source par principe de tous les conflits, particulièrement au XX^e siècle³¹. Quant à un nationalisme de gauche, qui commence à s'exprimer avec les néonationalistes, particulièrement à la fin de la décennie et au cours des années soixante, Trudeau se plaît à l'assimiler au « national-socialisme ». De plus, les intellectuels de *Cité libre* assimilent tout nationalisme à l'idéologie envahissante qu'ils ont connue durant les décennies précédentes et ils le voient également à l'œuvre dans les démarches politiciennes et démagogiques de Duplessis. Par extension, affirmer la primauté

²⁹ *Cité libre* n° 39, août-septembre 1961, n° spécial sur les protestants canadiens.

³⁰ Guy Cormier, « Petite méditation sur l'existence canadienne-française », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, p. 25-36.

³¹ Pierre-Elliott Trudeau, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, n° 35, mars 1961, p. 5

de l'identité collective devient pour les auteurs un signe de petitesse ou, au mieux, de conservatisme primaire : « Soit neuf et justifié, soit rétrograde et néfaste, l'esprit nationaliste est toujours une manifestation de primitivité.³² » affirme Jean LeMoyne. Il est par conséquent nécessaire pour chaque esprit libre de lutter contre cette mentalité, en responsabilisant chaque citoyen, en intériorisant les éléments culturels et religieux afin qu'ils n'entrent pas en ligne de compte dans la gestion rationnelle des problèmes sociaux et politiques. Cette morale personnaliste n'implique pas pour autant l'abandon de l'engagement citoyen et en ce sens, il n'est pas comparable à un individualisme égoïste. Au contraire, le rejet des anciennes interprétations ouvre la voie à de nouveaux rapports entre les classes sociales de même qu'entre les différents ordres de gouvernement.

1.2.2. La culture canadienne-française et la Laurentie

Même si *Laurentie* partage avec *Cité libre* l'idée de la construction d'un État au sein duquel toutes les origines ethniques auraient leur place³³, il n'en reste pas moins que les Canadiens français sont, pour le mouvement de Raymond Barbeau, un groupe ayant ses caractéristiques propres et ayant préséance sur le territoire laurentien. Ces caractéristiques, basées sur la culture, doivent être représentées au sein d'un futur État-nation indépendant. On parle ici d'« ethnie française » ou de nation, par opposition à une identité individualisée chez *Cité libre*. Il s'agit cependant moins d'une identité basée sur le sang que sur une appartenance à un système de valeurs, un « vouloir-vivre collectif.³⁴ » Les collaborateurs à la revue *Laurentie*, ce en quoi elle rejoint *Cité libre*, refusent le terme de race ou encore un concept biologique de la nation au profit d'une vision à cheval entre l'appartenance culturelle et l'attachement à la Terre des ancêtres, que reflète parfaitement le nom choisi pour le mouvement et la revue. Pour Barbeau, le peuple canadien-français, dépositaire de ces valeurs, reflète l'héritage intellectuel français ainsi que « la grâce spirituelle de la Rome

³² Jean LeMoyne : « La femme et la civilisation canadienne-française », *Cité libre*, n° 17, Juin 1957, p. 14.

³³ Notamment Alliance Laurentienne, « Surge », *Laurentie*, n° 103, mars 1958, p. 179-181, et Alliance Laurentienne, « Le Québec aux Québécois », *Laurentie*, n° 107, janvier 1960, p. 373-377.

³⁴ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, Octobre 1957, p. 2.

chrétienne³⁵ », comme en témoigne l'attachement à la religion catholique; religion qui n'est pas le seul déterminant de l'identité collective, mais qui est un facteur culturel et historique indépassable ayant permis entre autres de sauvegarder la langue³⁶. Cette vision de la religion catholique comme base essentielle de la culture canadienne-française est rejetée par *Cité libre*, dans la mesure où cette dernière prône au contraire une intériorisation de la religion, qui se doit d'être un choix personnel et non pas une contingence culturelle conditionnée par l'appartenance à la nation canadienne-française.

La revue de Raymond Barbeau entretient une vision relativement traditionnelle du Canada français, en décrivant des appartenances essentiellement conditionnées par la culture, l'attachement aux valeurs catholiques; tout compte fait, *Laurentie* définit l'identité selon des termes qui se veulent immuables et collectifs. Cependant, l'expression structurelle et politique de ces cadres culturels est considérée comme étant déficiente. En fait, *Laurentie* considère que la situation canadienne-française est désastreuse : la faiblesse économique et le retard flagrant que l'on observe dans la plupart des domaines de la vie sociale, concourent à penser le contexte contemporain en fonction de l'idée de crise. La crise telle que perçue par les rédacteurs de la revue est moins d'ordre culturel, la culture étant et ayant toujours été un ensemble de valeurs intangibles quoique malmenées actuellement, qu'une crise structurelle. « La nation du Québec [veut] acquérir, non l'être, mais les moyens d'expressions extérieurs de son être politique. Cela ne requiert pas un changement de nature mais de structure, une poussée intense vers un achèvement logique. Pas une mutation, mais une évolution consciente et ordonnée [...].³⁷ » Ce sont d'abord ces structures qu'il faut bouleverser, remplacer par un système plus proche des réalités culturelles pour que le Québec (ou plutôt la Laurentie) se retrouve à la place qui aurait toujours dû être la sienne au sein des autres nations normales. Cette place à acquérir doit refléter la véritable destinée des Laurentiens :

³⁵ Alliance Laurentienne, « Surge », *Laurentie*, n° 103, Mars 1958, p. 179.

³⁶ Alliance Laurentienne, « Deux siècles d'esclavage », *Laurentie*, n° 106, septembre 1959, p. 328-332.

³⁷ Alliance Laurentienne, « Message », *Laurentie*, n° 102, Novembre 1957, p. 88.

[...] renouons la chaîne de nos traditions en les perpétuant et, du coup, nous montrerons les destinées réelles de la Nation afin d'être en mesure de porter nos responsabilités et de prendre solidement en main le présent pour préparer l'avenir.³⁸

La définition de la nation selon les Laurentiens repose sur la culture : on parle ici d'homogénéité et de volonté d'appartenance : un peuple, une culture et une religion : « L'homogénéité des Canadiens français est la base de l'indépendantisme laurentien, mais elle est moins biologique que morale.³⁹ » La religion, la langue, une forme d'économie particulière (le corporatisme), une certaine relation nécessaire au pouvoir (la nécessité d'un chef⁴⁰) sont des caractéristiques communes aux Canadiens français, qu'ils se doivent de conserver et faire fructifier : « [...] la Nation canadienne-française [...] est un ordre total, une entité complète qui poursuit sa marche ascendante. Le Québec est une communauté nationale. La Laurentie sera une société nationale et internationale parfaite.⁴¹ »

Trois termes participent de la désignation du Québec : tout d'abord, le *Canada français*, qui désigne l'ensemble culturel ayant pour racine le peuple français du Canada : catholique, francophone et uni par un ensemble de valeurs qui toutefois se dissolvent avec la puissante acculturation qui œuvre actuellement. Deuxièmement, le *Québec* est le territoire proprement provincial sur lequel les Canadiens français sont majoritaires. Troisième de ces termes, « Laurentie » désigne le futur pays, englobant les Canadiens français du Québec, d'Acadie et les Franco-Ontariens, partageant les mêmes valeurs canadiennes-françaises au sein d'un État qui reflète ces valeurs. En somme, la Laurentie est la fusion de l'espace politique québécois et de l'espace culturel canadien-français.

La revue accepte progressivement d'utiliser le terme « Québec » pour désigner la Province et ses habitants, mais ce terme n'a, selon elle, aucune signification nationale concrète. Lorsque *Laurentie* évoque « la nation du Québec », elle parle ici des Canadiens français qui vivent au Québec. D'où la nécessité d'agrandir le futur pays en y incluant les

³⁸ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, Octobre 1957, p. 4.

³⁹ Éric Bouchard, « Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois. (1957-1964) ». Mémoire de maîtrise en Histoire, Montréal : Université de Montréal, 1997, p. 118.

⁴⁰ « Nous préparons la voie à notre Salazar [...] », Alliance Laurentienne, « Présentation », *Laurentie*, n° 101, octobre 1957, p. 1

⁴¹ Alliance Laurentienne, « Message », *Laurentie*, n° 102, Novembre 1957, p. 87.

autres francophones. Par conséquent, Raymond Barbeau, tout comme Raoul Roy plus tard⁴², refuse de s'identifier comme Québécois : « [...] nous ne pouvons pas être des Québécois. Québec, autre mot d'origine iroquoise, signifie rétrécissement. Or, nous voulons sortir du provincialisme.⁴³ » À la fin de la période cependant, vers 1962, les rédacteurs utilisent plus volontiers le mot « québécois », dans la mesure où ils perçoivent la montée en puissance d'un nationalisme qui s'appuie désormais sur l'État québécois alors en pleine mutation⁴⁴.

L'entité politique et culturelle que serait la Laurentie s'appuie sur le principe de l'État-nation, seul capable de rendre compte et de défendre les intérêts canadiens-français. Il est à noter que malgré l'insistance de Raymond Barbeau à valoriser les aspects culturels dans la définition de l'identité laurentienne, c'est une entité politique qu'il désire mettre sur pied, en retrait du reste du Canada. C'est par des mesures politiques coercitives que l'on parviendra, selon *Laurentie*, à sauvegarder la culture canadienne-française. On ne peut donc pas conserver les frontières actuelles de la province de Québec et il est nécessaire de l'agrandir afin d'y englober les francophones des provinces maritimes et de l'Ontario.

Conclusion

Les deux revues, *Cité libre* et *Laurentie*, développent deux approches différentes de la nation. Pour la première, le Canada français est une entité culturelle qui conserve une certaine pertinence dans le domaine de la vie privée : la religion, la langue et les traditions sont des caractéristiques culturelles d'importance (les rédacteurs de *Cité libre* sont motivés par une réforme de l'Église et attachent une grande importance à l'éducation de la langue française), mais qui ne doivent cependant pas aveugler ses promoteurs. En effet, le

⁴² Raoul Roy est l'initiateur de la première revue alliant socialisme et indépendantisme de décolonisation en 1959 : *La Revue socialiste*. Ses prises de position par la suite vont être quelque peu éclatées, allant du rejet total du marxisme à l'affirmation du nom de « Franc-Canadiens » à la place de « Québécois » : *Peuple sans nom : on est Canadien ou bien on l'est pas ! : oui à notre nom de Canadiens ! Non au surnom de Québécois*, Montréal : Éditions du Franc-Canada, coll. Les Cahiers de la décolonisation du Franc-Canada; n° 11, 1981, 116 p.

⁴³ Raymond Barbeau, « Les Laurentiens ont relevé le défi de l'histoire », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 917.

⁴⁴ Alliance Laurentienne, « L'indépendance se justifie tous les jours davantage », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 914-915.

nationalisme, par définition ethnocentriste, est selon eux la manifestation d'une émotivité qui ne doit pas avoir droit de cité dans un pays, le Canada, promis à un bel avenir. Par ses politiques sociales, par une pratique politique plus rationnelle, la Confédération apparaît aux yeux des rédacteurs de *Cité libre* comme le lieu où la culture canadienne-française pourra s'épanouir dans la liberté de chaque individu et non selon les dogmes imposés par l'élite conservatrice. On peut donc être Canadien français dans le privé, mais c'est par le Canada que doit passer la défense de ces valeurs individuelles, au Québec comme dans les autres provinces.

Pour *Laurentie*, par contre, la culture canadienne-française vit un grand danger, moins à cause de ses élites qu'à cause de l'oppression dont elle est victime depuis deux siècles. Les structures qui enserrent la culture canadienne-française ne peuvent répondre adéquatement aux aspirations légitimes des Canadiens français, qui se voient ainsi collectivement condamnés à se replier sur eux et à entretenir une mentalité de vaincus. Par conséquent, seule une réforme radicale des structures, à commencer par l'indépendance, permettra la mise sur pied d'un État qui corresponde à la nation canadienne-française : la Laurentie. Il ne peut en effet y avoir d'État qui ne puisse être une émanation directe des valeurs de la société, faute de quoi cet État serait condamné à l'abstraction.

Certes, les deux revues diffèrent radicalement quant aux options suggérées. Cependant, il est un point central sur lequel elles s'accordent et qui nous permet d'affirmer qu'elles participent du même paradigme, c'est qu'elles s'entendent sur le constat d'échec de la société canadienne-française du Québec des années cinquante. *Laurentie* n'agrée guère plus Duplessis que ne le fait *Cité libre* : c'est sans doute la raison pour laquelle Raymond Barbeau coupe les ponts très tôt avec Robert Rumilly. Pour les deux revues intellectuelles, le provincialisme défendu par le Chef est la manifestation d'une étroitesse d'esprit et d'un manque de vision qui ne devrait plus avoir cours; mais il est aussi le symbole de tout un système politique qui condamne la culture à la survivance. Bien que les deux revues s'inscrivent dans des schémas de pensée bien différents, la première étape de leur réflexion consiste à nommer et dénoncer les forces occultes qui enserrent le Canada français, afin par la suite de se réapproprier l'être collectif québécois.

Derrière l'opposition de discours entre *Laurentie* et *Cité libre* se dissimule par conséquent le même constat de départ, la même attitude de *refus* de l'identité et des valeurs

imposées par l'idéologie dominante. Ces valeurs provoquent l'apathie générale de la population, qui se voit ainsi manipulée par une élite qui n'a pas de scrupule à défendre ses seuls intérêts. L'empêchement, le blocage caractérisent donc cette société, qui n'a pas même les moyens de se rendre compte de son asservissement. Mais l'élite elle-même sent la colère gronder et son hégémonie vaciller de l'extérieur comme de l'intérieur. L'identité canadienne-française, si elle est constamment interrogée, remise en question au cours des années cinquante, n'est jamais complètement occultée, même par *Cité libre*. Elle est en déliquescence, mais tout un chacun souhaite son plein rétablissement dans ses limites sociales et culturelles. Bien que se refusant à une analyse nationaliste, les citélibristes s'engagent dans une réflexion portant sur la nécessaire redéfinition de l'être canadien-français face à une représentation de lui-même complètement mythique et irréaliste, dispensée par une élite uniquement intéressée au contrôle social et idéologique qu'elle peut, de la sorte, exercer sur la société. Or, pour les deux revues, ces changements profonds doivent d'abord être initiés par une réappropriation des structures et du politique.

Nous avons pu voir, à l'aide de la comparaison entre deux revues porteuses d'idéologies différentes, que le discours intellectuel identitaire s'appuie sur l'idée que la province s'enlise dans un marasme global. Ce constat sera le point de départ de la volonté de redéfinir un nouvel être canadien-français, tant individuel que collectif, autant qu'il est le point de départ des analyses que font les revues des forces en présence.

2. DE NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCE

Les années cinquante constituent cette période que nous avons placée sous le signe du paradigme de l'empêchement. L'étude de la définition du Québec comme société globale nous a permis de voir que les deux revues que nous étudions tentent de redéfinir l'identité collective canadienne-française, qui doit composer avec le développement récent d'un attachement au territoire québécois, lieu du politique. Il devient urgent aux yeux de ces intellectuels, de droite comme de gauche, de s'interroger sur ces mutations identitaires, dans la mesure où l'être collectif semble bloqué, en proie à une incapacité de s'inscrire dans un processus de représentation autre que traditionnel. Le constat de ce blocage au niveau des représentations pousse donc les revues à s'interroger sur les rapports de force qui se trament dans ce processus. Certes, le Premier ministre provincial, Maurice Duplessis, fait partie de l'équation. Mais fondamentalement d'autres éléments plus importants que la politique provinciale semblent diriger la société québécoise : une force générationnelle montante, la remise en cause des élites traditionnelles, la question religieuse et enfin la question ouvrière face au capitalisme international sont quatre piliers essentiels de la réflexion qu'entretiennent les intellectuels québécois des années cinquante.

Il existe tout d'abord une opposition au sein de la société civile, que l'on retrouve incarnée par les deux revues. L'historiographie a souvent omis de signaler la présence d'une pléiade de groupes de droite qui, sous l'égide plus ou moins distante de Lionel Groulx et celle plus ou moins prégnante de Robert Rumilly et de son Centre d'information nationale (CIN)¹, ont malgré tout participé à la construction idéologique de la période. Malgré la présence au sein des mouvements de droite d'anciens défenseurs de la cause nationale, il n'en reste pas moins que l'on a assisté durant cette période à l'apparition d'une génération intellectuelle qui, particulièrement en ce qui concerne les collaborateurs de *Cité libre*, constitue un puissant ciment d'identification. Nous verrons que *Laurentie*, de par son idéologie de continuité et malgré les manifestations de rupture avec le nationalisme traditionnel, hésite à identifier son action à celle d'une génération, préférant s'inscrire dans la permanence de la pensée

¹ Sur Robert Rumilly, voir Jean-François Nadeau : « Robert Rumilly en son histoire ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2003, 539 p., Chap. XIV « Séparatisme et fédéralisme : le Centre d'information nationale », p. 477-496.

nationale. Cependant, la montée en force d'une jeune génération militante au tournant de la décennie pousse *Laurentie* à revendiquer la paternité de son néonationalisme revendicatif face au bon-ententisme des plus âgés.

Outre la question générationnelle mise de l'avant par *Cité libre* et qui se veut une rupture, un autre rapport de force s'établit à l'intérieur de la société québécoise durant les années cinquante, touchant la plupart des débats sociaux, politiques et culturels : la remise en cause des élites traditionnelles. Ces élites sont vivement critiquées tant pour l'inertie de leur pensée que pour leur manque de vision. Pour les deux revues, elles sont la courroie de transmission entre les structures oppressantes et le peuple opprimé.

Dans une troisième partie, nous étudierons le rapport que les revues entretiennent avec l'Église, elle aussi prise à partie, parfois vivement, durant les années cinquante. *Cité libre* se concentre sur les débats relatifs à la réforme de l'Église, tandis que *Laurentie* cherche à influencer les élites intellectuelles et religieuses de façon à ce que le Québec sorte de l'idéologie de la survivance.

Le quatrième rapport de force structurant la société québécoise a trait à l'industrialisation et l'urbanisation du Québec de l'après-Guerre. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais nos revues insistent au cours de la période sur les changements essentiels que cette nouvelle situation occasionne sur tous les plans : puisque désormais la société québécoise est fortement urbanisée, pourquoi le discours et les structures ne paraissent-ils pas en tenir compte? Ce vide au niveau de la représentation collective inquiète les auteurs, qui tentent alors de promouvoir d'autres systèmes économiques de façon à contrer un capitalisme qu'ils estiment dangereux.

Nous tenterons à travers ces quatre questionnements de voir en quoi *Cité libre* et *Laurentie* partagent le même constat : des changements radicaux s'imposent. Malgré les oppositions idéologiques qui existent entre les deux revues, nous tenterons de déceler, dans leur perception des différents rapports de force, une constante discursive nous permettant d'y voir un objet d'adhésion paradigmatique.

2.1. La génération de l'après-Guerre

La question générationnelle en matière d'idées politiques a été étudiée par François Ricard dans une « autobiographie collective » consacrée aux premiers baby-boomers². Pour ce qui est de la période qui nous intéresse ici, Léon Dion³ et Fernand Dumont ont également présenté des points de vue convergents. Si nous évoquons la notion de génération, c'est qu'elle s'inscrit profondément dans l'analyse que les intellectuels font de la société. Autant chez les Laurentiens que chez les Citélibristes, les collaborateurs estiment que le contexte dans lequel ils se sont forgés intellectuellement a été primordial dans leur engagement.

2.1.1. Une génération marquée par la Crise

Chaque revue cherche en premier lieu à se définir par ce qu'Andrée Fortin appelle un manifeste : « C'est un moment d'« autoposition », d'« autodéfinition où les fondateurs se définissent en tant que groupe et s'engagent dans le social.⁴ » *Cité libre* s'inscrit dès son premier numéro sous la bannière de la jeunesse, d'une jeunesse qui a voyagé un peu partout, qui a découvert une Europe portée par ce qu'elle perçoit comme une effervescence culturelle et qui constate à son retour le décalage avec la société québécoise endormie dans ses mythes caduques. Ces jeunes se font appeler, lorsqu'ils reviennent au Québec, des « retours d'Europe⁵ », et ne vont pas dissimuler l'influence décisive des « vieux pays » sur leur pensée et leur action :

² François Ricard, *La génération lyrique, essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal : Boréal, 1994, 280 p.

³ Léon Dion, *Québec 1945-2000, tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p. Chap. 2 : « L'émergence d'une intelligentsia à la fin de l'ancien régime », p. 163-204.

⁴ Andrée Fortin, « Les intellectuels à travers leurs revues », *Recherches sociographiques*, vol. 31, n° 2, 1990, p. 170.

⁵ Parmi les « retours d'Europe », on compte notamment André Laurendeau. Les années de formation effectuées en Europe ont été décisives dans le développement de sa pensée. Il a notamment commencé à élaborer une pensée sociale plus élaborée lors du Front populaire de 1936. Donald J. Horton, *André Laurendeau. La vie d'un nationaliste*, Montréal : Bellarmin, 1995, 357 p., Chap. III : « Le personnalisme 1935-1937 », p. 77-103.

« On appelait ces jeunes les retours d'Europe, raconte Mme Pelletier-Baillargeon, et ils étaient facilement identifiables à cette incapacité dont ils étaient frappés, une fois rentrés au pays, de commencer leur phrase autrement que par un « là-bas, en France », tout empreint de nostalgie.⁶ »

La revue sera le lieu au sein duquel ces jeunes tenteront de faire part au reste du Canada français de l'ouverture d'esprit dont ils se targuent, afin d'en modifier les comportements et les mentalités. Cette génération est née dans un contexte bien particulier, celui de la fin de la Première Guerre mondiale, elle a grandi durant la Crise économique des années trente et de la Deuxième Guerre et entre en opposition avec la génération précédente qui, lors de ces événements tragiques, se serait repliée sur elle-même⁷. C'est en vertu de cette spécificité générationnelle que ses membres considèrent que leur apport potentiel à la société a de l'importance :

Et comme notre génération n'a pas reçu la même formation, n'a pas vécu les mêmes expériences que les précédentes, les questions qu'elle pose et les réponses qu'elle tente d'y apporter ont quelque chose de nouveau, d'original et de distinct.⁸

Cependant, cette génération se perçoit comme étant cantonnée au silence, n'étant pas écoutée, confinée à une spécialisation professionnelle qui la bloque dans sa volonté d'expression⁹, sans compter sur l'autocensure généralisée dont le Canada français serait la victime consentante. Autre caractéristique des membres de cette génération d'experts, une inquiétude inhérente tant à leur âge qu'aux conditions de leur formation, du fait des crises précédemment évoquées et de la Guerre froide qui s'installe : « Nous avons été lancés ensuite dans l'aventure d'une deuxième grande guerre. Et c'est sur nous que l'on compte pour lancer et encaisser les bombes atomiques du prochain conflit.¹⁰ » C'est sans doute là une des raisons

⁶ Louise Leduc, « La grande rupture. La fin de la grande noirceur ecclésiastique, selon Hélène Pelletier-Baillargeon », *Le Devoir*, 28 mars 2000.

⁷ Catherine Pomeyrols a cependant insisté sur l'importance des échanges idéologiques entre intellectuels Français et Québécois, ces derniers en faisant cependant une « utilisation sélective ». « Les intellectuels de l'entre-deux-guerres : les milieux de formation », dans Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 382 p., p. 213-232.

⁸ La rédaction, « Règle du jeu », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, Juin 1950, p. 1-2.

⁹ Gérard Pelletier, « *Cité libre* confesse ses intentions », *Cité libre*, vol. 1, n° 2, février 1951, p. 2-9.

¹⁰ Réginald Boisvert, « Domiciles de la peur sociale », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, p. 15.

qui ont favorisé chez ces jeunes l'imprégnation des idées de la revue française *Esprit*, dans laquelle Emmanuel Mounier, notamment, estime que l'état d'inquiétude est indissociable de la condition humaine, car elle seule permet l'esprit critique nécessaire à une révolution sociale et religieuse¹¹. Pierre Vallières sera l'un des derniers à revenir abondamment sur le personnalisme comme moteur de la réflexion et de l'action tant de la génération de *Cité libre* que de lui-même. Bien qu'il soit plus jeune que Trudeau, Pelletier et les autres fondateurs de *Cité libre*, Vallières estime que sa propre génération, peut-être sans le savoir, est en accord avec les idées de Mounier dans la mesure où l'inquiétude et la soif de changement qui la meut relèvent de la quête de vérité et de liberté inhérente à la foi personnaliste¹².

Les écrivains de la génération de *Cité libre* sont conscients d'une force herculéenne les animant : la force de la jeunesse, alliée à leur intelligence et à leur mode de fonctionnement basé sur le dialogue et la coopération, leur permettra de changer véritablement la société :

Nous sommes au temps de la découverte et du rassemblement des matériaux. Cette culture vivante, libre, audacieuse et responsable, elle sera ce que nous sommes, elle sera ce que nous la ferons. [...] tout comme si la réalité d'une culture encore inédite allait se mettre à nous ressembler.¹³

Cette insistance sur la fracture générationnelle dure à peine quelques années. La revue ne va revenir sur le sujet qu'à partir de 1961-1962, au moment où ses auteurs se rendent compte de l'importance grandissante de l'indépendantisme chez les jeunes issus du baby-boom. On ne les comprend pas vraiment et on les invite pour leur demander d'exposer leur point de vue. Une nouvelle fracture est apparue, reléguant *Cité libre* à l'arrière-plan du débat, surtout après le passage en coup de vent de la nouvelle équipe rédactionnelle dirigée

¹¹ Gérard Pelletier s'en prend également aux membres de *Relations* en affirmant que la volonté de réforme religieuse mise de l'avant par *Cité libre* correspond à l'attitude « d'une génération entière », dans « Faites vos jeux : le diagnostic du R.P. D'Anjou, S-J. », *Cité libre*, vol. 1, n° 3, p. 44.

¹² Pierre Vallières, « Emmanuel Mounier », *Cité libre*, n° 57, Mai 1963, p. 11-14, et « *Cité libre* et ma génération », *Cité libre*, n° 59, août-septembre 1963, p. 15-22. Sur le personnalisme de Pierre Vallières et ses premiers engagements, voir Jacques Jourdain et Mélanie Mailhot, *Pierre Vallières, paroles d'un nègre blanc*, Montréal : VLB, 2002, 284 p.

¹³ Jean Blain, « Pour une dynamique de notre culture – II », *Cité libre*, vol. 2, n° 1-2, Juin-Juillet 1952, p. 26.

par Pierre Vallières en 1964. La nouvelle génération qui prend la relève se retrouve alors moins dans *Cité libre* que dans *Liberté* ou *Parti pris*.

2.1.2. La recherche de la continuité

Laurentie, quant à elle, insiste moins sur l'identité des auteurs et sur la définition d'un « nous » rédactionnel que ne le fait *Cité libre*, cette dernière reportant la plupart de ses conclusions, du moins dans les premières années, à la jeunesse de ses rédacteurs. Le conflit de génération qui ponctue les pages de *Cité libre* reflète l'impatience de cette jeune génération de professionnels à bouleverser la culture et les structures en place, et également à imposer, en tant qu'experts, leurs nouvelles problématiques. Étant donné l'attachement de *Laurentie* à une certaine continuité culturelle, il n'est pas étonnant de constater que la revue va tenter au contraire de rallier autant les jeunes que les moins jeunes. C'est la raison pour laquelle le premier éditorial présente le projet de la revue comme celui d'une « École de pensée et d'études, un laboratoire d'idées et de faits, et non un cénacle d'esthètes ou une académie d'inutiles où les opinions uniformes prévalent.¹⁴ » L'attachement à Lionel Groulx manifeste de cette volonté d'inscrire la revue dans une action transgénérationnelle. En fait, au-delà de la question de la jeunesse, la génération visée ici est « la génération des vivants¹⁵ ». Cependant, les appels de Lionel Groulx portent également vers la jeunesse et le vieil historien espère que c'est la génération du baby-boom qui fera aboutir ses espoirs : « Par quels moyens parvenir à cette sorte de souveraineté? La réponse appartient aux jeunes générations.¹⁶ »

Le début des années soixante et le développement du néonationalisme permettent à *Laurentie* de mettre à profit l'effervescence de la jeunesse. Barbeau a toujours regretté, selon

¹⁴ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, octobre 1957, p. 3.

¹⁵ Raymond Barbeau, « Lettre de M. Le chanoine Lionel Groulx », *Laurentie*, n° 102, novembre 1957, p. 1. Expression renvoyant au célèbre discours de Groulx dans lequel il évoque « L'État français » : « Nous sommes la génération des vivants. Vous êtes la dernière génération des morts! », dans « L'histoire, gardienne des traditions vivantes », discours prononcé au deuxième Congrès de la langue française, à Québec, le 29 juin 1937, cité dans *Lionel Groulx. Une anthologie*, Textes choisis et présentés par Julien Goyette, Montréal : Bibliothèque québécoise, 1998, 312 p., p. 153.

¹⁶ « Lettre de M. le chanoine Lionel Groulx », *Laurentie*, n° 105, avril 1959, p. 279.

son biographe Jean-Marc Brunet, que les mouvements indépendantistes se soient développés hors de l'Alliance Laurentienne. Le RIN est né, sous l'impulsion de d'Allemagne et de Chaput, de la scission de l'Alliance, à cause de l'aspect par trop doctrinaire du mouvement, mais aussi par le fait même de l'attachement de son fondateur aux valeurs de droite. Marcel Chaput dira de Barbeau en 1962 : « Homme de droite dans un monde qui s'en éloigne, Raymond Barbeau ne pouvait faire l'union des indépendantistes; il ne pouvait que les diviser.¹⁷ » Cependant, Barbeau va voir dans le développement de l'idée d'indépendance chez les jeunes un signe d'encouragement et va en retirer une certaine satisfaction quant à la pertinence de son idée originale. C'est pourquoi en 1961, il s'affiche confiant en la chute prochaine du système fédéral : « Toute la jeunesse actuelle ne rêve plus que d'indépendance. Les idoles tombent, les mythes s'évanouissent, la Confédération n'a jamais été aussi menacée. Va t-on finir par le comprendre?¹⁸ »

2.1.3. Conclusion

En se posant comme la voix d'une génération nouvelle, *Cité libre* propose la réinterprétation globale et la rupture comme système intellectuel : la génération citélibriste refuse les dogmes de ses prédécesseurs, elle critique les tenants du *statu quo* qui refusent de lui accorder la parole. On voit poindre dans cette critique la colère de ceux qui militent depuis des années à la Jeunesse étudiante catholique pour que changent les choses, en vain; ceux qui ont l'impression de se battre contre des moulins à vent nommés Duplessis, hiérarchie, idéologie. *Cité libre* apparaît alors comme le lieu de rassemblement qui permettra de se nommer soi, de se définir, avant que de proposer un autre Canada français.

L'attitude de *Laurentie*, quoi que se basant nettement moins que la précédente revue sur le plan de la lutte générationnelle, se pose malgré tout sur le terrain de la jeunesse. Mais dans la mesure où beaucoup d'acteurs importants pour elle ne font pas partie à proprement parler de la jeunesse (Lionel Groulx par exemple), dans la mesure également où elle cherche à établir un pont entre les différents penseurs nationalistes, la revue se distancie de *Cité libre*. Elle fait ainsi appel à une caractéristique commune aux mouvements nationalistes, qui est

¹⁷ Entrevue avec Marcel Chaput, « Ultimatum », *Liberté*, vol. 4, n° 21, mars 1962, p. 148.

¹⁸ Raymond Barbeau, « Un songe révélateur », *Laurentie*, N° 113, Juin 1961, p. 677.

l'union de classes et des générations dans un projet national commun qui transcende les possibles fractures au sein de la nation.

Par contre, là où on peut établir un point de convergence, outre le parcours comparable des intellectuels de *Cité libre* et de Barbeau, lui-même « retour d'Europe », c'est sur le fait que, même si *Laurentie* ne se veut pas à proprement parler une revue de jeunes, elle vise à ce que les jeunes prennent fait et cause pour l'idée qu'elle promeut; par ailleurs, elle oppose la jeunesse aux structures alors existantes : c'est par un mouvement de dénonciation des vieilles institutions que l'on parviendra à la liberté collective. Seul un renouveau des structures permettra d'assurer un avenir viable au Québec et à sa jeunesse. Le discours des deux revues présente donc la caractéristique commune d'un attachement à des valeurs de renouveau et de changement draconien, valeurs incarnées par une jeunesse en laquelle on place de grands espoirs pour forger une société à son image.

Nous avons pu constater plus haut que les revues tentent une nouvelle désignation du Québec et que cette désignation s'opère en rupture avec l'idéologie considérée comme étant en place depuis trop longtemps. Nous allons voir à présent que dans le cadre de ce paradigme de l'empêchement, les revues s'inscrivent également en rupture avec les porteurs de cette idéologie traditionnelle, à savoir les politiciens des « vieux partis », qu'ils soient libéraux ou conservateurs, les puissances financières, certains membres du clergé plus précisément pour ce qui est de *Cité libre*, mais aussi et surtout les « honnêtes gens », c'est-à-dire les élites traditionnelles du Canada français, qui ont failli à leur rôle.

2.2. La trahison des élites

Les deux revues étudiées, quoique fondamentalement différentes, se rejoignent sur certains points. Le constat d'un désintérêt des Canadiens français pour la chose politique, leur attitude de suivisme de même que la pauvreté de la culture tant populaire que celle des élites, tout cela prend part à la vision qu'elles entretiennent d'une autoreprésentation de la société détachée de la vie quotidienne et de son évolution depuis les débuts de l'industrialisation. Dans leur quête à redéfinir une possible identité canadienne-française, elles en arrivent à considérer que le marasme qu'elles décrivent est dû en grande partie à la petite bourgeoisie, aux élites traditionnelles.

2.2.1. *Cité libre* et l'idéologie de la petite bourgeoisie

Selon *Cité libre*, les élites se nourrissent de doctrine nationale et soumettent le reste du peuple à ces considérations mythiques¹⁹, le coupant par la même manière d'une interprétation rationnelle et réaliste de leur monde quotidien. Les descriptions de cette catégorie sociale que l'on trouve dans la revue de Pelletier et Trudeau font souvent appel à l'histoire, mais aussi à une certaine psychologie de groupe. Par exemple, dans l'un des premiers articles de la jeune revue, Réginald Boisvert, membre de la jeunesse étudiante catholique et publiciste au syndicat des métallos de Montréal, estime que les jeunes entrepreneurs de son âge sont les plus conservateurs : ayant connu l'inquiétude de la Crise et de la Guerre, ces derniers ont été « dépersonnalisés par des cadres inhumains²⁰ » qui en ont fait les promoteurs les plus acharnés de l'ordre social le plus strict.

Généralement, les auteurs perçoivent ces élites non pas comme un ensemble disparate d'individus, mais plutôt comme un groupe ayant une identité propre et dont les propos et actions visent à inféoder le peuple, ce qui leur assure stabilité et quiétude. Les idéologies qu'ils préconisent afin d'asseoir leur pouvoir passent, comme l'affirme Marcel Rioux, par la promotion d'un mythique esprit minoritaire, catholique et français. Les traditions sont considérées comme gardiennes d'un âge d'or, mais aussi garantes de caractéristiques culturelles qu'il est nécessaire de préserver des dangers extérieurs. Les élites manient donc, et ce grâce à l'appui non dissimulé du régime, les idées faisant appel aux sentiments de peur et de danger collectif afin d'asseoir leur pouvoir²¹. Cette idéologie promue par les élites est la seule en lice, il n'y a donc pas place à la contestation : le clérical-nationalisme a fait main basse sur tous les moyens d'action et de pensée en faisant le vide autour de lui, ce qui ne peut qu'« être néfaste pour l'avancement de la culture même.²² »

¹⁹ Pierre Vadeboncoeur, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, vol. 1, n° 4, décembre 1951, p. 20-26.

²⁰ Réginald Boisvert, « Domiciles de la peur sociale », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, Juin 1950, p. 17.

²¹ Pierre-Elliott Trudeau, face au développement du néo-nationalisme, estimera en 1962 que la démarche est alors la même que celle des élites de la Grande noirceur, dont la démagogie vise à assurer leur emprise sur la société. « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, n° 46, Avril 1962, p. 3.

²² Marcel Rioux, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, Décembre 1956, p. 19.

Cette idéologie ne se renouvelle pas, elle « est exposée à ne plus interpréter la réalité culturelle du groupe dont elle se veut le porte-parole.²³ » En fait, la vision que *Cité libre* entretient de l'idéologie de la survivance promue par les élites traditionnelles se rapproche de ce que Fernand Dumont en dit dans *Genèse*, et qu'il explique dans une entrevue réalisée en 1995 : « Mais c'est ça la survivance : le fait qu'il faut malgré tout garder son identité, même si on n'est plus du tout le même. Il y a là quelque chose de profondément tragique dont nous essayons de sortir.²⁴ » Ce qui apparaissait comme un handicap en territoire nord-américain (la langue, la religion, les traditions) est alors, par une manœuvre de transmutation, transformé en privilège, en « une espèce de vocation ».

2.2.2. Le bon-ententisme selon *Laurentie*

Laurentie considère également que l'élite canadienne-française, au même titre bien souvent que l'ensemble de la population, est bon-ententiste et préfère stagner dans la médiocrité que de revendiquer les droits de la nation. Les Canadiens français sont « [...] une masse amorphe, ribotante et moutonneuse; [...] » et la classe supérieure est, quant à elle, « [...] parfaitement domestiquée par les étrangers et même souvent complice de nos humiliantes défaites.²⁵ » C'est donc par l'éducation que le changement doit arriver, mais cette éducation doit d'abord et avant tout passer par les élites : Société Saint-Jean-Baptiste, Chambres de commerce, etc. sont les milieux visés par la revue.

Le seul moyen d'arriver sûrement au peuple est de transformer l'élite, d'orienter les institutions dans un sens exclusivement québécois et d'opérer de cette sorte une révolution pacifique. C'est la formule laurentienne. Nous ne sommes pas des activistes, nous ne croyons pas pour le moment à l'action de masse.²⁶

Les intellectuels de gauche qui collaborent avec les entreprises anglo-saxonnes sont eux aussi considérés comme des traîtres : « [...] le colonialisme intellectuel est bien

²³ Marcel Rioux, *ibid.*, p. 20.

²⁴ « Fernand Dumont et le Québec : un entretien avec Georges Leroux », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, n° 1 (automne 2000), p. 17-39, p. 20, d'après une émission de la chaîne culturelle de Radio-Canada, mai 1995.

²⁵ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, Octobre 1957, p. 2.

²⁶ François Lorient, « Les œuvres et les projets des Laurentiens », *Laurentie*, n° 118, Mai 1962, p. 931.

l'aboutissement logique de notre colonialisme économique et politique.²⁷ » Cependant, contrairement à *Cité libre*, *Laurentie* considère que le mythe que véhiculent les élites, et particulièrement les hommes politiques, n'est pas le nationalisme ou la foi dans la doctrine nationale, mais bien au contraire l'absence de nationalisme, c'est-à-dire le maintien du statu quo au sein de la fédération canadienne. Les partis politiques, quels qu'ils soient, conservateurs ou progressistes, provinciaux ou fédéraux, entretiennent l'idée que les Canadiens français détiennent les clés du pouvoir en envoyant quelques-uns de leurs représentants à Ottawa. Or, il ne fait pas de doute pour l'Alliance Laurentienne qu'il s'agit là d'une supercherie destinée à endormir le peuple. La revue revient fréquemment sur l'idée de ce mythe, arguant que par essence, la constitution canadienne n'est pas ouverte aux francophones et que par conséquent, ils ne peuvent aucunement y faire valoir les valeurs canadiennes-françaises.

Les rapports que la revue entretient avec les partis politiques provinciaux aussi bien que fédéraux sont sur ce point relativement proches de ce que l'on peut lire dans *Cité libre*. Il s'agit d'une méfiance s'accompagnant souvent de propos assez vifs à leur endroit. En 1960 cependant, à la suite de l'arrivée au pouvoir des Libéraux, Raymond Barbeau exprimait un certain espoir au vu du programme du nouveau gouvernement : « Contre la démission presque générale de notre élite, gagnée au pan canadianisme absurde, le parti libéral offre un programme RELATIVEMENT bon.²⁸ » Mais Barbeau va cependant faire un parallèle avec le programme de l'Union nationale de 1936, bien vite enterré, et il exprime par conséquent une certaine méfiance : « En tout cas, et jusqu'à preuve du contraire, nous ne placerons aucune confiance véritable dans le parti libéral, dominé, lui aussi, par les intérêts financiers anglo-américains.²⁹ »

²⁷ Alliance Laurentienne, « Les intellectuels qui trahissent », *Laurentie*, n° 112, Avril 1961, p. 625.

²⁸ Raymond Barbeau, « Le ministère des Affaires Culturelles », *Laurentie*, n° 109, Novembre 1960, p. 473.

²⁹ *ibid.* p. 474.

2.2.3. Conclusion

Les élites traditionnelles et les politiciens, qu'ils soient d'Ottawa ou de Québec, entretiennent, aux yeux des deux revues, leurs intérêts particuliers avant ceux de la collectivité. Aucune des deux revues n'accorde de crédit aux partis politiques à quelque niveau que ce soit. La méfiance à l'égard des élites en place est manifeste du constat partagé par les intellectuels d'une volonté de réforme complète du système de gouvernance ainsi que d'une volonté de démocratisation de la société de façon à rendre le pouvoir réellement représentatif des aspirations populaires. Selon *Cité libre*, l'idéologie clérico-nationaliste est conçue pour faire entrer tout un chacun dans le moule de la soumission, de la peur et de l'ignorance. Les élites qui en sont le véhicule l'utilisent aux fins de leur propre pouvoir, sans se rendre compte de son irréalisme de plus en plus flagrant en regard de la situation socio-économique. Pour *Laurentie*, ce n'est pas le nationalisme en tant que tel qui est la clé du problème, mais au contraire le manque de nationalisme : pour paraphraser Meunier et Warren, on pourrait dire que la revue souhaite une sortie nationaliste du nationalisme. C'est que les élites se sont réfugiées dans un nationalisme de bonne entente et de petitesse qui ne permettra jamais à la collectivité canadienne-française de s'affirmer en tant que nation.

L'écart entre les deux revues relève donc moins du constat partagé de la désuétude de l'idéologie clérico-nationaliste que des solutions envisagées pour résoudre ce problème. *Cité libre* estime que le clérico-nationalisme est la pierre d'achoppement du contrôle social du système duplessiste. Les élites sont les courroies de transmission de l'injustice alimentant la médiocrité culturelle canadienne-française. La revue estime par conséquent que c'est un bouleversement complet des mentalités tant chez le peuple que parmi les élites qui permettra de se libérer des idéologies oppressantes. Pour *Laurentie* par contre, même si la survivance ne répond effectivement plus aux exigences modernes de la société, c'est par l'éducation des élites, actuelles et futures, que l'on parviendra à renverser les structures oppressantes : le bon-ententisme crée un faux sentiment de sécurité qui confine à la soumission, ce dont profitent les dirigeants politiques avides de conforter leur pouvoir. La culture est moins mise en cause que les institutions qui l'ont pervertie chez les élites traditionnelles, garantes des valeurs canadiennes-françaises. Au croisement des structures et de la culture, l'Église catholique est, durant les années cinquante, au faîte de sa puissance temporelle. *Cité libre* et *Laurentie* y

voient un acteur essentiel des forces en présence, tout en adoptant une attitude différente l'une de l'autre.

2.3. L'Église entre contrôle social et foi individualisée

La religion est l'un des points sur lequel les deux revues accordent beaucoup d'importance, tout en étant profondément en désaccord. Selon *Cité libre*, l'Église se doit de devenir l'incarnation d'une foi intériorisée et personnalisée, alors qu'elle est perçue comme un instrument de contrôle social au bénéfice des élites et du pouvoir. Pour *Laurentie*, l'Église catholique doit demeurer une référence structurelle indissociable de l'identité canadienne-française. Elle a en effet défendu par le passé la langue et le caractère français de cette identité. L'articulation entre l'Église en tant que puissance sociopolitique et la religion comme protagoniste de la culture canadienne-française est au cœur de la réflexion des deux revues et fait indéniablement partie de leur analyse des rapports de force structurant la société canadienne-française. Nous allons présenter ici les visions des deux revues relativement à leur rapport à la religion, perçue comme force structurant la société québécoise des années cinquante.

2.3.1. Retour aux sources évangéliques

Pour les auteurs gravitant autour de *Cité libre*, l'Église catholique est au cœur d'un profond débat qui engage toute la collectivité canadienne-française. Ces auteurs, instruits par les institutions ecclésiastiques et en partie issus des rangs de la Jeunesse catholique, remettent en cause une Église qui, selon eux, s'éloigne toujours plus de sa véritable mission et édulcore le message des Évangiles.

Selon *Cité libre*, la hiérarchie catholique a maintenu le peuple dans l'ignorance et l'a conduit à suivre les élites au nom du respect de l'autorité en place, ainsi qu'au nom des valeurs culturelles canadiennes-françaises. Or, l'idéologie de la survivance, comme nous avons eu l'occasion de le voir précédemment, est fortement critiquée par la revue. Dénonçant la collusion entre l'Église et les mythes nationalistes, ainsi que les liens entre ce discours et

une idéologie de droite³⁰, *Cité libre* va prôner la désunion entre l'Église et le politique, au profit d'une religion intériorisée; Maritain, Mounier, la revue *Esprit* et le personnalisme vont être ses points de repère.

Pelletier sera l'un des principaux contributeurs de la revue à insister sur la nécessaire réforme religieuse au Canada français et la plupart de ses éditoriaux portent sur ce thème. Son premier article porte sur le fait que la sainteté, loin d'être une icône destinée à édifier les enfants, est au contraire accessible à tous les hommes de bonne volonté, clercs comme laïcs, à partir du moment où ils acceptent de vivre en accord avec l'Évangile. Or, l'Évangile est édulcoré par l'Église, on le transforme en instrument de l'ordre social et on en oublie « [...] sa langue rude, [...] son expression directe, [les] exigences qu'il implique et [...] la violence révolutionnaire qui le soutient.³¹ » Les prêches rassurants, sempiternels ressassements des clercs, émoissent cette violence de l'Évangile : « Le paradoxe du christianisme se ramenait en définitive à la seule philosophie du bon sens le plus bourgeois.³² » Ce texte de 1950 est un parfait résumé de la pensée personnaliste qui anime les rédacteurs de *Cité libre*. C'est un personnalisme non pas importé tel quel, mais au contraire adapté, modelé au visage du Québec du milieu du siècle : importance numérique et sociale des clercs, religion routinière et structures sociales et religieuses en marge des grands mouvements économiques et politiques

³⁰ Pour Pierre-Elliott Trudeau, dans son introduction à *La grève de l'amiante*, l'Église a toujours été associée au conservatisme. Or, l'auteur, probablement par choix idéologique, a négligé de parler de la volonté réformatrice qui a animé certains secteurs de l'Église à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui a poussé un certain nombre d'évêques et de prêtres à appuyer les grèves. Le durcissement de la hiérarchie à la suite de cet événement est probablement ce qui a le plus favorisé le silence de Trudeau sur ces nuances. Par ailleurs, Esther Delisle et Pierre K. Malouf ont également insisté sur le silence de Trudeau quant à la question de l'hygiène industrielle, pourtant centrale dans le conflit, au profit d'une volonté de « fabrication » de l'histoire. P. E. Trudeau et coll., *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal : éditions Cité Libre, 1956, 430 p. et Esther Delisle et Pierre K. Malouf, *Le quatuor d'Asbestos*, Montréal : Éditions Varia, 2004, 572 p.

³¹ Gérard Pelletier, « Premières questions. Histoire de collégiens qui ont aujourd'hui trente ans », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, p. 8. En 1951, la condamnation par Pie XII de la « Réforme de l'entreprise » occasionne la marginalisation du courant progressiste dans l'Église, ce courant quittant alors les structures religieuses au profit de structures laïques. Gérard Pelletier est emblématique de ce courant réformateur que l'on retrouve notamment dans *Cité libre*. Voir à ce sujet Suzanne Clavette, « Le jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954) », thèse de Ph. D. en sciences humaines appliquées, Montréal : Université de Montréal, 2004, 2 tomes, 740 p.

³² Gérard Pelletier, *op. cit.*, p. 9.

de la période forment la trame de fond de cette philosophie. Il manifeste également la volonté d'intérioriser sa foi dans un rapport à Dieu qui ne passe pas forcément par des structures contrôlées par des humains. En fait, Jésus et les saints sont humanisés et rendus accessibles alors que l'Église est réifiée et perd de sa symbolique représentative et transcendante.

Pratiquer sa foi dans le quotidien et ne plus suivre les élites cléricales contrôlantes devient un leitmotiv pour les rédacteurs de la revue. Le verbalisme de la pratique religieuse que décrit Pierre Vadeboncœur³³ est en effet véhiculé par une élite satisfaite qui monopolise tout discours et prise de parole sur la foi. Le monolithisme religieux est l'un des points sur lesquels la revue va également revenir régulièrement³⁴. Regrettant que la question religieuse ne puisse se poser que dans une perspective de défense de la foi face aux dangers de l'assimilation anglo-saxonne, les auteurs en viennent à regretter qu'il n'y ait pas de véritable liberté intellectuelle et religieuse, que la diversité soit un concept étranger et finalement ils estiment bénéfique que la majorité au Canada soit protestante : « Notre unique sauvegarde, sur le plan des circonstances, réside dans le fait que nous partageons le pays avec une majorité anglo-saxonne et protestante. Le protestantisme assure ici la différence et l'équilibre; [...].³⁵ »

Par ailleurs, il paraît évident aux collaborateurs de *Cité libre* qu'à force de se mêler des affaires temporelles (éducation, soutien à Duplessis), la religion catholique en arrive à mener une action injuste et à se pervertir. C'est ainsi que Trudeau souhaite « qu'à l'avenir le clergé, même bien intentionné, eût assez de pudeur pour ne plus fourrer les billets de confession dans les combats électoraux.³⁶ » Le danger pour l'Église de cette intervention dans les affaires civiles et politiques et ce toujours du côté des plus forts, est que la classe populaire, qui devient de plus en plus importante, se détache graduellement de l'Église, qui

³³ Pierre Vadeboncœur, « Réflexions sur la foi », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 17.

³⁴ Voir entre autre, outre les articles ici cités, *Cité libre*, « La querelle des instituteurs », *Cité libre*, vol. 1, n° 4, décembre 1951, p. 1-15, Gérard Pelletier, « Dialogue sur un suicide », *Cité libre*, n° 11, février 1955, p. 1-11, ou encore Réginald Boisvert, « Foi chrétienne et mission temporelle », *Cité libre*, n° 13, novembre 1955, p. 1-8.

³⁵ Jean LeMoine, « L'atmosphère religieuse au Canada français », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 5.

³⁶ Pierre-Elliott Trudeau, « L'élection du 22 juin 1960 », *Cité libre*, n° 29, Août-septembre 1960, p. 3.

ne la représente plus. Or, vers quoi vont se tourner les ouvriers? C'est là un questionnement auquel les anciens membres des Jeunesses étudiantes catholiques (JEC) que sont pour la plupart les animateurs de la revue répondent par une intervention dans les milieux ouvriers³⁷. Car en proie au vacuum idéologique et spirituel des quartiers ouvriers des villes, le peuple se tourne alors vers les fausses doctrines que sont l'agnosticisme ou pire, le communisme³⁸. Le conservatisme idéologique des dirigeants ecclésiastiques suscite l'ire des auteurs, estimant là encore qu'il est inadéquat dans la situation contemporaine : il s'agit en effet de la valorisation d'un passé mythique dont les références viennent d'une France défunte depuis longtemps. Pelletier critique ainsi le courant traditionaliste catholique où l'on peut deviner l'ombre d'un personnage comme Robert Rumilly :

Ils se rattachent à ce parti catholique qui a incarné en France la résistance à toute évolution sociale, qui a ignoré les aspirations de la classe ouvrière, défendu la royauté jusqu'à l'absurde et compromis l'Église du côté d'un autoritarisme désuet.³⁹

La revue estime, et ce notamment à partir du milieu des années cinquante, que la hiérarchie ecclésiastique est par essence une force de conservation qui, ne sachant s'adapter, se condamne à disparaître, et condamne les catholiques au vide spirituel. Un élément déclencheur de la radicalisation de la revue dans sa position anticléricale est la condamnation par Pie XII, en 1951, de la Réforme de l'entreprise, alors qu'elle était soutenue par la CTCC ainsi que par des évêques progressistes regroupés autour de Mgr Charbonneau; le pape condamnera également les prêtres ouvriers en 1954, estimant que la société contemporaine est en crise. Or, selon *Cité libre*, la crise se situe à l'intérieur de l'Église, dans sa mésadaptation au monde. Le raidissement de la hiérarchie se fait alors plus fort contre les tentatives de réforme, ce qui pousse les rédacteurs à délaisser de plus en plus le terrain d'une réforme du religieux au profit d'une analyse politique d'autant plus poussée, ce qui est particulièrement net dans le livre *La grève de l'amiante*, paru en 1956.

³⁷ Sur la place prépondérante des mouvements de jeunesse catholique, voir Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène, l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal : Boréal, 2003, 294 p.

³⁸ Gérard Pelletier, « Crise d'autorité ou crise de liberté? » *Cité libre*, vol. 2, n° 1-2, Juin-Juillet 1952, p. 4.

³⁹ Gérard Pelletier, « Refus de confiance au syndicalisme », *Cité libre*, vol. 3, n° 1, Mai 1953, p. 6.

2.3.2. L'Église en tant qu'institution essentielle selon *Laurentie*

La perception que les Laurentiens entretiennent de l'Église et de son inscription temporelle est totalement différente de celle que nous avons pu évoquer concernant *Cité libre*. En termes de contrôle social, les auteurs ne lui enlèvent aucunement ce droit à tenir la plupart des structures culturelles du Canada français entre ses mains. En effet, les siècles passés ont prouvé que l'Église catholique a pu permettre la sauvegarde des traits culturels qui font la spécificité de la nation⁴⁰. Par ailleurs, en tant que ciment social, son emprise sur les mentalités permet un ordre social tout à fait conforme à l'idéal doctrinaire et autoritaire que fonde Raymond Barbeau. La hiérarchie de l'Église est à ce titre un modèle exemplaire pour lui, qui appuie son organisation sur une hiérarchie forte. D'un point de vue social, *Laurentie* se rattache à la doctrine sociale de l'Église⁴¹, qui ne condamne pas la propriété privée, mais émet des réserves quant à un capitalisme sauvage qui déshumanise l'homme, d'où l'intérêt de la revue pour les projets corporatistes que nous évoquerons ultérieurement.

Il est également important pour Raymond Barbeau, à la suite d'ailleurs de Lionel Groulx⁴², que les défenseurs de la patrie, avant le peuple lui-même, connaissent un renouveau et une consolidation de leur foi afin de régénérer le Canada français; être fort dans la religion est une condition nécessaire à l'établissement de la République laurentienne. La plupart des éditoriaux de la revue insistent sur le caractère mystique de la destinée de la nation laurentienne, avec régulièrement des références à Dieu : « Que les bons ouvriers viennent à nous, serrent nos rangs et partent avec nous pour la grande aventure laurentienne. Dieu le veut! »⁴³ Ou encore « Préparons notre patrie laurentienne à l'avènement du royaume de Dieu! »⁴⁴ Le manifeste de l'Alliance Laurentienne, qui en 1958 pose les bases du mouvement

⁴⁰ Alliance Laurentienne, « Deux siècles d'esclavage », *Laurentie*, n° 106, septembre 1959, p. 328-332.

⁴¹ « Jamais avons-nous porté un masque ou tenté de cacher notre adhésion à la doctrine sociale de l'Église malgré les attaques incessantes des adversaires de notre foi et de notre nation. », Raymond Barbeau, « Ni haine, ni isolationnisme, ni impatience », *Laurentie*, n° 114, septembre 1961, p. 721.

⁴² Lionel Groulx, « Lettre », *Laurentie*, n° 102, novembre 1957, p. 85-86.

⁴³ Alliance Laurentienne, « Message », *Laurentie*, n° 102, Novembre 1957, p. 88.

⁴⁴ Alliance Laurentienne, « Surge! », *Laurentie*, n° 103, Mars 1958, p. 181. La citation originale est entièrement en majuscules.

et résume la place qu'il réserve à l'Église catholique, réaffirme la préséance de cette dernière comme centre de référence culturelle sur laquelle construire une identité nationale : « [...] l'amour de la nation canadienne-française [...] s'appuie sur la mission catholique et française qui nous a été léguée et que nous devons, à tout prix, perpétuer dans le temps et dans l'espace.⁴⁵ »

Il n'est pas question ici, contrairement à ce que l'on peut lire dans *Cité libre*, de mettre en cause la place de l'Église dans l'organisation sociale. Cependant, les Laurentiens vont réclamer un État plus fort, non pas interventionniste, mais dirigiste. C'est-à-dire que pour *Laurentie*, l'État ne doit en aucun cas tenter de remplacer l'initiative individuelle et privée; il doit par contre favoriser ces initiatives afin qu'elles aillent dans le sens du bien commun. Sans entrer en contradiction avec la puissance temporelle de l'Église, cet État devra signer un concordat avec elle⁴⁶ afin que les deux sphères délimitent leurs zones d'influence respectives. Par ailleurs, vers la fin de la période, la revue va promouvoir la création d'un ministère de l'Éducation⁴⁷, nuanciant ainsi la position favorable à l'Église qu'elle a maintenue auparavant.

2.3.3. Conclusion

L'Église est un acteur essentiel de la période en tant qu'institution prenant en charge le plus gros des structures sociales et culturelles, des écoles aux hôpitaux⁴⁸. Elle est accusée par *Cité libre* d'entretenir, conjointement avec la petite bourgeoisie, l'idéologie de survivance qui place la société québécoise en porte-à-faux des courants politiques et économiques du siècle. Son poids sur les décisions politiques est également important : *Cité libre* va dénoncer la collusion entre Duplessis et les plus conservateurs des ecclésiastiques, notamment le haut clergé. Or, l'Église catholique des années cinquante est en proie à des changements

⁴⁵ Manifeste de l'Alliance Laurentienne, *Laurentie*, n° 104, Septembre 1958, p. 227.

⁴⁶ « [...] nous suggérons que l'État du Québec signe un concordat avec l'Église catholique délimitant les droits de chacun, exposant les limites des activités des uns et des autres », Raymond Barbeau, « Les Laurentiens ont relevé le défi de l'histoire », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 923.

⁴⁷ François Lorient, « Les œuvres et les projets des Laurentiens », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 927-935.

⁴⁸ Voir Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal : Boréal, 1999, 205 p., notamment le chapitre V : « Apogée et déclin de l'Église nationale », p. 113-152.

importants qui tendent à l'affaiblir, et ce malgré un sursaut de conservatisme qui aura pour conséquence de l'éloigner des débats qui se trament alors. Entre d'une part les forces réformistes qui s'affichent entre autres dans les mouvements de jeunesses catholiques et dans *Cité libre* et d'autre part les forces conservatrices du haut clergé et de l'élite traditionnelle, l'Église catholique entame une transition qui fera s'écrouler d'elles-mêmes certaines de ses structures temporelles au cours de la décennie suivante.

Ce sont ces structures qui sont valorisées par *Laurentie*, qui y voit la manifestation du génie canadien-français : malgré l'oppression constante dont il est victime depuis deux siècles, le Canada français a maintenu sa langue, sa religion et ses traditions, grâce justement à l'Église. Or, puisque pour *Laurentie* les structures se doivent de refléter la culture, ce qui n'est alors pas le cas selon la revue, il est important de conserver l'Église en tant que force temporelle, seule institution à appartenir en propre aux Canadiens français exclusivement. Les auteurs de *Laurentie*, tout comme ceux de *Cité libre*, s'accordent sur un point : l'Église catholique au Québec, représentante d'un ordre traditionnel menacé, est en crise. Or, pour *Cité libre* cette crise doit mener à une intériorisation de la pensée religieuse aux dépens de ses structures temporelles : ces structures font partie des forces oppressantes qui participent au blocage de la société canadienne-française. Par contre, selon *Laurentie*, ce sont ces structures temporelles qui priment, en tant qu'organes de contrôle culturel, politique et social : le blocage ne vient pas d'elles, mais des pouvoirs qui leur sont étrangers.

Nous allons voir à présent que la montée du prolétariat suscite des questions importantes chez les intellectuels : face aux tensions suscitées par le capitalisme, il devient nécessaire d'opérer un changement économique d'importance et un renouvellement de la façon d'appréhender le Canada français, de façon à pouvoir s'adapter aux nouvelles réalités économiques et sociales, mais aussi de façon à pouvoir éventuellement en contrer efficacement les effets néfastes.

2.4. Structures socio-économiques et contrôle étranger

La période voit se mettre en place des nouvelles structures sociales, avec notamment la montée en puissance du syndicalisme, une urbanisation massive, le développement des banlieues et une baisse relative du poids social de l'Église, particulièrement en ville. Mais la fin des années cinquante est également une période de chômage au cours de laquelle les Québécois se sentent de plus en plus dépossédés de leurs richesses naturelles, ces dernières étant exploitées par des industries étasuniennes ou anglo-canadiennes. La pauvreté, notamment en périphérie de Montréal, tend également à s'accroître⁴⁹. Par conséquent, l'image véhiculée par les élites locales, ainsi que par le pouvoir en place⁵⁰, se détache de plus en plus abruptement des réalités économiques et sociales au sein desquelles le chômage et la récession font planer sur le Québec l'ombre de la Crise économique. La politique de laisser-faire duplessiste favorise les compagnies étrangères tout en tentant de mettre en échec une certaine forme de syndicalisme revendicatif⁵¹. À cette époque, certaines élites économiques commencent également à réclamer une plus grande intervention de l'État dans les affaires économiques : un conseil d'orientation et une certaine planification pourraient contrer les disparités régionales et limiter les effets négatifs du libéralisme⁵². Aussi les revues de la période vont-elles s'opposer à gestion économique de la Province telle qu'elle est pratiquée au Québec, tout en critiquant le libéralisme classique ainsi que le capitalisme débridé, mais pour des raisons différentes selon leurs orientations idéologiques.

⁴⁹ Voir Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, vol. 2, op. cit., chapitre 23, « Prospérité et pauvreté », p. 319-330.

⁵⁰ Sur la notion de libéralisme du duplessisme et son interaction avec le conservatisme social du gouvernement, voir Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste, 1944-1960*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

⁵¹ Sur le mouvement ouvrier au Québec, voir Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal : VLB éditeur, coll. Études québécoises, 1989, 542 p. et Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois des origines à nos jours*, Montréal : Boréal Express, 1989, 535 p.

⁵² Voir à ce sujet Dorval Brunelle, « La bourgeoisie et le capital », Chap. 2 dans *La désillusion tranquille*, Lasalle, Québec : Hurtubise HMH, 1978, 225 p., p. 91-128.

2.4.1. *Cité libre* et la question syndicale

Les années cinquante voient l'apparition au Québec d'une gauche qui se manifeste notamment dans *Cité libre* et qui tranche avec une vision des rapports de force jusqu'alors concentrée sur la question nationale. La revue de Trudeau et Pelletier cherche en effet à inscrire ses réflexions dans une optique sociale qui récuse les principes du capitalisme tout-puissant comme du communisme. *Laurentie* critique le capitalisme dans la mesure où il est quasi-exclusivement étranger et mise sur la nécessité d'une économie corporatiste et coopérative. La revue propose ainsi une solution à la dépossession économique du Québec, tout en maintenant que les principaux problèmes tant économiques que politiques, culturels et sociaux proviennent de la situation coloniale et exploitée du Québec. Selon *Cité libre* par contre, ce n'est pas le système fédéral ni le capitalisme dans ses principes généraux qui sont mis en cause, mais les excès de ce capitalisme notamment par le biais du libéralisme classique et de ses sbires locaux qui en profitent, à commencer par l'Église :

Depuis l'épuisement du nationalisme, et en attendant l'instauration d'une foi démocratique, il n'existe plus au sens fort d'État civil au niveau provincial. Deux forces surtout commandent à nos destinées : le capitalisme international et le cléricalisme québécois.⁵³

Par conséquent, la revue va insister sur la nécessité, afin de changer cette situation, de s'appuyer non pas sur les élites, qui sont jugées inaptes à s'adapter aux nouvelles réalités, mais sur la classe ouvrière. En effet, « Le mouvement ouvrier offre un champ fort propice [...] »⁵⁴ pour dissiper l'utopie des classes au pouvoir et des institutions religieuses s'appuyant sur une idéologie désincarnée. En ce sens, la revue reprend les thèmes chers aux syndicats, mais aussi aux mouvements de jeunesse catholique visant à toucher la réalité des classes ouvrières que la revue considère abandonnées par un clergé qui refuse de tenir compte de leurs doléances.

Cité libre met donc en avant ses idées de gauche, à la suite de sa perception de la fracture entre les classes sociales, fracture issue de l'industrialisation et de l'urbanisation des

⁵³ Pierre-Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, Octobre 1958, p. 2.

⁵⁴ Pierre Vadeboncœur, « L'irréalisme de notre culture ». *Cité libre*, vol. 1, n° 4, Décembre 1951, p. 26.

dernières décennies. De cette fracture naissent des contradictions entre l'idéologie officielle et les réalités socio-économiques quotidiennes, crise qui pousse les rédacteurs à remettre en cause les structures en place⁵⁵. Les rapports de force structurant la société québécoise ne reposent pas selon eux sur une dynamique de relation avec les anglophones ou avec le gouvernement fédéral, mais bien sur une rupture entre deux conceptions de la société et de l'avenir du Québec : une vision progressiste et une vision conservatrice, donc bourgeoise⁵⁶. Le problème social est de plus en plus important et révélateur, aux yeux de la revue, des contradictions inhérentes aux sociétés capitalistes et elle estime que les bourgeois qui s'opposent traditionnellement, par principe, à la prise de parole ouvrière ne se rendent pas compte de leur erreur et de l'impossible travail de bâillonnement auquel ils se sont attelés : « J'espère qu'ils réalisent les proportions gigantesques de la tâche qu'ils ont entreprise : l'extinction de ce volcan, l'assèchement de ce fleuve qui s'appelle la révolte ouvrière, le problème social. Ceux-là, en tout cas, sont évidemment des adversaires.⁵⁷ »

À la suite de ce constat de l'existence d'une classe ouvrière délaissée et écrasée tant par le capitalisme que par l'Église, les intellectuels de la revue vont soutenir continuellement les luttes syndicales qui vont se font jour au Québec : la grève des instituteurs de 1951⁵⁸, la grève de Louiseville de 1952⁵⁹, celle de Murdochville en 1957⁶⁰, etc. Par extension, ils critiquent le fait que les syndicats catholiques de la province ne soient pas assez revendicatifs. Soucieux de défendre avant tout les intérêts de la bourgeoisie par le biais de la paix sociale, ils ont finalement discrédité l'Église comme porteuse d'espoir pour tous les hommes⁶¹. L'échec de la grève d'Asbestos et l'attitude rétrograde de Pie XII ne font que confirmer la fracture entre le mouvement ouvrier et l'Église. Quelques années plus tard, ces syndicats se

⁵⁵ R.B. « Le Duplessis-Soleil », *Cité libre*, vol. 1, n° 3, mai 1951, p. 59-60.

⁵⁶ Réginald Boisvert, « Domiciles de la peur sociale », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, juin 1950, p. 10-19.

⁵⁷ Réginald Boisvert, *loc.cit.*, p. 10.

⁵⁸ *Cité libre*, « La querelle des instituteurs », *Cité libre*, vol. 1, n° 4, décembre 1951, p. 1-15, et *Cité libre*, « D'un refus-symptôme », *Cité libre*, n° 9, mars 1954, p. 1-9.

⁵⁹ Gérard Pelletier, « Refus de confiance au syndicalisme », *Cité libre*, vol. 3, n° 1, mai 1953, p. 1-9.

⁶⁰ *Cité libre*, « Ressac », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, p. 1-2.

⁶¹ Gérard Pelletier, « Refus de confiance au syndicalisme », *loc.cit.*

désolidarisent de l'Église et deviennent officiellement laïcs. C'est le cas en 1960 pour la Confédération des travailleurs catholiques canadiens (CTCC) qui devient la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Les rédacteurs de *Cité libre* déplorent l'indifférence générale des Québécois envers ces grèves, notamment à la suite du raidissement de la hiérarchie ecclésiastique concernant l'inscription sociale de l'Église :

Asbestos avait donné le spectacle d'un réveil. [...]. Murdochville, au contraire, n'a éveillé que peu d'échos. Le mouvement ouvrier fut unanime dans cette lutte mais laissé ceul [sic] ou presque aux prises avec la réaction et l'apathie générale.⁶²

Par ses prises de positions sociales, la revue se veut une suite à ce que plusieurs collaborateurs avaient entrepris en 1949 en dénonçant la situation québécoise au moment de la grève de l'amianté. Cependant, il y a peu d'analyses de politiques sociales dans la revue : bien que les auteurs refusent de s'identifier au communisme, qui serait une « erreur »⁶³ de par son matérialisme et son athéisme, ils considèrent tout autant que le capitalisme, dans sa forme libérale non contrôlée, est un danger pour les moins bien nantis : la Crise des années trente a en effet provoqué chez eux une grande appréhension des fluctuations économiques liées au capitalisme classique. C'est la raison pour laquelle les auteurs de *Cité libre* misent sur une politique étatique interventionniste. Considérant, d'une part, que l'État provincial sous Duplessis est incapable d'opérer ce qui serait un complet retournement de situation et, d'autre part, que l'Église ferme ses portes à une telle intervention en faveur des ouvriers et des milieux urbains défavorisés, c'est vers le pouvoir fédéral, déjà engagé sur ce chemin, que les auteurs se tournent et qu'ils décideront d'investir au cours de la décennie suivante⁶⁴.

2.4.2. *Laurentie* et la question nationale

La revue de l'Alliance Laurentienne est loin de tenir un discours aussi contestataire que *Cité libre*. Les principaux rapports de force ne sont pas perçus au niveau social, mais

⁶² *Cité libre*, « Ressac », *loc.cit.*, p. 1.

⁶³ Pierre Vadeboncœur, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, vol. 1, n° 4, décembre 1951, p. 20-26.

⁶⁴ On désignera alors Pelletier, Trudeau et Marchand comme étant les « Trois Colombes » lorsqu'ils décident de se lancer dans l'arène politique fédérale en 1965, inaugurant ainsi le « French power » à Ottawa. Voir Dorval Brunelle, *Les trois colombes*, Montréal : VLB, 1985, 305 p.

essentiellement au niveau culturel et politique : le national prime sur les questions sociales, les conditionne : le Québec n'étant pas maître de son économie, c'est d'abord en s'appropriant ses moyens de production qu'il pourra se développer convenablement. L'assimilation est le véritable danger, les puissances économiques extérieures menaçant chaque jour davantage la culture canadienne-française et son économie. Pour *Laurentie*, Ottawa est l'ennemi centralisateur et gauchisant avec lequel il est impossible de discuter, puisque contrôlé par des gens dont le but, avoué ou non, est de faire disparaître la nation canadienne-française⁶⁵. Les milieux politiques traditionnels confinent donc la population dans le mythe d'un Canada tolérant et favorable à ses intérêts. Or, selon l'Alliance Laurentienne, non seulement les principes de la Confédération ont été bafoués au fil des années, mais cette forme de régime politique ne peut pas fonctionner sans tenter inexorablement d'uniformiser ses citoyens. Ainsi, bien que se prétendant de nature civique, le nationalisme canadien est d'abord ethnociste (anglais), et il se construit en écrasant ses minorités⁶⁶.

Par conséquent, la revue considère que tous les problèmes sont issus de ce que le rapport de force actuel ne peut qu'être défavorable aux Canadiens français, qui ne sont pas suffisamment bien encadrés pour se relever. Les hommes politiques qui tentent de défendre les intérêts du Canada français à Québec comme à Ottawa sont donc perpétuellement condamnés à l'échec :

Les députés québécois à Ottawa sont parfaitement inutiles, bâillonnés et chloroformés par la discipline du parti, [...], si bien qu'ils feraient beaucoup mieux de rester chez eux et de ne plus siéger à Ottawa, parlement étranger et hostile aux nôtres.⁶⁷

D'une certaine manière, la perception des rapports de force structurants est comparable à celle de *L'Action nationale* sous l'égide de François-Albert Angers. En effet, on y retrouve également la question de l'opposition irréductible des deux entités française et anglaise et de leurs systèmes de valeurs respectifs, mais aussi de deux systèmes culturels dont l'un écrase et submerge l'autre. Par contre, *L'Action nationale* ne cherche pas avant 1965-66

⁶⁵ Alliance Laurentienne, « Surge », *Laurentie*, n° 103, mars 1958, p. 179-181.

⁶⁶ « Depuis 200 ans, les fils de la perfide Albion tentent de le faire disparaître par tous les moyens. », affirme la revue en parlant du peuple canadien-français. Alliance Laurentienne, « Deux siècles d'esclavage », *Laurentie*, n° 106, avril 1959, p. 330.

⁶⁷ Alliance Laurentienne, « Libération », *Laurentie*, n° 105, Avril 1959, p. 282.

à discuter de l'indépendance. Par ailleurs, *Laurentie* s'inscrit, de par ses positions en matière économique, dans le même mouvement de droite que celui que l'on retrouve dans le rapport Tremblay ainsi qu'aux HEC⁶⁸. Corporatiste et nationaliste, cette droite nouvelle n'est pas à proprement parler traditionaliste. Elle tient compte dans ses recherches et dans ses réflexions de l'importance de la nouvelle donne socio-économique de l'industrialisation et de l'urbanisation. C'est pourquoi Raymond Barbeau, comme François-Albert Angers, va être particulièrement intéressé par les thèses d'Errol Bouchette, d'Édouard Montpetit et d'Esdras Minville.

2.4.3. Conclusion

Les années cinquante, bien que participant du développement économique de l'après-Guerre qui amènera une prospérité encore inconnue dans les sociétés industrialisées, sont également marquées par la récession de 1957 qui pousse les intellectuels à s'interroger sur les possibles modes de régulation du capitalisme. Par ailleurs, l'accroissement du niveau de vie ne s'est pas fait uniformément dans tous les domaines et pour toutes les catégories de citoyens et de travailleurs : les grandes grèves de la fin des années quarante et des années cinquante attestent de l'importance d'un fort mouvement de contestation qui échappait au contrôle social de l'Église comme de l'État provincial. Pour *Cité libre* et *Laurentie*, ce sont là des preuves d'une crise majeure affectant le système économique capitaliste. En effet, selon les deux revues, il devient nécessaire, pour le bien de tous, de mettre sur pied une option alternative au capitalisme libéral tel que pratiqué alors : sans barrière aucune, les États-Uniens investissent au Québec et imposent leurs lois à un gouvernement duplessiste qui les accueille à bras ouverts. Cette situation accrédite l'hypothèse d'un Québec aliéné, transformé en fournisseur de matières premières et de main d'œuvre bon marché. Le développement de nouvelles classes, les cols blancs et les cols bleus, entraîne une modification sensible des rapports de force, en mettant en évidence les abus du capitalisme. Cependant, le communisme n'est une solution viable ni même souhaitable pour aucune des deux revues.

⁶⁸ Voir à ce sujet Pierre Trépanier, « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des dix*, 48, 1993, p. 119-164.

Ce constat étant partagé, les solutions diffèrent du tout au tout : pour la revue de Trudeau et Pelletier, les syndicats forment une avant-garde qui permettra une participation enfin active des ouvriers et des travailleurs en général à la vie économique, politique et culturelle du Canada français. De plus, la revue milite pour la formation de tiers partis politiques qui permettraient de se dégager de l'emprise des partis traditionnels⁶⁹. Il s'agit là d'un projet social-démocrate s'appuyant sur les principes de l'État-providence et dont l'objectif est une démocratisation des structures économiques visant à une égalité étendue des chances. Le pouvoir économique partagé avec les syndicats devrait se doubler d'une aide sociale de la part de l'État. Or, seul le pouvoir fédéral est pour l'instant capable de fournir un tel effort, qu'il a par ailleurs déjà entamé par des politiques sociales qui interviennent dans certains champs des compétences provinciales.

Pour *Laurentie*, l'effort à fournir est tout autre puisque la revue mise sur le coopératisme et le corporatisme afin de réduire les contradictions du capitalisme et d'en atténuer les effets négatifs. Mais c'est essentiellement par une réappropriation de son économie que la société canadienne-française parviendra à faire face aux problèmes économiques. C'est que pour l'instant, tout étant contrôlé par des étrangers qui ne sont pas au fait de la situation particulière du Québec, les politiques sociales interventionnistes ne peuvent pas avoir d'efficacité : elles sont pensées par et pour des « étrangers ». La politique d'achat local est également insuffisante : il faut que l'État provincial intervienne efficacement dans une gestion à long terme de l'économie, à commencer par la nationalisation des principales ressources premières. C'est de cette façon que se résoudront les problèmes sociaux au Québec.

Les deux options avancées par les revues diffèrent donc énormément, puisque l'on passe du syndicalisme au corporatisme. Cependant, les deux revues se rejoignent sur le constat d'une crise majeure du capitalisme, mais aussi de son rapport à l'État et à la société. Par les débats économiques et sociaux des années cinquante se met en place le décor des débats de la Révolution tranquille.

⁶⁹ Nous aurons l'occasion de développer ce point dans la quatrième partie de ce chapitre.

Conclusion

À travers la perception que les deux revues entretiennent des rapports de force structurant la société québécoise, on note en premier lieu des oppositions très nettes. Une première lecture tendrait à nous faire refuser l'idée d'une comparaison entre deux revues si antinomiques : alors que *Cité libre* applaudit à la révolution cubaine⁷⁰, *Laurentie* louange Salazar⁷¹. Cependant, alors que les idéologies diffèrent du tout au tout, certains points importants tendent à accréditer la thèse que ces revues participent d'un même paradigme : bien que les deux s'inscrivent dans une dynamique différente quant au public visé et à la question générationnelle, on remarque malgré tout qu'elles tentent de s'appropriier, surtout à la fin des années cinquante, une jeunesse qui se cherche. Certes, *Laurentie* ne se pose pas en organe d'une génération, mais tout comme *Cité libre*, elle conspue les élites qui n'ont que faire du bien commun : politiciens, démagogues, tenants d'une idéologie traditionnelle dépassés par les événements sont les têtes de turcs des deux revues.

L'Église elle-même est au cœur de la remise en cause de la part des auteurs. La crise qui la secoue est plus vive que son apparente omnipotence ne le laisserait croire : *Cité libre* l'associe volontiers aux élites traditionnelles qui enserrant le Canada français dans un mythe de la survivance l'empêchant d'accéder à la maturité intellectuelle nécessaire à tout peuple digne de ce nom. Son poids temporel l'empêche de véhiculer le vrai message du Christ. Pour *Laurentie* par contre, elle symbolise une constante culturelle et structurelle, un pilier permettant d'asseoir une véritable identité canadienne-française face au matérialisme anglo-saxon. Mais là encore les auteurs néonationalistes refusent de cautionner une théocratie et estiment que le pouvoir temporel doit revenir à l'État, les pouvoirs des deux institutions devant être réglementés par un concordat.

Quant aux questions socio-économiques, nous avons eu l'occasion de voir qu'elles ont été à la base de réflexions qui, dans les deux revues, ont amené les intellectuels à rejeter le capitalisme libéral autant que le communisme. En s'appuyant sur les mouvements de contestation, notamment syndicale, *Cité libre* met en avant un projet social-démocrate qui

⁷⁰ *Cité libre*, n° 38, juin-juillet 1961.

⁷¹ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, octobre 1957, p. 1-4.

passerait par une valorisation de l'État fédéral afin de contrer les effets négatifs tant du capitalisme que de l'incapacité chronique des Québécois à se gouverner seuls. *Laurentie* propose également un choix alternatif avec un État laurentien corporatiste fortement hiérarchisé ayant nationalisé les principales entreprises étrangères présentes sur le sol québécois : c'est par la décolonisation économique que l'on parviendra, selon la revue, à libérer véritablement la nation canadienne-française. Dans les deux cas, on a affaire à une remise en cause du système économique, mais surtout de l'intégration de ce système aux représentations politiques de la société québécoise : la survivance a eu pour corollaire économique un désintérêt et un retard du Canada français dans ce domaine, laissant les portes ouvertes à un capitalisme étranger débridé. C'est à une reconquête de l'économie qu'en appellent les deux revues, de façon à ce que la société canadienne-française ne soit plus soumise aux aléas économiques et étrangère à ses moyens de développement.

De ces constats ressort la vision d'un Québec où les rapports de force sociaux, politiques, économiques et religieux sont en profonde mutation. L'unanimité idéologique d'une prétendue Grande noirceur fait place ici, dans des revues foncièrement opposées comme *Laurentie* et *Cité libre*, à une variété de points de vue sur une situation jugée désastreuse. Partis politiques, élites traditionnelles, système capitaliste, idéologies bon-ententiste et clérico-nationaliste forment la base de la critique des revues qui préparent un futur autre, hors des consensus mous et d'une unanimité factice qui ne ferait que refléter la soumission de tous aux pouvoirs en place. De sorte que l'opposition à Duplessis n'est que l'un des points de ralliement de la critique sociale. En fait, il serait plus juste de dire que Duplessis n'est, aux yeux des revues, que le symbole de l'impuissance collective canadienne-française : le vrai pouvoir n'est pas là, mais dans les entreprises étasuniennes, à Ottawa, ou à l'intérieur de chaque Canadien français, aux prises avec ses mythes et ses craintes. Les rapports de force sont donc défavorables en tout point à la société, qui est empêchée de toute part de penser et d'agir selon ses aspirations.

Au-delà de ces considérations, c'est un bouleversement radical des structures qui est souhaité par les intellectuels des années cinquante, désireux de voir enfin les pouvoirs agir en fonction du bien commun et non en fonction d'intérêts particuliers. Les deux revues s'inscrivent par conséquent dans le courant hérité des réflexions qui ont suivi la fin de la Guerre, réflexions visant à faire concorder les structures et la culture dans un système

politique et économique plus proche des aspirations sociales. Le discours intellectuel est ainsi dépositaire d'une pensée sociale visant à redéfinir les rapports de force. La dénonciation des structures oppressantes sera le premier pas vers l'énonciation de projets autres, permettant une reconquête de l'être collectif canadien-français et son inscription dans le monde contemporain après des décennies de silence.

3. RÉINTERPRÉTER LE MYTHE

*Lorsque nous cherchons notre passé,
nous nous trouvons davantage devant
une tradition de nos historiens
que devant une tradition nationale...*

Fernand Dumont, 1959¹

Le paradigme de l'empêchement organise les questions que les intellectuels et leurs revues soumettent aux interprétations généralement admises de la société québécoise : il conditionne les réflexions d'une époque, en l'occurrence ici les années précédant la Révolution tranquille. Nous avons vu que les revues tentent de redéfinir l'identité individuelle comme collective et perçoivent des rapports de force qui n'avaient pas été envisagés jusqu'alors : elles font état de décalages et de contradictions dans les modes de représentation traditionnels. De ces remises en cause se dégage l'adhésion à des programmes d'action et à des projets de société que nous allons étudier plus précisément un peu plus loin. Mais il est un autre point sur lequel il importe de s'arrêter : le rapport que les revues entretiennent avec l'histoire, avec le passé canadien-français.

En réaction au *Rapport* de Lord Durham préconisant l'assimilation des Canadiens français, peuple sans littérature et sans histoire, François-Xavier Garneau publie entre 1845 et 1848 la première *Histoire du Canada français* avec pour mission de donner ses lettres de noblesse à une histoire qu'il déclare glorieuse. Il crée ainsi une œuvre dans laquelle il exhorte ses concitoyens à conserver les traditions qui font la force du peuple canadien-français. La foi catholique et la francité devenant sous la plume de Garneau les conditions indispensables à la survie du Canada français, les brusques changements et les révolutions sont désormais à éviter².

¹ Fernand Dumont, « Une histoire de la liberté » (1959) paru dans *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse?* Montréal : Hurtubise HMH, 1971, 234 p., p. 51.

² « Que les Canadiens soient fidèles à eux-mêmes; qu'ils soient sages et persévérants, qu'ils ne se laissent point séduire par le brillant des nouveautés sociales et politiques! Ils ne sont pas assez forts pour se donner carrière sur ce point. » François-Xavier Garneau, « Conclusion », *Histoire du Canada*, Montréal : François Beauval éditeur, 1973, vol. 5, 296 p., p. 288.

C'est dans une perspective historiographique (et idéologique) similaire que se situe Lionel Groulx. Ce dernier est sans contredit le pilier de l'autonomisation de l'histoire en tant que science, en créant de toute pièce dès 1915 une Chaire d'histoire du Canada à l'Université de Montréal. Alors qu'il continue son œuvre polémique et politique, Groulx démissionne de *l'Action française* en 1928 pour se consacrer à un travail d'historien qu'il mettra toujours un point d'honneur à actualiser au fil des décennies. La publication en 1998 de l'édition française du livre de Ronald Rudin³, qui a soulevé une vive controverse dans les milieux historiens⁴, mentionne que Groulx était un historien dont la pensée a toujours su évoluer au fil des nouvelles découvertes. Mais c'est essentiellement avec ses premiers étudiants, que l'on a rassemblés par la suite sous le chapeau de l'École de Montréal, qu'apparaît une historiographie polémique remettant en question les conclusions de Groulx et proposant une nouvelle interprétation des rapports du Québec au Canada. Face à cette école vont se dresser des historiens de l'Université Laval, insistant, quant à eux, sur les causes internes de la pauvreté économique et intellectuelle du Québec.

À travers ces débats, que nous allons tenter de situer dans une première partie, nous étudierons dans une deuxième partie le rapport que *Cité libre* entretient avec l'histoire québécoise. En effet, le rapport à l'histoire se confond souvent ici avec le projet politique, dans la mesure où le premier confère une légitimité au second. Dans une troisième et dernière partie nous aborderons ce même rapport à l'histoire dans les pages de *Laurentie*. Ici aussi, l'histoire est utilisée à des fins politiques : ses conclusions servent d'assise à la réflexion de la revue, qui cite longuement les historiens de l'École de Montréal. Nous chercherons ainsi à cerner la vision que les revues entretiennent de l'histoire québécoise dans la mesure où l'inscription historique de leur propre réflexion nous met sur la piste de la façon qu'a le Québec de se représenter : la reformulation de la conscience historique est le point de départ d'une démarche plus large visant à légitimer le projet politique.

³ Ronald Rudin, « Lionel Groulx et l'émergence d'une profession historique », Chap. 2 dans *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery : Septentrion, 1998 (1997 pour l'édition originale), 278 p., p. 65-114.

⁴ Voir notamment le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, automne 1998.

3.1. Les « nationalistes pessimistes⁵ » et l'autocritique de Laval

L'École de Montréal, dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, inaugure une nouvelle vision de l'histoire canadienne et québécoise; Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault, anciens élèves de Lionel Groulx, rompent avec leur maître tant au niveau de la méthodologie que des idées, selon Jean Lamarre⁶. Ils considèrent en effet qu'il est essentiel de sortir d'une historiographie mythique et hagiographique et surtout insuffisamment objective : Brunet estime ainsi que « Avant de devenir une science, l'histoire fut un beau conte.⁷ » Or, Ronald Rudin a insisté sur le fait que Lionel Groulx a grandement contribué à l'institutionnalisation et l'autonomisation de la pratique historique, tout en faisant évoluer son propre travail de façon significative, ce que résume Louis Cornellier :

La pensée de ce dernier [Lionel Groulx], d'ailleurs, présente une constante évolution qui la fait passer d'une conception de l'histoire comme fabrique à héros inspirants à une autre plus consciente des déterminismes économiques et sociaux. Groulx reste marqué par son époque, mais ses travaux intègrent aussi les avancées historiographiques du temps.⁸

De plus, Ronald Rudin tend également à minimiser la fracture qui aurait marqué le passage de l'historiographie de Lionel Groulx à celle de ses élèves, ces derniers tenant toujours au contraire à garder des liens avec leur maître, au moins sur le fond de leur pensée :

Lorsque les successeurs de Groulx entreprirent de rompre avec lui, on procéda de part et d'autre avec une réticence qui dément l'hypothèse, défendue par Lamarre, d'une rupture brutale. [...] Même s'il en attaqua ouvertement les « illusions », Brunet n'était pas prêt à se séparer de son maître.⁹

⁵ Cette expression est empruntée à Léon Dion, dans « Le nationalisme pessimiste. Sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, Novembre 1957, p. 3-18.

⁶ Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise : selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet : (1944-1969)*, Sillery : Septentrion, 1993, 561 p.

⁷ Michel Brunet, « L'historien et la révolution contemporaine » (Discours de réception à l'Académie canadienne-française, le 29 mai 1961), dans *Québec, Canada anglais. Deux itinéraires, un affrontement*, Montréal : Éditions HMH, 1969, 309 p., p. 31.

⁸ Louis Cornellier, « Brasse-camarade historique », *Le Devoir*, 23 mai 1998.

⁹ Ronald Rudin, *op. cit.*, p. 134-135.

Quoi qu'il en soit des rapports entre les historiens, le rattachement avec la pensée de Groulx est encore présent : on trouve en effet parmi les historiens de l'École de Montréal des gens qui s'insurgent contre l'impérialisme ou les suites de la Conquête, doublé d'une impatience à briser les conséquences néfastes de la défaite militaire et de l'imposition du régime anglais. Impatience « pessimiste », pour reprendre les termes de Léon Dion¹⁰, dans la mesure où, surtout chez Séguin, l'indépendance est le point initial du changement sans lequel rien ne peut être fait de valable pour l'accession de la nation à une situation normale, mais malheureusement cette indépendance est pratiquement impossible.

Maurice Séguin est l'historien qui a le plus théorisé sur la question de la paralysie de l'être collectif canadien-français des suites de la Conquête¹¹. Ses premiers travaux partent d'interrogations économiques : pourquoi les Canadiens, se demande-t-il, se sont-ils cantonnés à l'agriculture? Il ressort de sa thèse de doctorat que le développement de la nation canadienne a été avorté par la Conquête britannique, de sorte que l'économie s'est repliée sur la subsistance : absence de débouchés, d'instruction technique et blocage des espaces libres contribuent à accentuer ce repli, aggravé par une idéologie endogène méprisant le progrès et le capitalisme issus du conquérant. « Obligation de dépasser le stade agricole, incapacité de le faire sans déchoir, là résidait le désaccord et de là provenait la crise.¹² »

Son pessimisme s'explique également par le fait que l'agir collectif canadien-français aurait été anéanti à la suite de cet événement, ce qui aurait provoqué un repli collectif sur des valeurs-refuge annihilant toute possibilité de normalité de la nation. Étant donné qu'il part du principe qu'il ne peut y avoir, sur un même territoire et dans le cadre d'un régime fédéral, d'égalité entre nation majoritaire et nation minoritaire, étant donné également que les

¹⁰ Léon Dion, *op. cit.*

¹¹ De Maurice Séguin, voir *L'idée d'indépendance au Québec : genèse et historique*, Trois-Rivières : Boréal Express, 1968, 66 p., *La nation canadienne et l'agriculture (1760-1850)*, Trois-Rivières : Boréal-Express, 1968, 274 p., *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Montréal : Guérin, 1997, 452 p. Sur Maurice Séguin, voir *Maurice Séguin, historien du pays québécois : vu par ses contemporains*. Suivi de *Les normes*, éd. préparée par Robert Comeau, Montréal : VLB, 1987, 307 p.

¹² Maurice Séguin, « La conquête et la vie économique des Canadiens », *L'Action nationale*, vol. 28, n° 4, décembre 1946, p. 308-326. Texte repris dans Robert Comeau (dir.), *Économie québécoise*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1969, 495 p., p. 345-361, et dans Paul-André Linteau et René Durocher, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières : Boréal Express, 1971, 127 p., p. 108.

Canadiens français sont condamnés à l'inaction par la Conquête, ce peuple ne pourra jamais atteindre la maturité d'une nation développée indépendante.

Séguin peut être considéré comme un pionnier du néonationalisme en ce sens qu'il a développé l'idée que la séparation du Québec ne vise pas un idéal de conservation en vase clos de la culture traditionnelle, mais au contraire constitue une ouverture effective sur le monde, ce que résume Claude St-Hilaire : « Le séparatisme [de Séguin] est le contraire de l'isolationnisme puisqu'il faut être séparé pour être présent soi-même au monde sans collectivité interposée.¹³ » Une autre caractéristique de la pensée de Maurice Séguin est qu'elle ne propose pas de projet social précis : l'indépendance étant la condition *sine qua non* du développement normal du Québec, peu importe à ses yeux que cette indépendance se fasse au nom de telle ou telle idéologie. Cependant, l'indépendance, quoique hautement souhaitable, est pour Séguin impossible à atteindre, étant donné que les Canadiens français sont soumis à une condition minoritaire qui annihile chez eux toute volonté d'émancipation. Pensée qu'il résume par : « impossible assimilation, impossible indépendance, condamnation à la provincialisation, c'est-à-dire à la médiocrité perpétuelle.¹⁴ ». Les réflexions de Séguin, tout en ayant un certain poids dans l'élaboration du néonationalisme, vont cependant être amendées par les penseurs qui vont le suivre, à cause justement de ce pessimisme qui tend à empêcher l'action.

Des historiens et des sociologues de l'Université Laval à Québec vont par contre s'opposer à cette vision de l'histoire. L'École de Laval est cependant moins souvent évoquée que l'École de Montréal, malgré une pensée dont la longévité est très importante, allant jusqu'aux années quatre-vingt, années au cours desquelles les auteurs en faisant partie continuèrent à développer une pensée encore proche de celle qu'ils avançaient durant les années cinquante¹⁵. Ronald Rudin, à la suite de Behiels¹⁶, a tenté d'expliquer ce manque d'intérêt pour l'École de Laval depuis les années soixante-dix en estimant que la jeune

¹³ Claude St-Hilaire, « Agir en soi », *Le Devoir*, 24 septembre 1998.

¹⁴ Louis Cornellier, « Du nationalisme pessimiste », *Le Devoir*, 25 mars 2000.

¹⁵ C'est notamment le cas de Fernand Ouellet, « La Révolution tranquille, tournant révolutionnaire? », dans T. Axworthy et P. E. Trudeau (dir.), *Les années Trudeau, la recherche d'une société juste*, Montréal : Le Jour, 1990, 425 p., p. 333-362.

¹⁶ Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Revolution. Liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*. Kingston-Montreal : McGill-Queen's University Press, 1985, 366 p.

génération, qu'il qualifie de « révisionniste », cherchait des bases intellectuelles à un nationalisme de modernisation et n'était donc pas attirée par une réflexion d'autocritique :

[...] une telle vision n'intéressa guère les jeunes Québécois qui, dans la foulée de la révolution tranquille, cherchaient les racines de leur modernité plutôt que celles de leur retard. C'est ainsi que les historiens des années 1970 et 1980, qui ne furent pas toujours enthousiasmés par les œuvres de l'école de Montréal, le furent encore moins par les travaux issus de Laval.¹⁷

Ces historiens de l'Université Laval, dont les principaux sont Marcel Trudel, Jean Hamelin et Fernand Ouellet, développent en effet une vision critique du Québec. Le constat de la pauvreté du Québec est le même que celui que formule l'École de Montréal, en ce sens que la pensée canadienne-française est jugée rétrograde, véhiculée par des élites irresponsables. La province est en proie selon eux à un grand déficit démocratique et la pauvreté économique cantonne le Québec au statut de province de second ordre dans le contexte nord-américain. Mais, au lieu de considérer que les racines de ces maux remontent à la Conquête, puis à une domination britannique qui aurait empêché le développement d'un commerce et d'une prospérité moderne locale, les historiens de l'Université Laval voient au contraire dans les élites et le clérico-nationalisme, en fait dans l'idéologie de la survivance, la base psychoculturelle de ce retard.

Ce sont donc des causes internes et notamment religieuses, selon Trudel, qui expliquent les problèmes actuels du Canada français : le pouvoir anglais n'a pas à être mis en cause pour cette incapacité chronique des élites à développer une pensée à long terme. Par ailleurs, Ouellet va insister sur une analyse économique du Bas Canada qui va aboutir à la conclusion que là encore les Canadiens français sont les seuls responsables de leur propre malheur : « À cause de leur conservatisme et de leur peur du risque, les Canadiens français furent incapables de s'adapter aux transformations des structures économiques.¹⁸ » Bien que n'étant pas un historien de Laval, Trudeau, comme nous allons voir, se nourrit de cette pensée et participe aux premières réflexions de ce groupe dès le début des années cinquante.

¹⁷ Ronald Rudin, *op. cit.*, p. 197.

¹⁸ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*. Montréal : Fides, 1966, 639 p., cité dans Linteau et Durocher, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, *op. cit.*, p. 21.

La place de l'histoire est déterminante dans la Révolution tranquille. Ainsi, Fernand Dumont considère que c'est à travers elle que nombre de mouvements vont se justifier, se positionner : « On se trouvait toujours dans des débats où l'histoire ne faisait pas question comme objet de lecture, d'écriture, d'engagement.¹⁹ » La Révolution tranquille est une période durant laquelle on va assister à une réinterprétation de l'histoire de même qu'à la dissolution des anciennes interprétations, ce que Michel Brunet estime être une grande épreuve pour la société : « Les Canadiens français sont particulièrement malheureux. Les principaux apriorismes sur lesquels reposait toute leur pensée traditionnelle se sont subitement et brutalement écroulés.²⁰ » Cet écroulement a été favorisé tant par *Cité libre* et par les tenants d'une gauche québécoise en général, que par les défenseurs du néonationalisme, ces derniers s'appuyant en grande partie sur les conclusions de l'École de Montréal. À travers l'opposition entre les deux écoles historiques, qui, rappelons-le, aspirent à se détacher des idéologies politiques, on verra naître une opposition politique qui touche « le devenir de la nation québécoise », pour reprendre l'expression de Jean Lamarre. Nous allons donc tenter dans ce chapitre de cerner la conscience historique des deux revues, et leur lecture des origines de l'empêchement dont serait victime la société canadienne-française.

3.2. L'histoire selon *Cité libre*

La revue *Cité libre* s'intéresse aux débats historiographiques dans la mesure où ces derniers prétendent apporter des réponses aux questions touchant aux origines de la pauvreté du Québec dans tous les domaines. Cependant, les hypothèses avancées par l'École de Montréal ne sont pas acceptables à ses yeux. En effet, le nationalisme, quel qu'il soit, est par essence une plaie pour les sociétés. Il est le lieu d'affirmation des sentiments politiques les plus démagogiques et, par conséquent, est à mille lieues de la Raison, en plus d'être potentiellement dangereux : le nationalisme est l'incarnation du repli d'une société sur elle-

¹⁹ Fernand Dumont, « Une Révolution culturelle? », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *op. cit.*, p. 25.

²⁰ Michel Brunet, « Avant-propos », *op. cit.*, p. 12.

même, de son immaturité²¹. Au contraire, pour étudier et administrer une société, il faudrait se détacher de tout sentiment afin de mener une tâche rationnelle et efficace. La vision développée par les autonomistes leur déplaît tout autant, car ils estiment que c'est là faire preuve d'un esprit de classe, d'une volonté de conservation des intérêts d'une élite au détriment de l'ensemble des intérêts de la société tant québécoise que canadienne. Pour *Cité libre*, cet autonomisme, associé à l'idéologie de la survivance, risque même, par l'endormissement de la population sous les mythes groulxien, « d'établir un État français qui ressemble étrangement à une dictature.²² » En effet, le Canada français n'aurait pas intégré les principes démocratiques, ce qui le rend vulnérable aux dérives démagogiques et aux menaces totalitaires des piètres politiciens qui prétendent le guider²³. Quant au néonationalisme, il est rejeté dans la mesure où il se base sur un pessimisme n'autorisant pas les changements progressifs internes dont le Québec a besoin pour renouveler son lien avec la Confédération canadienne : en cherchant à lier le national et le social, les néonationalistes, pour *Cité libre*, se trompent de lutte et se trompent de siècle.

Les historiens de l'École de Montréal sont associés à ce nationalisme décrié, dans la mesure où ils considèrent que la cause des retards du Canada français se trouve du côté du pouvoir à Ottawa en raison de la Conquête. Cette école, qui a tendance à montrer du doigt la menace exclusivement extérieure de la provincialisation de la nation, s'oppose à la vision développée dans la revue *Cité libre* d'un Canada français qui s'est au contraire enfermé tout seul et continue de le faire, dans des représentations archaïques, dans la survivance et une religion castratrice. En 1951, Pierre Vadeboncoeur estime ainsi que le traditionalisme a trouvé dans l'historiographie, contemporaine comme plus ancienne, un de ses meilleurs vecteurs :

²¹ Une grande quantité d'articles parus dans *Cité libre* vont dans ce sens. Marcel Rioux, dans « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, décembre 1955, p. 1-29, a été un de ceux qui ont exprimé cette caractéristique « immature » du nationalisme, et Trudeau a, quant à lui, insisté sur le danger de tout nationalisme, par essence réactionnaire, dans « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, octobre 1958, p. 1-31.

²² Guy Cormier, « Petite méditation sur l'existence canadienne-française », *Cité libre*, vol. 1, n° 1, Juin 1950, p. 27.

²³ Léon Dion estime que la crainte de cette dérive totalitaire, heureusement empêchée par le pouvoir anglais puis fédéral, était largement partagée au sein de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Dans *Québec 1945-2000. Tome II : les intellectuels et le temps de Duplessis*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p., p. 381.

On peut prolonger cette idée [de la tradition en tant que lieu de notre irréalisme] et l'appliquer à l'histoire, qui représente, en particulier par la faute du groulxisme, une occasion jamais ratée d'idéalisme et un appui évident pour la pensée traditionaliste.²⁴

Dans une conférence donnée en 1959, Fernand Dumont est lui aussi particulièrement critique à l'égard d'une historiographie qui tarde à se renouveler, au point qu'il considère les historiens de l'École de Montréal comme étant les continuateurs d'une vision périmée du Canada français, exclusivement tournée vers le traumatisme de 1760 :

Nous sommes ainsi devenus incapables de poser de nouvelles questions au passé. Notre devenir est resté sensiblement celui des hommes de 1840, malgré l'addition de multiples notes au bas des pages. Il faut le répéter, notre société, nos mœurs, nos problèmes changent : la marge s'élargit entre la définition de nous-mêmes que transmettent des historiens exaspérés ou des manuels figés et ce que nous sommes devenus sous le façonnement de l'événement et du nouveau milieu urbain.²⁵

Léon Dion a exprimé cette même critique sévère en 1957 dans un article de *Cité libre* dans lequel il estime que les historiens de l'École de Montréal proposent aux Québécois un avenir bien pessimiste. Alors que chez leur maître Groulx pointait un certain espoir quant à l'avenir de l'entité canadienne-française, chez eux on ne perçoit que le déclin irréversible, le « mythe de la défaite irrévocable²⁶ », à moins que l'on accède à une improbable indépendance politique de la nation. Mais là encore, Léon Dion estime que la nation dont ils parlent est une construction idéalisée qui n'a aucun fondement sociologique; il est à noter que le sociologue de l'Université Laval applique le même raisonnement à l'égard du nationalisme canadien en formation à cette époque.

La revue est par conséquent beaucoup plus proche des théories développées par l'École de Laval. En fait, le rapport que la revue entretient avec l'histoire canadienne-française s'appuie essentiellement sur l'uniformité des idéologies en présence avant qu'eux-mêmes n'interviennent sur la scène publique : la Grande noirceur trouve dans les pages de

²⁴ Pierre Vadboncoeur, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, n° 4, décembre 1951, p. 23.

²⁵ Fernand Dumont, « Une histoire de la liberté », 1959, paru dans *La vigile...*, op. cit., p. 52.

²⁶ Léon Dion, « Le nationalisme pessimiste. Sa source, sa signification, sa validité. », *Cité libre*, n° 18, Novembre 1957, p. 7.

Cité libre ses détracteurs les plus virulents²⁷, qui voient dans l'histoire canadienne-française une ligne continue de repli sur soi, une seule idéologie, la survivance, alors même que le monde évolue et que l'industrie et l'urbanisation se développent hors de ses schèmes de représentation. Selon Marcel Rioux, « Au Canada français, il y a toujours eu une idéologie; depuis 1760, elle n'a guère varié.²⁸ » Cette idéologie, le clérico-conservatisme, aurait toujours considéré toute évolution, modernisation ou adaptation au monde extérieur comme une menace pesant sur les bases mêmes de la nation :

À cause de la situation qui a prévalu ici, l'élite conservatrice a été amenée à assumer un rôle qu'elle n'a pas tardé à revêtir d'un caractère messianique pour dissimuler sa faiblesse interne et son impuissance face à la démocratisation de la société occidentale et à l'écroulement des anciens cadres sociaux et politiques.²⁹

Aux yeux de la revue, les élites traditionnelles sont, comme nous l'avons évoqué plus haut, les hérauts du traditionalisme qui est associé au nationalisme et à la survivance. Les auteurs forment donc un agrégat de ces concepts qu'ils attaquent en bloc dans la mesure où ils considèrent que l'expression de ce nationalisme est encore en vigueur et qu'il est prédominant, détenant encore toutes les ficelles du pouvoir. L'histoire telle qu'elle est perçue et développée ici est un récit de combat : la dénonciation sans nuance d'un système oppresseur en place depuis un siècle permet aux auteurs d'avancer des idées imparables : chaque critique est alors considérée comme une manifestation supplémentaire du traditionalisme.

Pierre-Elliott Trudeau va cependant, au fil de ses analyses portant sur les élections, développer un point de vue plus optimiste quant à l'évolution contemporaine du Canada français. Certes, il estime avec ses collègues que les élites au pouvoir depuis les origines de la colonie furent essentiellement des incapables au point de ne pas être aptes à diriger adéquatement la province : « [...] de toute façon nous n'avions ni l'intention, ni la capacité,

²⁷ Notons malgré tout que les historiens néonationalistes, notamment Brunet, ont également été très critiques à l'endroit de cette Grande noirceur, en laquelle ils perçoivent des idéologies détachées des réalités sociales.

²⁸ Marcel Rioux, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, décembre 1955, p. 9.

²⁹ Pierre Charbonneau, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, Novembre 1957, p. 33.

ni l'intelligence [...]»³⁰ » d'utiliser les pouvoirs conférés par la constitution. Il va insister cependant, au début des années soixante, et notamment après l'élection des Libéraux à Québec, sur la découverte de la démocratie, encore fragile, chez les Canadiens français³¹.

Les années trente ont vu naître, avec la politisation accrue des ouvriers, le premier signe d'un bouleversement. Il s'agissait alors selon la revue d'une politisation qui fut malheureusement récupérée par Duplessis avant que l'on ne retombe dans l'inéluctable opposition entre Bleus et Rouges³². Puis, depuis la Deuxième Guerre, on est face à une situation dans laquelle les ouvriers se retrouvent de nouveau délaissés, bien que différemment. Une nouvelle politisation devrait à présent permettre, sous l'impulsion des forces populaires, mais aussi grâce à l'apparition de l'État-providence canadien, un glissement à gauche et un assainissement des structures démocratiques. Les élections fédérales comme provinciales de la fin des années cinquante et au début des années soixante, avec la croissance des créditistes³³, apparaissent aux yeux de Trudeau comme un signe manifeste de la fin de la sempiternelle dichotomie Rouge-Bleu, de même que ces élections sont un avertissement aux gros partis politiques dirigés de manière plus ou moins occulte par des financiers et des conservateurs³⁴.

La revue tient d'ailleurs des propos très durs à l'endroit de ces partis politiques. Outre l'Union nationale, le Parti libéral du Québec, celui du Canada ainsi que le Parti conservateur sont considérés comme des résidus du système anglais dans lequel les partis ne sont pas grand chose d'autre que des clubs privés destinés à défendre des intérêts privés. En 1960, Trudeau estime que Diefenbaker, au pouvoir au fédéral depuis 1957, est en passe de transformer son parti en l'« [...] habituel fourre-tout de gueulards et de rastaquouères, [...],

³⁰ Pierre-Elliott Trudeau, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, n° 35, mars 1961, p. 5.

³¹ Pierre-Elliott Trudeau, « L'élection du 22 juin 1960 », *Cité libre*, n° 29, août-septembre 1960, p. 3-8.

³² Pierre-Elliott Trudeau, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, vol. 2, n° 3, décembre 1952, p. 53-70.

³³ Pierre-Elliott Trudeau, « Note sur la conjoncture politique », *Cité libre*, n° 49, août-septembre 1962, p. 1-4.

³⁴ Gérard Pelletier, « D'où vient l'argent qui nourrit les partis? », *Cité libre*, vol. 2, n° 3, décembre 1952, p. 35-41, et Pierre Laporte, « La machine électorale », dans la même livraison de la revue, p. 42-46.

bref un parti traditionnel de politiciens canadiens.³⁵ » Les partis politiques représentent donc essentiellement, et ce depuis l'origine du Canada, les intérêts privés d'une minorité. Ils forment historiquement une des principales forces occultes qui bloquent le Canada en général, et les Canadiens français en particulier, dans leur accession à la maturité politique. Le nationalisme canadien-français est une forme de cette volonté des élites à contrôler la population, par des mythes paralysants, alors que le système fédéral aurait pu offrir un développement harmonieux et respectueux des identités de chacun si les Canadiens français avaient voulu s'y investir dès le début.

L'histoire de la fédération canadienne est, pour les rédacteurs de *Cité libre* (au moins durant les années cinquante, avant que les jeunes intellectuels comme Vallières n'y entrent), une histoire commune de deux peuples fondateurs. Bon an, mal an, francophones et anglophones se partagent le pouvoir, l'objectif étant que l'un n'écrase pas l'autre. La fragilité de cet équilibre est cependant remise en cause par le centralisme exacerbé d'Ottawa de même que par la francophobie et le refus de certaines élites anglophones et d'affaires à reconnaître le caractère distinct du Canada français. C'est donc par le bilinguisme et le biculturalisme officiels que passe l'avenir de la fédération pour les intellectuels citélibristes³⁶. C'est la tension de cette dualité depuis les origines du Canada qui fait sa richesse et sa vitalité. Le cadre fédéral est pour eux le meilleur moyen de défense de l'identité canadienne-française, ainsi que le meilleur instrument de promotion de son économie, à partir du moment où il est utilisé adéquatement.

Cité libre s'inscrit donc dans la perspective mise en avant par les historiens de l'Université Laval : la Conquête n'est pas l'élément déclencheur de la pauvreté économique, politique et culturelle du Québec et la Confédération aurait même pu assurer un plein développement de l'ensemble de la collectivité. Au lieu de cela, le Québec est une province soumise à la doctrine catholique et à un nationalisme de survivance. Elle est également

³⁵ Pierre-Elliott Trudeau, « Diefenbaker monte en ballon (air connu) », *Cité libre*, n° 26, Avril 1960, p. 15.

³⁶ Pierre-Elliott Trudeau, « De libro, tributo... et qui buscam aliis », *Cité libre*, n° 10, octobre 1954, p. 1-16. L'auteur y commente le livre de Maurice Lamontagne, *Le fédéralisme canadien : évolution et problèmes*, Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 1954, 298 p.

soumise à une politique fédérale qui n'est pas adéquate, étant dirigée par des partis et des politiciens généralement incapables et méprisants à son endroit. Trudeau propose alors la conquête d'Ottawa comme meilleure voie de développement pour les Canadiens français. L'inscription historique de *Cité libre* concourt à sa définition d'un Canada français empêché d'être et d'agir par une culture aliénante. C'est par conséquent dans une optique de rupture à l'égard de cette idéologie et des élites qui en sont les porteurs que se place le discours de la revue. En dénonçant un passé et un présent de soumission à l'égard des représentations archaïques et paralysantes, *Cité libre* propose par la même occasion que le Canada français reprenne en main son destin en s'appropriant l'outil formidable qu'est le système fédéral.

3.3. *Laurentie* ou la quête de la continuité

Laurentie développe un point de vue totalement différent de celui qu'invoque *Cité libre* : dès la première livraison de la revue en octobre 1957 Raymond Barbeau estime que la Conquête est la cause du déclin du Canada français car elle a créé un vide chez les défenseurs de la cause nationale³⁷. Mais tout n'est pas dû à la Conquête, dans la mesure où le Canada français a toujours été une colonie : le Régime français tout autant que le Régime anglais ont maintenu le peuple dans une quasi servitude qui expliquerait une attitude peureuse face aux nécessités des changements radicaux. *Laurentie* va régulièrement faire référence aux historiens de l'École de Montréal afin d'asseoir sa propre vision de l'histoire. Séguin, Brunet et Frégault sont cités à plusieurs reprises et les analystes de la revue expriment ainsi leur accord avec la nécessité exprimée par cette école de mettre fin à l'état de sujétion dans lequel croupit le Canada français : « Nous sommes d'accord aussi avec la nouvelle école d'histoire : tout néo-fédéralisme et tout réformisme de l'État provincial sont impossibles parce qu'un État sous tutelle est condamné à la sujétion.³⁸ » C'est d'ailleurs dans ce numéro de Juin 1962 qu'est retranscrite la série de trois conférences prononcées par Maurice Séguin sur les ondes

³⁷ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, octobre 1957, p. 1-4.

³⁸ Pierre Grenier, « Le Québec est un État annexé », *Laurentie*, n° 119, Juin 1962, p. 962. Voir également André d'Allemagne, « L'État laurentien : rêve ou réalité? », *Laurentie*, n° 104, septembre 1958, p. 230-237.

de Radio-Canada deux mois plus tôt et intitulées « Genèse et historique de l'idée séparatiste au Canada français³⁹ ».

La doctrine de l'Alliance Laurentienne va se fonder sur l'idée de tradition et de continuité dans ces changements. C'est-à-dire que la question de l'indépendance est considérée comme une nécessité vitale afin de poursuivre la mission du Canada français en Amérique du Nord, qui est de défendre et de promouvoir les valeurs catholiques et françaises. Le changement structurel et politique entraînera un changement de mentalité ainsi qu'un attachement plus fort aux valeurs traditionnelles. Cette continuité est essentielle car elle seule pourra permettre de faire évoluer positivement la société sans mettre en danger ses valeurs intrinsèques :

[...] renouons la chaîne de nos traditions en les perpétuant et, du coup, nous montrerons les destinées réelles de la Nation afin d'être en mesure de porter nos responsabilités et de prendre solidement en main le présent pour préparer l'avenir.⁴⁰

Cette idée de continuité se mêle à l'idée de survivance, même si ce mot n'est jamais employé : la persévérance extraordinaire de la culture canadienne-française, malgré les tentatives d'assimilation de la part du pouvoir anglais, est due en grande partie à l'action de l'Église, qui a accompli des miracles en ce domaine. Pour *Laurentie*, il est impensable de changer la culture dans ce qu'elle a de plus intrinsèquement canadien-français et on ne peut envisager une indépendance qui se ferait sans tenir compte de l'effort passé pour maintenir la religion, les traditions et la langue française⁴¹. Cependant, c'est dans les structures politiques qu'il faut désormais chercher la clé du développement et non plus, comme c'était le cas par l'idéologie de la survivance, uniquement dans l'Église ou les traditions; il faut sublimer cette identité en la transposant en une action politique constructive.

³⁹ Maurice Séguin, « Genèse et historique de l'idée séparatiste au Canada français », au cours de l'émission *Conférence*, Société Radio-Canada, 18 mars, 25 mars et 1^{er} avril 1962. Série plus tard publiée sous le titre *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*, Trois-Rivières : Boréal Express, coll.17-60, 1977, 66 p.

⁴⁰ Alliance Laurentienne, « Introduction », *Laurentie*, n° 101, Octobre 1957, p. 4.

⁴¹ Alliance Laurentienne, « Deux siècles d'esclavage », *Laurentie*, n° 106, septembre 1959, p. 328-332.

La Confédération canadienne, depuis son instauration en 1867, est considérée comme étant le cadre de l'assimilation et de l'exploitation des Canadiens français⁴², institutionnalisant l'injustice de la mise en minorité par l'Union de 1840. À partir du moment où s'instaure un cadre politique de partis, la traditionnelle opposition entre Français et Anglais, qui assurait la vitalité nationaliste, se transforme en opposition partisane entre Libéraux et Conservateurs; de sorte que les Canadiens français se virent non seulement minorés par la Confédération, mais en outre terriblement divisés par les luttes partisans⁴³. Le Canada se gouverne par et pour la majorité anglophone qui a toujours méprisé les francophones.

C'est donc essentiellement dans un cadre politique que s'inscrit la revue. Autant *Cité libre* insiste sur le côté néfaste d'une survivance idéologique due à l'Église et aux élites traditionnelles, autant *Laurentie* estime que c'est une mauvaise politique qui est la cause des problèmes et que c'est par la politique, par un changement structurel, que ces problèmes pourront se résoudre : « Ce ne sont pas des personnes que nous combattons principalement, mais bien des institutions. L'objet premier de notre combat, c'est de changer radicalement les institutions qui nous régissent.⁴⁴ » Le mythe n'est donc pas celui de la survivance, qui au contraire a réussi à maintenir les valeurs canadiennes-françaises, mais celui de la possibilité d'un développement harmonieux au sein du système fédéral. Le bon-ententisme est la manifestation de l'assujettissement des Canadiens français et particulièrement des élites.

Par ailleurs, la revue de Raymond Barbeau désire inscrire son action dans le courant de l'histoire. Les premières années se placent sous le signe de l'opposition aux valeurs en place, de l'affirmation de ce en quoi elle croit envers et contre tous. Mais par la suite, à partir de 1960-1961, la revue s'engage dans un affermissement de ses opinions, dans un dogmatisme dû à un repli sur ses positions. En effet, le développement de l'idée

⁴² Raymond Barbeau, « Nous n'avons pas besoin de la confédération », *Laurentie*, n° 117, février 1962, p. 866-867.

⁴³ Voir Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire, Raymond Barbeau et son époque*, Montréal : Ordre Naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2000, 582 p., p. 40. Cette idée fut reprise quelques années plus tard sous la plume d'Albert Lévesque, dans *L'Action nationale* : « Une nouvelle constitution canadienne est-elle réalisable? », vol. 56, n° 5, janvier 1967.

⁴⁴ Raymond Barbeau, « Les Laurentiens ont relevé le défi de l'histoire », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 919.

d'indépendance dans la population au cours de la Révolution tranquille⁴⁵ pousse Barbeau à tenter de récupérer ce mouvement en en revendiquant la paternité. C'est ainsi qu'il estime que l'Alliance Laurentienne, qui fut effectivement le pionnier du néonationalisme, a grandement influencé la population québécoise. Le groupe, qui se disloque cependant durant ces années au profit notamment du RIN, désire s'inscrire définitivement dans le courant ambiant, de même qu'il affirme être l'aboutissement logique des différents mouvements du passé qui ont défendu les valeurs canadiennes-françaises⁴⁶.

C'est une constante dans les mouvements indépendantistes, comme nous aurons l'occasion de le voir au cours de cette étude, que de vouloir s'inscrire dans le courant de l'histoire. En relisant le passé, les intellectuels tentent d'y déceler les motivations de leur engagement et de convaincre leurs lecteurs de la nécessité de les suivre :

Nous avons proclamé l'existence de deux nations au Canada et si aujourd'hui partout l'on parle de nation pour les Québécois, d'État, de souveraineté et d'autodétermination pour le Québec, c'est grâce à nous. [...] Toute notre histoire depuis la Conquête de 1760 et toute l'histoire de la Confédération orientaient le Québec vers la souveraineté [...].⁴⁷

La revue de Barbeau s'appuie par conséquent sur une lecture de l'histoire canadienne-française empruntée à l'École de Montréal, pour qui la Conquête marque le début de l'oppression fondamentale dont sont victimes les Canadiens français. En appuyant cette analyse, Barbeau s'éloigne ainsi à la fois du courant qui voit dans l'histoire l'échec seul de la collectivité francophone, mais aussi du courant autonomiste défendu par Duplessis et Rumilly. Son nationalisme indépendantiste se nourrit donc d'une nouvelle histoire qui voit les structures comme étant les vecteurs principaux de l'aliénation. Puisque ces structures politiques, mises en place par un régime anglo-saxon méprisant, ne peuvent que tenter d'assimiler les Canadiens français, c'est par la création de structures politiques locales et en accord avec leur propre culture qu'ils parviendront à s'inscrire dans le monde et l'Histoire.

⁴⁵ « Depuis le décès de l'Honorable Maurice Duplessis, le climat politique s'est amélioré et l'autonomie réelle aura probablement moins d'adversaires. » Alliance Laurentienne, « Le Québec aux Québécois », *Laurentie*, n° 107, janvier 1960, p. 376.

⁴⁶ L'Article de Barbeau « Les Laurentiens ont relevé le défi de l'histoire », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 916-926, exprime ce sentiment dans un bilan des cinq années du mouvement.

⁴⁷ François Lorient, « Les œuvres et les projets des Laurentiens », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 928.

Conclusion

Les deux revues adoptent donc des positions contradictoires sur l'histoire canadienne-française. D'un côté, les intellectuels participant à *Cité libre* y voient une aventure commune, bon an, mal an, des deux peuples fondateurs. L'École de Montréal et son pessimisme sont considérés comme une nouvelle tentative de mettre en place un mythe, celui de la Conquête, qui aurait bloqué tout développement et expliquerait l'impuissance des Québécois à se gouverner. Jusqu'à environ 1962, date à partir de laquelle la problématique indépendantiste touche certains collaborateurs de la revue qui tente de faire peau neuve, le nationalisme et l'interprétation historique qui y est afférente est rejeté par principe dans les pages de la revue. Malgré tout, les intellectuels qui y participent ne manquent pas d'être critiques à l'endroit d'Ottawa et d'un pouvoir fédéral qui leur semble parfois méprisant, au sein duquel les francophones sont absents.

Du côté de *Laurentie*, les conflits de l'histoire et le départ de la France ont semé les germes de la dégénérescence de la nation et, par conséquent, la nécessité de sortir du système fédéral. En mettant sur pied des structures politiques oppressantes et en empêchant le développement du Québec, le Canada a provoqué l'apathie des Canadiens français et leur repli sur les valeurs traditionnelles. Heureusement, ces valeurs ont réussi à survivre mais c'est désormais par une action politique volontariste qu'il faut se réapproprier l'histoire.

Dans les deux cas, il est évident que les structures mises en place au fil des siècles sont à présent obsolètes car elles ont prouvé leur inefficacité d'adaptation et ont provoqué au Québec un manque démocratique flagrant. Les deux revues, comme lorsqu'elles évoquent les rapports de force ou les questions identitaires, constatent les graves problèmes qui assaillent le Québec depuis ses origines. L'interprétation des causes diffère, chacune étant également assise par une école historique. Pour *Cité libre*, c'est par un État fédéral respectueux de la culture canadienne-française que l'on doit passer. Cependant, il n'est pas question de mettre de côté toute prétention à se gouverner, au contraire : il faut que des hommes de bonne volonté s'emparent du pouvoir et dirigent de façon responsable et raisonnée pour le bien public et loin des intérêts privés habituellement si proches des partis politiques. Pour *Laurentie*, c'est par un État national enfin respectueux et représentant les valeurs

canadiennes-françaises que le Québec (ici en l'occurrence la Laurentie) parviendra à sortir du marasme où il est condamné depuis ses origines.

Le discours intellectuel s'appuie par conséquent sur une conscience historique au sein de laquelle les structures politiques jouent un rôle majeur. Lorsque nous présentions en introduction les années cinquante comme étant polarisées par la question nationale, nous aurions pu tout aussi bien parler d'une polarisation concernant le rôle historique des Canadiens français dans la construction du Canada et de leur propre province. Puisque chacun s'accorde à y voir un échec, ce sont les causes de cet échec qui vont motiver l'élaboration de projets dissemblables. Le discours social identitaire tel que le décrivent les revues participe ainsi d'une relecture de l'histoire qui secondarise la culture au profit du politique comme acteur essentiel de l'évolution d'une société.

Ces discussions sur l'histoire, loin d'être semblables à une querelle de spécialistes, sont donc soulevées la plupart du temps dans l'objectif de légitimation du projet de société. L'irréalisme de la culture est perçu, dans les deux revues, comme une cause ou une conséquence : pour *Cité libre*, elle est la cause du blocage de la société, alors que pour *Laurentie* elle est la conséquence de la Conquête. Cette dichotomie va être au cœur des réflexions politiques durant toute la période.

4. DEUX PROJETS CONTRASTÉS

Les points précédents nous ont permis de cerner le point de vue des revues sur les sujets touchant au passé et au présent. Il importe maintenant de tenter de cerner les projets qu'elles soutiennent pour remédier à la situation qu'elles entrevoient dans leurs analyses et commentaires. Le premier objet que nous allons considérer sont les structures politiques en tant que telles. Si les deux revues se proclament démocrates, il ne s'agit pas exactement de la même démocratie : entre la promotion de l'« autorité du peuple¹ » et celle de la hiérarchie et du respect de l'autorité, existe un fossé qui révèle des différences majeures entre les deux groupes. Le débat concernant la place du Québec au sein du Canada est également révélateur de cet écart. Nous verrons par la même occasion le rôle que les deux revues réservent à l'Homme dans la société, entre un mode de pensée personnaliste et la promotion de la civilisation française, entre la valorisation d'un individu libre et autonome et celle d'une collectivité s'inscrivant dans un cadre culturel strict.

Nous tenterons également de cerner les projets économiques proposés par les deux revues. *Cité libre*, tant du point de vue économique que du point de vue politique, va mettre de l'avant une vision keynésienne au sein de laquelle l'État aurait un rôle de contrôle et de redistribution. L'État-providence, qui se met en place à cette époque dans la plupart des États développés et ce notamment au niveau fédéral, est un modèle à suivre. Le socialisme des débuts de la revue va donc être récupéré comme élément d'une réflexion visant à « humaniser » le libéralisme, essentiellement à la suite de la courte récession de 1957. Ce qui entre en opposition avec *Laurentie*, dont les objectifs visent la mise sur pied d'un corporatisme total permettant à la société canadienne-française de domestiquer le capitalisme à la mesure de ses possibilités en assurant de la même manière l'ordre social.

Dans les deux cas cependant s'affiche la volonté très nette de favoriser les conditions qui permettront au Canada français d'accéder à une plus grande autonomie tant collective qu'individuelle. L'engagement des intellectuels dans ces projets de société vise d'abord à anéantir le sentiment d'impuissance qui caractériserait la société, c'est une praxis qui vise à contrer l'empêchement du Canada français.

¹ Pierre Vadeboncœur, *L'autorité du peuple*, Québec : Éditions de l'Arc, 1965, 132 p.

4.1. Démocratie d'abord : le projet citélibriste

Cité libre va miser essentiellement sur une démocratisation des structures sociales et politiques. Les acteurs de la revue vont, pour ce faire, appuyer moins le Parti libéral, à l'égard duquel ils vont rester très critiques jusqu'après les élections de 1960, qu'ils ne vont surtout soutenir des tiers partis ou groupements de gauche qu'ils enfantent parfois eux-mêmes. C'est le cas du Rassemblement en 1956 et de l'Alliance démocratique en 1958. La revue va adopter une politique de gauche qui, sans proposer une doctrine ou des mots d'ordre, ce qui serait contraire aux principes de responsabilisation du citoyen et d'agora de discussion, tente de rejoindre tous les intervenants sur certains dénominateurs communs comme un interventionnisme accru de l'État, la décléricalisation des structures sociales et un poids accru des syndicats dans les décisions économiques et sociales. Fernand Dumont illustre l'engagement de la génération citélibriste par une quête de liberté, leitmotiv du tournant de 1960, mais aussi et surtout par une volonté d'inscrire cette quête dans une pratique ayant une efficacité sociale et politique :

Dans de larges secteurs du Canada français, nous assistons actuellement à une effervescence de la liberté. Sur le plan personnel, chacun se débrouille avec la liberté : il en fait une aventure cohérente ou une série discontinue de caprices. Mais dès que la liberté est vécue au sein d'un engagement, dès qu'il faut l'inscrire dans les collectivités et dans les institutions, on cherche des mouvements sociaux, des organisations susceptibles de supporter ses visées concrètes de libération.²

4.1.1. Pallier le manque démocratique

Dans les premiers numéros de la revue et dans le cadre d'une critique générale du système en place et du pouvoir duplessiste, les intellectuels de *Cité libre* lancent des appels à la démocratisation des structures et des partis politiques eux-mêmes : « Il faudrait désormais choisir des députés compétents et actifs, et des gouvernements qui se conforment intègrement à la volonté générale. Pour cela, nous devons assainir le processus par lequel nous les

² Fernand Dumont, « Une histoire de la liberté » (1959), paru dans *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse?* Montréal : Hurtubise HMH, 1971, 234 p., p. 44-45.

élisons.³ » La corruption généralisée⁴, le patronage, les caisses occultes, ainsi que les forces de conservation du Canada français, occasionnent un manque démocratique. Le Parti libéral des années cinquante serait lui aussi en proie aux dissensions internes et au contrôle des forces financières⁵. Les ouvriers sont donc exclus des débats publics, de même que les jeunes. Pour la revue, le problème majeur de la politique canadienne-française repose sur l'absence de sentiment démocratique dans toute la province et ce dans toutes les strates de la société : selon Trudeau, jamais les Canadiens français n'ont eu au cours de leur courte histoire à pratiquer l'exercice de la démocratie, dont ils ne se prévalent pas, préférant les sentiments, les émotions et les idéologies à une politique rationnelle et ouverte, ce qui laisse toujours ouverte la porte aux pires abus :

[...] les Canadiens français forment peut-être le seul peuple connu de l'histoire qui jouisse de la liberté démocratique sans en avoir conquis les avantages de haute lutte. [...] un peuple qui n'a pas encore appris à se gouverner lui-même, un peuple où la démocratie ne peut pas être prise pour acquise.⁶

La séparation entre l'Église et l'État, de même que la séparation entre le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire, forment les bases principales des revendications de la revue, pour qui la démocratie doit être un préalable à toute doctrine politique. C'est la raison pour laquelle les rédacteurs de *Cité libre* vont s'efforcer au sein des petits groupes politiques qu'ils soutiennent de valoriser l'unité de tous (y compris en compagnie de nationalistes modérés) autour de ces valeurs démocratiques, avant que de prôner le socialisme ou la social-démocratie.

³ Pierre-Elliott Trudeau, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, vol. 2, n° 3, décembre 1952, p. 60.

⁴ Marcel Rioux, « L'élection vue de l'Anse-à-la-Barbe », *Cité libre*, vol. 2, n° 3, décembre 1952, p. 47-52.

⁵ Pierre Charbonneau, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, p. 26-46.

⁶ Pierre-Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, octobre 1958, p. 17-18.

4.1.2. La question des tiers partis

Les projets politiques de la revue passent régulièrement par un soutien aux petits partis de gauche et par la création de mouvements lorsque ces derniers sont impuissants à répondre à leurs intérêts. En fait, selon Roch Denis, c'est la quête d'une « combinaison gagnante⁷ » qui pousse les opposants de Duplessis à chercher un outil leur permettant de faire lever le plus efficacement possible sur l'opinion publique. Syndicalisme et mouvements indépendants sont les pierres d'achoppement d'un renouveau politique qui prendrait enfin en considération les mutations de la société afin de les intégrer à un projet de réforme profonde. Le Cooperative Commonwealth Federation (CCF) attire l'attention de la revue, mais les auteurs estiment que ce parti est condamné à l'échec au Québec : « Le CCF n'existe pas au Québec parce qu'il n'y existe pas de radicalisme canadien-français⁸ », d'autant plus que ce parti, né au Canada anglais, ne tient pas compte des réalités québécoises. Le constat ne change pas après qu'une aile québécoise du CCF soit née, le Parti social-démocrate, qui

[...] a eu sur toutes les questions et devant tous les événements une pensée politique positive, nettement identifiable et généralement cohérente. [...] Mais il reste que la pensée sociale-démocratique n'a guère contribué à combler le vacuum idéologique du Québec.⁹

Ce manque d'emprise s'explique notamment en raison d'une absence de tradition de politique sociale au Québec et en Amérique du Nord en général, mise à part l'influence de la doctrine sociale de l'Église. D'où le lancement du Rassemblement en 1956, éteint à cause des socialistes doctrinaires qui l'avaient envahi, selon Trudeau, puis l'idée de l'Union démocratique¹⁰, qui cependant n'a jamais vu le jour concrètement. L'impératif de démocratie qui pousse la revue à appuyer ou initier de tels mouvements la pousse également à tendre la main vers tous les « hommes de bonne volonté », dans une union des nationalistes et des socialistes afin de contrer la morosité politique ambiante : « [...] les démocrates libéraux, les

⁷ Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal : Presses socialistes internationales, 1979, 601 p., p. 181.

⁸ Pierre-Elliott Trudeau, « L'élection fédérale du 10 août 1953 : prodromes et conjectures. » *Cité libre*, vol. 3, n° 8, Novembre 1953, p. 9.

⁹ Pierre-Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, Octobre 1958, p. 8-9.

¹⁰ *ibid.*, p. 2-30.

démocrates sociaux et les démocrates nationalistes se combattent si féroce­ment les uns les autres qu'ils empêchent effectivement la démocratie pure et simple de prendre le pouvoir.¹¹ » Ces démocrates, c'est « notre génération »¹², celle de l'après-Guerre, dont la revue se prétend la porte-parole : les jeunes de trente ans et moins en 1950 sont nécessairement démocrates, rebelles aux systèmes acceptés. C'est par souci de pragmatisme politique que la revue, avec Trudeau à sa tête, va miser d'abord et avant tout sur la démocratie et non sur quelque idéologie, y compris les plus vertueuses, au nom d'une volonté de réunir le plus de personnes possibles. L'objectif initial du « manifeste démocratique », qui signe la naissance de l'Union démocratique en octobre 1958, est par conséquent la démocratie comme préalable à toute idéologie. Ensuite, une fois les structures changées, la seconde étape pourra voir les idéologies et les projets être mis de l'avant; on pourra alors parler de projet économique et social, le peuple choisira. Trudeau s'oppose en cela aux socialistes qui voient dans la démocratie et la révolution un seul et même projet.

Progressivement, les auteurs de la revue à la fin des années cinquante vont cesser d'appeler à la mise sur pied d'un parti ouvrier ou indépendant dans la mesure où ils estiment que séparer ainsi la société ne ferait qu'accentuer des divisions de classe qui ne peuvent qu'être néfastes au projet démocratique. Par ailleurs, le Parti libéral provincial est en train de mettre sur pied un programme avec lequel ils s'accordent, tout en restant vigilants sur ses modes d'application. De cette démocratisation des structures doit naître la réhabilitation de l'homme politique, actuellement discrédité¹³.

La transition vers le Parti libéral est chose faite au début des années soixante. Durant la campagne électorale de juin 1960, Trudeau rappelle le rôle des hommes de gauche face à ces élections, en estimant que seul le Parti libéral peut mettre fin au régime de Duplessis¹⁴. Il faudrait selon lui que les électeurs de gauche, sensibles aux arguments des tiers partis, sachent d'abord faire des compromis s'ils veulent créer une gauche qui n'existe que si peu au

¹¹ *ibid.*, p. 21-22.

¹² Gérard Pelletier, « *Cité libre* confesse ses intentions », *Cité libre*, vol. 1, n° 2, février 1951, p. 2-9.

¹³ Marcel Rioux, « Propos de parti pris », *Cité libre*, n° 24, Janvier-février 1960, p. 10.

¹⁴ Pierre-Elliott Trudeau, « Notes sur l'élection provinciale », *Cité libre*, n° 28, juin-juillet 1960, p. 12-13.

Québec et surtout contrer efficacement les forces de la réaction. C'est cette position avant tout stratégique qu'il va également défendre lors des élections de 1962, en fustigeant les leaders du NPD qui présentent un candidat contre René Lévesque : « Nous aurons donc l'élection de l'électricité et je ne peux pas comprendre qu'un seul démocrate puisse envisager de voter autrement que pour le parti libéral.¹⁵ »

4.1.3. Pour un État interventionniste

Les projets défendus par les intellectuels de la revue, outre la démocratisation des structures, vont insister sur ce qui va s'incarner dans les grandes réformes de la Révolution tranquille, ce que nous verrons plus bas, mais dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé. Dès le début, la revue montre son attachement au principe fédéral, considéré comme le meilleur rempart au totalitarisme duplessiste, mais aussi comme le meilleur appui possible aux changements nécessaires. En effet, à la faveur de la Guerre, l'État fédéral s'est immiscé dans les champs d'intervention provinciaux en assurant un début d'État providence.

La bataille que lui mène le chef de l'Union nationale est globalement condamnée comme la manifestation d'une peur du changement¹⁶. Le nationalisme est ainsi, selon Marcel Rioux, à la fois de droite et conservateur. Seule la gauche peut permettre le développement d'une conscience citoyenne fondée sur l'Homme qui réfute enfin le principe du nationalisme, par définition étriqué :

[...] il est grand temps que ceux qui, au Canada français, se sentent à l'étroit dans une doctrine d'achat chez nous, s'organisent en une gauche qui revendiquera, pour les provinciaux que nous sommes devenus, le droit d'être des hommes.¹⁷

¹⁵ Pierre-Elliott Trudeau, « L'homme de gauche et les élections », *Cité libre*, n° 51, novembre 1962, p. 5

¹⁶ Roch Denis rappelle que la récession de 1958-1959 a entraîné un taux de chômage important, notamment au Québec, qui a regroupé alors la moitié des chômeurs du Canada. La situation était d'autant plus dramatique que Duplessis a refusé que le système d'assistance-chômage, système fédéral, soit implanté au Québec, dans *Luttes de classes et question nationale au Québec (1948-1968)*, Montréal : Presses socialistes internationales et Paris : Études et documentations internationales, 1979, 601 p., p. 203.

¹⁷ Marcel Rioux, « Idéologie et crise de conscience au Canada français », *Cité libre*, n° 14, décembre 1955, p. 19.

Cependant, malgré cette critique du provincialisme, la revue estime que l'État québécois doit être fort et qu'il doit s'affirmer afin d'acquérir les outils qui lui permettront de mettre en place des structures de contrôle répondant à la nouvelle donne sociale. La laïcisation, l'étatisation de l'électricité¹⁸, une politique sociale digne de ce nom, sont des points sur lesquels elle va revenir abondamment, essentiellement à partir de 1960. Les auteurs de *Cité libre* marquent ainsi leur attachement aux principes de la social-démocratie en refusant à la fois le socialisme de lutte des classes et le capitalisme libre de tout contrôle. Pour l'essayiste Pierre Charbonneau en 1957¹⁹, la défense de l'intervention étatique est nécessairement associée à l'intégration de la petite entreprise québécoise au capitalisme industriel. Il s'agit d'une évolution naturelle et essentielle où l'État soutient alors cette entreprise. L'État-providence assure ainsi une forme de justice sociale par la redistribution des biens du capitalisme et par une régulation du libéralisme. Le socialisme que préconise l'auteur n'est donc pas, de son propre aveu, un socialisme s'apparentant à celui pratiqué en Union soviétique ni même en Suède : il s'agit davantage d'ajouter de la gauche dans le système capitaliste²⁰. Cette vision de l'interventionnisme étatique doit passer par un État fort, mais la question qui se pose alors est celle de la place du Québec dans un Canada qui tend à se centraliser.

Face à un provincialisme stérile, le fédéralisme se doit pour la revue d'être décentralisé afin de faire en sorte que la politique soit proche des administrés : « Toute centralisation est tyrannique, si la puissance accrue de la bureaucratie n'est pas assujettie à un contrôle plus énergique des représentants du peuple ou des pouvoirs judiciaires.²¹ » Il faut se garder cependant de tomber dans un excès nationaliste qui occulterait la raison et qui empêcherait les prises de décision du gouvernement central. Trudeau valorise ainsi une

¹⁸ Voir notamment le n° 51, novembre 1962, n° spécial sur les élections du 14 novembre, dans lequel plusieurs articles font référence à la nécessité de la nationalisation de l'électricité. Charles Taylor écrira ainsi qu'elle « est indispensable à la libération économique que nous souhaitons. Elle n'est pas une condition suffisante mais elle est bien une condition nécessaire. »

¹⁹ Pierre Charbonneau, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, p. 26-46.

²⁰ « À notre avis, le socialisme n'est pas la solution rêvée à nos faiblesses économiques. Nous n'avons pas encore maîtrisé le capitalisme; [...] » *ibid.*, p. 37.

²¹ Pierre-Elliott Trudeau, « Politique fonctionnelle II », *Cité libre*, vol. 1, n° 2, février 1951, p. 26.

« politique fonctionnelle » au sein de laquelle les rapports entre le pouvoir central et les provinces ne seraient pas régi par les questions identitaires de quelque forme que ce soit, mais par la raison et les intérêts bien compris de la collectivité. Les sociaux-démocrates de *Cité libre* veulent ainsi favoriser une plus grande participation des citoyens à la vie politique, un « véritable autonomisme »²² de proximité afin de favoriser la responsabilité et l'engagement du peuple.

4.2. Doctrine, hiérarchie et corporatisme : *Laurentie*

Laurentie mise sur des principes politiques totalement différents de ceux préconisés par *Cité libre*. Une doctrine rigide basée sur la hiérarchie (qui s'applique déjà dans l'Alliance Laurentienne), le corporatisme, le coopératisme et un système républicain proche du salazarisme en sont les principales caractéristiques. Le projet politique, économique et social de *Laurentie* se veut d'abord et avant tout un projet global dans l'objectif d'un redressement de la société. Pour *Laurentie*, le problème étant moins culturel que conjoncturel, c'est par une action concertée dans tous les domaines que l'on pourra faire face aux défis modernes.

4.2.1. Le nationalisme et le Centre d'information nationale (CIN)

La revue de Raymond Barbeau mise sur un État qui n'est pas à proprement parler interventionniste, mais plutôt dirigiste. Il s'oppose en cela au groupe qui l'a vu naître et qui prône le statu quo en matière d'intervention, le Centre d'information nationale (CIN)²³. L'Alliance Laurentienne de Barbeau s'inscrit dans ce mouvement initié par Robert Rumilly qui s'accompagne de la création de diverses revues de droite nationaliste²⁴ après 1956. En

²² *ibid.*, p. 28.

²³ Concernant le nationalisme du CIN, voir la thèse de Jean-François Nadeau consacrée à Robert Rumilly : « Robert Rumilly en son histoire ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2003, 539 p.

²⁴ Ces revues sont nées entre autres de l'opposition au courant néonationaliste, plus à gauche, qui commence alors à se manifester dans *L'Action nationale*, dirigée par André Laurendeau. Afin de marquer leur désapprobation avec cette évolution, les intellectuels de droite décident de fonder diverses revues qui vont faire grand tort à *L'Action nationale*, dont les ventes vont péricliter jusqu'au début des années soixante, à partir du moment où François-Albert Angers reprend la barre de la revue

effet, alors que les sociaux-démocrates, dont les porte-parole se retrouvent au *Devoir*, à *Cité libre* ou encore à Radio-Canada, acquièrent de plus en plus de visibilité, les milieux nationalistes eux-mêmes commencent à pencher du côté d'une critique du conservatisme duplessiste et des traditions culturelles. Le CIN est par conséquent un mouvement se posant ouvertement en réaction contre le « gauchisme » tant des néonationalistes que des fédéralistes, dans le but de ramener les élites au nationalisme traditionnel. Ce mouvement manifeste un certain attachement à la politique autonomiste de Duplessis sans aller, sauf pour *Laurentie*, jusqu'à l'indépendance totale. Cependant, il s'agit là d'un milieu au sein duquel le néonationalisme va également trouver ses défenseurs, avant que ces derniers n'adhèrent à l'orientation sociale qui l'a fait se développer durant les années soixante. On peut ainsi penser à André d'Allemagne, qui a participé à l'Alliance Laurentienne et qui s'en dissociera pour fonder le RIN quelques années plus tard²⁵. C'est le cas également de Marcel Chaput, bien que ce dernier soit toujours resté à droite de l'échiquier politique.

Le CIN affirme le caractère national du Québec sans pour autant remettre en cause l'appartenance à la confédération canadienne. Le radicalisme de Barbeau ainsi que ses positions favorables à un État québécois fort, parfois au détriment de l'Église (proposition de la création d'un ministère de l'Éducation), vont par conséquent l'isoler de ce groupe conservateur : il se retrouve en quelque sorte « coincé entre les tenants du statu quo et les contestataires.²⁶ »

4.2.2. L'exemple de Salazar

L'organisation de l'Alliance Laurentienne s'appuie sur une hiérarchie très forte dont la base est la cellule régionale, réplique politique de la famille, considérée comme la cellule sociale par excellence. L'idée est également avancée, et qui va rester embryonnaire, de mettre

et du mouvement. *Tradition et progrès, Nation nouvelle, Laurentie, Nouvelle-France*, disparaissent alors et leurs rédacteurs réintègrent pour certains *L'Action nationale* au début de la décennie.

²⁵ Sur André d'Allemagne, voir son recueil de textes *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal : Agone et Comeau et Nadeau, 2000, 250 p.

²⁶ Éric Bouchard, « Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne : les Ultras de l'indépendantisme québécois, 1957-1962 ». Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal : Université de Montréal, 1997, vi-219 p., p. 18.

sur pied une milice paramilitaire afin de contrer l'anglicisation des forces canadiennes²⁷. Fondamentalement, Barbeau considère le Portugal de Salazar comme un modèle à suivre dans l'établissement de la République de Laurentie. D'après Jean-Marc Brunet²⁸, c'est à la suite d'un voyage en France, où il rencontra le père Gustave Lamarche, qu'il en arrive à la conclusion que le système politique mis en place au Portugal serait l'idéal pour le Québec, mise à part une donnée essentielle : les partis politiques. Au vu de la situation nord-américaine, il ne pouvait en effet promouvoir ouvertement la suppression des partis politiques et consentit donc à les incorporer à son schéma au sein d'un système respectueux de la démocratie parlementaire. Son autoritarisme (qui n'est pas un totalitarisme ni un fascisme selon Barbeau²⁹) s'appuie sur le constat de la nécessité d'une doctrine forte afin d'éviter les tiraillements internes et de faciliter l'action concertée et efficace. Barbeau veut ainsi éviter les divergences de vues au sein de son mouvement, or c'est justement cette trop grande volonté de tout contrôler qui fut à l'origine des défections de 1960.

L'appel à l'autorité d'un chef, qui est une résurgence de certains textes des années trente, est emblématique d'un héritage de droite très puissant chez Barbeau. La revue estime de son devoir de mettre en place les conditions favorables à l'accomplissement du « destin de la race française d'Amérique [...]. Nous préparons la voie à notre Salazar, à notre Bolivar, au libérateur que notre peuple attend depuis un siècle.³⁰ » L'autoritarisme de la revue, qui, contrairement à *Cité libre*, s'est construite en mouvement organisé, se manifeste également par la place accordée aux élites. Ces dernières, une fois conscientisées sur la nécessité de l'indépendance, transmettront ces idées au peuple, qui, lui, « marchera sur Ottawa³¹ ». Le principal objectif politique promu par la revue est le renversement de l'union fédérale,

²⁷ Sur l'Alliance Laurentienne et sa constitution, voir Éric Bouchard, *op. cit.*, p. 73.

²⁸ Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire, Raymond Barbeau et son époque*, Montréal : Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2000, 582 p., p. 76-81.

²⁹ En 1960, Barbeau affirmera que son mouvement est foncièrement démocratique, et qu'il refuse toute comparaison avec un mouvement fasciste : « Toutes les dictatures, quelles qu'elles soient et même celles du type fasciste nous répugnent au plus haut point, et nous en sommes les adversaires irréductibles. Les Laurentiens croient à la démocratie, à la démocratie organique, à la démocratie personnaliste, à la véritable démocratie. » dans « Les Laurentiens ont relevé le défi de l'histoire », *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 919.

³⁰ Alliance Laurentienne, « introduction », *Laurentie*, n° 101, Octobre 1957, p. 1.

³¹ *ibid.*, p. 3.

qualifiée de selon elle de façon abusive de confédération, et ce avec l'aide des nouvelles élites. Ottawa étant la cause de la plupart des maux, y compris sociaux, qui affectent le Canada français, la création de la République de Laurentie permettra l'établissement d'un État fort, respectueux des valeurs inhérentes à la nationalité canadienne-française : « Nos questions sociales accablantes seront résolues entièrement quand les problèmes nationaux et constitutionnels seront réglés.³² » C'est en 1960 que paraît la constitution de la République de Laurentie. Les grandes lignes de l'organisation du pays y sont tracées : prérogatives du Président, rôle de la chambre corporative, qui rassemble les représentants des corporations, libertés individuelles et collectives³³.

Le système économique prévu dans la constitution donne une large part de pouvoir à l'assemblée corporatiste. Cette dernière est constituée des représentants des différents corps de métiers réunis en corporation, allant ainsi à l'encontre du principe socialiste de la lutte des classes : à l'intérieur de chaque corporation, le principe hiérarchique est respecté. Pour les Laurentiens, le corporatisme, associé au coopératisme, assure le maintien d'une spécificité économique québécoise ainsi que l'hégémonie de la petite bourgeoisie dans ses propres secteurs d'activité. Par ailleurs, ce système doit être associé à des mesures étatiques de nationalisation et de contrôle des investissements, notamment afin de contrer le colonialisme économique qui paralyse le Québec : « [...] les moyens pour arriver à la reconquête économique sont, pour les Laurentiens, un meilleur usage des pratiques capitalistes par le moyen du corporatisme, l'intervention de l'État, la nationalisation et le coopératisme.³⁴ » Mais le corporatisme n'a pas qu'une visée économique : il est aussi, aux yeux des Laurentiens, question de justice :

Pour réaliser nos ambitions et poursuivre notre destinée, lorsque l'heure sera venue de vivre normalement, le gouvernement laurentien de la Province de Québec devra : [...] Instaurer, comme régime économique et comme base de justice sociale, les formes d'organisations corporatives.³⁵

³² *ibid.*

³³ Alliance Laurentienne, « Constitution de la République de Laurentie », *Laurentie*, n° 107, janvier 1960, p. 378-404.

³⁴ Éric Bouchard, *op. cit.* p. 149.

³⁵ « Manifeste de l'Alliance Laurentienne », *Laurentie*, n° 104, septembre 1958, p. 227-229.

4.2.3. Les dangers du gauchisme

C'est à partir de 1960 que la revue se radicalise et que le mouvement devient plus dogmatique. En effet, l'essentiel des articles constitue un retour sur ce qu'a accompli l'Alliance Laurentienne, dont le mouvement se donne des cadres stricts notamment par l'établissement d'une constitution. La Révolution tranquille, avec son orientation sociale et nationaliste à la fois, attire autant les foudres que la sympathie de la revue. Elle se positionne dorénavant essentiellement dans un refus de l'individualisme qui selon elle sous-tend toute politique de gauche ou à caractère social. À travers la constitution, les armoiries et le « salut au drapeau » (armoiries et salut datant du n°102, novembre 1957), s'affirme la négation de l'individualisme. Le gauchisme que la revue discerne dans les mouvements politiques et intellectuels du tournant de la décennie est perçu comme l'élément le plus néfaste qui soit pour la communauté dans la mesure justement où il promeut un individualisme qui ne peut qu'apporter la déliquescence des valeurs collectives, une perte d'âme et un oubli de ce qui est le Beau, le Bon, le Vrai, à cause du relativisme qu'il implique. Le Salut au Drapeau est à ce titre manifeste de la négation de l'individu au profit du groupe : « À mon drapeau, je jure d'être fidèle. À la race qu'il représente, à la Laurentie, j'engage mes services. À sa foi, sa langue, ses institutions, je promets mon entier dévouement.³⁶ »

En misant sur une nation homogène, *Laurentie* s'adresse aux Canadiens français catholiques. La revue se défend de l'accusation de racisme ou de xénophobie en affirmant qu'au contraire, une fois la République proclamée, toute personne qui désirera s'intégrer pourra le faire³⁷, mais en attendant une certaine homogénéité est nécessaire afin d'assurer l'harmonie du groupe et de l'action. Il s'agit donc moins d'une nation ethnique en tant que telle que d'un ensemble de valeurs culturelles, un vouloir-vivre conditionné par une certaine morale répondant aux impératifs de la foi catholique. C'est avec cette base culturelle que doit se mener l'action, et non dans un cadre civique qui serait trop flou aux yeux de la revue pour pouvoir prétendre à être efficace.

³⁶ « Salut au Drapeau Fleurdelysé », *Laurentie*, n° 102, novembre 1957, 4^e de couverture.

³⁷ Alliance Laurentienne, « Le Québec aux Québécois », *Laurentie*, n° 107, janvier 1960, p. 373-377.

Cependant, certains collaborateurs de *Laurentie* misent beaucoup moins sur cette vision idéologique que sur l'ambition politique de faire du Québec un État indépendant. C'est le cas notamment d'André d'Allemagne qui insiste davantage sur la nécessité de faire l'indépendance que sur les oppositions entre la gauche et la droite, ou entre un système autoritaire et un système démocratique³⁸. C'est également là le point de vue développé par Maurice Séguin dans ses *Normes*³⁹. Le dogmatisme grandissant de Barbeau au début des années soixante va d'ailleurs causer son isolement et la disparition de son groupe en 1962. Quant à lui, il préférera alors écrire trois livres qui connaîtront un certain succès de librairie : *J'ai choisi l'indépendance*, *Le Québec est-il une colonie?* et *La libération économique du Québec*⁴⁰. Ce n'est que quelques années plus tard qu'on le retrouvera comme héraut de la naturopathie.

Le projet laurentien, intimement lié à la vie intellectuelle de Raymond Barbeau, a cependant été, l'espace de quelques années, le lieu d'élaboration d'un nationalisme de droite qui prit de l'expansion sous diverses formes durant la Révolution tranquille. En misant sur une reconquête politique et économique, *Laurentie* participe à la remise en cause du nationalisme traditionnel au profit d'un projet volontariste touchant tous les pans de la vie collective. À travers un discours souvent dogmatique pointe la volonté de faire aboutir le destin canadien-français en tant que société catholique et française d'Amérique. Ce projet est donc un des points de départ du néonationalisme québécois, qui retire de l'expérience laurentienne la nécessité d'inscrire le projet politique dans un espace défini, le Québec, mais aussi et surtout l'impératif de la reconquête politique. En effet, par rapport aux nationalismes antérieurs, le nationalisme laurentien mise sur le pouvoir politique afin d'assurer le développement économique, donc culturel et social. La seule défense culturelle, bien

³⁸ « Le temps n'est pas venu de se disputer à propos de la forme du régime, qu'adopterait un Québec libre et rénové. [...] Que le futur État laurentien soit socialiste, corporatiste ou capitaliste, il aura avant tout besoin de cadres [...]. » André d'Allemagne, « Réponse à l'enquête sur la Laurentie », dans *Laurentie*, n° 103, mars 1958, texte repris dans André d'Allemagne, *Une idée qui somnolait*, op. cit., p. 16-24, p. 23.

³⁹ Robert Comeau, Maurice Séguin, *Maurice Séguin, historien du pays québécois*. Suivi de *Les normes*, Montréal : VLB éditeur, 1987, 307 p.

⁴⁰ Tous parus aux Éditions de l'homme, respectivement en 1961, 1962 et 1963.

qu'ayant permis par le passé de sauvegarder l'essence canadienne-française, doit céder la place au politique comme principal outil de développement.

Conclusion

Les années cinquante constituent une période de recherche et de repositionnement idéologique qui se passe dans un contexte de perte de légitimité du système politique et économique canadien-français. Les deux options prises par les revues quant à cette perte de légitimité témoignent de divergences certaines entre leurs auteurs respectifs. *Cité libre* s'appuie sur une stratégie politique visant à rassembler les démocrates de toute obédience, néonationalistes comme fédéralistes, afin de faire advenir des structures politiques qui puissent enfin correspondre aux données socio-économiques. Ce qui passe par un État interventionniste et respectueux des libertés individuelles, bref la liberté et l'égalité. Étant donné que le pouvoir provincial, sous l'égide de Maurice Duplessis, représente tout ce qu'ils abhorrent, c'est vers le « vrai gouvernement⁴¹ », celui d'Ottawa, que les rédacteurs de *Cité libre* vont naturellement se tourner.

Laurentie mise, pour sortir le Québec de la misère dans laquelle il semble cantonné, sur une stratégie différente : un État autoritaire est le seul moyen pour relever le Québec et lui insuffler la fierté en même temps que l'idée de grandeur nécessaire, le tout en conservant les traditions qui lui ont permis de survivre au fil des siècles. C'est donc à l'intérieur d'une république strictement hiérarchisée que s'exercera la démocratie, et c'est dans le cadre d'une reconquête des structures que le destin culturel pourra aboutir.

Avec de telles divergences de points de vue, comment définir ces deux groupes comme participant d'une unanime Grande noirceur? L'immobilisme n'est la vertu ni de l'une, ni de l'autre des deux revues. Alors que Trudeau, méfiant à l'égard des partis traditionnels, milite pour un mouvement d'union des forces démocratiques, Barbeau crée une Alliance Laurentienne qu'il croit capable de secouer les élites afin de les faire marcher sur

⁴¹ L'expression est de Jacques Parizeau, qui, tout en entretenant un certain sentiment nationaliste durant les années cinquante, admire l'application des mesures keynésiennes par Ottawa, surtout en comparaison avec la politique telle qu'elle se pratique de Québec. Voir Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Biographie tome 1 : 1930-1970, Le Croisé*, Montréal : Québec-Amérique, 2001, 624 p., p. 167.

Ottawa. Les projets sont de taille : ils veulent un bouleversement complet des structures dans ce qu'elles ont de plus profondément ancrées dans les pratiques politiques de leurs concitoyens. C'est cette habitude de la nonchalance et de la dépolitisation qui agace les intellectuels de gauche comme de droite et qui les pousse à miser sur des changements draconiens. Et chacun des deux groupes condamne l'autre à la marginalité : alors que *Cité libre* voit dans *Laurentie* et les autres groupes de droite nationaliste une résurgence obsolète et néanmoins dangereuse des groupements fascistes d'avant-Guerre⁴², pour *Laurentie* la revue de Pelletier et Trudeau est vouée aux limbes si elle ne se met pas au diapason nationaliste, d'autant plus que, de toute façon, les idées sociales n'ont jamais intéressé les Canadiens français puisqu'ils s'agirait d'idéologies étrangères⁴³.

Le contexte économique favorise également l'élaboration de projets divergents, qui vont du socialisme au corporatisme, mais qui ont en commun de promouvoir une relecture du libéralisme classique et du laisser-faire duplessiste en proie à une sévère critique. Alors que la revue *Cité libre* accueille en son sein des intellectuels se disant socialistes, les textes révèlent en fait que la plupart mettent en avant les principes d'une social-démocratie respectueuse de la propriété privée et basée sur une collaboration avec les syndicats. L'économie québécoise doit ainsi se départir de l'emprise étasunienne qui s'exerce sur elle par l'intervention d'un État fort qui puisse mettre en œuvre une politique de nationalisation et d'investissements. Pour *Laurentie*, le contexte des années cinquante favorise outrageusement les investissements étrangers qui profitent des ressources et du laisser-faire du gouvernement. C'est pourquoi la revue se base sur un système corporatiste et coopératiste visant à modeler une économie qui soit favorable aux petites entreprises. Mais au-delà de cette vision économique, c'est un ordre social complet qui est visé par le corporatisme, dont l'objectif est de contrer la lutte des classes en les englobant toutes dans une même recherche de justice sociale.

⁴² Gérard Pelletier, « Matines », *Cité libre*, n° 21, juillet 1958, p. 1-7, Pierre-Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », *Cité libre* n° 22, octobre 1958, p. 1-31, Gérard Pelletier, « Le nationalisme ... ou la mort », *Cité libre*, n° 41, novembre 1961, p. 3-4, et Pierre-Elliott Trudeau, « La guerre! La guerre! », *Cité libre*, n° 42, décembre 1961, p. 1-3.

⁴³ Raymond Barbeau, « Ni haine, ni isolationnisme, ni impatience », *Laurentie*, n° 114, septembre 1961, p. 721-724, Pierre Grenier, « Le Québec est un État annexé », *Laurentie*, n° 119, juin 1962, p. 962-963.

Alors que les différences de projet sont marquées, il importe à présent d'établir une nuance de taille. En effet, ces projets, relativement flous dans *Cité libre* et plus précis dans *Laurentie*, sont en fait relativement mineurs dans l'argumentation même des revues. Chacune insiste sur la nécessité de telle ou telle mesure et prône tel ou tel système, mais argumente très peu sur ses positions. Par exemple, si *Laurentie* affirme la nécessité d'un système corporatiste, elle le fait dans le manifeste et dans sa constitution, mais la très grande majorité des articles ne mentionne pas cette question. C'est d'abord et avant tout le futur politique du Québec qui intéresse ces intellectuels des années cinquante. Si bien qu'au-delà de leurs divergences (qui s'articulent et s'opposent autour du rapport à la Confédération, du rapport aux traditions, du rapport à l'économie), se manifestent les questionnements portant sur ce de quoi seront faites les prochaines années. Étant donné que chacun s'accorde pour constater la fracture entre un pouvoir de plus en plus contesté jusque dans ses rangs et un contexte socio-économique qui évolue très rapidement, l'importance réside dans la nécessité de faire valoir ses points de vue dans le futur État. Il est nécessaire de tenter d'influencer les citoyens dès à présent (élites ou travailleurs) de façon à avoir voix au chapitre au prochain changement de garde et de façon à ce que l'on n'en soit pas exclus, comme c'est le cas actuellement. Alors, et alors seulement, pourra-t-on bâtir des projets plus précis.

C'est donc d'abord une quête de moyens qui est menée durant ces années : la situation paraissant bloquée, c'est par des projets qui se situent hors du contexte proprement québécois que l'on peut espérer un avenir. Hors du Québec, hors du contexte, cela signifie que les auteurs ne peuvent envisager que la société dans laquelle ils vivent puisse changer à court terme. Les projets qu'ils élaborent visent pourtant une action rapide au vu de l'urgence de la situation. Alors les moyens pour les mettre en œuvre sont étrangers à la situation québécoise : à Ottawa pour *Cité libre*, et dans l'autoritarisme pour *Laurentie*. La réponse à la situation d'empêchement passe donc par des solutions autres ou radicales.

CONCLUSION DU CHAPITRE IV

À travers ces quatre questions posées à nos revues se dégagent quelques points principaux. En ce qui concerne la façon qu'elles ont de désigner ce qui est encore le Canada français, il paraît clair dans les deux cas que c'est un constat d'échec qui s'impose. Le manque démocratique, symbolisé par le système duplessiste, n'a de pair que son corollaire culturel : la petitesse d'esprit et le manque de volonté des Canadiens français. C'est d'abord par la désignation de cet état de fait que passe la solution : identifier les problèmes, c'est un premier pas vers la recherche d'une solution. En soi, les deux revues participent donc du même champ réflexif et du même sentiment d'urgence.

Les rapports de force qui structurent la société canadienne-française voient se mettre en place selon les intellectuels de nos revues une confrontation à venir entre les tenants des anciennes conceptions et ceux qui désirent rattraper le temps perdu. Que ce soit au niveau économique, politique, social ou culturel, les forces occultes qui enserrant le Canada français dans la pauvreté sont les champions d'un système obsolète qui a abouti aux crises économiques, à la déresponsabilisation politique et à la déchéance culturelle. Les élites traditionnelles sont sur la sellette, qui ont entretenu leurs intérêts particuliers à la faveur d'une démocratie jugée faussement représentative. Pour *Cité libre*, les élections de 1956, qui ont malgré tout reporté Duplessis au pouvoir, sont manifestes d'un rapport de force croissant entre progressistes et conservateurs. C'est cette polarisation grandissante qui est constatée également par *Laurentie*, pour qui le Canada français doit faire le choix entre le statu quo et une refonte complète des structures politiques et économiques.

C'est d'ailleurs à une dénonciation des mythes historiques et culturels en général que s'attellent les deux revues. Par la valorisation de la soumission, les élites politiques et les autorités religieuses auraient, au fil des décennies, assis leur emprise sur l'ensemble de la société. Le discours officiel de contrôle social, se basant sur les mythes d'un Canada français passé, n'est plus accepté par les revues, qui vont au contraire inscrire le Québec dans une démarche de rupture. Afin d'accéder à la maturité, le Québec doit s'inscrire dans le courant de l'histoire et cesser de se maintenir en marge de la modernité : pour *Laurentie*, cette modernité passe par la rupture avec la soumission à l'égard d'Ottawa; pour *Cité libre*, c'est par le rejet des élites traditionnelles que passe la solution. Dans les deux cas, l'histoire est une

des bases qui vont permettre aux deux revues d'asseoir leur projet politique. Elles cherchent en effet à inscrire leur réflexion dans une conscience historique, un « sens de l'Histoire » qui doit aboutir à l'émancipation du Canada français pour l'instant empêché.

C'est donc par un bouleversement complet des structures que le Québec accédera à l'histoire. Bien que les projets diffèrent, entre fédéralisme et indépendantisme, entre social-démocratie et corporatisme autoritaire, les deux revues mettent de l'avant un *autre* possible. L'articulation entre le corporatisme social et le libéralisme économique, utilisée abondamment par Duplessis, est considérée comme un projet de régulation sociale qui ne parvient plus à dissimuler ses contradictions. Les revues des années cinquante cherchent par conséquent une porte de sortie à un système qui semble bloqué de toute part. Or, Ils ne peuvent pour l'instant imaginer que ce soit de l'intérieur même de ces structures que viendra le déblocage, et c'est pourquoi ils cherchent la solution ailleurs : à Ottawa pour *Cité libre*, dans l'autoritarisme pour *Laurentie*. Ce en quoi ces revues participent pleinement du paradigme de l'empêchement, jusque dans leurs projets à moyen et long terme.

Les questionnements suscités par les intellectuels des années cinquante et du tournant des années soixante sont essentiellement marqués par cette nécessité de changer les structures en place. Il n'y a pas lieu ici, comme ce sera le cas de *Parti pris*, de changer les données culturelles, mais de faire en sorte que les structures s'adaptent aux changements en cours et reflètent l'émergence de la position d'une nouvelle élite urbaine. Les revues font état d'une crise de conscience, terme à la mode à l'époque; c'est là un fait établi pour elles, qui se manifeste par un sentiment d'impuissance dont elles se sentent elles-mêmes victimes. Ce qui les sépare n'est donc pas ce constat mais les moyens à prendre pour parvenir à changer cette situation. En ce sens, on peut affirmer que les deux revues participent d'un même paradigme et que ce paradigme reflète les aspirations des intellectuels de l'époque à secouer le joug qui semble peser sur une société canadienne-française aliénée, qui ne s'appartient pas. Le mode de représentation officiel néglige d'incorporer une grande partie de la population, qui se retrouve sans voix politique.

Le déclenchement de la Révolution tranquille confirme l'ampleur des anomalies qui avaient cours. C'est à un changement de paradigme que l'on assiste pendant ces quelques mois au cours desquels un discours officiel en remplace un autre et bouleverse le rapport du Québec à lui-même. C'est à travers cette nouvelle grille de lecture que les intellectuels vont

de nouveau interpréter leur période, se faisant les procureurs ou les thuriféraires des changements en cours.

Les années 1961 et 1962 voient poindre une nouvelle génération d'intellectuels qui vont s'approprier les réflexions issues du néonationalisme comme de la social-démocratie pour fonder un nouveau paradigme dans lequel l'identité, les rapports de force, la vision de l'histoire ainsi que les projets politiques seront refondés. Alors que les structures semblent se débloquer, les revues se font les chantres d'une émancipation enfin à portée de main. Mais tout en cherchant à se démarquer, c'est en rapport aux réflexions des années cinquante et notamment à celles de *Cité libre* que vont se développer celles de la Révolution tranquille : l'émancipation va devenir le maître-mot de la modernisation du Québec. Les années soixante s'approprient le leitmotiv des années cinquante, la *liberté*, pour en faire le « début d'un temps nouveau ».